■ la météo

Pluie verglaçante ou pluie. Doux. Vents légers. 25 et 35.

LE DEVOIR

Fais ce que dois

Saint Damase | VOL. LX - NO 288 | Montréal, jeudi 11 décembre 1969 | 10 CENTS

La conférence marque des points, mais...

Le processus sera lent et laborieux - Trudeau



Deux sourires énigmatiques... (Téléphoto PC)

par Michel Roy

OTTAWA – MM. Trudeau, Bertrand et Robarts sont d'accord sur un point: la troisième réunion plénière de la Conférence constitutionnelle a marqué des progrès.

"Les discussions sur la Constitution ont marqué un nouveau progrès, a dit le premier ministre du Canada. D'autres rencontres auront lieu. Ce sont des rencontres entre hommes raisonnables essayant, pas à pas, d'élaborer une nouvelle constitution pour l'avenir."

M. Trudeau devait ajouter dans une interview: "Nous sommes plus près d'une entente sur le type de constitution que nous voulons pour le pays. Mais c'est un processus lent et laborieux. Il serait illusoire de penser qu'une constitution peut naître d'une seule conférence."

C'est en effet un processus "long et laborieux", a dit M. Bertrand à la presse, mais comme l'a dit M. Trudeau, "nous progressons pas à pas".

Pour M. Robarts, les premiers ministres sont engagés dans la bonne voie, mais la route sera longue.

Le communiqué final constate aussi que des progrès ont été accomplis dans la révision globale de la constitution, non pas surtout au cours des trois derniers jours, mais "au cours de l'année 1969", c'est-à-dire à la faveur de la deuxième réunion plénière de février, de la réunion à huis clos de juin, des travaux des divers comités et sous-comités de la conférence, enfin de la rencontre qui s'est achevée peu après 13 heures hier.

Mais, sur la notion même de progrès, les opinions diffèrent. Beaucoup de ceux qui ont assisté à cette réunion pensent que les premiers ministres ont tout bonnement perdu leur temps sous les caméras de la télévision. D'autres, plus réalistes, soulignent que le progrès ne se mesure pas au nombre d'ententes et d'accords conclus au cours des sessions de cette nature. Le progrès, disent-ils, réside dans la volonté d'étudier ensemble les problèmes que soulève la révision et se traduit par l'aptitude des hommes publics à mieux circonscrire les difficultés, à s'entendre sur les données du défi à relever.

Les chefs de gouvernements, qui se sont réunis à huis clos durant près de deux heures en matinée pour mettre au point le communiqué final et le calendrier de travail, sont convenus:

● d'une conférence fédérale-provinciale des premiers ministres le 16 février pour discuter de questions non constitutionnelles, en particulier la conjoncture économique (l'inflation), la pollution (eau) et le rapport du comité du régime fiscal;

● d'une réunion à huis clos, dite "séance de travail", sur la constitution en juin 1970;

● d'une quatrième réunion plénière de la Conférence constitutionnelle (qui a son personnel de plus en plus nombreux et son siège social dans l'ancienne gare Union d'Ottawa), à l'automne de 1970.

Mais les premiers ministres n'ont pu se mettre d'accord sur les principaux points de l'ordre du jour de leur rencontre:

● sur la répartition des compétences en matière de sécurité du revenu et de services sociaux, les positions des gouvernements sont "nécessairement de nature provisoire", note le communiqué qui ajoute: "On ne s'entend pas tout à fait sur les définitions. . ." Il n'empêche que la discussion a porté sur les trois grands aspects de la sécurité sociale, tel que le gouvernement fédéral les avait définis: soutien du revenu, assurance-revenu et services sociaux.

● Le Québec affirme toujours que les provinces devraient avoir une compétence exclusive dans le domaine du soutien du revenu. Les autres reconnaissent généralement au pouvoir central la compétence de verser des paiements de soutien aux individus: sécurité de la vieillesse, pensions aux invalides et aux aveugles, allocations familiales, etc.

● Au chapitre de l'assurance-revenu, où la compétence est concurrente, quelques provinces doutent que la prépondérance que réclame Ottawa à l'égard de l'assurance-retraite soit nécessaire ou souhaitable. L'Ontario et le Québec s'y opposent.

Le gouvernement fédéral ne parvient pas à convaincre les premiers ministres des provinces sur le mode de remboursement aux provinces qui ne participeront pas aux programmes à frais partagés. Faut-il verser des subventions inconditionnelles aux provinces non participantes? Faut-il verser une compensation aux citoyens des provinces non participantes? Faut-il seulement dispenser les citoyens d'une province non participante de l'impôt perçu par Ottawa aux fins de financer le dit programme?

● Sur la fiscalité on convient de renvoyer au comité permanent des fonctionnaires l'examen de la place et du rôle de la taxe de vente et des droits successoraux dans le cadre d'une constitution renouvelée.

● Sur les disparités régionales, tous reconnaissent qu'il faut s'employer à éviter les inégalités. Ils est même proposé d'inscrire cet objectif dans le préambule de la constitution. Mais on ne s'entend pas sur les modalités.

Enfin, les premiers ministres ont été saisis des rapports des comités ministériels de la Conférence sur les langues officielles, les droits fondamentaux et sur le système judiciaire. Sur chacune de ces questions, les études et les négociations se poursuivront.

● Quant aux services sociaux et de bien-être, domaine qu'Ottawa propose de confier en exclusivité aux provinces comme c'est le cas présentement, "plusieurs provinces proposent qu'on étudie la possibilité d'établir une compétence concurrente dans ce domaine", en particulier pour réaliser des objectifs nationaux. Ces demandes émanent des provinces moins fortunées.

● On convient que les ministres fédéraux et provinciaux devront étudier la question de savoir si l'on peut répondre plus efficacement aux besoins du pays en confiant les aspects sociaux des services de la main-d'oeuvre aux provinces. Cette requête est formulée par M. Bertrand.

● On ne s'entend pas sur les conditions auxquelles le gouvernement fédéral pourrait entreprendre des programmes à frais partagés dans les domaines de compétence provinciale. Faut-il l'accord de trois régions canadiennes sur quatre? Ou de trois sur cinq?

Dominée lundi par l'affrontement entre MM. Trudeau et Bertrand au sujet de la

Voir page 10: La conférence



Un accueil chaleureux

L'équipage d'Apollo-12 a quitté la quarantaine hier à 15h02, soit environ quinze heures plus tôt qu'il était prévu. Charles "Pete" Conrad, Alan L. Bean et Richard F. Gordon ont aussitôt regagné leurs foyers respectifs où ils ont eu un accueil chaleureux ainsi qu'en témoigne notre document représentant Gordon et sa femme Barbara. Rappelons que c'est les 19 et 20 novembre que Conrad et Alan Bean s'étaient promenés sur la surface de la lune tandis que Richard Gordon les attendait à bord du module de commandement. Hier, la NASA a fixé officiellement la région du cratère de Fra Mauro comme destination à l'équipage d'Apollo-13. Jim Lovell, le premier homme à s'attaquer alors une quatrième fois au cosmos, Fred Haise et Thomas Mattingly décolleront du Cap Kennedy le 12 mars prochain à 15h28. Lovell et Haise aluniront dans la matinée du 17; Mattingly les attendra sur orbite lunaire. Fra Mauro est un vaste cratère de 50 milles de diamètre aux pentes accidentées, situé dans la région équatoriale de l'astre. Il présente aux yeux des géologues et des minéralogues de la NASA un intérêt supérieur à celui des lieux d'alunissage des deux derniers vols Apollo. De source autorisée on note toutefois que le nuage de poussière soulevé par le module lunaire Intrepid quand il ne volait plus qu'à quelques mètres de la lune semble encore poser un problème. La visibilité de l'équipage a été ainsi gênée et la consommation de carburant s'en est fortement ressentie.

(Téléphoto PA).

L'affaire LaGrenade

Charles Gagnon est acquitté

par Guy Deshaies

Charles Gagnon a été déclaré non coupable du meurtre de Mlle Thérèse Morin, tuée d'une bombe à l'usine LaGrenade le 5 mai 1966.

Après trois semaines de procès il a fallu trois heures de délibérations aux douze jurés pour revenir devant le tribunal et prononcer leur verdict de non-culpabilité.

Les petits mots "non coupable", prononcés timidement par le président du jury, ont déclenché un cri de joie de la part de l'audience formée principalement d'amis de Charles Gagnon qui, depuis le 2 juin dernier, début du premier procès pour l'affaire LaGrenade, attendent une décision.

Mes Robert Lemieux, Bernard Mergler et Pierre Cloutier, avocats conseils de Gagnon sont tout de suite accourus au box des accusés où se trouvait Gagnon ébaubi pour étreindre et embrasser leur client tout ému et pour manifester sans retenue leur joie.

Après que le crieur du juge Boucher, s'époumonnant, eut réussi à rétablir le silence dans la cour, le juge adressa une dernière fois la parole aux jurés dans les termes suivants: "Messieurs, je vous remercie. Vous aviez une grande responsabilité. Cette cause était très difficile et je respecte votre verdict. Dès le début j'avais senti votre sens de l'objectivité et je crois, d'après le jugement rendu, que vous avez fait votre devoir." Puis le juge Boucher, dont la voix trahissait aussi l'émotion, s'est adressé à Charles Gagnon, debout dans le box des accusés: "Quant à vous, monsieur Gagnon, j'ai toujours été contre les sermons mais je crois que vous pouvez vous compter un peu chanceux. Cela prouve que notre code criminel n'est pas fait seulement pour les malfaiteurs mais aussi pour les hommes libres. Avec les talents que vous avez et votre pondération je crois que vous pouvez, bien que vous ayez été privé de votre liberté, vous réadapter et utiliser vos talents à des fins qui à l'avenir ne vous exposeront pas."

Gagnon eut le mot de la fin en disant: "Je tiens à vous remercier vous, messieurs les jurés. Vous avez rendu le seul verdict qui s'imposait dans les circonstances. Monsieur le président, vous venez de me libérer mais cela n'est pas chose faite. Je vais immédiatement entreprendre toutes les démarches nécessaires et dès que je serai libéré j'utiliserai tous mes talents à réaliser l'idéal d'un Québec libre et indépendant".

D'ici là Gagnon devra en effet demander un cautionnement en rapport avec les autres actes d'accusations qui pèsent contre lui et aussi sa libération conditionnelle pour la condamnation dont il est l'objet eu égard au vol à main armée au cinéma Jean-Talon. Gagnon avait été condamné à deux années de prison en octobre 68 pour cette affaire.

Il s'agit du 5e procès de Charles Gagnon depuis son arrestation à New York le 26 septembre 1966. Des six chefs d'accusation qui avaient été portés contre lui, trois n'ont pas encore été débattus en cour; il s'agit de trois conspirations pour déposer des bombes, une à la Dominion Textile à Saint-Henri, une autre à Drummondville et l'autre au monument Dollard des Ormeaux. Quant à l'accusation d'homicide involontaire relativement à la mort du jeune Jean Corbo, déchiqueté par sa propre bombe qu'il allait déposer à la Dominion Textile le

Voir page 10: Charles Gagnon





L'armée du Dahomey a renversé hier le président Émile Derlin Zinsou (en haut), qui a été arrêté. Le colonel Maurice Kouandete, chef d'état-major de l'armée, a annoncé qu'un nouveau gouvernement serait constitué dans les plus brefs délais. (Nos informations à la page 11).

Est-ce trop lent?

Le peuple du Québec répondra à l'élection de 1970 - Bertrand

par Gilles Lesage

OTTAWA – Estimant que la révision de la constitution progresse "pas à pas", M. Bertrand croit que l'élection générale qui aura lieu d'ici quelques mois au Québec permettra à la population de dire si elle est satisfaite ou non du long cheminement vers une nouvelle constitution.

Le rythme n'est-il pas trop lent? a demandé un reporter. "S'il l'est trop, on le verra à l'élection de 1970, qui constituera en quelque sorte un bon référendum sur le sentiment du Québec. Pour la première fois, il y aura un parti indépendantiste avec des candidats dans tous les comtés. L'élection est le meilleur moyen de juger de l'opinion de la population."

Le premier ministre du Québec, avait-on appris au cours de l'avant-midi, devait rendre publique à la fin de la conférence constitutionnelle une déclaration dans laquelle il reprenait en termes vigoureux les objectifs fondamentaux du Québec, surtout en ce qui concerne la nouvelle répartition des pouvoirs.

Le texte était prêt pour distribution. Mais il n'en fut rien. A l'issue de la réunion des premiers ministres à huis clos – et qui a duré plus de deux heures – pour la rédaction d'un communiqué conjoint et pour la détermination des prochaines étapes, et après que M. Trudeau eut mis publiquement le point final à la réunion, M. Bertrand s'est contenté de répondre, fort longuement, aux questions des reporters.

Il n'a pas voulu dire s'il était satisfait ou déçu de l'ensemble des discussions se contentant de noter que la révision avance pas à pas et qu'elle sera longue, en raison des "différences fondamentales" qui existent entre le Québec et les autres provinces, et chez ces dernières entre elles.

M. Bertrand ne veut pas non plus s'imposer de délai. Mais à un journa-

Voir page 2: M. Bertrand

Trudeau donne raison à Lévesque-Masse.

OTTAWA – Trudeau a donné raison à Lévesque en montrant, lors de la conférence, que le dialogue est difficile pour ne pas dire impossible.

C'est ce que le ministre des affaires intergouvernementales du Québec, M. Marcel Masse, a confié hier aux reporters, à l'issue de la conférence constitutionnelle. M. Masse pas plus que M. Cloutier, ministre de la santé, qui accompagnait M. Bertrand à la réunion, n'a aucunement participé aux discussions, mais il a tenu à rencontrer les journalistes pour leur faire part de sa grande déception, d'abord au moyen d'un texte écrit qu'il a lu en partie, puis en réponse à leurs questions.

Voir page 2: Marcel Masse

Pour la banlieue

Le coût de la police signifiera hausse de taxe d'au moins $0.15

par Normand Lépine

QUEBEC – En vertu du bill 75, créant la communauté urbaine de Montréal, le coût total de toutes les opérations policières de l'île de Montréal devra être partagé dès janvier prochain entre toutes les municipalités intégrées à la communauté; ce partage signifiera pour les propriétaires des villes de la banlieu de Montréal une augmentation de plus de $0.15 par $100 d'évaluation foncière.

Cette augmentation est celle qu'a avancée hier M. Lucien Saulnier, président du comité exécutif de Montréal, devant la commission parlementaire des affaires municipales, qui a entrepris l'étude du projet de loi créant la communauté urbaine de Montréal.

Le maire de St-Laurent, par contre, a mis le doigt sur ce qui semble un problème fondamental: pourquoi les municipalités de l'île de Montréal commenceraient-elles à payer dès le mois prochain, a demandé M. Marcel Laurin, quand on ne sait même pas si l'intégration des forces policières (que décidera ultérieurement la communauté) sera partielle ou totale?

Il est clair qu'un des éléments essentiels des discussions relatives au bill 75 est justement l'intégration des forces policières de l'île de Montréal. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à consulter les chiffres révélés hier par le ministre des affaires municipales à ce chapitre du budget de la communauté urbaine de Montréal pour les deux prochaines années.

Voir page 2: Hausse de taxe

Le règlement 3926

La police appréhende un groupe de contrevenants

C'est dans le calme le plus parfait, voire même la bonne humeur, que s'est déroulée hier soir vers huit heures la manifestation d'un groupe de syndicalistes, d'artistes, d'écrivains et d'universitaires, contre le règlement numéro 3926 de la ville de Montréal interdisant précisément toute manifestation publique. La réunion avait été organisée à l'occasion du 21ième anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par l'ONU.

Réunis au Monument national, boulevard St-Laurent, les manifestants ont d'abord discuté de la meilleure méthode à suivre pour exprimer leur protestation et sont ensuite descendus dans la rue, se tenant coude à coude, pour entreprendre une marche vers l'hôtel de ville.

Ils ne purent aller très loin cependant car un barrage de motocyclettes les attendait à l'intersection du boulevard Dorchester. Pendant qu'un haut-parleur annonçait aux manifestants qu'ils contrevenaient à un règlement municipal, ceux-ci rétorquaient de tous leurs poumons que c'étaient plutôt les policiers qui les empêchaient de circuler.

Puis les protestataires s'assirent dans la rue pour écouter le poète Gaston

Voir page 2: Arrestations

■ au gré du temps

Les petits plats dans l'écran

Le premier ministre Trudeau a dû faire le bonheur de nombreuses dames en leur révélant une formule qu'il a longuement employée devant les caméras de la conférence d'Ottawa.

Cette formule, c'est "le pouvoir de dépenser". Voici un argument qui sonne bien au moment où les marchands de toutes sortes multiplient leurs blandices pour attirer la clientèle des Fêtes.

On parle déjà assez d'argent dans les foyers actuellement sans que de nouveaux termes pécuniaires y arrivent par le truchement de la télévision. Ce qui ne fait qu'affoler les maîtresses de maison qui, risquant de confondre leurs propres problèmes de budget avec ceux des provinces, vont peut-être mélanger recettes financières et recettes de pudding et assiettes fiscales avec plats de réveillon.

Louis-Martin TARD

suites de la première page

HAUSSE DE TAXE

M. Robert Lussier a en effet apporté les précisions suivantes:

Pour la première année des opérations de la communauté urbaine, le budget affecté à la police est de $53 millions sur un budget total de $72 millions; pour la deuxième année des opérations, le coût total des forces policières passera à près de $56 millions sur un budget total de la communauté de $82 millions.

Le président du comité exécutif de la ville de Montréal évalue, pour l'année financière en cours, à environ $50 millions ce qu'il en coûtera à toutes les municipalités pour le maintien des forces policières de l'île de Montréal (sans qu'aucune intégration ait encore été décidée).

Rappelons aussi que le budget actuel de la police de Montréal est d'environ $34 millions et que l'augmentation accordée aux policiers montréalais après le "putch" du 7 octobre dernier s'élève à environ $5 millions.

Pour arriver à dire que les banlieues de Montréal devront supporter une augmentation de $0.15 par $100 d'évaluation foncière dès le 1er janvier, M. Saulnier procède de la façon suivante: il déduit de $50 millions (ce qu'il en coûtera le 1er janvier pour tous les corps de police) la subvention provinciale de $8 millions et arrive à une somme partageable entre les municipalités, y compris Montréal, de $42,5 millions. Or comme l'évaluation foncière totale de la communauté est de $10 milliards, le coût par $100 d'évaluation est de $0.42.5. D'autre part, le coût actuel des services de police des banlieues est d'environ $10 millions et, compte tenu de leur évaluation municipale uniformisée de $4 milliards, on peut dire que les services de police des banlieux coûtent présentement $0.27 par $100 d'évaluation. Si donc on soustrait ce dernier montant du $0.42 par $100 d'évaluation établi plus haut pour tous les corps de police de l'île de Montréal, on arrive à environ $0.15 par $100 que devront débourser, en plus, les contribuables des banlieues.

Plusieurs observateurs estiment que l'obligation pour les municipalités de payer dès le 1er janvier 1970 pour tous les corps de police de l'île correspond au désir inavoué des autorités de Montréal qui doivent faire face à l'augmentation de $5 millions consentie dernièrement à leur corps de police...

Au chapitre de la police, certains témoins et députés se sont demandés si ce partage n'incitera pas les policiers des villes et municipalités de banlieues à exiger la parité avec les policiers de Montréal, chose qu'il serait inconcevable de leur refuser.

On s'est également demandé si les pouvoirs conférés par le bill 75 au Conseil de sécurité publique qui a autorité sur la police de la communauté ne sont pas exorbitants; on note en effet que le conseil de la communauté sera obligé d'homologuer les décisions prises par ce conseil dans le domaine de la coordination des forces policières.

Autre problème, aussi soulevé par les députés libéraux de la commission et notamment par M. Jean Lesage: dans quelle mesure les prévisions budgétaires de la communauté au chapitre de la police traduisent-elles une certaine politique salariale? M. Lesage a souligné qu'une autre convention collective sera négociée en 1970 à Montréal et peut-être en 1971.

Selon les chiffres révélés par le ministre Lussier en effet, on prévoit pour la première année de la communauté une somme d'environ $53 millions à l'item de la police et pour la deuxième année une somme d'environ $56 millions. Cette différence traduit-elle une augmentation des effectifs policiers ou une politique salariale?

Enfin on a soulevé le problème de savoir si l'intégration des forces policières à l'échelle de l'île de Montréal était une chose souhaitable, compte tenu de l'expérience malheureuse du 7 octobre dernier; qu'arrivera-t-il si tous les policiers de l'île déclenchent une grève?

Des discussions d'hier on ne saurait dire qu'il y a consensus sur cette fonction importante de la communauté urbaine de Montréal, soit l'intégration des forces policières de l'île de Montréal. Rappelons encore une fois que cette intégration n'aura lieu que lorsque la communauté le décidera; elle pourra intégrer certains corps de police seulement ou les intégrer tous à la fois. Il reste cependant que les municipalités de l'île doivent à partir du 1er janvier 1970 partager le coût des opérations policières de tout le territoire.

Le ministre Lussier, pour sa part, répondant à ceux qui s'objectent au partage des frais avant qu'il y ait intégration, a répliqué qu'il ne faut pas confondre "protection" et "intégration", signifiant par là que dès janvier prochain chaque municipalité sera assurée d'une protection policière identique à toutes les autres, y compris Montréal.

M. Jean Lesage a d'autre part soulevé en fin de journée le problème de la représentativité au sein du conseil de la communauté urbaine de Montréal.

MARCEL MASSE

C'ext en réponse à l'une de ces questions que M. Masse a lancé la phrase citée au début, et laissé entendre que M. René Lévesque et le Parti québécois pourraient bien être à la fin les bénéficiaires de la situation actuelle.

Ce n'est pas ce qu'estime, quant à lui, le premier ministre, M. Bertrand, qui pense que l'Union nationale et le gouvernement ne sortent ni plus forts, ni plus faibles, de la conférence constitutionnelle.

Dans son texte, M. Masse dit ceci: "L'attitude du premier ministre du Canada, lundi en particulier (au sujet de la sécurité sociale et du non servi au Québec), a semblé donner raison à ceux qui pensent que M. Trudeau a été élu par le Canada anglais pour mettre le Québec à sa place.

"Je n'ai jamais senti de façon aussi nette la réalité bi-nationale de notre pays", ajoute M. Masse.

Dans une phrase qu'il n'a pas lue aux reporters, il disait ceci de plus: "Je ne dis pas encore qu'a défaut d'une fédération à dix, il nous faille envisager une fédération à deux, mais il faudra aussi regarder en ce sens." Une autre phrase rapportée par M. Masse: "Le compte final de la conférence: 10 à 1, un étant évidemment le Québec.

"Aussi longtemps que la position fédérale s'exprime dans la fermeté, a déclaré M. Masse, elle est acceptable, mais le danger est qu'elle en vienne à s'exprimer dans l'intolérance, l'agressivité ou l'intransigeance. De façon générale, la conception de M. Trudeau se résume en deux mots: uniformité et centralisation. Le Québec plaide plutôt pour la diversité et l'autonomie. Nous avons été mis en présence de deux systèmes nationaux, l'un axé sur Ottawa, l'autre sur Québec." Il en a retiré l'impression que le Québec est seul quand il s'agit de l'essentiel, soit d'une nouvelle répartition des pouvoirs.

Le ministre des affaires intergouvernementales a souligné que la discussion sur la sécurité sociale – point sur lequel le Québec a fait porter ses efforts à la conférence – avait donné lieu à des "interventions troublantes" de la part d'Ottawa. A l'argument fédéral voulant qu'il y ait un régime de rentes uniforme à travers le pays, M. Masse répond: "Pour les mêmes raisons, on pourrait souhaiter un seul système d'éducation".

"Il devient de plus en plus évident, estime-t-il encore, que nous nous trouvons en face d'un gouvernement du Québec dont les positions constitutionnelles sont fondamentalement différentes de celles de la plupart, sinon de tous les autres gouvernements du Canada, provinciaux ou fédéral. Il faut bien comprendre que si le Québec se comporte différemment, ce n'est pas par caprice. Le Québec est différent, la collectivité québécoise est elle-même différente, elle revendique le droit d'agir comme telle, d'agir selon son être propre, d'agit différemment."

M. Masse a dit d'autre part qu'il n'était pas en désaccord avec la façon dont M. Bertrand s'est comporté à la conférence, mais qu'il y avait peut-être "une approche différente".

Pourquoi alors n'a-t-il pas lui-même participé aux débats? C'est qu'il avait été convenu que seul le premier ministre parlerait et que lundi, d'ailleurs, seuls les premiers ministres ont parlé. Il n'en fut toutefois pas de même lundi et hier.

Quant à M. Bertrand, il a dit qu'il n'avait pas lu la déclaration de son jeune collègue, mais il s'est dit assuré qu'elle était conforme à "l'orthodoxie" du gouvernement.

M. Masse ne devrait-il pas rejoindre M. Lévesque? Le jeune ministre confie: "Si le peuple le veut, l'Union nationale est le meilleur parti pour le mener vers la souveraineté."

M. BERTRAND

liste qui lui suggère une période de cinq ans, il répond que l'on devrait bien alors en être venu à une entente générale entre les onze gouvernements.

La première conférence constitutionnelle a eu lieu en février 1968, et celle qui vient de se terminer est la troisième à laquelle M. Bertrand préside la délégation du Québec, mais la première à titre de premier ministre "confirmé" par un congrès de l'Union nationale.

M. Bertrand a répété qu'il ne faut pas s'étonner de la lenteur des négociations, à cause de la diversité ses cultures, des régions et des problèmes qui se posent à chacune d'entre elles.

Mais dans son entourage, l'on était visiblement plus déçu et certains membres de la délégation québécoise ont confié qu'ils se sentaient "déchirés" profondément. M. Bertrand lui-même, dans l'intimité, ne serait pas aussi serein qu'il veut le laisser paraître en public et se sentirait quelque peu accablé par l'ampleur de la tâche de "vendre" le Québec à Ottawa et aux neuf autres provinces. Mais, dirait-il aussi, il veut accomplir son "devoir" jusqu'au bout, laissant le temps à la relève de se préparer.

Patient, il soutient qu'il ne servirait à rien de claquer les portes, de donner des coups de poing sur la table et de quitter le terrain avant que la dernière balle ne soit lancée. "Se séparer pour se marier à nouveau? Je préfère un mariage de raison."

A l'inconnu que représente à ses yeux la souveraineté, M. Bertrand préfère faire face à des obstacles connus, de l'ordre de ceux que le Québec vient de rencontrer à nouveau à Ottawa.

Le premier ministre a laissé entendre que ses collègues des autres provinces à huis clos ont laissé percer une certaine impatience au sujet de l'insistance du Québec à vouloir refaire du tout au tout la constitution. Ils voudraient plutôt que l'on mette la sourdine sur cette question pour s'attaquer à des problèmes de "pain et de beurre".

Le plus agressif en ce sens est certes M. Thatcher, de la Saskatchewan, qui a déclaré carrément: "Cessons de tenir des conférences fédérales-provinciales uniquement pour examiner les problèmes du Québec. Ma province est aux prises avec un problème de transport des marchandises et cela est aussi important pour l'avenir du pays que le problème du Québec!"

C'est pour se rendre à des demandes de ce genre que les premiers ministres se réuniront à nouveau en février prochain. Ils tiendront en juin prochain une séance de travail relative à la constitution. Cette réunion ne sera pas télévisée, croit-on généralement, et c'est ce que souhaite M. Bertrand, entre autres. C'est dire que le prochain grand "spectacle" télévisé ne saurait avoir lieu avant l'automne prochain, et donc fort probablement après que les Québécois seront allés aux urnes.

Le premier ministre a souligné que si le sentiment est unanime au Québec en vue d'une réforme en profondeur de la constitution de 1867, il n'en est pas ainsi dans les autres provinces, où les problèmes de "pain et de beurre" sont plus importants qu'une entente sur une nouvelle répartition des pouvoirs, capitale pour le Québec.

Mais M. Bertrand a confiance en la jeunesse; il a particulièrement apprécié le fait que le premier ministre du Manitoba, M. Schreyer, qui n'a que 33 ans, ait aussi évoqué la délégation de pouvoirs que le Québec voudrait faire accepter par Ottawa. "C'est un jeune, c'est l'avenir..."

M. Bertrand veut continuer de négocier. Mais il souhaite que le gouvernement fédéral, à l'instar de ce que le Québec a fait il y a plus d'un an en publiant un document de travail contenant un ensemble de propositions, fasse connaître d'un seul coup sa politique générale, plutôt que de le faire à la pièce. "Cela nous permettrait de voir les points où nous nous rejoignons, et les autres où nous nous éloignons."

Evoquant le "niet" d'Ottawa au désir du Québec de rapatrier la sécurité sociale, M. Bertrand a dit que la façon de procéder d'Ottawa suscite des "chocs plus violents".

Si les autres gouvernements font mine de mettre la sourdine à la révision constitutionnelle, le Québec, quant à lui, a indiqué M. Bertrand, mettra l'accent sur sa constitution interne. Il se propose par le truchement de la commission parlementaire sur la constitution, de créer un comité de travail relatif à une charte des droits de l'homme.

"J'ai accompli mon devoir de mieux faire connaître le point de vue du Québec", conclut M. Bertrand.



Pour manifester leur opposition au règlement 3926 de la ville de Montréal, interdisant toute assemblée et réunion jusqu'au 13 décembre 1969, ces syndicalistes, journalistes, écrivains, cinéastes, artistes et universitaires avaient choisi le 10 décembre 1969, soit le jour du 21e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La police en a arrêté 87 en tout. (Photo Le Devoir par Keystone)

ARRESTATIONS

Miron leur lire la déclaration des droits des Nations unies.

Les policiers entreprirent alors les arrestations. S'adressant à un manifestant à la fois, on demandait en termes très polis de circuler ou de monter dans un des paniers à salade qui étaient là tout près, ce qui fit dire à une femme témoin de la scène qu'elles n'avaient pas eu droit à tant de délicatesse lors de leur arrestation en vertu du même règlement il y a quelques jours!

En tout et partout, 87 personnes furent arrêtées, le sourire aux lèvres pour la plupart, et conduites au quartier général de la police, rue Gosford. Parmi les figures très connues qui se retrouvèrent ainsi dans les cellules, mentionnons le père Vincent Harvey, dominicain, les syndicalistes Pierre Vadboncoeur, Raymond Laliberté, Fernand Foisy, André L'Heureux et Paul Cliche, l'avocat Robert Lemieux, les artistes Hélène Loiselle, Lionel Villeneuve et Pauline Julien, les écrivains Gaston Miron et Françoise Loranger, les professeurs Hélène David et Claude Lagadec, les cinéastes Arthur Lamothe, Gilles Carles, Michel Brault et Claude Jutras, le peintre Jean-Paul Mousseau, Mme Simone Chartrand, M. Marcel Chaput et le caricaturiste Berthio.

Tard hier soir, quelques personnes avaient déjà été libérées sous cautionnement. Les prévenus comparaissant au rythme de 4 à la fois, on s'attendait à ce que tous aient retrouvé leur liberté à l'aube. Toutes les personnes arrêtées devaient se présenter en Cour municipale ce matin à 10 heures et répondre à deux chefs d'accusation, refus de circuler et contravention au règlement 3926.

L'AITA convient d'une nouvelle échelle de tarifs transatlantiques

par François Barbeau

Réunis à Caracas depuis le 18 novembre, les membres de l'Association internationale des transports aériens ont convenu mardi d'une nouvelle échelle de tarifs transatlantiques qui entrera en vigueur le 1er mars 1970, pour une période d'un an, sujette toutefois à l'approbation des gouvernements intéressés.

La nouvelle échelle s'appliquera aux liaisons entre l'hémisphère occidental et l'Europe, le Moyen Orient, l'Afrique et l'Inde et comprend notamment des réductions appréciables.

D'autre part, les représentants des compagnies aériennes ont décidé de prolonger d'une semaine la validité des billets pour les excursions de 14 à 21 jours, sans en hausser le prix. Les représentants des compagnies aériennes ont aussi accepté de lancer sur le marché un billet pour les excursions de 29 à 45 jours, et d'introduire de nouveaux tarifs réduits pour les groupes de 80 passagers. Par contre, certains privilèges d'escales pour les billets à prix réduits ont été éliminés.

Pour les excursions de 14 à 28 jours, les tarifs qui s'appliquaient aux excursions de 21 jours demeurent en vigueur. Pour les excursions de 29 à 45 jours, les tarifs suivants s'appliquent: Londres-Montréal $233, Londres-San Francisso $427. Il faut noter qu'il s'agit de tarifs de saison creuse, c'est-à-dire d'hiver.

Les tarifs pour groupes homogènes de 80 personnes ou plus sont les plus bas jamais offerts par les lignes aériennes. En saison creuse, par exemple, le tarif Londres-Montréal sera de $153.

Commentant les laborieuses discussions qui viennent de prendre fin à Caracas, et qui font suite à une période de négociations menée à Lausanne, le directeur général de l'AITA, M. Knut Hammarskjold, a déclaré que les accords conclus permettaient aux lignes aériennes de se préparer à la conférence mondiale sur le trafic aérien, qui doit être tenue à Honolulu à l'automne prochain et au cours de laquelle on doit étudier une nouvelle échelle simplifiée des tarifs correspondant au marché actuel.

Air Canada n'est pas satisfait

Air Canada n'a souscrit qu'avec la plus grande réserve à un nouvel accord sur les tarifs de l'Atlantique conclu à Caracas par les membres de l'Association internationale du transport aérien. A notre sens, cet accord ne va pas aussi loin qu'il le faudrait pour rendre accessible au grand public le transport aérien à prix modique.

C'est le commentaire qu'a fait à Montréal le président de la société Air Canada, M. J. R. Baldwin, sur les résultats de la réunion de Caracas, au cours de laquelle cette nouvelle échelle de tarifs a été décidée par les représentants des compagnies aériennes membres de l'AITA.

M. Baldwin a rapporté qu'en octobre, quand Air Canada avait déposé son projet de "minitarifs" consentant des avantages aux groupes sans exiger l'appartenance à une association, elle était portée à croire qu'elle obtiendrait, soit par accord de l'AITA soit par des ententes bilatérales à l'échelon gouvernemental, un appui suffisant pour le mettre en vigueur.

Il est évident, a dit M. Baldwin, que le projet d'Air Canada, même retouché, apparaît encore inacceptable aux autres gouvernements et transporteurs, qui s'opposent en particulier à ce que l'on consente des escomptes de volume à des passagers qui n'appartiennent pas à une association ou à un groupe déterminé.

Néanmoins, poursuit le président d'Air Canada, le nouveau tarif de l'Atlantique nord offre au voyageur un certain nombre d'avantages appréciables.

Parmi les avantages dont parle M. Baldwin, on note les prix les plus bas jamais consentis aux groupes de 80 personnes au moins membres d'une association.

Tout en reconnaissant le caractère positif des nouvelles mesures adoptées, particulièrement celles ayant trait à la prolongation des excursions, M. Baldwin a déclaré qu'Air Canada ne pouvait que déplorer la déception que causera le rejet de ses propositions, telles que soumises, pour ceux qui avaient déjà l'intention de profiter des "minitarifs".

QUÉBEC

Suite de la page 8

la connaissance de la langue anglaise n'est pas nécessaire. Un Québécois de langue française ne devra pas être obligé de travailler en anglais avec un autre concitoyen du Québec.

● La langue anglaise est un fait que le Québec français ne peut pas ignorer en Amérique du Nord. L'anglais va continuer à être parlé au Québec et la cultre anglaise continuera à se développer. Les Québécois de langue anglaise pourront communiquer avec chaque autre concitoyen de langue anglaise.

● Les Québécois de langue anglaise apprendront graduellement à parler la langue française. Apprendre une seconde langue est un processus graduel. Comme les Canadiens français ont appris à parler la langue anglaise. Les Québécois de langue anglaise seront heureusement surpris de la rapidité avec laquelle ils apprendront la langue française.

DÉCÈS

Notez s.v.p. que les avis de décès doivent nous parvenir avant 6.00 p.m. heure de tombée.

BOURBONNAIS Juliette à Montréal, le 9 décembre 1969 à l'âge de 75 ans, est décédée, Juliette Lalonde, épouse de feu J. Albert Bourbonnais, mère de Valois Marcel, Pierre-Paul, quatre filles Pierrette (Mme C.W. Potter) Ghislaine (Mme M. Paquin) Monique (Mme Paul Ferron) Yseult (Mme S. Imbeulton) ainsi que 22 petits-enfants.
Les funérailles auront lieu vendredi le 12 décembre. Le convoi funèbre partira du Salon J.R. Deslauriers Limitée No. 5650 rue Chemin Côte des Neiges à 8 heures 50, pour se rendre à l'église Notre-Dame des Neiges où le service sera célébré à 9.00 heures. Et de là au cimetière de Dorion lieu de sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.



Les CERTIFICATS D'ÉPARGNE BCN sont des cadeaux pratiques, qui plairont à coup sûr. Encaissables en tout temps, c'est comme du comptant. C'est même beaucoup mieux: vous les payez $7.00 aujourd'hui et ils vaudront $10.00 dans cinq ans (8.57% d'intérêt simple). Cadeaux émis en certificats de $10 ou de multiples de $10 dans une jolie enveloppe aux couleurs vibrantes exprimant votre joie de donner. Offerts dans toutes nos succursales.

À JEAN?
À PAULINE?
À CHARLES?
À MONIQUE?
À MICHELINE?
À PIERRE?

...je donne en cadeau des Certificats d'Épargne

dont la valeur augmente de jour en jour

$7 valent $10



Banque Canadienne Nationale
la banque qui a le souci de satisfaire sa clientèle

CINZANO
APERITIF

L'île Bizard veut rester agricole et dit non à la communauté urbaine

par Normand Lépine

QUEBEC – "Mon peuple ne veut pas de la communauté urbaine de Montréal!", a lancé hier matin sur un ton décidé et non équivoque le jeune maire de l'Ile Bizard, M. Raphael Patry, aux membres de la commission parlementaire des affaires municipales.

Ce premier témoin de la commission n'a pas manqué de susciter l'intérêt des parlementaires et des nombreux représentants des municipalités de l'île de Montréal venus assister aux séances de la commission des affaires municipales.

Selon le maire Patry, l'île Bizard n'a rien de commun avec les autres municipalités de banlieue concernées, sinon un lien géographique contestable, et, au surplus, l'Ile Bizard ne retirerait aucun avantage du regroupement préconisé dans le bill 75; au contraire, a expliqué M. Patry, ce regroupement coûtera aux contribuables trois fois plus de taxes qu'ils en paient actuellement.

Le maire Patry explique cette triple augmentation de la façon suivante: puisque, selon le ministre Robert Lussier, il coûtera plus de $100.000 à l'Ile Bizard pour être membre de la communauté urbaine de Montréal, et comme à l'heure actuelle le budget de cette municipalité est de $40.000, il faudra tripler le montant des taxes pour atteindre le prix de son association aux autres municipalités de la communauté.

Soulignons ici que la municipalité de l'Ile Bizard compte environ 400 familles, soit près de 2.600 âmes. Précisons aussi que cette localité de la région métropolitaine jouit présentement d'un caractère champêtre et campagnard.

D'après le maire Patry qui, mentionnons-le, a été élu à cette fonction le 2 novembre dernier, plus de 60% de la population a un revenu inférieur à $4.000 par année et que environ le tiers des taxes est payé par quatre ou cinq résidants riches. La communauté urbaine de Montréal, a dit M. Patry, étouffera les cultivateurs de l'Ile Bizard et les forcera à abandonner leur terre.

L'évaluation foncière totale de l'Ile Bizard est de $20½ millions.

D'autre part, le maire Patry a reproché au ministère des affaires municipales de ne pas avoir consulté les autorités de l'Ile Bizard pour préparer l'avant-projet de juin dernier et le bill 75.

L'Ile Bizard, a ajouté le maire, n'a jamais fait partie du conseil de coordination interurbain; elle n'a jamais fait partie du conseil de Montréal métropolitain: l'Ile Bizard n'a jamais été mentionnée dans le rapport Blier et, enfin, elle n'a pas été invitée le 24 octobre dernier par le ministère des affaires municipales pour discuter du projet de loi.

M. Patry a ensuite énuméré les divers services qu'administrera la communauté urbaine de Montréal et a expliqué qu'aucun d'eux n'apportait quoique ce soit aux contribuables de l'Ile Bizard.

Les arguments du maire Patry ont paru rencontrer une certaine approbation chez les députés libéraux; le député de Westmount en particulier, M. Richard Hyde, s'est interrogé sur la nécessité d'intégrer l'Ile Bizard immédiatement à la communauté urbaine de Montréal.

D'autres députés libéraux ont exprimé l'avis que si on intégrait l'Ile Bizard, il faudrait peut-être aussi intégrer Repentigny, Laval et, dans le cas de la communauté urbaine de Québec, Lévis, Lauzon, etc.

Le maire Patry a été entièrement appuyé par le maire de Verdun, M. Gariépy.

M. Lucien Saulnier, président du comité exécutif de Montréal, a expliqué de son côté que l'Ile Bizard faisait incontestablement partie de la communauté urbaine de Montréal, principalement par ses liens géographiques avec l'Ile de Montréal; il a en outre soutenu que le prix que doit payer l'Ile Bizard pour être intégrée à la communauté urbaine sera compensé par la qualité et la quantité des services qui lui seront fournis par la communauté.

La police prendra 70 p.c. du budget

QUEBEC (par Normand Lépine) – Le ministre des affaires municipales, M. Robert Lussier, a révélé hier devant la commission chargée d'étudier le bill de la communauté urbaine de Montréal des évaluations assez précises de chaque poste du budget de la communauté pour les deux premières années d'opérations.

Les chiffres sont classifiés en trois rubriques: 1. réglementation et normes, 2. services, 3. institutions. Dans la colonne de gauche on pourra lire les estimations de la première année, et dans la colonne de droite celles de la deuxième année:

	1ère année	2ième année
1. Réglementation et normes		
a) Construction	$ 60,000	$ 60,000
b) Circulation	60,000	66,000
c) Pollution de l'air	347,000	347,000
d) Aqueducs et égouts	220,000	280,000
e) Disposition des ordures	100,000	100,000
sous-total:	787,000	853,000
2. Services		
a) Evaluation	122,000	254,000
b) Schéma d'aménagement	440,000	560,000
c) Service de santé	250,000	400,000
d) Traitement des données	220,000	280,000
sous-total:	1,032,000	1,494,000
3. Institutions		
a) Commission de transport	16,800,000	23,000,000
b) Sécurité publique	53,300,000	55,800,000
c) Administration de la communauté	790,000	945,000
sous-total:	70,890,000	79,745,000
Total brut:	72,709,000	82,092,000
(–) Subventions:	8,939,000	8,939,000
Total net:	63,770,000	73,153,000

Les seuls coûts qui sont présentement assumés par les municipalités sont ceux qui apparaissent sous la rubrique "institutions"; des institutions coûtent aux municipalités environ $70 millions et coûteraient, dans deux ans, environ $78 millions.

Les autres coûts sont nouveaux et sont principalement affectés à des salaires, honoraires et études qui seront faites par la communauté au chapitre de la réglementation et des services.

Plusieurs s'interrogent sur ce qu'il en coûtera à la communauté pour survivre lorsque ces deux premières années d'opérations seront écoulées. Il faudra alors passer à l'action, disent-ils.

Ainsi, dès la troisième année, la communauté devra intégrer tous les services de santé qui existent présentement sur l'Ile de Montréal.

Le ministre Lussier a toutefois précisé que ces chiffres sont des estimations qui pourront varier avec les années et la marche des opérations de la communauté.

En tenant compte des deux premières subventions provinciales de $8 millions chacune pour les deux premières années, la communauté réaliserait un surplus de $6 millions la première année et de $5 millions la deuxième. On croit cependant que la somme de $6 millions servira à payer les augmentations de salaires des policiers de Montréal et diminuera d'autant le fardeau fiscal des Montréalais.

Québec instituera un ministère des communications

QUEBEC (de notre bureau) – Au nom du premier ministre Bertrand, M. Rémi Paul, leader du gouvernement à l'assemblée nationale, a déposé hier un projet de loi visant à créer un ministère des communications (bill 87).

Ce projet, disent les notes explicatives, a pour objet d'instituer un ministère des communications, qui aura pour fonctions, dans le cadre de la compétence du Québec, de proposer au gouvernement une politique des communications pour le Québec et de l'appliquer.

Le nouveau ministère surveillera les réseaux de communications au Québec, établira des services de communications pour les ministères du gouvernement et coordonnera les services établis par les organismes publics.

Le nom du ministère des transports et communications serait changé en celui de ministère des transports; la Régie des services publics, qui relevait de ce ministère, relèverait du ministère des communications.



En dépit de l'apparence que lui donnent des raies rouges et blanches, cette nouvelle locomotive diesel de CP Rail n'est pas en sucre d'orge car sa puissance est celle de 3,600 chevaux. C'est d'ailleurs la plus puissante locomotive à circuler sur les chemins de fer de tout le Canada. Elle est fabriquée au Canada et CP Rail en a commandé 74 en tout, au coût global de $28 millions.

Le syndicat pose la question

Daly & Morin a-t-il violé la loi touchant les licenciements collectifs?

Ou bien la compagnie Daly et Morin déménage en Ontario, et alors le gouvernement doit prendre des mesures pour protéger les employés conformément aux lois; ou bien la compagnie ne déménage pas, et alors le gouvernement doit prendre des mesures pour qu'elle négocie de bonne foi conformément au Code du travail. Telle est l'alternative devant laquelle les grévistes de cette usine de Lachine viennent de placer le gouvernement de Québec, dans un télégramme envoyé hier au premier ministre Jean-Jacques Bertrand, ainsi qu'à MM. Jean Lesage et René Lévesque.

Dans ce télégramme, le président de la Fédération nationale du vêtement (CSN), M. Jean-Noël Godin, signale d'abord au premier ministre qu'il a déjà, en date du 6 novembre dernier, demandé au ministre du travail, M. Maurice Bellemare, de discuter du déménagement éventuel de Daly et Morin en Ontario avec les grévistes.

Le ministre du travail, soutient M. Godin, n'a pas répondu à cette demande faite par télégramme, alors que la grève durait déjà depuis trois mois et que la compagnie avait déjà annoncé qu'elle déménagerait à Brockville, en Ontario.

Or, l'article 45 de la loi sur la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre (bill 49 sanctionné le 13 juin 1969) oblige tout employeur qui, "pour des raisons d'ordre technologique ou économique", prévoit devoir faire un licenciement collectif, à donner un avis au ministre du travail dans un délai minimum. Si le licenciement touche 100 employés ou plus, le délai est de trois mois; s'il touche 300 ou plus, il est de quatre mois.

M. Godin affirme que les employés n'ont jamais su si la compagnie avait avisé le ministre du travail, mais si elle l'a fait, dit-il, le ministre "n'a pris aucune mesure pour assurer le reclassement et l'indemnisation des employés", conformément à l'article 45 de cette loi.

On sait que le 20 novembre dernier eut lieu à Québec une rencontre avec le sous-ministre Réal Mireault et quelque 50 grévistes, à la suite de laquelle les négociations ont repris avec l'intervention de M. Claude Mérineau, de la direction générale des relations patronales-ouvrières au ministère, et de M. Gilles Laporte, conciliateur.

Mais, écrit M. Godin à M. Jean-Jacques Bertrand, "pendant qu'on négociait, la compagnie faisait préparer une lettre d'ultimatum qui fut distribuée aux grévistes vendredi après-midi le 5 décembre, à peine deux heures après que les négociations eurent pris fin. De plus, la compagnie convoquait vers midi vendredi, une conférence de presse qu'elle a donnée à 4h.00 pour rendre son ultimatum public, alors qu'une séance de négociation était fixée pour l'après-midi, séance qui a effectivement eu lieu mais qui a uniquement servi à nous communiquer l'ultimatum de la compagnie dans les termes suivants:

"Si les grévistes ne sont pas rentrés au travail lundi, l'usine sera définitivement déménagée en Ontario."

Ces faits, soutient M. Godin dans son télégramme au premier ministre, "démontrent que du coté de la compagnie, les négociations étaient truquées et n'étaient pas des négociations de bonne foi comme le stipule le Code du travail".

Le président de la Fédération du vêtement rappelle alors le vote secret de 139 voix contre 26 pris vendredi en faveur de la grève, la tentative de la compagnie de rouvrir l'usine lundi à l'aide d'un "comité de boutique", tentative qui a avorté, et finalement la nouvelle annonce du déménagement de la compagnie "cette fois non plus à Brockville mais à Cornwall", pour conclure ainsi: "Vous comprendrez qu'il n'y a pas moyen de négocier dans ces conditions."

Suite à la page 10

LE CIRQUE DU PÈRE NOËL
5 au 14 DEC.
PLACE BONAVENTURE
aussi Une Ménagerie d'Animaux Sauvages
Un Zoo d'Animaux Domestiques Pour Enfants

Billets maintenant en vente à la Place Bonaventure Bureau d'information Hall d'exposition guichet ouvert le 5 déc. Obtenez GRATUITEMENT billet pour le Cirque (valeur $1.00) avec tout achat de $1.00 ou plus aux magasins de la Place Bonaventure

Ven. 5 déc. 8.30 p.m.
Sam. 6 déc. 10.30 a.m. - 2.30 p.m. - 8.30 p.m.
Dim. 7 déc. 1.30 p.m. - 4.00 p.m. - 8.00 p.m.
Lun. 8 déc. 8.30 p.m.
Mar. 9 déc. 4.30 p.m. - 8.30 p.m.
Merc. 10 déc. 4.30 p.m. - 8.30 p.m.
Jeu. 11 déc. 4.30 p.m. - 8.30 p.m.
Ven. 12 déc. 4.30 p.m. - 8.30 p.m.
Sam. 13 déc. 1.30 p.m. - 2.30 p.m. - 8.30 p.m.
Dim. 14 déc. 1.30 p.m. - 4.00 p.m. - 8.00 p.m.

BILLETS: ENFANTS $1.00 - Adultes: $2.00
Réservés $3.50

Contrôleurs du trafic aérien?

Le rapport de conciliation sera remis avant minuit demain

OTTAWA (d'après PC) – La commission de conciliation dans le différend qui implique les quelque 1,000 contrôleurs de trafic aérien a vu hier son mandat prolongé jusqu'à vendredi, à minuit. Cette nouvelle a été rendue publique par le syndicat; le premier vice-président de l'Association des contrôleurs, William Hill, a déclaré avoir reçu un télégramme d'un haut fonctionnaire de la commission des relations du personnel de la fonction publique, M. Jacob Finkelman, faisant état de l'échéance retardée.

La prolongation du mandat est importante car un syndicat n'acquiert le droit de grève, en vertu de la loi de la fonction publique, que sept jours après la déposition du rapport au président de la commission de conciliation. Une grève pourrait donc débuter, légalement, vendredi de la semaine prochaine, soit le 19 décembre. Même si certains leaders syndicaux semblent être en faveur du recours à la grève dans les circonstances présentes, il est à prévoir que l'on attendrait après la période de pointe du temps des Fêtes pour mettre en branle le mécanisme de grève.

Les contrôleurs veulent un contrat de deux ans comportant une augmentation de 16 à 20 pour cent et une réduction de 30 heures du temps actuellement alloué au travail chaque mois, soit 130 au lieu de 160 heures. La convention est échue depuis le 30 juin 1969. Il est indubitable qu'une grève des contrôleurs paralyserait une grande partie du trafic aérien au Canada car ce sont eux qui guident les appareils à l'aide du radar et de tout un équipement très délicat.

aujourd'hui

A 09h50, au 3131 est, rue Sherbrooke, conférence de presse pour annoncer une clinique de dons de sang à la Croix-Rouge (Lions).

●

Horaire ministériel: 10h30, le premier ministre **Bertrand** rencontre l'ambassadeur de la Bulgarie, M. Kiril Chterev; 12h30, le ministre **Marcel Masse** préside un déjeuner en l'honneur de M. Chterev; 19h00, le ministre **Jean-Guy Cardinal** à l'émission "Format 30", à Radio-Canada, Québec. Quant au ministre **Mario Beaulieu**, il assiste aux réunions du comité du régime fiscal et du comité fédéral groupant les ministres des finances provinciaux à Ottawa.

●

Déjeuners-causeries: **Publicité-Club** de Montréal, au Château Champlain, causerie de l'humoriste **Guy Fournier**; **The Kiwanis Club** of Montreal, à la Maison du commerce, causerie de **Pierre Des Marais II**; **Club Richelieu**, à la salle Bonaventure du Reine Elizabeth, le président de la CECM, **M. Pierre Carignan**, parlera de "L'éducation en milieu défavorisé"; **The Lions Club** of Montréal, salon Sheraton du Mont-Royal, conférencier **M. Arthur Woodhouse**.

●

A 14h00, au Centre du Bon-Conseil, 1215 est boul. Ste-Foy à Longueuil, partie de cartes du comité des Dames auxiliaires des Soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil.

●

A 18h00, au Reine Elizabeth, dîner annuel des **Canadian Friends of Yeshiva University**. Conférencier: **M. A. Leo Levin**.

●

A 20h00, à l'école Saint-Jean, 200 boul. de la Concorde (Pont-Viau), le Front du Québec français tiendra une assemblée publique à l'intention de la population de Laval. Orateurs: **M. François-Albert Angers** et **M. Vincent Harvey**.

●

A 20h00, à l'auditorium du Jardin botanique, des **films de l'ONF** seront présentés en collaboration avec le service des parcs de Montréal. **Entrée libre.**

●

Activités des **candidats à la direction du Parti libéral du Québec**: **Me Robert Bourassa** rencontre les délégués de Westmount et Notre-Dame-de-Grâce à 21h00; **Me Pierre Laporte** rencontre les délégués de Saint-Louis, Saint-Henri, Laurier, Saint-Jacques, Sainte-Marie et Sainte-Anne, à 21h00, au Club de Réforme; **Me Claude Wagner** rencontre les délégués de Chauveau, Limoilou, Jean-Talon, Montmorency et Saint-Sauveur, à 20h00, au motel des Laurentides, à Beauport.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
Service d'éducation permanente

ADMINISTRATION DU PERSONNEL ET RELATIONS DE TRAVAIL

Programme de cours du soir offerts au trimestre hiver-printemps.

- **ASPECTS ÉCONOMIQUES DES RELATIONS DE TRAVAIL**
  Date limite d'inscription: 12 janvier
- **ADMINISTRATION DU PERSONNEL**
  Date limite d'inscription: 13 janvier
- **NÉGOCIATION COLLECTIVE**
- **PRINCIPES DE L'ADMINISTRATION ET DE L'ORGANISATION**
  Date limite d'inscription: 14 janvier
- **COMPTABILITÉ INDUSTRIELLE**
- **ÉLÉMENTS DE SOCIOLOGIE**
  Date limite d'inscription: 15 janvier

Demandez notre annuaire.
Service d'éducation permanente,
Université de Montréal,
3333 Chemin de la Reine-Marie, (6è étage)
Adresse postale: C.P. 6128, Montréal 101, Qué.

343-6090 (jour) 343-6992 (soir)

L'INSTITUT DE FORMATION PAR LE GROUPE INC.
Offre un quatrième programme annuel de formation à l'intention des cadres d'organisation.

DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION ET STYLES DE GESTION

DATES: 1ère partie: du 1er au 7 février 1970
2ème partie: du 5 au 11 avril 1970

Cette session est organisée par l'Institut de Formation par le Groupe. L'I.F.G. est un organisme composé de psychologues sociaux professionnels; il se spécialise dans l'entrainement et la consultation en relations humaines appliquées au travail et à l'action de groupe.

Cette session a pour but d'aider chaque participant à réfléchir sur les structures et le fonctionnement de leur organisation, puis à accroitre leurs connaissances et à développer leurs habiletés dans ces domaines par l'approfondissement de quatre grandes dimensions: - Le leadership - La communication - Le travail d'équipe - L'organisation.

MEMBRES DE L'I.F.G. responsables de cette session.

YVAN TELLIER, Ph. D. directeur de l'I.F.G., professeur de psychologie à l'Université du Québec, membre associé des National Training Laboratories.

ROGER TESSIER, Ph. D. professeur de psychologie à l'Université du Québec.

BERNARD TREMBLAY, Ph. D. professeur de psychologie à l'Université du Québec.

Cette session a lieu à l'Institut Coopératif Desjardins, Lévis.

Renseignements:
INSTITUT DE FORMATION PAR LE GROUPE INC.
3600 ave. Barclay, Suite 420, Montréal
Tél.: 735-5171

Les leçons à tirer d'une conférence peu efficace

Le bilan de la réunion des premiers ministres, qui vient de se terminer à Ottawa, n'est pas facile à établir. Si l'on en juge par les discussions qui se sont déroulées devant la télévision, et par le communiqué final de cette troisième réunion plénière de la conférence constitutionnelle, les résultats paraissent assez minces.

Faut-il y voir, avec M. Strom, la moins profitable des réunions tenues jusqu'ici, ou avec M. Schreyer une sorte de séance d'information? M. Thatcher estime que la réunion a été un exercice de futilité, tandis que M. Trudeau y voit des progrès substantiels. La vérité est probablement entre ces opinions extrêmes; car l'énumération des désaccords dans le communiqué final comporte des leçons utiles.

On a remis en question la formule des conférences télévisées. M. Bennett juge que cette diffusion est excellente car elle permet aux citoyens de savoir ce dont parlent leurs représentants; mais M. Thatcher considère que le huis clos s'impose, à la fois pour supprimer les discours qui s'adressent aux téléspectateurs, et aussi pour donner aux premiers ministres une plus grande liberté de manoeuvre dans leurs négociations. Les deux méthodes sont nécessaires et devraient alterner. Les débats des derniers jours ont permis à un grand nombre de Canadiens de mieux saisir la complexité, la gravité et l'urgence du débat constitutionnel. Mais pour les négociations, le huis clos est sûrement plus efficace.

●

La journée de lundi a paru décevante pour le Québec, car notre province s'est sentie isolée devant l'indifférence ou l'opposition que suscitaient ses revendications dans le domaine de la sécurité sociale. Mais cette épreuve aura été utile si elle a permis aux autorités fédérales et aux gouvernements des autres provinces de comprendre enfin la situation particulière de notre province.

M. Bertrand a exposé les raisons pour lesquelles le Québec estime que les provinces devraient avoir une compétence exclusive dans le domaine du soutien du revenu parce que ses paiements ou allocations doivent être coordonnés avec les services sociaux. Les autres provinces sont divisées à ce sujet, les unes estiment que le gouvernement fédéral et les législatures provinciales doivent conserver le pouvoir d'effectuer des paiements généraux de soutien du revenu, tandis que d'autres veulent que ces paiements soient effectués par Ottawa.

Même à propos des services sociaux, que le gouvernement fédéral juge logique de remettre à la compétence exclusive des provinces, plusieurs provinces préfèrent une compétence concurrente, afin que le gouvernement fédéral puisse verser des subventions conditionnelles aux provinces afin de réaliser des objectifs nationaux au sujet de ces services.

●

Dans le domaine de l'assurance-retraite, sur lequel Ottawa réclame une primauté qui appartient actuellement aux provinces, le Québec a obtenu l'aide de plusieurs provinces, et l'on peut espérer que cette nouvelle tentative de centralisation aura été répudiée de façon définitive. Québec a aussi obtenu qu'on remette à l'étude la question des programmes fédéraux de main-d'oeuvre afin que les ministres décident si, en raison de leurs aspects sociaux, ces services de main-d'oeuvre doivent être remis aux provinces.

A cause de l'attitude énergique du Québec, et aussi des avis divergents des autres provinces sur certains services, les propositions fédérales, quant au partage des compétences en matière de sécurité du revenu et de services sociaux, feront l'objet de nouvelles études. Mais une conclusion est évidente: le Québec est seul à réclamer une compétence exclusive sur l'ensemble de la sécurité sociale.

Une fois de plus, il faut constater que dans une question d'importance majeure, les exigences du Québec sont inconciliables avec les vues de l'ensemble des autres provinces et du gouvernement central. Tant que l'on se butera à cet obstacle, et qu'on tentera de l'éluder au lieu de chercher une solution acceptable, les conférences sur la réforme constitutionnelle ne pourront pas progresser. La principale leçon à tirer de la réunion de cette semaine, c'est que, par le détour des délégations de pouvoirs ou autrement, il faudra que la future constitution permette au Québec de choisir des orientations différentes de celles que préfèrent les autres provinces, notamment en matière de sécurité sociale. Autrement, l'avenir de la fédération canadienne sera menacé par l'obstination des centralisateurs.

●

Cette réunion des premiers ministres révèle aussi une déficience des méthodes de travail dans la réforme constitutionnelle. C'est assez normal qu'une entreprise aussi complexe progresse lentement, et personne ne pouvait s'attendre que l'on puisse tomber d'accord sur tous les sujets en deux ou trois ans. Mais il faudrait tout de même avancer. Or toutes les questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion ont été renvoyées de nouveau aux divers comités de la conférence.

Les comités ont préparé des rapports, le gouvernement fédéral et certains gouvernements provinciaux ont publié des livres blancs ou des mémoires sur divers aspects des problèmes constitutionnels. Pour aller plus loin et arriver à des accords, il faudrait que les négociations se poursuivent de façon plus fréquente, non seulement au niveau des comités de fonctionnaires, mais aussi entre les ministres qui doivent prendre les décisions.

Une réunion plénière des premiers ministres, surtout si elle est télévisée, n'est pas l'endroit le plus favorable à cette tâche délicate. Il faudrait que les projets d'accords soient déjà prêts et acceptés en principe par les gouvernements. Si l'on en juge par les discussions de ces jours derniers, le travail préliminaire a été négligé; le communiqué final constate qu'on ne s'entend même pas sur les définitions dans les domaines de la sécurité du revenu et des services sociaux. Il faudra accélérer les travaux et multiplier les séances de négociations intergouvernementales si l'on veut que les conférences annoncées pour l'an prochain donnent plus de résultats que celle de cette semaine.

Paul SAURIOL



- Qui a été sage durant la dernière session ?

bloc-notes

Le caractère d'urgence de la crise constitutionnelle

Le "Globe and Mail" de Toronto écrivait, hier, à propos de la conférence constitutionnelle de cette semaine que "ce qui est inquiétant, c'est qu'on ne semble pas se rendre compte du caractère d'urgence de la présente situation". Cette situation pourrait devenir extrêmement critique, ajoutait-il, si le premier ministre Bertrand allait soumettre le tout aux passions d'une prochaine élection provinciale.

Le quotidien torontois a raison. Il existe encore quelques premiers ministres provinciaux qui semblent considérer des réunions comme celle de cette semaine un gaspillage de temps et d'énergie. Dans leur optique, il serait beaucoup plus important de résoudre les problèmes économiques du pays ou ceux de certaines de ses régions particulières.

Tant que ces personnes n'auront pas compris que le débat constitutionnel ne concerne pas uniquement le Québec mais le pays tout entier dont il met en jeu l'existence même, on pourrait bien continuer à marquer tragiquement le pas.

Si le Québec, de son côté, ne doit pas procéder par ultimatum, le reste du pays, d'autre part, doit comprendre que le processus de la révision constitutionnelle doit être considérablement accéléré. Comme l'a dit à Ottawa, M. Marcel Masse, chaque jour qui passe mine la confiance des Québécois dans la Confédération. "Moins nous faisons de progrès à Ottawa, plus les forces opposées au fédéralisme gagnent du terrain au Québec. Certains premiers ministres provinciaux ne perçoivent point ce phénomène, parce qu'ils sont trop pris probablement par leurs problèmes locaux. Ils sont trop provincialistes et pas assez canadiens."

Nous reconnaissons, quant à nous, à un premier ministre de l'ouest le droit de soulever des questions comme celles de la mévente du blé, des tarifs-marchandises, des débouchés pour le pétrole, mais le lieu pour discuter de ces problèmes n'est sûrement pas une conférence constitutionnelle. Il y a d'autres conférences fédérales-provinciales où de tels débats peuvent s'engager.

En somme, il faut, en ce moment, pouvoir mener plusieurs types de discussions à la fois. Nos hommes publics doivent être sur la sellette. Ils ne peuvent s'accorder aucun répit. Les moments que nous traversons sont extrêmement exigeants. Mais nous n'avons pas le choix. Quand le péril est en la demeure, bien des tâches doivent être menées de front. On ne saurait se reposer tant que la menace n'a pas été écartée.

La démission du ministre Bellemare

Les journaux d'hier nous apprenaient que M. Maurice Bellemare remettrait d'ici quelques jours sa démission comme ministre du Travail dans le cabinet Bertrand. M. Bellemare serait forcé par son état de santé de réduire considérablement le tempo de ses activités.

On savait depuis quelque temps que le député de Champlain avait de sérieux problèmes de santé et qu'il envisageait de quitter la vie politique avec la fin de la présente législature. Une rechute récente est sûrement à l'origine de cette décision de laisser à d'autres le soin d'administrer l'important ministère du travail.

Quoi qu'il en soit, l'abandon de son poste par le ministre nous peine véritablement. M. Bellemare avait vraiment insufflé un esprit nouveau à son ministère, un dynamisme qu'on ne lui avait pas encore connu jusqu'ici et beaucoup d'observateurs impartiaux de la scène politique espéraient qu'il pourrait continuer cet excellent travail encore au moins quelques mois.

Le député de Champlain milite sur la scène provinciale depuis plus de vingt-cinq ans. Il n'a jamais ménagé ses efforts pour servir les siens au meilleur de ses capacités. Particulièrement depuis son entrée dans le cabinet Sauvé, en 1959, et depuis le retour de l'Union nationale au pouvoir, en 1966, il n'a pas compté les heures qu'il consacrait à la chose publique.

Comme ministre du Travail, notamment, il a abattu une besogne de géant. Il pouvait négocier des heures et des heures sans prendre de repos quand surgissaient des situations d'urgence. Il était toujours prêt à payer de sa personne pour aider au règlement des conflits.

M. Bellemare n'était pas un expert dans les questions ouvrières. Il a suppléé à cette carence par des lectures et des consultations incessantes. Il aura eu surtout le grand mérite de s'entourer d'une équipe de collaborateurs de premier ordre et de travailler en étroite collaboration avec elle.

Il a toujours parlé d'ailleurs avec beaucoup de fierté de cette équipe. Il avait l'humilité d'admettre qu'il devait beaucoup de ses succès à ces collaborateurs mais on ne saurait oublier qu'il les avait lui-même recrutés en bonne partie et qu'il avait su leur inculquer son dynamisme et son désir de servir.

De toute façon, M. Bellemare et cette équipe ont beaucoup fait pour améliorer notre législation ouvrière en ces dernières années. Le ministre du Travail avait également su s'attirer la coopération des grandes centrales ouvrières et du monde du patronat.

Aussi, croyons-nous que son départ appauvrira cet important secteur d'activité. Il est malheureux que l'homme se soit épuisé à la tâche.

Nous lui souhaitons un prompt et complet rétablissement. Nous sommes d'ailleurs assuré que c'est le souhait que formulent à son endroit non seulement ses collègues de l'Union nationale mais tous les députés de l'Assemblée nationale.

V.P.

■ lettres au DEVOIR

Vues contraires à celles de M. Yves Julien

Dans Le Devoir du 25 novembre 1969, M. Yves Julien, stagiaire en administration dans la Fonction publique fédérale, écrivait qu'il n'y avait que deux choix possibles pour le fonctionnaire canadien-français, soit s'intégrer au milieu anglophone, soit quitter l'organisation. Il nous rappelle que ces options sont les mêmes que celles "qui s'offraient aux fonctionnaires canadiens-français, il y a quelques années".

Etant donné que la "Loi sur les langues officielles" n'a été sanctionnée que le 9 juillet 1969, il me semble qu'il serait logique d'attendre le terme de la grossesse avant de déclarer qu'il y aura avortement.

La Commission de la fonction publique a récemment publié le rythme d'accroissement du bilinguisme qui devra se faire d'ici 1975. Dans certaines catégories, notamment celle de la direction, 60% des fonctionnaires devront être bilingues. D'ici peu, M. Julien fera vraisemblablement partie de la catégorie administrative qui devra compter 50% de bilingues.

Entre-temps, certains ministères ont fait les démarches nécessaires pour s'assurer que le principe du service au public dans les deux langues officielles et le principe du droit de chaque fonctionnaire de travailler dans la langue officielle de son choix seront respectés. Au ministère dans lequel je travaille en tant que conseiller en bilinguisme la politique sur le bilinguisme est telle que, sauf lorsqu'il est question de service au public, le fonctionnaire lui-même détermine la langue dans laquelle il travaille. Ce qui veut dire qu'un rapport peut être rédigé aussi bien en français qu'en anglais, la traduction ne se faisant qu'à la demande du destinataire. Nous espérons que cette dernière procédure s'avérera de moins en moins nécessaire.

Donc notre expérience est radicalement différente de celle de M. Julien qui travaille dans des conditions tout à fait particulières.

Chose étrange! Durant cette période de transition, nous éprouvons plus de difficulté avec les francophones qui refusent, pour une raison ou pour une autre, de se prévaloir de leurs droits, qu'avec les anglophones.

La première solution prônée par monsieur Julien est évidemment inacceptable. Mais ce qu'il y a de plus sérieux encore, c'est que la deuxième perpétue le problème qu'il souligne. Si chaque fonctionnaire francophone de talent abandonne la partie après quelque quinze mois, il n'est guère surprenant que M. Julien ait toujours à s'entretenir avec des directeurs unilingues anglais, vu qu'il existe peu d'organisations dans lesquelles on peut progresser de stagiaire en administration à un poste de directeur en quinze mois.

Il y a une troisième solution. Celle-ci demande un peu plus de courage, mais l'effort en vaut la peine. Nous avons toujours insisté que nous voulions une part égale dans le développement de ce pays. Le Parlement nous a enfin donné les outils pour participer. Utilisons-les!

Laurent de BELLEFEUILLE

Gatineau, 26-11-69

À propos d'une enquête sur la contestation

L'édition du 2 décembre de votre journal publie les résultats d'une enquête sur la contestation étudiante à l'Université Laval. Permettez-moi de vous livrer quelques réflexions qui me sont venues à la lecture du résumé de cette enquête.

Dans un travail de ce genre, la qualité première est la représentativité de l'échantillon. Or, je doute que les "scientifiques" de Laval aient atteint cette représentativité. (Ceci ne met aucunement en cause leur honnêteté, dont je n'ai aucune raison de douter). L'échantillon tiré au hasard simple à partir des listes alphabétiques des étudiants de chaque faculté est peccamineux au départ. Parce que cette façon de procéder contredit le principe fondamental de la constitution de tout échantillon. Ce principe est le suivant: tous les éléments de la population doivent avoir des chances égales d'être choisis. Malheureusement, il ne semble pas en être ainsi dans la présente étude. Quand on prend le 30e nom des diverses listes alphabétiques des facultés, on rejette inévitablement les noms commençant par la lettre A et peut-être un certain nombre de ceux commençant par la lettre B. Ces sujets n'ont donc plus les mêmes chances que les autres d'être choisis.

De plus, un échantillon formé selon la loi du hasard ne peut en principe respecter les proportions contenues dans la population. Les pourcentages rapportés par Solange Chalvin à cet effet me laissent sceptique. On essaiera peut-être d'expliquer cette méthode des proportions dans un article subséquent.

Enfin, il est dangereux et peu scientifique d'appliquer à toute la population étudiante du Québec les diverses constatations provenant d'une enquête faite à l'Université Laval. Il y a deux raisons pour éviter cette généralisation: premièrement, la population de cette région du Québec est en général assez hermétique; deuxièmement, le passage d'un échantillon à une population ne peut se faire sans tenir compte des fluctuations dues au hasard. Ces fluctuations sont trouvées par des formules statistiques qu'il n'est pas à propos de donner ici, mais que tout chercheur est censé connaître.

Raymond PARADIS
Etudiant à l'Université d'Ottawa

Le peuple juif en a assez de se laisser malmener

Les événements qui on récemment ébranlé le Liban nous rappellent l'importance de bien comprendre l'origine du problème afin d'en apprécier la juste valeur.

C'est un fait historique que la victoire des Romains sur les Israélites de Judée leur a été très coûteuse. En effet, beaucoup d'Israélites ont préféré mourir sur leur sol les armes à la main plutôt que de se rendre. Les Juifs qui ne furent pas tués sus-le-champ furent expulsés, et la Judée, renommée par les Romains, Palestine.

L'attachement des Juifs, croyants ou non, pour les faits énoncés dans l'Ancien Testament, témoigne de leur profonde émotion envers la terre de leurs ancêtres. Il leur a fallu pourtant attendre l'année 1917 pour que Lord Balfour reconnaisse officiellement le désir légitime des Juifs d'être rétablis dans la patrie de leurs ancêtres.

Bientôt cependant, poussés par les Arabes, les Anglais firent tout pour empêcher les Juifs de ravoir leur nation. A partir de la première guerre mondiale jusqu'en 1948, ils restreignirent l'immigration juive grâce à leur flotte toute-puissante; tous les immigrants juifs qu'ils pouvaient attraper étaient enfermés dans des camps de concentration, et cela, après la deuxième guerre mondiale; en outre, les officiers anglais entraînaient et commandaient les meilleures armées arabes. Finalement, ils en eurent assez quand les partisans juifs déclarèrent que pour chaque Israélite pendu par les Anglais, un militaire anglais subirait le même sort, et ils partirent.

Quand l'existence de l'Etat d'Israël a été proclamée en 1948, les armées de sept pays arabes comprenant 40 millions d'habitants ont attaqué le nouvel Etat dont la population juive était à peine de 750,000 incluant un grand nombre de rescapés de tout âge des camps de concentration nazis.

On sait ce qui est arrivé après trois semblables tentatives d'agression arabe contre l'Etat d'Israël, et ces faits prennent toute leur importance quand on se rappelle qu'il se trouve plus de 100 millions d'Arabes dans d'immenses territoires, dirigés par plus d'une douzaine de dictateurs, et que leurs revenus annuels en pétrole se chiffrent à des milliards de dollars sans qu'ils aient à fournir le moindre effort.

Comme si tout cela était insuffisant, quoique déjà forts de l'appui des Russes et de Mao, les dictateurs arabes cherchent à entraîner les pays Islamiques modérés dans une guerre sainte contre un Etat de moins de 3 millions d'habitants. Ils inventent même pour leur population trop crédule, des réunions secrètes du cabinet israélien afin de mettre le feu à une Mosquée; ils ne sont certainement pas en train d'avouer à leur sujet qu'un illuminé se voyait devenir roi de Jérusalem après avoir incendié la Mosquée.

Alors que les chrétiens libanais au pouvoir s'efforcent de maintenir une certaine stabilité chez eux, les Arabes fanatiques se dressent non seulement contre le gouvernement du Liban, mais aussi contre les chrétiens et autres, que ce soit au Chad, au Soudan ou au Biafra.

Toujours est-il que le peuple juif en a assez de se laisser malmener. Il réclame ses droits après plus de 2000 ans d'humiliation et de misère, même si en dernier recours, il doit le faire les armes à la main.

Léon GRAUB,
Montréal

Pourquoi le Biafra ?

Samedi après-midi, le 8 novembre, un des responsables du Secours-Canair, Jean Perreault, rencontre 150 jeunes du Club Jeune du Monde. Ces derniers participaient à leur camp annuel de formation de chefs.

L'organisation Secours-Canair pourvoit au financement des quatre avions qui, chaque nuit partent de Sao Tome (Golfe de Guinée) pour Uli (Biafra), piste d'atterrissage improvisée, toujours sous la menace des bombes nigérianes. Ces dits avions transportent exclusivement des vivres et des médicaments pour le Biafra. Le financement d'un avion coûte $2,500.00.

Après la présentation en primeur d'un document audio-visuel, Jean Perrault a bien voulu répondre à nos questions. Il fut frappant de constater les difficultés que rencontre chaque jour cette organisation. A la suite de cet exposé, les jeunes en sont venus à s'interroger sur le conflit nigérian-biafrais.

– Pourquoi plus de morts en deux ans et demi au Biafra qu'en vingt ans au Vietnam?

– Pourquoi cette solidarité existante entre les Biafrais, au sein d'un tel conflit?

– Pourquoi ont-ils un seul repas par cinq jours alors que vous en avez trois par jour?

– Pourquoi le pétrole, qui jadis faisait la richesse des Biafrais, contribue-t-il aujourd'hui à leur perte?

– Pourquoi la complicité internationale dans cette guerre?

A ces questions, les réponses sont souvent inconnues. Nous laissons à chacun le soin d'y réfléchir. Nous, Jeunes du Monde conscients du problème, vous invitons à poser des gestes concrets qui rendront plus imminente la fin de cette guerre sanglante, pensée par des vieux mais faite par des jeunes.

Roxanne LONGPRE
Pierre LEDUC (BEAVER)
(jeunes du monde)

Montréal, 10-11-69.

Autre mot anglais dénoncé

(. . .) Que vient faire le mot "filibuster" dans le Devoir du 13 novembre? Quand on se bat par toute la province pour sauvegarder la langue française, nos meilleurs journaux ou prétendus tels ne se font aucun scrupule pour la trahir. Je me demande pourquoi l'on n'emploie pas des mots français au lieu de nous servir trop souvent de l'anglais comme pipeline, building, bill, teach-in, sit-in, week-end, comme l'écrit si bien M. Bazinet (14-11-69). Pourquoi aussi ne pas écrire Colombie Canadienne au lieu de Colombie Britannique?

Les journalistes y sont pour beaucoup dans le manque de respect qu'a le peuple pour notre langue. Ils sont les premiers à nous servir du joual. Je ne parle pas des coquilles ou des erreurs de typographie.

Je veux dire qu'un bon journaliste doit pouvoir rédiger ses articles en français sans employer aucun mot anglais, ou très rarement. Je comprends qu'ils sont à l'affût de toutes les nouvelles et qu'ils écrivent toujours en grande vitesse, mais quand on a l'habitude d'écrire en bon français depuis le collège ou le Cegep, les bons mots viennent à l'idée aussi vite que les expressions anglaises. On devrait respecter le lecteur qui, dans ce cas, est presque toujours un C.-F.

A quoi bon essayer de défendre notre langue alors que ni les parlementaires ni les journalistes ne la respectent. Ce sont les journaux qui mènent le monde.

J.-Rosaire PAQUIN, ptre,
L'Epiphanie.

14-11-69

(N.D.L.R. Un autre lecteur, M. E. Goulet, de Montréal abonde dans le sens de M. Bazinet mais fait remarquer que le mot "bill" se retrouve dans les dictionnaires Larousse et Quillet.)

L'émission "Dialogue" et l'Opus Dei

Monsieur le Rédacteur,

Depuis le début de la semaine, quelques-uns de vos lecteurs ont écrit leurs commentaires à propos de l'émission Dialogue du 10 novembre dernier, laquelle avait pour sujet: l'Opus Dei et la situation religieuse en Espagne.

Notre Dialogue se fait essentiellement de façon orale sur les ondes, mais nous sommes heureux de le poursuivre sous forme écrite dans votre journal.

Précisons tout de suite que notre émission d'actualité religieuse se divise en deux parties: la première partie permet à nos analystes, Messieurs Vincent Harvey o.p., et Louis Rousseau, de l'Université du Québec à Montréal, ainsi qu'à notre animateur Jean Deschamps, de faire le point sur l'événement de la semaine choisi pour l'émission. Dans la seconde partie, les auditeurs peuvent à leur tour émettre leurs opinions, apporter ou demander de plus amples informations.

C'est ainsi que dès le début de notre émission du 10 novembre, M. Vincent Harvey rappelait que l'Opus Dei avait été fondé le 2 octobre 1928 à Madrid par Mgr Escrivà de Balaguer afin de promouvoir la perfection chrétienne des laïcs qui doivent rester dans le monde et y accomplir leurs devoirs et leurs tâches terrestres.

A la question de l'animateur: "la vocation première de l'Opus Dei est donc spirituelle?" notre analyste a poursuivi: "Oui. D'après les informations officielles, c'est un centre de ressourcement pour toutes les personnes engagées dans les tâches terrestres".

Après avoir donné une vue d'ensemble de l'Eglise en Espagne, M. Louis Rousseau a, pour sa part, déclaré en conclusion: "C'est ainsi que l'opinion publique s'est trouvée devant un groupe d'hommes, appartenant à une même société ayant des buts strictement spirituels, mais maintenant investis d'un pouvoir politique tout à fait exceptionnel."

Nous pensons avoir ainsi contribué à faire connaître à nos auditeurs ce qu'était l'Opus Dei, trop souvent desservi par des détracteurs mal informés.

Notre propre expérience nous a pourtant révélé qu'il était difficile d'obtenir des informations précises sur l'Opus Dei. Avant l'émission, le réalisateur M. Raphael Pirro et le recherchiste M. Rosario-Gilbert Lemieux s'étaient rendus au secrétariat de l'Opus Dei à Montréal pour inviter un des membres officiels du mouvement à présenter lui-même son organisation à nos auditeurs. Après une longue discussion, ils ont obtenu un livre — en anglais — "Conversation with Mgr. Escrivà de Balaguer" (un seul exemplaire étant disponible en français) et une série d'articles parus sur l'Opus Dei à travers le monde. Notre interlocuteur nous a formellement prévenus qu'aucun des membres officiels de l'Opus Dei n'accepterait de parler sur les ondes de la radio et de la télévision.

Cela n'est pas suffisant pour déclarer que l'Opus Dei est une société secrète et voilà pourquoi nous n'avons parlé que d'une certaine discipline du secret (disons: une très grande discrétion!) à l'intérieur de l'Opus Dei.

Nous pensons ainsi avoir rempli notre rôle: informer aussi bien que possible nos auditeurs sur un événement d'actualité religieuse, en l'occurrence: l'Opus Dei et la situation religieuse en Espagne, et permettre à tous les auditeurs de Radio-Canada qui le désiraient d'émettre leurs opinions sur le sujet ou d'apporter des informations complémentaires. Il est bien évident que les interventions des auditeurs, comme celle du journaliste M. José Sanchez, ne sont pas à confondre avec celles de nos analystes. Nous aurions cependant souhaité une plus grande participation des membres de l'Opus Dei.

Il revient alors à chacun de prendre sa part des responsabilités.

L'équipe de Dialogue,
Raphael PIRRO,
réalisateur.

Montréal, 28-11-69

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directeur: Claude Ryan

Directeur de l'information:
Jean Francoeur

Trésorier: Arthur Lefebvre

TÉLÉPHONE: 844-3361

LE DEVOIR est publié par l'Imprimerie Populaire Limitée, société à responsabilité limitée, dont le siège social est au no 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Il est composé et imprimé par l'Imprimerie Dumont Inc., à 9130 rue Boivin, Ville LaSalle. Seule la Presse canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, Canada: 12 mois: $28.00; 6 mois: $15.00; 3 mois: $8.00. A l'étranger: 12 mois: $40.00; 6 mois: $22.00; 3 mois: $12.00. Édition du samedi: 12 mois: $10.00.

Courrier de la deuxième classe: enregistrement numéro 0858.
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec.

des idées | des événements | des hommes

La liberté de la presse au Canada: tendances récentes et perspectives d'avenir

1 - Quelques problèmes actuels de la presse quotidienne

par CLAUDE RYAN

• Le directeur du Devoir témoignait hier soir à Ottawa devant la commission du Sénat canadien qui a été chargée d'étudier "les moyens de communications de masse" sous la présidence du sénateur Keith Davey. Voici de larges extraits du mémoire écrit qu'il a déposé devant la commission. Une seconde tranche paraîtra demain.

. . . J'apprécie vivement qu'une commission parlementaire se penche sur le problème de la liberté de la presse et j'apprécie également le sérieux avec lequel votre commission a établi son programme de recherche. J'ai été visité à mon bureau par des responsables d'une firme de consultants qui a été chargée de certains travaux pour le compte de votre commission. Je veux souligner la haute qualité des questionnaires qui nous ont été soumis par ces représentants. Ces questionnaires sont si précis et si détaillés, en fait, que seul un organisme de la Couronne ou du Parlement pourrait se payer le luxe d'engager le personnel dont il aurait besoin pour y apporter des réponses parfaitement satisfaisantes! Je veux également rendre hommage à ceux qui ont préparé le guide de discussion qui a été remis aux témoins. Ce guide constitue un excellent résumé des problèmes qui se posent dans le secteur de la presse quotidienne. Autant d'aspects à propos desquels l'approche adoptée par votre commission me paraît plus méthodique que celle d'une autre commission parlementaire qui a étudié le même sujet dans une autre législature ces mois derniers.

Ces remarques ne n'empêchent pas de considérer toutefois que le problème de la liberté de la presse, à plus d'un titre, relève premièrement de l'autorité provinciale plutôt que de l'autorité fédérale. Les aspects professionnels du fonctionnement de la presse, les questions relatives à la formation d'un Conseil de presse, par exemple, les questions relatives à la propriété et à la direction des entreprises de presse, me semblent plus aptes à se résoudre au plan provincial qu'au plan fédéral. . .

La liberté de la presse: dimension individuelle et collective

Le problème de la liberté de la presse se posait naguère dans la perspective de la liberté d'expression des individus, ou si vous préférez du droit de chaque citoyen à divulguer les informations qu'il jugeait devoir répandre et à communiquer ses opinions à ses concitoyens. Cet aspect reste fondamental. Il ne saurait être question de liberté de la presse s'il n'existe pas, pour les citoyens, une liberté première d'expression, de diffusion, de plublication. Mais cette dimension se double aujourd'hui d'une dimension sociale qui présente au moins deux aspects principaux:

a) Il y a le droit du citoyen à la liberté d'expression. Il y a aussi le droit du public à l'information. Chacun a théoriquement le droit de diffuser ce qu'il veut, à l'intérieur des normes légales établies. Mais il y a plus important encore: chacun a le droit d'être informé convenablement, c'est-à-dire de recevoir des renseignements convenables sur les événements, les institutions et les hommes, d'être saisi de toutes les versions raisonnables qui peuvent circuler sur tel ou tel aspect de l'actualité, et aussi d'être mis en contact avec les diverses opinions émises à ce sujet. Le seul droit de publication, coupé du droit à l'information, serait un droit aristocratique dont ne pourraient jouir qu'une catégorie limitée de citoyens. Le droit à l'information intéresse, au contraire, tous les citoyens.

b) Le droit de publication, en ce qui touche les quotidiens, était autrefois entendu comme se rapportant à un ou quelques individus. Il était généralement confondu avec le droit du propriétaire du journal. Des dimensions nouvelles sont venues s'ajouter à cela:

i) Les propriétaires sont de plus en plus des personnes corporatives plutôt que des individus isolés. Ils sont de plus représentés par des gérants ou des fondés de pouvoir;

ii) La liberté des propriétaires et des gérants n'est plus aussi absolue qu'hier. Elle est désormais conditionnée, limitée dans un sens très réel, par la liberté professionnelle de ceux qui sont responsables de la fabrication du contenu intellectuel du journal, c'est-à-dire des journalistes.

La presse écrite et la presse audio-visuelle

La presse quotidienne a été fortement affectée ces dernières années par l'avènement de la télévision. Celle-ci a absorbé une bonne part des revenus que la radio partageait autrefois plus généreusement avec la presse. Et le phénomène a continué de se manifester au cours des derniers mois. Nonobstant ce phénomène, je suis convaincu que la presse quotidienne imprimée restera indispensable, à condition qu'elle sache s'adapter aux exigences nouvelles du public et de la concurrence. Elle devra en particulier:

a) Faire preuve de beaucoup d'imagination dans la présentation visuelle de son produit. Le recours au procédé de l'Offset a été, dans le cas du Devoir, une source d'amélioration considérable en ce qui touche la présentation physique du journal. Nous sommes convaincu qu'il est possible de tirer un parti encore meilleur de ce procédé. Vous remarquez que les journaux les plus dynamiques du Canada ont fait montre, à cet égard, d'un sens de l'imagination et de la création considérable depuis quelques années.

b) Faire montre d'une capacité d'approfondissement des problèmes plus grande qu'autrefois. Le journalisme quotidien s'est trop rivé depuis de nombreuses années, à une présentation brute et littérale des faits ou des déclarations en provenance d'institutions ou d'hommes publics. Il faudra à l'avenir que les journalistes soient plus capables d'explications, de compréhension en profondeur. Cela ne veut pas dire toutefois qu'il faudra confondre sans vergogne l'information et le commentaire proprement dit. Les formes nouvelles devront être trouvées dans un esprit de recherche et de loyauté plutôt que dans un esprit d'affirmations indisciplinées et arbitraires.

c) Faire montre d'une ouverture plus large à la participation du milieu. Les journaux quotidiens sont demeurés jusqu'à maintenant des petites tours d'ivoire animées par leurs seuls artisans immédiats. Ils ont été, en bien des endroits, en situation de monopole ou de trop grande sécurité. S'ils veulent surmonter les défis nouveaux que leur présente la concurrence, ils devront être beaucoup plus largement ouverts à l'apport que pourront leur fournir les ressources de leur milieu respectif.

La qualité professionnelle des journalistes

Il se pose, dans les quotidiens du pays, un sérieux problème de compétence et de stabilité professionnelle qui affecte la qualité du médium qu'ils utilisent:

a) D'un journal à l'autre, d'une ville à l'autre, les journalistes possèdent une formation très inégale. Et cela est vrai autant du Canada anglais que du Canada français. Dès que vous sortez des quelques grands centres métropolitains du pays, vous êtes malheureusement exposé, si vous devez parler en public, à être rapporté de manière superficielle, voire à être mal compris. Certains ont préconisé à ce sujet l'institution de cours obligatoires de formation professionnelle ou encore l'imposition par un corps professionnel quelconque, d'un certificat de compétence. Il faut être prudent à ce sujet. Car il faut préserver précieusement la liberté d'accès à cette profession qui symbolise, en un sens très réel, la liberté tout court. Mais je crois qu'avec un marché du travail qui s'élargit sans cesse en raison des progrès de l'éducation, les directeurs et gérants de journaux devraient tendre à recruter de plus en plus des journalistes possédant une formation et une culture universitaires, ou du moins, un solide équivalent.

b) Les journalistes étaient naguère très dépendants des propriétaires. Ils ont tendu à jouir d'une liberté plus grande, à être plus conscients de leur dignité professionnelle, dans la mesure où ils ont appris à se grouper en syndicats. Le syndicalisme a amélioré les conditions matérielles et professionnelles des journalistes. Là où il n'existe pas, on constate que la dépendance et l'insécurité des journalistes, de même que les normes de compétence professionnelle, sont généralement moins élevées. Le syndicalisme a cependant donné aussi naissance à deux ordres de problèmes:

i) Il a tendu à transposer dans le domaine journalistique des normes qui seraient souvent plus adaptées à des professions manuelles, techniques ou bureaucratiques qu'à la profession journalistique. Je pense en particulier aux heures de travail, aux congés, aux considérations de temps supplémentaire, etc.

ii) Le syndicalisme a tendu à introduire dans l'information, en certains endroits, un biais pro-syndical trop prononcé. Je dirais que ceci affecte surtout ou a affecté surtout à certains moments, quelques quotidiens du Québec francophone. Je ne pense pas que dans les journaux anglophones du pays, on ait souffert sérieusement de ce problème. Mais il est quand même là en germe et il faudra éventuellement l'aborder en profondeur.

c) On observe, au Québec, une grande instabilité des cadres de rédaction. Les jeunes journalistes sont nombreux. Les journalistes d'âge mûr et d'expérience capables d'assumer des fonctions de leadership sont difficiles à trouver. J'expliquerais ce phénomène en rappelant que le journalisme est une profession très épuisante au plan nerveux et physique et qu'après un certain temps d'exercice, la plupart des journalistes éprouvent la tentation d'aller travailler dans des conditions moins astreignantes. J'ai aussi l'impression que le journalisme n'offre pas, passé un certain niveau d'expérience et de talent, des barèmes de rémunération suffisamment compétitifs par rapport à d'autres secteurs qui se disputent les ressources intellectuelles limitées du milieu.

Des professionnels sous-équipés

Ayant travaillé pendant vingt ans dans d'autres secteurs d'activité avant de venir au journalisme, ayant pris contact avec à peu près tous les secteurs importants d'activité professionnelle au pays, je pense pouvoir faire à propos du journalisme quotidien les deux constatations suivantes:

a) Aucune profession d'importance comparable ne travaille avec des moyens aussi rudimentaires que la profession journalistique. La plupart des journalistes doivent tenir eux-mêmes leurs dossiers, faire eux-mêmes leurs appels téléphoniques, assurer directement la transcription dactylographiée de leur copie. La plupart doivent faire en peu de temps des vérifications continuelles dans les domaines les plus divers, sans à peu près aucune assistance secrétariale. La plupart des journaux n'ont même pas une salle de documentation vraiment convenable. Si l'on compare les ressources mises à la disposition des professionnels du journalisme quotidien écrit à celles dont disposent les professeurs d'université, les avocats, les hauts fonctionnaires, les organismes publics comme Radio-Canada ou l'Office national du film, on doit conclure que la grande majorité des journalistes travaillent dans des conditions de dénuement exceptionnel. Le journalisme écrit est, à plusieurs égards, une des professions les moins développées au Canada.

b) Très peu de secteurs d'activité professionnelle offrent autant de chances d'erreurs que le journalisme quotidien. Cela est dû:

i) à l'abondance et à la variété extrêmes de la matière qui doit être traitée quotidiennement;

ii) à la rapidité extrême avec laquelle il faut produire le journal du lendemain.

En raison de ces facteurs, le journalisme quotidien est un secteur où le juste lui-même doit accepter humblement de pécher sept fois le jour, avec cette différence que ses fautes, étant publiques et affectant le plus souvent des personnages et des organismes jaloux de leur prestige et de leur réputation, lui valent plus facilement qu'à d'autres des reproches le plus souvent immérités d'incompétence ou de malhonnêteté.

Les risques d'erreur dans la presse quotidienne

Etant donné les risques d'erreur et d'injustice inhérents aux conditions dans lesquelles sont produits tous les jours les quotidiens, on peut dire que le public, les hommes publics, les institutions et les organismes ne jouissent pas, vis-à-vis les journaux, de droits suffisamment définis. Le citoyen a le droit d'être informé convenablement. Le diffuseur a le droit de communiquer librement l'information. Mais l'homme public, l'institution responsable, l'organisme qui agit, ont aussi le droit de s'attendre à ce que leur activité et leur entreprises soient présentées au public de façon véridique et impartiale. Je voudrais à ce sujet soumettre les considérations suivantes:

a) Certains journaux ne permettent pas assez qu'on engage dans leurs pages des débats véritables. Ils préfèrent être le reflet terne et gris des certitudes confortables du milieu. Ils négligent, en agissant ainsi, l'une des fonctions les plus importantes de la presse quotidienne qui est de stimuler la discussion virile sur les problèmes du jour.

b) trop de journalistes se font une gloire d'attaquer ou, comme on dit en anglais, "d'exposer" hommes publics et institutions sans donner à ceux-ci une chance raisonnable de se faire entendre ou de présenter leur version des faits. Lorsqu'ils commettent à l'endroit des hommes et des institutions des erreurs manifestes ou cachées, leur arrogance perce parfois jusque dans les semblants de rectification qu'ils acceptent de publier.

c) Il ne semble pas que la concurrence que se font les journaux et les organes de diffusion soit, à elle seule, un correctif suffisant pour redresser les erreurs de fait ou d'interprétation commises quotidiennement par les journaux et pour offrir au public, aux hommes publics et aux institutions les garanties auxquelles ils ont droit à cet égard. Je sais que votre commission se penchera sur la contribution que pourrait fournir à cet égard un Conseil de presse modelé sur celui qui existe en Grande-Bretagne. Je vous soulignerai seulement, à ce sujet, qu'en ce qui touche le Québec du moins, un tel Conseil devra être provincial plutôt que national.

D'ailleurs, les conditions qui président à l'existence et au fonctionnement de la presse quotidienne en Angleterre sont tellement différentes de celles du Canada qu'on comprend qu'il n'y ait en Angleterre qu'un seul conseil national et qu'on comprendrait mal qu'on voulût procéder de la même façon au Canada. Cela étant dit, je ne suis pas l'un de ceux qui croient à la vertu illimitée d'un Conseil de presse. Je pense cependant que l'expérience vaut d'être tentée loyalement et ce sur une base tripartite, c'est-à-dire sur une base comportant une représentation des propriétaires et gérants, des journalistes et artisans, et enfin du public tout court.

Un luxe de riche?

La production d'un journal quotidien devient de plus en plus un luxe de riche. Les coûts d'équipement, de production et de rémunération du personnel ont, en effet, considérablement augmenté. Seules des entreprises considérables peuvent désormais supporter les frais d'une activité qui comprend, en réalité, non pas une seule, mais au moins quatre industries différentes, soit une entreprise de production intellectuelle, une entreprise de messageries, une entreprise de publicité et une entreprise d'imprimerie. Les coûts sont devenus tellement prohibitifs qu'un journal comme le nôtre au lieu de procéder, il y a deux ans et demi, au renouvellement devenu impérieux d'un équipement usé jusqu'à la corde, a dû prendre la décision de fermer son atelier d'imprimerie et d'expédition et de confier toute sa production matérielle à une entreprise extérieure. Deux ans après cette décision, nous apprenions que notre imprimeur avait été amené par les circonstances, sans que nous puissions rien y faire, à vendre le contrôle de son entreprise à l'un de nos concurrents immédiats dans le domaine des quotidiens francophones du matin à Montréal.

La presse francophone et ses handicaps

Les journaux quotidiens de langue française souffrent, par rapport aux journaux anglophones, de handicaps sérieux au point de vue des sources d'approvisionnement de nouvelles:

a) Au Canada même, l'agence de la Presse canadienne, propriété coopérative des journaux quotidiens de tout le pays, fournit au moins trois fois plus de matière en anglais qu'en français. La scène parlementaire, par exemple, est couverte quotidiennement par une bonne dizaine de journalistes professionnels de la Presse canadienne produisant de la copie en langue anglaise, contre seulement trois journalistes produisant de la copie en langue française. De même, le réseau des correspondants anglophones de la Presse canadienne sillonne tout le pays. Les correspondants francophones s'élèvent au plus à quelques unités. Cela veut dire que les journaux français doivent:

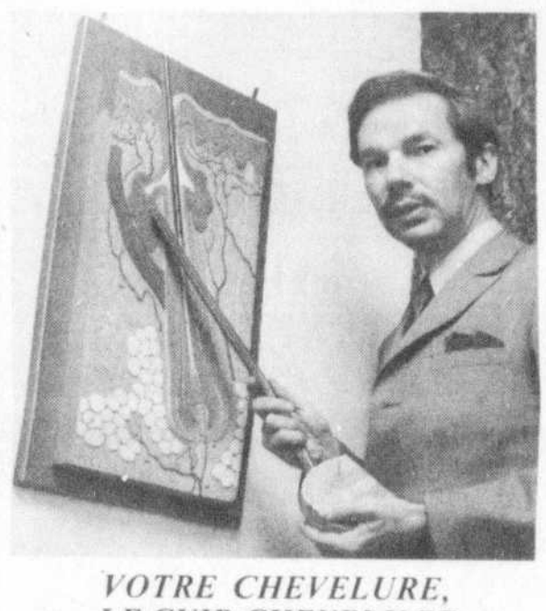
i) soit se contenter du menu synthétique en langue française que leur offre tous les jours la Presse canadienne, ce qui ne laisse guère de place pour l'originalité;

ii) soit traduire et adapter eux-mêmes la matière qui leur parvient en anglais sur la vie canadienne par les fils de la Presse canadienne, et qui est généralement plus complète et plus immédiate que celle qui est disponible en langue française.

Il y a ici une question de coûts qui se pose assez brutalement. Les sociétaires anglophones de la Presse canadienne sont près de cent. Les sociétaires francophones sont à peine une dizaine. Déjà, on considère que le service français de la Presse canadienne est subventionné dans une mesure allant au-delà des normes que permettrait la contribution des seuls sociétaires de langue française. Mais cela ne doit pas nous empêcher de constater franchement que les sociétaires de langue française reçoivent encore aujourd'hui un service inférieur dans leur langue à celui que reçoivent les sociétaires anglophones.

b) En ce qui touche les sources d'information étrangère, les journaux anglophones disposent de l'abondant réservoir de ressources que constituent les Etats-Unis, à commencer par la Associated Press et sans oublier les innombrables "columnists", services spécialisés de nouvelles, services de dessins et caricatures, émissions de radio et de télévision, etc. J'aurai l'occasion de souligner demain, devant une autre commission parlementaire, l'usage souvent trop servile que les journaux canadiens font de leurs sources

Suite à la page 10



VOTRE CHEVELURE, LE CUIR CHEVELU ET NOTRE CONTESTATION...

Il est certe normal que des personnes doutent et soient sceptiques en ce qui concerne la repousse des cheveux. LE CENTRE CAPILLAIRE PIERRE le **conçoit, l'admet et se range de votre avis.**

De nos jours encore, la publicité mensongère faisant l'éloge de promesse qui ne peuvent être tenues en aucun cas, telles que les garanties de repousse de cheveux, ou par un jeu de mots subtils que les moins avisés s'y laissent prendre. En d'autres mots, **des garanties qui ne garantissent rien** et des promesses non réalisables. Ces procédés qui frisent la malhonnêteté, le Centre Capillaire Pierre **le refute en bloc.**

ET NOUS ALORS?
Depuis 15 ans au service du public, nous sommes en permanente contestation avec nous-même, cela veut dire que nous ne nous asseyons pas sur nos lauriers cueillis. Cela explique que de brillants chimistes travaillent votre réussite et la nôtre, car le Centre sans vous n'est rien.
Le Centre Capillaire Pierre utilise des chercheurs du **Québec d'abord,** du Moyen-Orient, d'Amérique du Nord et d'Europe. Le tout réétudié et mis en valeur par les Laboratoires "Accurate" de Montréal, qui selon notre politique de programmation des soins individuels les compile d'après les cas appropriés.

À savoir, une consultation initiale de 90 minutes ou plus, qui déterminera la ou les causes du non remplacement de votre chevelure au taux de leurs chutes. Les soins à suivre, la durée de vos traitements, **la discipline librement consentie qui sera requise de vous.** Dans l'affirmative que l'examen aura démontrée que vous êtes traitable et que cela en vaille la peine. Dans le cas contraire, il vous sera suggéré, étant donné qu'on ne peut plus rien pour votre condition capillaire, de sauver votre argent.

SCEPTICISME?
Cela fait certes bien de paraître ou d'être sceptique, néamoins, il faut faire la juste part des choses et ne pas confondre **scepticisme avec entêtement et l'ignorance héréditaire.** Admettons en toute objectivité que la science et la biologie ne cessent de progresser.

Disons donc que l'arrêt de la chute anormale des cheveux peut être enrayée et rééquilibrée. Que la calvitie **peut et doit être prévenue,** si prise à temps par vous et par nous. Ne pas l'admettre serait refuter tout progrès.

Il serait avisé de votre part de considérer votre chevelure comme une valeur, apparence physique améliorée. Ne trouvez vous pas?

Un homme doté d'une chevelure normale ne se complexe pas à ce sujet, la majorité des autres en voie de calvitie **en font un.** Le niez-vous? C'est aujourd'hui une réalité, combattez cet effet, destructeur d'une apparence physique amoindrie qui vieillit **prématurément;** l'ignorer serait absurde.

Si vous demeurez sceptique grand bien vous fasse, mais cesser donc de glaner des avis professionnels à gauche et à droite habituellement auprès des gens non qualifiés à vous en donner. Les **"Guérit-Tout"** tels que Moëlle de Boeuf, Graisse d'Ours; vaseline, Shampooing spéciaux et autres **divagations collectives** ont causé plus de calvities accélérée que si rien n'avait été fait.

Prendre un rendez-vous au Centre Capillaire Pierre quand les dommages sont encore restreints vaut mieux que de suivre les conseils des "ON M'A DIT CECI ET ON M'A DIT CELA" sans compter que c'est vous qui faites les frais d'une chevelure amoindrie voire même la calvitie, dans ce cas là les regrets sont pour longtemps.

Soyez surtout logique avec vous-même et pour vous-même, prenez conscience de votre réalité, soyez votre propre juge en matière de cuir chevelu et chevelure. Sommes-nous bien d'accord?

Les consultations sont privées et sur rendez-vous seulement.

par R. A. Pierre
TRICHOLOGUE

CENTRE CAPILLAIRE PIERRE
ÉDIFICE PLACE CANADIENNE
450 est, SHERBROOKE, angle Berri Suite 390 -
Tél.: 288-3823 - 288-7378
Sortie du métro Sherbrooke - Berri
Heures: 1 h a.m. à 8 h. p.m. Le samedi: 10 h. a.m. à 4 h. p.m.



ÉDUCATION PERMANENTE
COLLÈGE LIONEL-GROULX

Cours du soir débutant la semaine du 19 janvier 1970.

1. Au B.A. et au CEGEP: Français, géographie, philosophie et sciences sociales.
2. Au CEGEP seulement: bibliotechnie, cinéma, histoire, information, techniques administratives, techniques d'assistance sociale.

Prière de s'inscrire dès décembre.

Renseignements:
Ste-Thérèse, Tél.: 435-3695
St-Jérôme, Tél.: 436-1580



fini
le casse-tête des fêtes!
abonnez vos amis
Maintenant
payez plus tard

Nous vous enverrons une carte de voeux attestant votre cadeau. Vous pourrez la remettre vous-même aux bénéficiaires.

veuillez envoyer un abonnement cadeau à:
nom: .....
adresse: .....
ville: .....*zone*.....
nom: .....
adresse: .....
ville: .....*zone*.....
ci-joint un chèque négociable ○ *immédiatement* ○ *le 1er février 1970*
nom: .....
adresse: .....
ville: .....
zone: .....
obtenez ce bon de commande

Maintenant
1 abonnement: $7.
2 abonnements: $10.
2715, Chemin-Cote Sainte-Catherine Montréal 250 (514) 739-2758

Devant la commission Gendron

L'unilinguisme pousserait Dominion Glass à déménager son siège social hors du Québec

par Jean-Luc Duguay et François Barbeau

La Dominion Glass Company Limited (chiffre d'affaires: $70 millions) se verrait forcée d'installer son siège social, qui se trouve à Montréal, dans une autre région du pays si l'unilinguisme français était décrété au Québec.

Telle est l'une des nombreuses et parfois fort différentes opinions exprimées, hier, devant la commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec. Présidée par M. Jean-Denis Gendron, la commission reprenait ses audiences publiques à Montréal, dans un salon de l'hôtel Reine-Elizabeth.

Six pétitionnaires ont été entendus; outre celui de la Dominion Glass, les commissaires ont reçu les mémoires de l'Association des principaux de Montréal, de la Fédération nationale ukrainienne du Canada, de la société H.L. Blachford, de la Commission des transports de Montréal et de M. Gérard Brosseau, un citoyen de Saint-Jean.

Hier après-midi, M. Gendron a fait remarquer que, dans sa dernière partie, le mémoire de la Dominion Glass était construit à partir d'une "hypothèse de travail extrémiste", soit celle d'un Québec unilingue, et il s'est demandé s'il n'y aurait pas eu lieu d'analyser la situation linguistique à partir d'autres hypothèses.

Reprenant ensuite un thème qui lui est cher, le président a félicité la société d'avoir posé de façon précise le problème de la distinction entre l'usine et le siège social, problème "très important et fort complexe".

Dominion Glass, le plus important fabricant de contenants en verre au Canada, société dont la majorité des actions (63%) sont détenues par Power Corporation, a une usine à Pointe-St-Charles et son siège social à Montréal.

Dans l'usine, a-t-on dit, où le personnel est presque exclusivement francophone, presque toutes les communications, verbales et écrites, se font en français. Il en va différemment au siège social où la majorité des employés sont anglophones et où la plupart des communications se font en anglais. C'est que, a expliqué un représentant de la société, 75% environ des employés, des usines et des marchés de la Dominion Glass se trouvent à l'extérieur du Québec et qu'il est difficile de recruter des spécialistes du verre francophones, la société étant obligée bien souvent de faire appel à des experts américains et même britanniques.

Il s'ensuit que si l'unilinguisme était décrété, Dominion Glass devrait déménager son siège social, de peur de perdre ces experts au profit d'autres sociétés rivales, est-il dit en substance dans le mémoire.

Les deux revers

Le premier et le dernier pétitionnaire à comparaître devant la commission, hier, ont apporté des vues radicalement opposées sur la question linguistique.

L'un, M. H. L. Blachford, président de la compagnie du même nom spécialisée dans la fabrication de produits chimiques pour le textile et l'acier, a déclaré que le siège social avait quitté le Québec pour l'Ontario parce que, à son avis, on ne permet pas vraiment le choix des langues au Québec et a ajouté que si on cessait d'enseigner le français dans les écoles du Québec et si on parlait moins de bilinguisme, "ce serait une bonne chose".

L'autre, M. Gérard Brosseau, un vendeur de Saint-Jean, ardent partisan de l'unilinguisme français, a invité les francophones à prendre ce qui leur appartient – le territoire et la langue – et à franciser la minorité, faute de quoi il sera préférable de s'annexer aux Etats-Unis.

Le témoignage de M. Blachford a été accepté avec étonnement par les commissaires, et M. Gendron n'a pas manqué de faire remarquer qu'il ne découlait certainement pas d'une grande ouverture d'esprit.

Du mémoire de M. Brosseau, le président de la commission a dit qu'il représentait une option nette, que les commissaires acceptaient de discuter "en dépit de ce que d'aucuns ont dit".

M. Brosseau a déclaré aux commissaires qu'il n'y avait pas place pour une minorité où que ce soit et que celle-ci devait nécessairement s'assimiler à la majorité; il a ajouté qu'en dehors du Québec, il était normal que la langue officielle soit l'anglais.

Le président de la Commission des transports de Montréal, M. Lucien L'Allier, a déclaré que la construction du métro, dont les plans et devis étaient en français, a fait la preuve qu'il était possible d'utiliser au Québec la langue française comme langue de la technique.

Les employés de la CTM, a-t-il dit, sont maintenant fiers d'employer les termes français, ce qu'ils font sans répugnance.

M. L'Allier a dit que la situation avait beaucoup évolué à la CTM depuis 1950, date à laquelle la Compagnie des tramways de Montréal, dont la majorité des cadres étaient anglophones, a été municipalisée. La CTM ne compte plus que 25 employés unilingues anglais sur un personnel total de 6,000 personnes.

Le président Gendron a demandé des explications au représentant de la CTM sur le français utilisé dans la publicité. Il a souligné que l'oeil jouait un rôle important dans la francisation et a ajouté que c'est de la publicité qu'étaient venus bien des anglicismes et que c'est par la publicité qu'ils devaient sortir.

D'autre part, M. L'Allier a déclaré que peu d'anglophones faisaient des demandes d'emploi à la CTM et a attribué le phénomène au fait que les anglophones savent qu'il faut être bilingues pour y trouver du travail.

L'Association des principaux de Montréal, représentée devant la commission par son président, M. Fernand Lyonnais, a pour sa part fait ressortir de son mémoire que sans action énergique du gouvernement dans toutes les sphères de la société, les efforts des éducateurs pour sauvegarder la pureté et la richesse du français seront vains.

A l'école, a fait remarquer le président de l'Association, on remarque la pauvreté du vocabulaire des élèves, la déficience de la prononciation, l'anémie de l'expression. Malgré le fait que la majorité des maîtres soit qualifiée pour enseigner le français correctement, il est difficile de remédier à cette situation quand les parents et la télévision, dans bien des cas, annulent les efforts faits à l'école.

Relevant cette affirmation sur le niveau de l'enseignement du français, M. Gendron a fait remarquer que seul l'expérience lui permettait de dire qu'il n'était pas tout à fait atteint et que d'ailleurs la CE CM présenterait à ce sujet un mémoire "dractique".

Pour assurer la sauvegarde de la langue, l'Association des principaux recommande: l'intégration des immigrants au milieu francophone, par une loi appropriée; l'usage du français? comme langue de travail dans l'industrie, le commerce, les affaires, la priorité du français dans les raisons sociales, la publicité et l'affichage; un enseignement réaliste du français dans les écoles anglaises pour permettre à l'enfant de s'exprimer aisément dans cette langue; que tout candidat a un diplôme du ministère de l'éducation subisse un examen valable sur l'expression orale française et enfin qu'un organisme gouvernemental soit mis sur pied pour veiller à l'application de ces recommandations.

La Fédération ukrainienne du Canada, par la voix du président de sa section montréalaise, M. Vasil Zaharkevich, a déposé à son tour un mémoire portant sur les principes fondamentaux de l'égalité.

Sans nier au français un statut égal à celui de l'anglais, la Fédération considère cependant des exceptions à la règle, notamment dans le commerce. Les Ukrainiens sont d'autre part d'avis que tous les Québécois devraient pouvoir choisir la langue d'enseignement de leurs enfants dans les écoles publiques et qu'ils devraient pouvoir communiquer avec le gouvernement de la province en français ou en anglais.

Quant à la qualité de l'enseignement du français dans les écoles anglaises et de l'enseignement de l'anglais dans les écoles françaises, la Fédération note qu'elle est déplorable et qu'il faudrait l'améliorer au point que tout élève, qu'il apprenne le français ou l'anglais, ait une connaissance d'usage de la langue qu'il a apprise en plus de sa langue maternelle.

La coercition, si elle devait être employée pour promouvoir l'usage du français au Québec, a affirmé M. Zaharkevich, ne ferait que rompre l'harmonie sociale. Le président de la Fédération a enfin déclaré que les Ukrainiens s'opposaient à toute politique d'assimilation des immigrants. Nous voulons préserver notre héritage culturel et développer notre communauté ici, a-t-il dit.

Enfin, a dit M. Zabarkevich, si on choisit de préserver les langues et les cultures de deux seulement des groupes ethniques du Canada, et que les Canadiens parlant d'autres langues deviennent matériel d'assimilation, les droits fondamentaux de l'homme sont lésés. Si la survie d'une langue est essentielle aux francophones, aux anglophones, elle est aussi essentielle aux ukrainophones.

aux 4 coins du monde

La guérilla en Colombie

BOGOTA (AFP) – Des guérilleros pro-castristes de l'ELN (armée de la libération nationale), se sont emparés du village de Campa Rucia, au nord-est du département d'Antioquia, en Colombie, a annoncé la radio de Santa Fe, dont les informations ont été confirmées par le commandant de la police. Le commandant de la police, citant des témoignages de voyageurs venant de cette région, a déclaré que les guérilleros occupent le village depuis hier matin. Selon les mêmes témoignages, ils auraient tué une vingtaine de paysans. Des hommes de l'armée et de la police se sont rendus sur place, a ajouté le commandant. Il y a six mois, un autre village du département d'Antioquia, San Jose de Uruma, avait été occupé pendant plusieurs heures par des guérilleros de l'ELN.

LBJ à la Maison-Blanche

WASHINGTON (AFP) – L'ex-président Lyndon Johnson retournera à la Maison Blanche pour la première fois depuis qu'il l'a quittée en janvier dernier à l'occasion d'un petit déjeuner auquel il a été convié par le président Richard Nixon pour 8h.30 ce matin. L'ex-président et Mme Johnson sont venus dans la capitale fédérale assister au mariage d'une ancienne secrétaire de M. Johnson. Le porte-parole de la Maison Blanche a précisé que la rencontre entre MM. Nixon et Johnson s'effectuera en tête-à-tête et que les deux hommes d'Etat en profiteront pour passer en revue divers problèmes de l'activité mondiale. La dernière réunion entre l'actuel chef de l'Etat et son prédécesseur avait eu lieu à San Clemente, en Californie, en août dernier.

Les droits de l'homme et le Biafra

NATIONS UNIES (AFP) – Un groupe de manifestants appartenant à des organisations américaines qui soutiennent la lutte du Biafra contre le Nigéria ont brûlé la déclaration universelle des droits de l'homme, hier devant le secrétariat des Nations unies. L'ONU célèbre chaque année le 10 décembre l'anniversaire de l'adoption (en 1948) de la déclaration universelle des droits de l'homme. Les manifestants pro-biafrais ont voulu protester ainsi contre le refus de l'Organisation des Nations unies d'intervenir en faveur du peuple biafrais.

Refuser les armes de l'OTAN à la Grèce

OSLO (AFP) – Le Parlement norvégien s'est prononcé hier à l'unanimité contre la livraison d'armes des pays de l'OTAN à la Grèce et a adressé un appel au gouvernement d'Oslo pour qu'il entreprenne des démarches en ce sens auprès de ses partenaires. L'initiative de cet appel a été prise par l'opposition travailliste se référant aux recommandations de la réunion de l'OTAN d'octobre dernier à Bruxelles.

Sauvegarde

WASHINGTON (AFP) – Une nouvelle tentative pour retarder la construction du réseau de missiles anti-missiles "Sauvegarde" a échoué hier au Sénat américain. La sous-commission d'attribution des crédits de la défense a rejeté un amendement de Mme Margaret Chase Smith, sénateur républicaine du Maine, visant à éliminer du budget militaire de 70 milliards de dollars les 770 millions destinés à la mise en oeuvre du projet. Le sénat avait autorisé de justesse au mois d'août la construction de la première phase du nouveau système de défense stratégique après deux mois d'un débat acharné. De nouvelles tentatives seront certainement faites par les adversaires du projet lorsque le budget militaire passera devant la commission des crédits puis devant le sénat dans les jours à venir.

Un cadeau... qui dure la vie!

A l'occasion des Fêtes, offrez vous et aux vôtres un cadeau qui enrichit l'esprit... une inscription à un de nos

COURS DE CONVERSATION PRATIQUE

Commencez... continuez... ou annulez à votre guise.

OFFRE SPÉCIALE DE NOËL RABAIS DE 25% SUR LES TARIFS RÉGULIERS. Les cours débutent le 12 janvier 1970. CETTE OFFRE EST VALIDE JUSQU'AU 30 DÉCEMBRE 1969

institut 222 inc.

Institut 222 inc.

4970 Queen Mary Road, Chambre 21
Téléphone: 735-2636

800 Place Victoria, chambre 3615
Téléphone: 866-9555

Téléphonez pour une leçon GRATUITE

Maintenant



En vente dans les kiosques ou les librairies • Ou abonnement ordinaire :

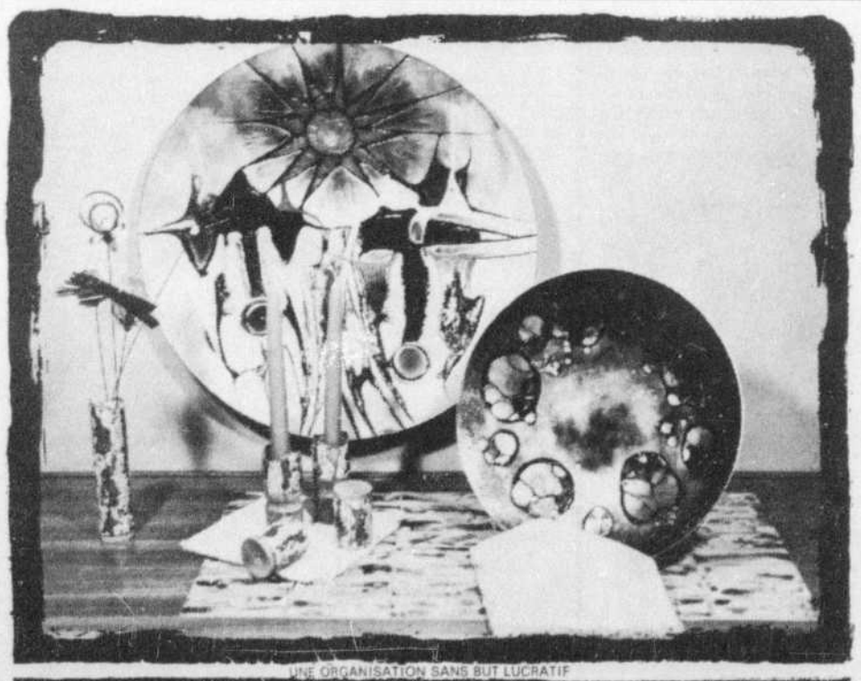
Maintenant

A remplir et à adresser à: MAINTENANT, 2715 Chemin Côte Ste-Catherine, Montréal 250 — Tél.: 739-2758

FORMULE D'ABONNEMENT.

ABONNEMENT REGULIER 1 an $7.00 ☐
ETUDIANT $5.00 ☐
DE SOUTIEN $10.00 ☐

VEUILLEZ RECEVOIR DU
SOUSSIGNE LA SOMME DE
A partir du mois de 19
AU NOM DE
ADRESSE



UNE ORGANISATION SANS BUT LUCRATIF

UN CADEAU ORIGINAL

Une oeuvre exclusive d'un artisan du Québec
Choisissez parmi les milliers d'articles en montre dans les boutiques de la Centrale d'Artisanat.
Prix variés.

EMAUX SUR CUIVRE:
Grande Assiette, oeuvre de Pierrette Leclaire
Petite assiette, oeuvre d'Aristide Gagnon
Ensemble: Chandeliers, salière et poivrière, soliflor, oeuvres de Richard Thériault

la centrale d'artisanat du Québec

à Montréal: • 1450 rue St-Denis • 403 est, rue Ste-Catherine • Hôtel Reine Elizabeth tél.: 849-9415

Ouvert du lundi au vendredi de 9 h. 30 a.m. à 9 h. p.m. samedi jusqu'à 5 h. p.m.

LISEZ
ET FAITES LIRE
LE DEVOIR

Pour mieux connaître et servir

LE VIN

Petit Bréviaire de l'amateur de Vin par

Henri Brochier

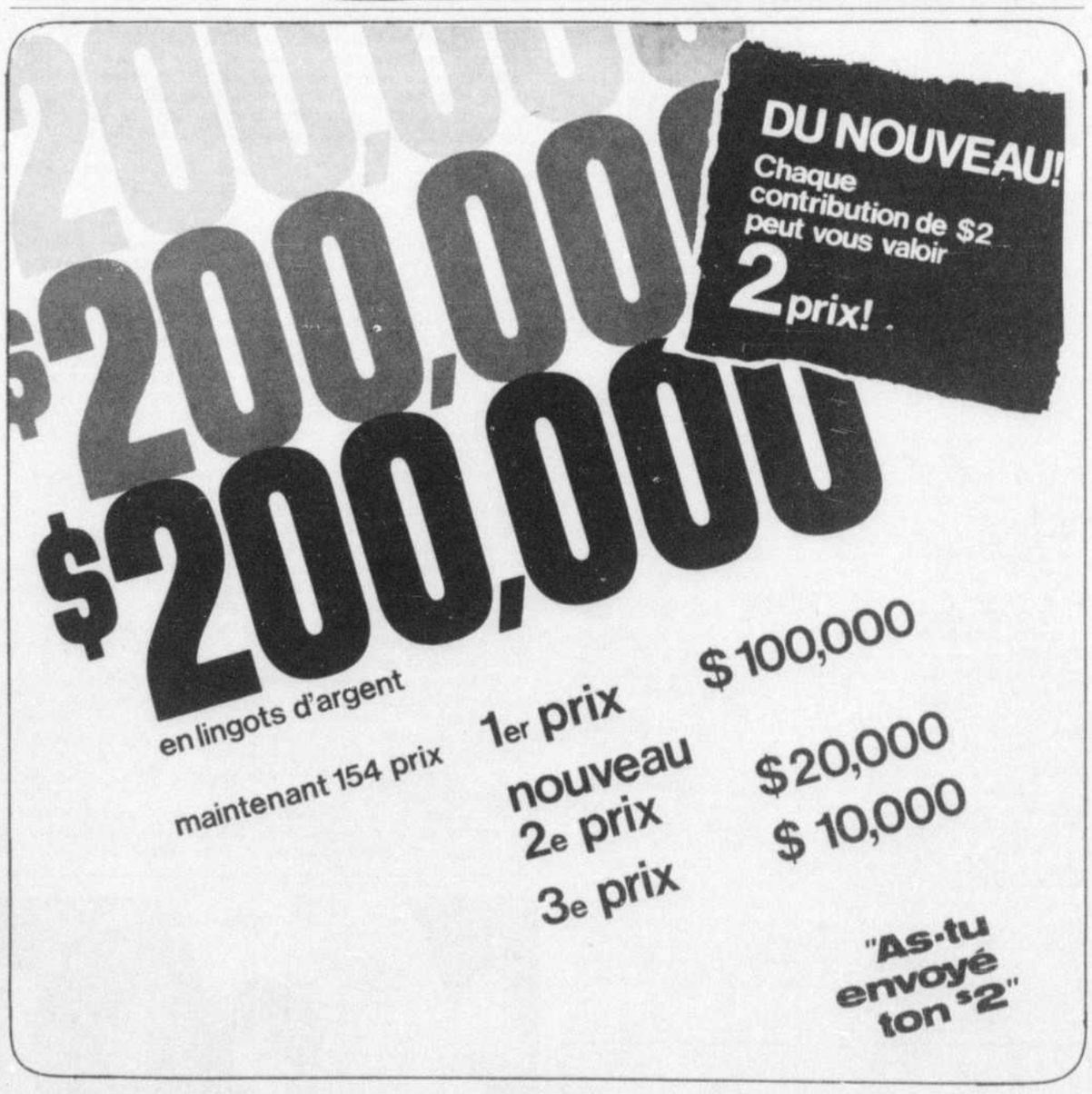
Opuscule de 58 pages format 6½" x 9¾"
Savoureusement écrit et illustré de dessins humoristiques en couleurs, dont les moines, bons vivants sont les vedettes.
Se lit avec délices comme on boit un bon verre
Prix 1964 décerné par le Comité International de propagande pour le vin
Gros succès de librairie
200,000 exemplaires vendus à date
Prix $2.50 envoi compris

Du vin dans votre verre, bien sûr, mais aussi dans votre assiette, pourquoi pas?

Les PLATS aux VINS

150 recettes recueillies par Gaston Dérys ex-membre de l'Académie des Gastronomes. *Édition épuisée en France. Même prix que le petit Bréviaire. Les deux, prix spécial de* **$4.50.** *Paiement à la commande, argent, chèque ou mandat poste, à*

GABRIEL BOUSSION
620 Ogilvy, app. 1,
Montréal 303, P.Q.



VEUILLEZ INCLURE CETTE FORMULE AVEC VOTRE ENVOI — PAYABLE À LA VILLE DE MONTRÉAL

Taxe volontaire de la Ville de Montréal
Casier postal 9999
Montréal 101, Canada

FORMULE DE PARTICIPATION À LA TAXE VOLONTAIRE

SIGNATURE:
NOM (EN LETTRES MOULÉES)
ADRESSE (NUMÉRO) (RUE) (APP.)
VILLE ZONE POSTALE PROVINCE PAYS
TÉLÉPHONE

011-31

$2 OU MULTIPLE DE $2
VEUILLEZ INDIQUER LES MONTANTS VIS-À-VIS DES MOIS DE VOTRE CHOIX.

CHÈQUE ☐
MANDAT ☐
☐

JANV. ☐ JUIL. ☐
FÉV. ☐ AOÛT ☐
MARS ☐ SEPT. ☐
AVRIL ☐ OCT. ☐
MAI ☐ NOV. ☐
JUIN ☐ DÉC. ☐

NOMBRE DE MOIS ☐
MONTANT TOTAL ☐

Immigrants: aucune initiative avant l'étude des implications du bill 63

M. André Patry, sous-ministre de l'immigration du Québec a expliqué hier au Devoir que son ministère n'a pas l'intention de créer des structures d'accueil aux immigrants avant d'avoir exploré minutieusement toutes les implications du bill 63. "Ce serait mettre la charrue devant les boeufs", a-t-il dit.

Il a aussi affirmé que cette étude n'était pas encore commencée et que cette enquête débuterait sans doute en janvier. Le bill 63 change tous les objectifs du ministère et les élargit énormément. Il est donc nécessaire que nous fassions le point", a dit le sous-ministre.

M. Patry répondait ainsi à un article du journal Le Soleil qui, samedi dernier, expliquait la demande de démission ou la mutation des principaux responsables de l'intégration des immigrants par trois facteurs: 1) M. Patry aurait remis en question l'obligation pour les immigrants d'apprendre d'abord le français. 2) Il aurait bloqué toutes les recommandations de la Direction générale de l'adoption. 3) Il aurait court-circuité cet organisme en confiant des enquêtes qui auraient dû être faites par les fonctionnaires à un ami personnel "moins compétent".

M. Patry a dit qu'il répondait de ses actes au ministre Beaulieu lui-même et que, même si M. Shupp était un ami personnel, cela n'enlevait rien à sa compétence: "S'il n'était pas compétent, nous ne l'aurions pas engagé", a-t-il dit.

"Dans un jeune ministère comme le nôtre, il est nécessaire de recueillir des données sur des problèmes qui intéressent l'ensemble du ministère. Les fonctionnaires d'une direction générale donnée ne sont pas là pour faire de telles enquêtes", a aussi dit M. Patry.

Enfin, le sous-ministre a refusé de donner sa version personnelle de la mutation de l'ancien directeur de l'Adaptation, M. Buzzanga: "C'est au ministre à donner ces explications et il les a déjà données. Si vous n'êtes pas satisfait, vous n'avez qu'à exiger plus d'explications. Le gouvernement se défendra s'il juge que l'attaque mérite une réponse..."

D'autre part, même si plusieurs personnes bien informées ont confirmé les faits cités par Le Soleil, tous les intéressés se sont dit très embarrassés par la publication de lettres personnelles non destinées au grand public. De son côté, M. Patry (qui est attaqué dans ces lettres) a demandé qui sont les gens qui ont intérêt à la publication de ces documents...

Le marché des produits électroniques croîtra le plus rapidement

Le président du conseil de l'Association des Industries électroniques du Canada, M. R. A. Phillips a prédit la semaine dernière que le marché des produits électroniques croîtrait plus rapidement que le reste de l'économie au cours des années 1970. M. Phillips, qui est également vice-président et directeur-général de RCA Ltd. s'est basé sur le fait que le taux de croissance du marché pour les produits électroniques avait été de 12% au cours des années 1960 contre seulement 8% pour l'ensemble de la demande pour émettre cette prédiction.

Une nouvelle administration au Collège de Saint-Boniface

SAINT-BONIFACE, Manitoba – Ces jours derniers, la corporation du Collège de Saint-Boniface, dont l'archevêque du diocèse était le président, cédait la direction et la gérance du Collège à un nouveau conseil administratif de vingt membres à majorité laïque. Treize membres ont été choisis par des organismes représentatifs de la société franco-manitobaine, permettant à celle-ci de s'associer plus intimement à l'oeuvre du Collège. Le conseil s'est élu comme président, le juge Alfred Monnin; comme vice-président, le Dr Claude Bernier; comme secrétaire, le Père Stéphane Valiquette, S. J., recteur du Collège.

Déjà, depuis 1962, un Conseil consultatif assistait la direction du Collège à la demande expresse de l'archevêque de Saint-Boniface, S. Exc. Mgr Maurice Baudoux. L'expérience prouva que clercs et laïcs étaient prêts à assumer ensemble la totale gouverne de l'institution. Les six membres de la corporation du Collège, tous clercs, ouvrent donc leurs rangs aux conseillers de jadis qui deviennent dorénavant des co-administrateurs. Le recteur du Collège sera désormais choisi par le nouveau conseil à qui il rendra compte de son administration.

LISEZ
ET FAITES LIRE
LE DEVOIR

VENTE DE DISQUES

MONTROSE
ESCOMPTES EN VIGUEUR
12 MOIS PAR ANNÉE

DISQUES 12" MICROSILLON
Stéréo
Gravure universelle

PRIX SUGGÉRÉ DU MANUFACTURIER: 6.29
Spécial $4.79 Le disque

ALBUMS 1 DISQUE

S 35411 – Soviet Army Chorus and Band
S 35427 – Suppe 6 Overtures (PhilA/Promenade Orch./Krips)
S 35481 – Brahms Sym. 1 (PhilA/Klemperer)
S 35505 – Rimsky – korsakov Scheherazade (Royal Phil/Beecham)
35547 – Villa-Lobos: Bachianas Brasileiras No. 2, 5, 6, 9
S 35607 – Offenbach: Gaite Parisienne – Rossini: William Tell – Gounod: Faust (The Phil. Orch./Karajan)
S 35613 – Respighi: Pines Of Rome; Berlioz: Roman Carnival; Liszt: Preludes
S 35614 – Tchaikovsky: Overture 1812, Op. 49 (The Phil. Orch./Karajan)
S 35618 – Bizet: L'Arlesienne (Nos. 1 & 2) & Carmen (No. 1) Suites (Karajan)
S 35640 – Mozart: "Marriage Of Figaro" (Giulini/Cossotto/Motto/Schwarzkopf/Wachter/Taddei/Vinco)
S 35657 – Beethoven: Sym. No. 1, Op. 21; Sym. No. 8, Op. 93 (PhilA/Klemperer)
S 35658 – Beethoven: Symphony No. 2 (The Phil. Orch./Klemperer)
S 35661 – Beethoven: Sym. No. 4 In B Flat Major, Op. 60. (Phil./Klemperer)
S 35680 – Tchaikovsky: "Nutcracker" Suite, Op. 71A and "Romeo And Juliet" – Fantasy Overture (The Phil. Orch./Markevitch)
S 35687 – Liszt: Prelude and Fugue On The Name Of Bach; Franck: Place Heroique; Reger: Fantasia On The Chorale; (Fernando Germani)
35696 – Elisabeth Schwarzkopf Sings Operetta
S 35711 – Beethoven: Sym. No. 6, Op. 68 (Phil.A/Klemperer)
S 35722 – Beethoven: Piano Concerto No. 5 In E Flat Major, Op. 73 (Claudio Arrau (Piano) / Phil. Orch./Cond. Alceo Galliera)
S 35726 – Chopin Waltzes (Malcuzynski)
S 35728 – Chopin: Six Polonaises (Piano Solo by Malcuzynski)
S 35731 – Bach: The Musical Offering, BWV. 1979 (Menuhin/Bath Festival Chamber Orch. / Elaine Shaffer, Flute, etc.)
S 35740 – Tchaikovsk6: "The Swan Lake" – Ballet Suite, Op. 20 – Tchaikovsky: "The Sleeping Beauty" – Ballet Suite, Op. 66 (Phil. Orch./Karajan)
S 35777 – Schubert: "Trout" Quartet In A Minor, D.667 (Hepz Menuhin/Amadeus String)
S 35787 – Tchaikovsky: Symphony No. 6 in B Minor, Op. 74 – ("Pathetique") Phil. Orch./Klemperer
S 35818 – Bizet: Carmen – Highlights – Sir Thomas Beecham: Nicolai Gedda, Victoria de Los Angeles
S 35821 – Puccini: Madame Butterfly – Highlights – Victoria de Los Angeles – Jussi Bjorling
S 35822 – Verdi: La Traviata – Highlights – Tullio Seralin – Victoria de Los Angeles
S 35827 – Gounod: Faust – Highlights – Boris Christoff, Nicolai Gedda, Victoria de Los Angeles
S 35830 – Handel: "Messiah" Highlights (Morison/Thomas/Lewis/Milligan)
S 35833 – Chopin: Les Sylphides; Ponchielli: Dance Of The Hours; Meyerbeer: Les Patineurs (Phil./MacKerras)
S 35834 – Christmas Carols (Temple Church Choir)
S 35839 – Wandering With The Obernkirchen Children's Choir (E. Moeller)
S 35843 – Beethoven: Symphony No. 5 In C Minor, Op. 67: Overture, "King Stephen" (Phil./Klemperer)
S 35853 – Beethoven: Symphony No. 3 In E Flat Major, Op. 55, "Eroica" (Phil./Otto Klemperer)
S 35877 – Vivaldi: revised Pasano "Il Cimento Dell' Armonia E Dell' Inverzione", Op. 8, Part 1 – "The Four Seasons" (Virtuosi Di Roma "Collegium Musicum Italicum" Cond. by Renato Fasano
S 35890 – Rossini: Overtures (Phil./Herbert Von Karajan)
S 35914 – The Obernkirchen Children's Choir Christmas Song (Edith Moeller, Conducting)
S 35925 – Ballet Music From The Operas (Phil./Herbert Von Karajan)
S 35936 – Rossini: The Barber Of Seville – Highlights (Gobbi/Callas/Others)
S 35945 – Beethoven: Symphony No. 7 In A Major, Op. 92 (Phil./Otto Klemperer)
S 35948 – Mozart: Serenade In G Major "Eine Kleine Machtmusik"; Mozart: German Dances; Handel: "Water Music" – Suite (Berlin Phil./Karajan)
S 35983 – Chopin: Mazurkas (Piano Solo by Malcuzynski)
S 36016 – A Christmas Festival (The Roger Wagner Chorale)
S 36019 – In The Classic Style – Christopher Parkening, Guitar
S 36026 – West Meets East, Vol. II – Y. Menuhin, A. Rakha, R. Shankar, H. Menuhin
S 36119 – J. S. Bach: Chorale Preludes (Organ Solo by Edouard Commette)
S 36130 – Debussy: Prelude, A L'Après-Midi d'Un Faune; Moussorgsky, orch. Ravel: Pictures At An Exhibition; The Philharmonia Orchestra Cond. by Lorin Maazel)
S 36142 – Tchaikovsky: Concerto No. 1 In B Flat Minor, Op. 23; Franck: Variations Symphoniques (John Ogdon, Piano / The Philharmonia Orchestra Cond. by Sir John Barbirolli)
S 36143 – Red Army Ensemble
S 36146 – Chopin: Ballads (Malcuzynski)
S 36147 – Maria Callas In Paris (Maria Callas, Soprano/Orch. De La Société Des Concerts Du Conservatoire Cond. by Georges Pretre)
S 36153 – The Baroque Concerto (Oboe, R. Zanfini/Flute, P. Rispli/The Virtuos Di Roma/Cond. by Renato Fasano
S 36191 – Berlioz: Symphonie Fantastique, Op. 14 (Philharmonia/Klemperer)
S 36199 – Punnicni: "La Boheme" Highlights (Nicolai Gedda/Mirella Freni/Mario Sereni/Others)
S 36206 – Red Army Ensemble, Volume 3 (The Soviet Army Chorus and Band)
S 36207 – Rossini: The Barber of Seville – Highlights IV, de Los Angeles/L. Alva/S. Bruscantini/Royal Phil./Vittorio Gui)
S 36208 – Franco Corelli Sings Great Religious Songs And Arias
S 36211 – Schutz: "The Christmas Oratorio", SWV.435a (Jelden/Mathis/ Windsbach Boys' Choir)
S 36246 – [illegible]rak: Symphony No. 9 (5) In E Minor, Op. 95 ("From The New World") (Philharm[illegible]a Orch. Cond. by Otto Klemperer)
S 36282 – Guitar Music of Four Centuries – Oscar Ghiglia
S 36312 – Bizet: Carmen – Highlights (M. Callas, N. Gedda, R. Massard, A. Guiot, Paris Opera Orch. George Pretre)
S 36315 – Mozart: "The Magic Flute" Highlights/Gedda, Schwarzkopf, Ludwig, others, Ph. Orch. Otto Klemperer
S 36324 – Handel: "Messiah" Highlights (Gedda, Schwarzkopf Etc.)
S 36326 – Puccini: "Tosca" Highlights – Gobbi, Callas, others
S 36333 – Carl Orff: Carmina Burana – New Philharmonia Chorus & Orch./Rafael Fruhbeck de Burgos
S 36340 – Lehar: The Merry Widow Highlights – Gedda, Schwarzkopf, others
S 36345 – An Elisabeth Schwarzkopf Song Book
S 36350 – J. S. Bach: Four Flute Sonatas – Elaine Shaffer (Flute), George Malcolm (harpsichord), Ambrose Gauntlett (viola de gamba)
S 36403 – Elgar: Pomp and Circumstance Marches – New Philharmonia – Sir John Barbirolli cond.
S 36404 – Verdi: Il Trovatore, Highlights (Mazzoli/Tucci/Corelli/Merril/Chorus Opera House, Rome/Thomas Schippers)
S 36405 – Regine Crespin Recital – with J. Wustman, Piano
S 36413 – Offenbach: Tales of Hoffman (Highlights) – E. Schwarzkopf, N. Gedda, E. Blanc, V. De Los Angeles, others, Orch. de la Society du Conserv. – Cluytens
S 36418 – West Meets East, Vol. I – Y. Menuhin, A. Rakha, R. Shankar, H. Menuhin
S 36420 – Holst: The Planets – New Phil. Orch., Sir Adrian Boult, cond.
S 36421 – Saint Saens: Le Carnaval des Animaux – Poulenc: Les Animaux Modeles – Orch. De La Societe des Concerts du Conservatoire – Pretre, cond.
S 36424 – Beethoven: Sonatas (Pathetique, Moonlight, Les Adieux) – Daniel Barenboir (Piano)
S 36436 – Richard Strauss: "Des Rosenkavalier" (Lisa, Della Casa, Anneliese Rothernberger, Joachim Schroeter/others)
S 36459 – Erik Satie: Piano Music, Volume 2 – (Aldo Ciccolini, piano)
S 36461 – Beethoven: Symphony No. 3 in E Flat Major Op. 55 ("Eroica") (The B.B.C. Symphony Orch. cond. by Sir John Barbirolli)
S 36482 – Piano Music Of Erik Satie – Volume 1
S 36945 – Respighi: Pines Of Rome/Fountains Of Rome – Stravinsky: Fireworks/Circus Polka – The New Philharmonia Orchestra cond. by Rafael Fruhbeck De Burgos
S 36496 – Rodrigo: Giuliani: Concertos (Alirio Diaz – guitar and members of the Spanish National Orch. cond. by Rafael Frühbeck De Burgos)
S 36507 – Bach Organ Music From Soissons Cathedral (Maurice and Marie-Madeleine Duruflé – organists)
S 36508 – Oscar Ghiglia – The Guitar In Spain (Works by Sanz, Mudrra, Milan, Torroba, Granados and others)
S 36517 – Berlioz: Symphonie Fantastique, Op. 14 – Orchestre de Paris conducted by Charles Munch
S 36518 – La Marseillaise and Other Favorite French Showpieces – Orchestre De Paris conducted by Jean-Pierre Jacquillat
S 362528 – Marc-Antoine Charpentier: Midnight Mass For Christmas Eve – Purcell: Te Deum (April Cantelo, Helen Gelmar,
S 36530 – Handel: Great Choruses From "The Messiah" – The Ambrosian Singers and English Chamber Orchestra
S 36537 – Puccini: Turandot (Highlights – Birgit Nilsson, Franco Corelli, Angelo Mercuriali, Renata Scotto and others)
S 36545 – An Elizabeth Schwarzkopf Songbook, Vol. II – Mozart, Schubert, Schumann, Mahler, Wolf, Strauss, Mussorgsky
S 36547 – Mahler: Des Knaben Wunderhorn – Elisabeth Schwarzkopf – soprano, Dietrich Fischer-Dieskau
S 36558 – Roberto Gerhard: Collages, Symphony No. 3 (For Electronic Tape & Orch) Peter Maxwell Davies: Revelation And Fall
S 36559 – Oliver Messiaen: Et Exspecto Ressurectionem Mortuorum 1964; Les Offrandes Oubliees (1930) – Orchestre De Paris and Ensemble De Percussion
S 36560 – Iannis Xenakis: Atrees, Morsima, Amorsima, St/4, Nomos Alpha – Ensemble Instrumental De Musique Contemporaine De Paris conducted by Konstantin Simonowitch
S 36566 – Verdi: Aida – Birgit Nilsson, Grace Bumbry, Franco Corelli, cond. by Zubin Mehta
S 36567 – Puccini: Madame Butterfly – Anna Di Stasio, Renata Scotto
S 36568 – Borodin: Prince Igor – Highlights – Alexei Milkovsky, Boris Christoff, Reni Penkova and others
S 36576 – Karl-Binger Bomdahl: Game For 8 (Choreographic Suite) (1962); Five Italian Songs; Prelude And Allegro
S 36577 – Toshiro Mayuzumi/Yasushi Akutagawa – Tokyo Symphony Orchestra conducted by Tadashi Mori – Bacchanale
S 36583 – Debussy: "La Mer" Nocturnes – Orchestre de Paris, cond. by Sir John Barbirolli
S 36584 – Ravel: Bolero (Rapsodie Espagnole) – Orchestre de Paris cond. by Charles Munch
S 36585 – Ravel: Concerto in G Major; Honegger: Symphony No. 2 For Strings & Trumpet – Orchestre de Paris, cond. by Charles Munch
S 36591 – Rachmaninoff: Sonata in G Minor, Op. 19 – Chopin – Sonata in G Minor Op. 65 (Aldo Ciccolini, piano, Paul Tortelier (Cello)

S 36627 – CHABRIER: pièces pittoresques: Dance villageoises – Improvisation – Alda Ciocolini (Piano) & Others.
S 36024 – STRAVINSKY: The Rite of spring Adoration of the Earth: Michael Tilson Thomas & Ralph Guerson (Pianists)
S 36623 – NICOLAI GEDDA: Opera Arias – Puccini: La Boheme Tosca, Turandot, Gounod: Fraust Verdi: Aida & Others.
SFO 36025 – Laurie Hollander at the Filmore East (Piano): Debussy Fuerworks Toccata – Up Against the wall & Others.
S 36625 – VAUGHAN Williams concerta for two Pianos & Orchest.
S 36031 – Beethoven: Concerta No. 5 In E flat Major – Emil Gilels (Pianos)
S 36023 – CARL ORFF: Catulli CARMINA – The Roger Wagner Chorale with R. Mazzarella (Tenor) and Anne Marie Biggs (Soprano)
S 36021 – ROMANZA – Christopher Parkening (Guitar)
S 36565 – RHEINBERGER: The Star of Beethoven – Dietrich Fisher – Dieskau & others.
SR 40107 – THE SOVIET ARMY CHORUS AND BAND BY REGUEST

ALBUMS 2 DISQUES
PRIX MONTROSE 9.58

SB 3577 – BEETHOVEN Symp. No. 9: Egmont (Loenberg/Nilsson)
SB 3603 – THE REARL FISHERS (complete en Français) Dervaux – Gedda etc.
SB 3627 – J. S. BACH – The Complete Brandenburgh Concerti: The Phil. Orch. Klemperer
SB 3655 – PUCCINI: "TOSCA" (M. Callas – T. Gabbi & Others)



OISTRAKH IN CONCERT
SRBO-4110 – Tchaikovsky: Concerto for Violin and orchestra in D major Op. 35 – David Oistrakh (Violin) Moscow Philharmonic Symphony Orchestra Tchaikovsky: Symphony no 6 in B Minor Op. 74 – Moscou Philharmonic Symphony Orchestre.



GILETS AT CARNEGIE HALL
SRBO-4112 – Bach-Busoni: Prelude and Fugue in D. – Beethoven: 32 Variations In c Minor – Moonlight Sonata – Medtner: Sonata reminiscenza – Prokofiev: March and Scherzo (Love for Three Oranges) Ravel: Pavane pour une infante defunte – Jeux d'eau – Chopin: Etude no 26 Etude no 14, – Bach – Siloti: Prelude.

ALBUMS 3 DISQUES
PRIX SUGGERE DU MANUFACTURIER 17.94 Spécial 14.37

SC 3623 – VERDI – La Traviata – (Complete) (V. de Los Angeles & Others)
SC 3638 – ROSSINI: Barber of Seville (V. de Los Angeles & Others)
SC 3702 – PUCCINI: Madame Butterfly", C. Bergonzi, R. Scotta & Others.
SC 3705 – HANDEL: Messiah – Z. Baker & Others.
SC 3716 – VERDI-AIDA (Nilsson, Carelli & Others.
SIC 6056 – Handel: – Messiah: Royal Liverpool Philarmonic Orchest. cond. by Malcolm Sargent.

ALBUMS 4 DISQUES
PRIX SUGGERE DU MANUFACTURIER: 23.92 Spéc. 19.16

SD. 3622 – GOUNOD. FAUST – (Complete) Gedda/V. de Los Angeles & Others.

DISQUES SERAPHIM
12" MICROSILLON STEREO
PRIX MONTROSE $2.39

SIC 6011 – Tchaikovsky: Swan Lake, Sleeping Beauty, Nutcracker Suites – Phil. – Kurtz, cond., Menuhin, Violin
c. 60rfvmcverdi: Aida (Complete) – M. Caniglia, B. Gigli, G. Bechi, others – Roma Opera Chorus & Orch. – Serafin, cond.
IC 6018 – Beethoven: Symphonies Nos. 3, 5 & 7/Vienna Philharmonia – Orchestra cond. by Wilhelm Furtwangler
SIB 6021 – The Art Of Tito Gobbi
SIB 6025 – Mozart: The Adduction From The Seraglio (N. Gedda, G. Frick, G. Unger, L. Rudolf and others with Vienna Philharmonic Orchestra conducted by Josef Krips)
IB 6026 – Verdi: Un Ballo In Maschera (G. Bechi, T. Pasero, U. Novelli, E. Ribetti, and others with the Chorus & Orch. Opera House, Rome cond. by Tullio Serafin)
IB 6027 – Puccini: Tosca (E. Dominici, D. Romei, B.Gigli, M. Caniglia, A. Marcangeli and others with Orchestra of the Opera House, Rome, cond. by Oliviero de Fabritiis)
IE 6030 – Wagner: Die Meistersinger Von Numberg – Hans Kopf, Elisabeth Schwarzkopf, Ira Malaniuk, Gerhard Unger, Erich Kunz, Otto Edelmann, Friedrich Dalberg and others with Chorus & Orchestra of the Bayreuth Festival 1951 conducted by Herbert von Karajan.
SIC 6031 – Ponchielli: La Gioconda – Maria Callas, Piero Cappuccili, Irene Companeez, Leonardo Monreale, Renato Ercolani, Fiorenza Cossotto, Aldo Biffi, and others with the Orchestra & Chorus of La Scala Opera House, Milan conducted by Antonino Votto
IB 6032 – Donizetti: Lucie Di Lammermoor
IC 6037 – Bellini: Norma – Orch. & Chorus of La Scala Opera House, Milan, cond. by Tullio Serafin – Chorus Master: Vittore Veneziani – Nicola Rossi-Lemeni – Mario Filippeschi – Paolo Caroli – Maria Callas – Rina Cavallari
S 60000 – The Inimitable Sir Thomas
60007 – Chopin: Concerto No. 1 In E Minor Op. 11 (D. Lipatti)
60010 – Chopin: Shostakovitch (Emil Gilels – Piano)
S 60014 – Verdi: Arias (D. Fischer-Dieskau, Berlin Phil. Orch.)
S 60016 – Beethoven: Concertos (Solomon – Piano)
S 60019 – Beethoven: Concerto No. 3 (Solomon – Piano)
S 60020 – Tchaikovsky: Concerto No. 1 In B Flat Minor, Op. 23 Weber: Konzertstuck In F Minor, Op. 79 – Claudio Arau (Piano)
S 60022 – Stravinsky: Bizet: Ravel: (Phil. Orch. – C. M. Giulini)
S 60023 – Tchaikovsky: 1812 Overture (Sir Malcolm Sargent)
S 60031 – Tchaikovsky: Symphony No. 6 In B Minor, Op. 74 ("Pathetique") – – Phil. – Giulini, cond.
S 60035 – A Beethoven Recital – Stephen Bishop (Piano)
60036 – Canti Sacri (Sacred Songs) – Benjamino Gigli
S 60037 – Mozart Overtures – Royal Phil., Colin Davis, cond.
S 60038 – Beethoven: Symphony No. 7 In A Major, Op. 92 – Phil. Orch. Cantelli, cond.
60040 – The Art of Dennis Brain (Accompaniment D. Matthews, G. Moore
S 60043 – Fritz Wunderlich – Lyric Tenor (with assisting Artists)
60044 – The Art of Gerald Moore (with 16 Great Singers)
S 60045 – Carlo Maria Giulini – Dvorak: Symphon. No. 9 In E minor – Phil. Orch.
S 60048 – Brahms: Double Concerto In A Minor, Op. 102 – Beethoven: Sonata No. 1 In D Major/Christian Ferras, Paul Tortelier, Pierre Barbizet & Philharmonia Orch. cond. by Paul Kletzki
S 60052 – Brahms: Concerto No. 2 In B Flat, Op. 83/Claudio Arrau (piano) Philharmonia Orchestra conducted by Carlo Maria Giulini
60054 – The Art of Benjamino Gigli
S 60057 – A Mozart Evening – Colin Davis (with Phil. Orch.
S 60058 – Rossini Overtures – Carlo Maria Giulini (The Phil. Orch.)
S 60061 – Balakirev: Symphony No. 1 in C Major (Royal Philharmonic Orchestra cond. by Sir Thomas Beecham, Bart., C.H.).
S 60061 – Beethoven: Symphony No. 4 In B Flat Major – The Creatures Of Prometheus (Moscow Philharmonic Symphony Orchestra conducted by Kirill Kondrashin)
60063 – Haydn: Sonata No. 52 In E Flat – Rachmaninoff: Concerto No. 3 In D Minor, Op. 30 – Vladimir Horowitz (Piano) & London Symph. Orch. cond. by Albert Coates
S 60064 – Bizet: L'Arlesienne – Suite No. 1 & 2 – Carmen – Suite No. 1 (Orchestre De La Société Des Concerts Du Conservatoire – Andre Gluytens conductor – with Michel Debost, Michel Nouaux, Bernard Gallan)
S 60066 – Chopin: Concerto No. 1 In E Minor, Op. 11 (Maurizio Pollini – piano – conducted by Paul Kletkzki)
S 60069 – Beethoven: Concerto No. 5 In E Flat Major, Op. 73 – Walter Gieseking (Piano), Philharmonia Orchestra conducted by Alceo Galliera
S 60070 – Mahler: Songs Album 2 (Christa Ludwig and Gerald Moore)
S 60072 – Mozart: Piano Concertos, (Hephzibah, Yaltah & Jeremy Menuhin and Fou-Ts'ong with the London Philharmonic Orch. and Bath Festival Orch. cond. by Yehudi Menuhin)
60073 – The Art Of Dennis Brain, Vol. 2 (The Dennis Brain Wind Ensemble – Leonard Brain (oboe) – Stephen Walters (clarinet) Dennis Brain (horn) – Cecil James (bassoon) with Colin Horsley (piano)
S 60075 – Tchaikovsky: Concerto In D Major, Op. 35 – Meditation IN D Minor (Leonid Kogan and Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire (Paris) conducted by Constantin Silvestri)
60076 – The Art Of Alexander Kipnis (bass) – Berlin State Opera Orch. & Chorus – Conductors: Erich Orthmann and Clemens Schmalstich – Gerald Moore & Coenraa Van Bos (piano)
60077 – Debussy – La Mer – Nocturnes – The Philharmonia Orch. cond. by Guido Cantelli
S 60078 – Fritz Wunderlich/Lyric Tenor, Album 2 – Opera Arias
S 60079 – Beethoven: Symphony No. 9 In D Minor, Op. 125 – Berlin Philharmonic Orchestra conducted by Andre Cluytens – Gré Brouwenstijn, Kirsten Meyer, Nicolai Gedda, Frederick Guthrie, and Choir of St. Hedwig's Cathedral, Berlin
S 60081 – Chopin: Etudes, Op. 10 & 25 – Augustin Anievas (piano)
60086 – Richard Tauber (Tenor) – Opera Arias – From Der Rosenkavalier, Rigoletto, La Traviata, Il Trovatore, Aida, Tosca, The Jewels Of The Madonna, Carmen, Fra Diavolo, The Bartered Bride, Der Evangelimann, Der Kuhreigen and Tiefland
S 60087 – A Most Unusual Song Recital – Christa Ludwig, Walter Berry, Gerald Moore (Piano)
S 60110 – Anna Moffo (soprano); Mozart Arias – Alceo Galliera cond. the Philharmonic Orchestra
S 60092 – ANNELIESE ROTHENBERGER (Soprano) Opera Arias – Mozart: The abduction from sevaglia; The magic flute Verdi: La traviata – Rigoletta & Others
S 60093 – CHOPIN Preludes, op. 27 – Rafael Acosca (Piano)
S 60096 – FAURE REQUIEM – Op. 48 Pavane, Op. 50 – (Baritone – John Carol Case) Choir of king's College & others.
S 60100 – Mozart Requiem in D Minor Franz Crass (Bass) South German Madrigal Choir & others
S 60107 – Liszt: Concerto No. 1 in E Flat Concerto No. 2 in A – Samson François (Piano)
60113 – Great Voice of the Century Johann Strauss Jr.
60115 – ARTHUR SCHNABEL (Piano) Mozart: Rounda in A Minor Schubert: Impromptu No. 4 – Brahms: Rhapsody No. 2 in G Minor
60125 – BOULANGER Ensemble – Nadia Boulanger, Vocal and instrumental Ensemble
60127 – CHOPIN: Waltzes, Alfred Cartot (Piano)

ANGEL
12" MICROSILLON STÉRÉO
3 DISQUES POUR 9.98 L'ALBUM



MARIA CALLAS LA DIVINA
SCB-3743 – Des extraits de Norma – I Puritani – Il Turco in Italia – La Cenerento – La Gioconda – The Daughter of the Regiment – Ernani – Il Travatore Alceste – The Marriage of Figaro – Faust – Hamlet.
Incluant un interview avec Maria Callas.



FRANCO CORELLI
SCB-3744 – Arias & Scenes from Aida – Il Trovatore – La Gioconda – Romeo and Juliet – Maon Lescaut – Tosca – Turandot Cavalleria rusticana – Andrea Chénier – Adriana Lecouvreur – I Puritani – La Favorita – Les Huguenots – Neapolitan Songs & Favorite Encores.



BIRGIT NILSSON
Mozart: Don Grovanne – Beethoven: ah, Perfidia. Beethoven: Fidelio – Weber: Oberow WEber: Der Freischutz – Wagner: The Flying Dutchmann – Verdi; Arda – Puccini: Turandot.
SCB 3745 Stéréo 12" MICROSILLON



MALCUZYNSKI
JOUE CHOPIN
Six Polonaises – Quatorze Valses – Sonate No 2 en B FLAT MINOR op. 35 – Sonata No 3 in B MINOR op. 58.
Stéréo 12" MICROSILLON
SCB 3746



ELISABETH SCHWARZKOPF
SCB-3754 – Des extraits de la Passion selon St-Mathieu – Messiah – Le mariage de Figaro – Don Giovanni – Otello – La Boheme – Gianni Schicchi – Der Rosenkavakier – La veuve joyeuse – Philine – Die Zigeunerin Etc...

Stereo Showpieces for Orchestra



HERBERT VON KARAGAN
SCB 3710 – STEREO SHOWPIECES FOR ORCHESTRA – HERBERT VON KARAJAN – Tchaikovsky: 1812 ouverture – Moussorgsky – Ravel: Pictures at an Exhibition – Respighi: The Pines of Rome – Liszt: Les Preludes & Hungarian Rhapsody No 2 – Weber: Invitation à la Dance – Berlioz: Roman Carnaval ouverture & Rakoczy March – Sibelius: Valse Triste – Orchestre Philharmonique dirigé par Von Karajan.



VICTORIA DE LOS ANGELES
SCB 3728 – VICTORIA DE LOS ANGELES – Verdi: Come in quest'ora bruno – Puccini: Senza mamma – Offenback: Entr'acte – Verdi: E strano – Montsalvatge: Cinco Canciones Negras – Rodrigo: Quatro Madrigales Amatorios – el: Shéhérazade – Duparc: L'invination au voyage – Irish Lullaby – Era La Vo – Le Violette – Der Tod und das Madchen and others. Orchestre De La Société Des Concerts Du Conservatoire conducted by Andre Cluytens, and others with Orchestra Of The Opera House, Rome, conductors Grabeiele Santini, Tullio Serafin, and Giuseppe Morelli and The Sintonia Of London conducted by Rafael Fruhbeck De Burgos with Gerald Moore – Piano.



YEHUDI MENUHIN
SCB 3727 – YEHUDI MENUHIN – Handel: The Water Music – Brahms: Sextet No 1 in B Flat Major, Op. 18 – Beethoven: Concerto in D Major, Op. 61. Yehudi Menuhin, Robert Masters, Cecil Aronowitz and others with The Bath Festival Orchestra and The New Philharmonia Orchestra conducted by Otto Klemperer.

DISQUES ANGEL
12" MICROSILLON
PRIX MONTROSE $4.79
PRIX SUGGERE DU MANUFACTURIER 6.29



LES VALSES DE CHOPIN
NALCUZYNSKI – COMPLETE
S 35726



ERIK SATIE – VOL. I
S 36482. 3 Gymnopedies – 3 nocturnes – 3 Gnossiennes, etc.



CARMEN – MARIA CALLAS
SCLX 3650. Orch. de Paris, 3 disques $16.95

COMMANDES POSTALES
50¢ par 3 disques pour frais de poste et d'emballage – Taxe en plus. Suggérez un deuxième choix. Signigiez si Mono ou Stéréo.

CENTRE DU DISQUE
MONTROSE
3162 est, Bélanger RA.9-2833
Montréal 408

EN DECEMBRE LE MAGASIN SERA OUVERT TOUS LES SOIRS JUSQU'À 9.30 P.M. EXCEPTÉ SAMEDI, JUSQU'À 6h.

VALABLE JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE

bière
au
Danemark
se traduit
par



Les langues officielles

Québec rejette le principe qui sous-tend la proposition fédérale

par Michel Roy

OTTAWA – Les provinces accueillent bien, dans l'ensemble, la proposition fédérale d'une collaboration technique et financière pour la mise en oeuvre des recommandations du livre II du Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Mais le Québec, lors de l'étude de la question au comité ministériel des langues officielles, a rejeté clairement le principe même qui sous-tend la proposition fédérale.

Au nom du gouvernement fédéral, M. Gérard Pelletier, secrétaire d'Etat, a déposé hier à la conférence constitutionnelle le rapport du comité ministériel des langues officielles, comité qui avait été créé au cours de la précédente réunion plénière de la conférence. Il a rappelé que le gouvernement central a proposé, le 6 novembre dernier, une somme de $50 millions qui serait mise à la disposition des provinces afin de favoriser l'enseignement de la langue seconde.

Dans son rapport, M. Pelletier indique que certaines délégations accueillent favorablement la proposition fédérale alors que d'autres sont d'avis que les propositions fédérales ne devraient pas entraîner l'intrusion du gouvernement central dans un domaine de compétence provinciale. Le secrétaire d'Etat ajoute: "Une province en particulier rejette clairement le principe même qui sous-tend la proposition fédérale".

D'autres provinces, dit encore le rapport, estiment que ces propositions doivent faire l'objet d'explications plus amples et plus détaillées avant que l'on puisse déterminer si elles sont acceptables.

M. Pelletier a fait savoir qu'une autre réunion est prévue pour le début de janvier. Un crédit de $50 millions est de toute façon prévu pour l'année 1970.

De son côté, M. Jean-Jacques Bertrand a déclaré que son gouvernement ne voit pas d'objection à l'initiative fédérale tendant à promouvoir l'enseignement de la langue seconde. Il rappelle que le Québec a depuis longtemps donné l'exemple dans ce domaine. Mais il réitère son opposition de principe à toute ingérence du pouvoir central dans un domaine de compétence provinciale. Il faudra donc trouver en comité une formule acceptable. Les négociations continuent.

M. Pelletier a déclaré que le gouvernement central ne veut nullement intervenir dans le domaine de l'éducation. Le premier ministre de la Saskatchewan, M. Thatcher, approuvant l'initiative fédérale, a seulement demandé à quel moment Ottawa commencerait à verser l'argent aux provinces.

M. Smith, premier ministre de la Nouvelle-Ecosse, déclare qu'il ne comprend pas très bien la formule proposée par Ottawa. Il veut savoir à quelles conditions les provinces seront admissibles.

"Quels seront les critères?" demande à son tour M. Schreyer, premier ministre du Manitoba.

M. Pelletier a expliqué que, de façon générale, on tentera de s'inspirer à cet égard des recommandations de la Commission Dunton-Laurendeau.

Quoi qu'il en soit, a déclaré de son côté M. Trudeau, le gouvernement fédéral peut invoquer en cette matière son pouvoir général de dépenser et s'entendre avec les provinces sur une base bilatérale. On ne doit pas attendre la fin des discussions sur la constitution pour appliquer notre politique de bilinguisme.

Les droits fondamentaux

De fortes divergences existent quant aux modes de réalisation

par Gilles Lesage

OTTAWA – Tous les gouvernements sont d'accord sur l'objectif à atteindre, à savoir: protéger les droits fondamentaux des citoyens canadiens, mais les divergences d'opinion sont fortes lorsqu'il s'agit de déterminer la meilleure façon de réaliser cet objectif.

C'est ce qui ressort du rapport du comité ministériel des droits fondamentaux, présenté hier à la conférence constitutionnelle par le ministre de la justice, M. Turner, ce qui faisait dire à ce dernier que "l'accord est fait sur les points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord".

Le comité poursuivra donc son travail.

Selon le rapport, les délégations des onze gouvernements se partagent en trois points de vue fort différents:

● certaines voudraient que l'on accorde la priorité à l'étude d'une formule de modification de la constitution, étude qui se poursuivrait concurremment aux travaux sur d'autres aspects de la révision constitutionnelle; cette formule devrait définir et délimiter les droits politiques fondamentaux;

● quelques délégations proposent que certains droits soient insérés dans la constitution;

● d'autres soumettent que ces droits fondamentaux pourraient être protégés plus efficacement par le truchement de lois ordinaires.

Par contre, l'on pense unanimement que la constitution doit prévoir certaines garanties pour des élections librement tenues à des intervalles maximaux de cinq ans, tant au niveau fédéral que provincial.

La majorité des gouvernements doute, par contre, qu'il soit avantageux de garantir de façon constitutionnelle les droits juridiques, la tradition du droit coutumier assurant un élément de souplesse suffisant à leurs yeux.

Le comité ministériel a mis sur pied un sous-comité chargé d'étudier en détail les questions relatives aux droits politiques, aux droits juridiques et à l'application régulière de la loi (due process of law). Ce sous-comité fera rapport, au printemps, au comité ministériel, lequel se réunira alors pour étudier d'autres droits, notamment les droits "égalitaires" sociaux et économiques.

Trois méthodes

Rappelons que le mandat du comité ministériel créé par la conférence constitutionnelle de février dernier consiste à "étudier toutes les questions relatives aux droits fondamentaux, y compris la question de la garantie constitutionnelle de ces droits dans une chartre".

Les délibérations du comité ont porté surtout sur une proposition émanant du gouvernement fédéral où l'on énonce de façon détaillée, les dispositions qui pourraient être incluses dans une charte des droits de l'homme réservée dans la constitution.

Trois méthodes fondamentales sont mises de l'avant:

● inclure une charte des droits de l'homme dans la constitution du Canada;

● prévoir la garantie d'un nombre limité de droits fondamentaux et la protection d'autres droits au moyen de lois fédérales et provinciales compte tenu de la répartition des compétences;

● perpétuer le régime de la protection des droits par le biais de lois fédérales et provinciales.

Au sujet de la réserve constitutionnelle des droits fondamentaux, les réactions vont de l'acceptation de principe à l'opposition catégorique, en passant par une acceptation avec réserves. Les tenants de la première thèse soutiennent que les droits des individus devraient avoir la préséance sur ceux des gouvernements et qu'une constitution révisée qui n'exprimerait pas des valeurs et des droits fondamentaux ne répondrait pas aux espérances de la population canadienne. Les délégations qui s'y opposent soutiennent que le principe de la réserve constitutionnelle nie celui de la suprématie du parlement.

Les réserves exprimées par d'autres délégations sont les suivantes:

● la réserve constitutionnelle ne doit pas résulter en une cession de compétences d'un niveau de gouvernement à un autre;

● il est difficile de discuter de la garantie des droits sans connaître la répartition des compétences entre les gouvernements;

● il serait préférable de trouver d'abord une formule pour modifier la constitution.

La création d'un tribunal constitutionnel est à l'étude

OTTAWA (par G. L.) – La proposition du Québec visant à établir un tribunal constitutionnel distinct de la Cour d'appel fédérale (Cour suprême actuelle) est présentement à l'étude au comité ministériel sur le système judiciaire.

C'est ce que dit, notamment, le rapport intérimaire de ce comité à la conférence constitutionnelle, hier, dans un document de travail qui n'a pas encore été rendu public, et qui n'était pas disponible non plus à Ottawa, le Québec préconise, entre autres mesures, un tribunal constitutionnel dont le rôle serait d'interpréter la constitution et de statuer sur les conflits de compétence.

Un certain nombre de délégations, lit-on dans le rapport, ont accueilli avec sympathie la position originale du Québec et les représentants des gouvernements ont convenu que "les propositions du Québec donnent naissance à de nouvelles idées qui devraient faire l'objet d'une étude approfondie". Mais d'autres ne sont pas entichées de l'idée de créer un tribunal constitutionnel distinct, principalement, disent-ils, parce qu'il serait difficile de distinguer entre les aspects "substantiels" et constitutionnels des causes.

Finalement, en général, les délégués se disent satisfaits de la Cour d'appel de dernière instance, telle qu'elle existe actuellement, tout en exprimant l'avis que le mode de nomination à la Cour suprême, de même que la composition de cette Cour, sur le plan du nombre et de la représentation régionale, devraient être étudiés.

Les propositions du Québec, et les autres, sont présentement à l'étude par le secrétariat du comité permanent des fonctionnaires, qui doit faire rapport au comité ministériel à la fin de février. Ce dernier avisera par la suite.

Le ministre de la justice, M. Turner, est le président de ce comité, au sein duquel le représentant du Québec est M. Rémi Paul, ministre de la justice.

Quant au quatrième comité ministériel, celui qui a trait au sénat, il n'a pas fait de rapport à la conférence constitutionnelle. Il ne semble pas qu'il se soit encore mis à l'oeuvre de façon active.

Pierre Laporte

Québec a besoin d'immigrants pour reconquérir sa vitalité

par Pierre-L. O'Neill

M. Pierre Laporte croit que le Québec a désespérément besoin de l'immigration pour reconquérir sa vitalité et énumère les cinq principaux points d'une nouvelle politique d'immigration qu'il s'efforcerait d'appliquer à la tête d'un gouvernement libéral:

● l'établissement de liens étroits avec les journaux des différents groupes ethniques, de sorte à rejoindre et informer les nouveaux immigrants;

● l'établissement de liens étroits avec les différentes associations et agences ethniques de façon à demeurer continuellement informés des besoins de la population immigrante;

● l'élimination de l'exigence de la citoyenneté canadienne pour l'accès à la pratique de certaines professions telles que la médecine, l'architecture et la pharmacie;

● la reconnaissance du droit de vote pour certaines raisons telles que les élections des commissaires d'écoles;

● le maintien d'un intérêt actif dans les organisations culturelles subventionnant au besoin leurs activités culturelles.

Le candidat à la direction du Parti libéral, qui s'adressait hier soir à Montréal aux membres de l'association libanaise syrienne, a soutenu que d'une part le besoin d'accroissement de notre population et d'autre part la contribution des nouveaux immigrants au bien-être général de la société devraient inciter le Québec à favoriser la venue de nouveaux immigrants. Selon lui, si le Québec veut devenir une force économique et culturelle dans le Canada, sa population doit s'accroître. "Il nous sera beaucoup plus difficile de grandir, ajoute-t-il, si notre population demeure constamment la même ou diminue. Nous sommes à ce moment-ci, menacés par un arrêt de croissance de notre population."

Il rappelle en outre que le mode de vie de la famille moderne est complètement transformé et que le taux de natalité décroît sans cesse partout en Amérique et plus particulièrement au Québec: "Le temps des familles de quinze enfants est passé et nous devons nous résigner à la réalité des familles plus petites".

Deux autres facteurs inquiètent le député de Chambly relativement à l'accroissement de la population du Québec: l'émigration et la baisse de l'immigration. "L'émigration explique-t-il, fait partie de la vie d'aujourd'hui et il y a des indications selon lesquelles le procédé s'accélère et implique souvent la perte de compétences." Il trouve déplorable et très significatif le fait de la baisse de l'immigration: "La communauté italienne de Toronto n'est pas plus importante que celle de Montréal et pourtant les immigrants italiens se dirigent vers Toronto. "Pourquoi, demande-t-il, ne viennent-ils pas au Québec? Qu'est-ce qui les décourge?"

Pour le candidat au leadership, le Québec a besoin d'immigration parce que les immigrants fournissent une contribution extrêmement importante au bien-être général de la population: "Ils créent un marché, ils ont besoin de maisons pour demeurer, de vêtements pour se vêtir, ils s'achètent de la nourriture et toute une variété de services que produit notre économie." M. Laporte fait remarquer en outre que les immigrants ne font pas que créer un marché mais constituent encore une importante source de ressources humaines et importent avec eux un grand nombre de compétences de haute valeur. "Et encore plus important, ajoute-t-il, il infusent au Québec la forte vitalité de leurs riches traditions et de nouvelles idées qui nous servent d'inspiration."

S'il est appelé à diriger le prochain gouvernement libéral, le candidat Laporte promet que sa politique d'immigration ne visera pas seulement à attirer les immigrants au Québec, mais à les rendre heureux et productifs: "Nous devons, dit-il, les aider à s'intégrer, les aider à s'établir, les aider à traverser la période d'adaptation".

D'autre part, l'ancien ministre des Affaires culturelles dans le Cabinet Lesage est convaincu que la publicité qui a entouré l'incident de St-Léonard a considérablement contribué à la baisse de l'immigration. "C'est là, selon lui, un important phénomène dont on ne doit pas oublier le message, dont l'aspect le plus important est l'urgent besoin d'une politique de la langue". Il énumère trois points qu'il considère fondamentaux:

● La majorité des Québécois doivent pouvoir gagner leur vie dans leur propre langue. Ceci ne veut pas dire que

Suite à la page 2

Le SCFP s'oppose à la construction de Manic-3 par l'entreprise privée

Un groupe de syndiqués à l'emploi de l'Hydro-Québec, cotisants au Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ) a dénoncé hier dans un communiqué la menace d'un retour à ce qu'il appelle la "grande noirceur". Le syndicat proteste contre le projet de confier la construction de Manic-3 à l'entreprise privée et rejoint en cela les ingénieurs et cadres de l'Hydro-Québec, affiliés à la CSN. Voici les principaux passages du communiqué transmis hier par le SCFP:

"Les dirigeants syndicaux des 8,500 employés de l'Hydro-Québec, membres du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-FTQ), voient dans la décision de l'Hydro de confier à l'entreprise privée la construction de Manic-3, la renaissance d'une époque de patronage, d'arbitraire et de gaspillage public.

"Les employés de l'Hydro-Québec craignent beaucoup un retour à la grande noirceur, qui prévalait avant la nationalisation de l'électricité," affirment MM. Jean-Guy Dalcourt, Charles Cherrier et Gilles Provencher, respectivement présidents des employés de bureaux, des hommes de métiers et des techniciens.

"Il fut un temps où l'on devait passer par toute une série de connexion de politicailleux pour obtenir ou pour maintenir un emploi à l'Hydro-Québec. Cette belle époque semblait révolue, mais, si la compagnie d'Etat décide d'accorder des morceaux de gâteau aussi substantiels que Manic-3 à l'entreprise privée, c'est signe que tout peut recommencer."

Les syndicalistes soulignent que déjà des pratiques douteuses existent à l'Hydro-Québec. Ainsi ils considèrent la présence de sociétés d'ingénieurs conseils comme inutile, coûteuse et nuisible. Ces compagnies privées, qui n'ont pour but ni de concevoir, ni de surveiller l'exécution des plans et devis, disparaissent et apparaissent curieusement au rythme des changements de gouvernement."

"Les membres du SCFP ont déclaré qu'ils formaient désormais front commun avec les ingénieurs de l'Hydro-Québec (CSN), qui ont déjà dénoncé la décision de la compagnie d'Etat.

"Les syndiqués de l'Hydro n'accepteront pas qu'on recule aussi loin en arrière, ont ajouté les trois présidents. La compagnie d'Etat est devenue en quelques années un réservoir fantastique de compétente et une motivation très forte au perfectionnement pour les travailleurs québécois. Elle est même la seule entreprise québécoise, à réunir ces qualités. Cette nouvelle orientation que nous découvre l'Hydro risque de saboter un facteur essentiel du dynamisme économique du Québec."

"Nous avons déjà fait état, au cours des récentes négociations, de l'exode des cerveaux, dont la compagnie d'électricité est partiellement la cause. Sa nouvelle tendance à abandonner à l'entreprise privée des responsabilités, va la rendre encore plus coupable de cette perte systématique de nos compétences."

"Les syndiqués sont bien résolus à marquer leur désaccord par des gestes. Cependant, ils croient que, dans une première étape, il faille vider la question et connaître toutes les données du problème. Un débat public, par exemple, qui réunirait les autorités concernées et des représentants de divers milieux compétents, pourrait bien jeter quelque lumière sur ce qui se présente comme une sombre affaire."

Des syndicats de Rimouski appuient l'idée d'une enquête sur le 'Repos du vieillard'

Le Conseil central de Rimouski (CSN) appuie le ministre de la santé et du bien-être, M. Jean-Paul Cloutier, qui a promis qu'une enquête serait faite sur tous les foyers de vieillards au Québec.

L'organisme syndical estime en outre qu'une attention particulière devrait être apportée au "Repos du vieillard" de Notre-Dame-du-Lac, détruit le 2 décembre par un incendie qui a causé la mort de 40 personnes.

Cette enquête, qui devrait être publique, serait faite auprès des 29 survivants, des personnes qui ont déjà habité le foyer de Notre-Dame-du-Lac, de leurs parents ainsi que des anciens employés de cette institution.

Le Conseil central précise que l'enquête devrait être confiée à des experts impartiaux, "étant donné les risques de partisanerie politique pouvant se mêler à cette affaire".

Le but de l'enquête provinciale serait de vérifier toutes les normes de sécurité dans les foyers pour personnes âgées. Il faudrait fermer, si besoin est, les foyers considérés comme dangereux et transférer les vieillards qui s'y trouvent dans les hôpitaux dont le taux d'occupation atteint souvent tout au plus 80 p.c. à l'heure actuelle.

Dans un communiqué, le Conseil central constate deux faits "qui sont d'importance":

● le nombre d'employés au "Repos du vieillard" était "ridiculement bas" comparativement au nombre de vieillards gardés à cette institution (69 au moment de l'incendie), surtout si l'on considère le nombre d'impotents (une vingtaine);

● la surveillante de nuit qui avait quatre étages sous sa responsabilité n'avait pas pour fonction exclusive de surveiller le foyer du point de vue matériel, mais devait en plus voir au bien-être de tous les vieillards, ce qui, estime le Conseil central, selon les dispositions des lieux, semble physiquement impossible à réaliser efficacement par une seule personne.

Rappelons que la CSN avait fondé un syndicat pour les salariés du "Repos du vieillard", syndicat pour lequel elle a reçu une accréditation le 25 novembre. M. Bertrand Lepage, de la Fédération des services, a fait état de trois congédiements survenus en octobre "pour activités syndicales"; le ministre Cloutier, pour sa part, a déclaré que les personnes congédiées étaient des "indésirables".

Entre-temps, l'enquête policière se poursuit à Notre-Dame-du-Lac afin de déterminer les causes de l'incendie.



ÉLÉGANT, ROMANTIQUE
savourez-y les mets les plus raffinés de la cuisine classique française et portugaise.
Le Fado Restaurant
Tel. 878-3959
423 ST-CLAUDE

le seul le vrai le premier
MAXI-DRY
MINI-PRIX
à 8.15



exigez
la Maxi-Qualité
Sans Haut ni Bas
mini-prix.
$8.15 le 40 oz., No. 182
$5.40 le 25 oz., No. 181-i

Maxi-Dry Gin de Melchers
LES DISTILLERIES MELCHERS LTÉE, BERTHIERVILLE, QUÉ.

La conférence constitutionnelle

Communiqué final de la troisième réunion plénière

OTTAWA (de nos envoyés) — Voici le texte intégral du communiqué final publié à l'issue de la troisième réunion plénière de la conférence constitutionnelle;

1— Progrès et procédure de la révision constitutionnelle

Les premiers ministres constatent que la "révision globale de la constitution du Canada" qu'on était convenu de mener à bien lors de la deuxième réunion, a progressé au cours de l'année 1969. La procédure adoptée en février 1969 prévoyait que l'on devrait "se réunir plus fréquemment" et tenir à l'occasion des "séances de travail", tout en renvoyant certains problèmes particuliers devant les comités ministériels spéciaux, le Comité permanent des fonctionnaires et les sous-comités de fonctionnaires. La Conférence réaffirme son intention de continuer à utiliser cette procédure en 1970. Sous réserve de discussions ultérieures à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres qui doit avoir lieu en 1970, on convient de prévoir la tenue d'une séance de travail, en juin 1970, et de la quatrième réunion de la Conférence, à l'automne.

2— Sécurité du revenu et services sociaux

Article 1 a) à l'ordre du jour.

La Conférence constitutionnelle étudie la répartition des compétences en ce qui concerne la sécurité du revenu et les services sociaux, afin de tenter de déterminer quelle serait la meilleure façon de subvenir aux besoins futurs des Canadiens.

Les participants à la Conférence se disent d'avis que les diverses propositions portant sur la répartition des compétences en matière de sécurité du revenu et de services sociaux soulèvent plusieurs questions complexes et que les positions des gouvernements sont nécessairement de nature provisoire, jusqu'à ce que l'on puisse apprécier pleinement la teneur de ces questions. On ne s'entend pas tout à fait sur les définitions, mais la discussion porte sur les rubriques suivantes contenues dans la proposition fédérale:

(I) Le soutien du revenu;
(II) L'assurance-revenu;
(III) Les services sociaux.

(I) Le soutien du revenu

Le Québec maintient sa position, à savoir que les provinces devraient avoir une compétence exclusive dans le domaine du soutien du revenu. D'autres premiers ministres endossent le principe que le Parlement et les Assemblées législatives provinciales ont et devraient continuer d'avoir le pouvoir d'effectuer des paiements généraux de soutien du revenu aux individus-personnes. Certaines provinces expriment l'opinion qu'en règle générale, les paiements de soutien du revenu de base pourraient logiquement être versés par le gouvernement fédéral.

(II) L'assurance-revenu

La Conférence étudie la proposition fédérale à l'effet que le Parlement et les Assemblées législatives des provinces devraient avoir une compétence concurrente en ce qui concerne les questions d'assurance-revenu, sauf que:

- l'assurance-chômage devrait continuer à ressortir exclusivement au gouvernement fédéral;
- l'indemnisation des accidentés du travail devrait continuer à ressortir exclusivement aux provinces;
- l'assurance-retraite devrait continuer à faire l'objet d'une compétence concurrente, mais le gouvernement fédéral devrait obtenir la primauté à ce titre.

D'aucuns doutent que la primauté du gouvernement fédéral, pour ce qui relève de l'assurance-retraite, soit nécessaire ou souhaitable. Il ressort clairement des délibérations qu'il y a des opinions diverses en ce qui concerne le sens de la primauté et les répercussions que comporte l'exercice de la primauté fédérale dans le cadre de l'assurance-retraite. On convient que le Comité permanent des fonctionnaires devrait faire une étude détaillée de l'application du concept de la primauté, fédérale ou provinciale, dans le domaine de l'assurance-retraite publique.

(III) Les services sociaux

D'aucuns doutent que la primauté du gouvernement fédéral, pour ce qui relève de l'assurance-retraite, soit nécessaire ou souhaitable. Il ressort clairement des délibérations qu'il y a des opinions diverses en ce qui concerne le sens de la primauté et les répercussions que comporte l'exercice de la primauté fédérale dans le cadre de l'assurance-retraite. On convient que le Comité permanent des fonctionnaires devrait faire une étude détaillée de l'application du concept de la primauté, fédérale ou provinciale, dans le domaine de l'assurance-retraite publique.

(III) Les services sociaux

On convient généralement que les assemblées législatives provinciales doivent continuer à exercer une compétence exclusive en ce qui concerne les services sociaux. Plusieurs provinces proposent qu'on étudie la possibilité d'établir une compétence concurrente dans ce domaine. On reconnaît que pour réaliser des objectifs nationaux, le gouvernement fédéral pourrait continuer à exercer son pouvoir de dépenser, sous réserve de conditions à définir, afin de verser des subventions conditionnelles aux gouvernements provinciaux à l'égard de ces services.

On soulève la question de programmes fédéraux de main-d'oeuvre comportant des éléments qui sont essentiellement des services sociaux. On émet l'avis, notamment le gouvernement fédéral, que les services de main-d'oeuvre constituent un élément essentiel des pouvoirs économiques généraux et devraient faire l'objet d'une étude plus poussée lorsqu'on traitera de la question des pouvoirs économiques. On convient cependant que les ministres fédéraux et provinciaux concernés devront examiner si l'on peut répondre plus efficacement aux besoins du pays en confiant les aspects sociaux des services de main-d'oeuvre aux provinces.

3. Le pouvoir de dépenser: subventions fédérales aux gouvernements provinciaux

(Article 1b) à l'ordre du jour)

Les participants à la Conférence accordent leur attention à deux questions soulevées dans les propositions fédérales: la détermination d'un accord national satisfaisant en faveur de la mise en oeuvre de nouveaux programmes à frais partagés dans des domaines de compétence provinciale exclusive et la méthode susceptible d'être adoptée pour que l'on évite de faire encourir à la population des provinces qui décident de ne pas participer aux programmes, une pénalité fiscale.

i) Accord national — La plupart des premiers ministres conviennent qu'il faut prévoir dans la constitution une façon de déterminer l'accord national, sur une base régionale, avant que le Parlement du Canada puisse établir de nouveaux programmes à frais partagés de portée générale dans des domaines ressortissant aux provinces. Aux termes des principales propositions, on devrait exiger que les assemblées législatives de trois des quatre régions, ou de trois des cinq régions du Canada avec une majorité de la population, conviennent de toute proposition du Parlement concernant un nouveau programme fédéral-provincial, avant que ce dernier entre en vigueur. (Lorsqu'une région englobe trois ou quatre provinces, il faudrait s'assurer l'approbation de deux assemblées législatives.)

Les gouvernements du Manitoba et du Nouveau-Brunswick expriment l'avis qu'il ne devrait exister aucune exigence officielle en ce qui concerne le nombre de provinces qui doivent donner leur accord avant que le Parlement n'entreprenne un nouveau programme à frais partagés de portée générale. Le gouvernement fédéral devrait plutôt être tenu, en vertu de la Constitution, de consulter toutes les provinces avant de mettre en oeuvre des programmes de cette nature.

ii) Compensation aux provinces non participantes —

On rappelle que la Conférence constitutionnelle était convenue, en juin dernier, que l'on ne ferait subir aucune pénalité fiscale à la population des provinces dont les assemblées législatives décideraient de ne pas participer à un programme fédéral-provincial donné.

On formule trois opinions quant aux méthodes qui permettraient d'éviter les pénalités fiscales. La première prévoit un versement de compensation aux personnes de ces provinces, la somme de ces paiements correspondant aux versements fédéraux par habitant dans les provinces participantes. Aux termes de la deuxième opinion, les gouvernements des provinces non participantes devraient recevoir des subventions inconditionnelles correspondant aux subventions conditionnelles qu'elles auraient autrement reçues si elles avaient décidé de participer au programme fédéral-provincial. En vertu de la troisième opinion, il s'agirait de ne pas prélever dans une province non participante les impôts perçus par le gouvernement fédéral aux fins de financer un programme à frais partagés donné. On convient de suspendre les délibérations sur cette question jusqu'à ce que l'on ait étudié d'autres aspects de la répartition des compétences.

4. Fiscalité

(Article 1 (c) à l'ordre du jour)

La Conférence constitutionnelle convient que le Comité permanent des fonctionnaires et ses sous-comités poursuivent les travaux en cours sur les méthodes possibles d'envisager la taxe de vente et les droits successoraux dans le cadre d'une constitution nouvelle ou révisée.

5. Disparités régionales

(Article 2 à l'ordre du jour)

Les participants à la Conférence conviennent de nouveau que l'atténuation des disparités au pays devrait figurer dans le préambule d'une constitution révisée en tant qu'objectif fondamental de la nation canadienne.

On reconnaît que la réalisation de cet objectif incombe aux deux paliers de gouvernement et que chacun d'entre eux devrait disposer des pouvoirs voulus pour mener cette tâche à bien. Huit provinces et le gouvernement fédéral conviennent que ce dernier devrait avoir le pouvoir d'atténuer les disparités régionales en ce qui concerne le revenu des particuliers, les inégalités sur le plan de l'expansion économique et aussi, d'élaborer des normes relatives aux services publics. La Colombie-Britannique et l'Alberta expriment l'opinion que, comme solution de rechange, le revenu annuel garanti pourrait supprimer les disparités entre les individus, où qu'ils habitent au Canada, et qu'il en résulterait une atténuation des disparités régionales.

D'aucuns favorisent l'inclusion d'une disposition formelle dans la constitution qui exposerait les obligations du gouver-

Suite à la page 10

Les effectifs de la milice seraient réduits de 35%

OTTAWA(PC) — Les réserves des Forces armées canadiennes seraient réduites de 8,225 à 9,400 hommes au cours des prochains mois, a-t-on appris de source fiable. Ces coupures maintiendraient entre 17,200 à 18,375 hommes les effectifs de réserve qui sont actuellement de 26,600.

Les réductions seraient réalisées par des coupures de 35 à 40 pour cent des effectifs de la milice, qui, selon les informations obtenues, porterait tout le poids des restrictions buggétaires au sein des Forces armées.

On indique également que le ministre de la défense, M. Léo Cadieux, fera une déclaration officielle à ce sujet, aux Communes, la semaine prochaine.

M. Cadieux avait déclaré, il y a quelques mois, que les réserves seraient réduites afin que son ministère puisse se conformer aux mesures d'austérité du gouvernement Trudeau.

En outre, les forces régulières doivent être réduites d'environ 16,000 hommes au cours des deux prochaines années, ramenant les effectifs réguliers à 82,000.

Selon le programme d'austérité du fédéral, le ministère de la Défense doit se tenir dans les limites d'un budget de $1,800,000,000 au cours des trois prochaines années.

La milice représente actuellement plus de 88 pour cent des réserves des Forces armées, avec 23,500 hommes. Les réserves de la marine sont d'environ 2,300 hommes, et celles de l'aviation se chiffrent à près de 600 hommes.

La réduction prévue dans les effectifs de la milice de 35 à 40 pour cent, représente une victoire pour la Conférence des Associations de défense, un organisme national qui groupe 15 corps et associations de réserve.

La conférence exhortait le ministère de la défense à limiter les coupures autant que possible, tout en maintenant que toute réduction dans les forces régulières ou dans les réserves n'était pas justifiée.

Il y a quelques mois, le lieut.-gén. Michael Dare, chef adjoint du personnel de la défense aurait déclaré qu'il pourrait "survivre" en dépit d'une coupure de 50 pour cent dans la milice.

Depuis ce temps la conférence a tenu une série de réunions avec M. Cadieux afin de limiter autant que possible les coupures.

La dernière réunion a eu lieu lundi. A l'issue de la rencontre, le brig. gén. William Edward, de Calgary, président de la conférence, a déclaré dans un communiqué que, selon lui, les démarches de l'organisme aideraient à limiter les réductions de personnel.

Il semble que les interventions de la conférence de défense aient permis d'empêcher qu'entre 2,350 et 3,525 membres de plus des Forces armées soient affectés par ces réductions.

En plus des coupures de personnel, le gouvernement songe également à réduire les dépenses en fermant un certain nombre de salles d'exercice. Les gains provenant de cette dernière décision n'ont toutefois pas été communiqués.

Dans ses prévisions budgétaires 1969-70, le gouvernement fédéral avait consacré une somme de $45,000,000 pour les réserves.

À chacun et à tous les
héritiers ou parents
de
AIMÉ FAX
Nous vous demandons d'entrer en communication avec
M. NORMAN J. FOSTER,
Procureur légal
93 Main Street
Binghamton, N.Y.
U.S.A.
Concernant un héritage possible

E C

Pour vos cadeaux
une délicate pensée en or massif
A: Bracelet 14 kt **$200.**
B: Signe du Zodiac 14 kt **$59.95**
C: Signe du Zodiac 14 kt **$22.50**
D: Médaille d'amour 14 kt
avec 5 diamants **$49.95**
E: Bague 18 kt, 9 diamants,
total 0.19 ct. **$375.**

Brochure de joncs
envoyée sur demande.

A. B. C. D. E.

Edgar Charbonneau

PLACE BONAVENTURE
1487 EST, STE-CATHERINE
PLACE VILLE-MARIE
CENTRE D'ACHAT DE REPENTIGNY

"Bijoutier de l'année"
titre attribué par l'Association Canadienne des Bijoutiers.

L'importance d'une pièce de 10 sous n'est pas négligeable.

Vous serez peut-être agréablement surpris d'apprendre qu'une mesure de ce dispendieux Chivas Regal vieux de 12 ans ne coûte même pas dix sous de plus qu'une mesure de scotch ordinaire.

Alors, la prochaine fois, pensez combien vous allez économiser à boire autre chose qu'un Chivas.

Puis réfléchissez ensuite à tout ce que vous allez y perdre.

CHIVAS REGAL
BLENDED
SCOTCH WHISKY
BLENDED AND BOTTLED BY
CHIVAS BROTHERS LTD.
FOUNDED 1801
DISTILLERS
ABERDEEN SCOTLAND
PRODUCT OF SCOTLAND

suites de la première page

LA CONFÉRENCE

sécurité sociale pour laquelle le Québec revendique une juridiction exclusive, la réunion a été à la fois plus animée et plus sereine mardi et mercredi. Sur deux questions, la position d'Ottawa a été durement contestée: la prédominance fédérale à l'égard du régime de retraite et la proposition de verser aux individus plutôt qu'aux gouvernements la compensation destinée aux provinces qui n'adhèrent pas à un programme à frais partagés.

Plusieurs premiers ministres, s'ils ne sont pas opposés à la révision constitutionnelle, déplorent qu'il faille consacrer autant d'énergies et de temps à ce problème. Ils se demandent s'il n'y aurait pas lieu d'envisager une autre méthode de travail. Au lieu, par exemple, d'étudier la constitution point par point, ne devrait-on pas d'abord se mettre d'accord sur une orientation générale? A quoi les représentants de la délégation fédérale répondent qu'ils sont prêts à étudier toute autre méthode, mais laquelle? On fait du reste observer dans l'entourage de M. Trudeau que les documents de travail publiés depuis deux ans et demi par le gouvernement central sur la constitution offrant une perspective générale.

Il reste cependant que les premiers ministres des provinces de l'Ouest et de l'Ontario insistent sur l'importance et l'urgence de régler d'autres questions, plus matérielles et plus immédiates. M. Thatcher est revenu sur ce point à deux ou trois reprises. C'est pourquoi la prochaine conférence fédérale-provinciale de février portera sur des problèmes économiques et sur la pollution.

Enfin, MM. Jean Marchand et Bertrand ont tous deux souligné à l'issue de la réunion la dimension politique du problème constitutionnel. Pour le ministre de l'expansion régionale, il s'agit de savoir en somme ce que désire la population du Québec. Il est convaincu qu'elle opte pour le régime confédéral et qu'elle le fera savoir clairement lors des prochaines élections québécoises. M. Bertrand évite de se prononcer catégoriquement sur le sentiment du peuple de sa province avant la prochaine épreuve électorale. Cette fois,dit-il, les choix seront clairs: le Parti québécois ou les partis traditionnels.

CHARLES GAGNON

14 juillet 66, Gagnon a été acquitté en avril 69 devant le juge Maurice Archambault. Il a subi deux procès pour le vol à main armée perpétré au cinéma Jean-Talon; le premier s'est terminé par le désaccord des jurés devant le juge Paul Miquelon en juin 68 et le second s'est terminé par une condamnation à deux ans de réclusion par le juge Antoine Lacoursière en octobre 68. Cette dernière cause est présentement devant la cour d'appel. Enfin, pour la plus grave accusation, celle du meurtre de Mlle Thérèse Morin, Gagnon a subi son premier procès devant le juge Marcel Nichols du 2 juin au 10 août 69, procès qui a abouti au désaccord des jurés après 67 heures de délibérations. Le second procès pour le meurtre de Mlle Morin s'est terminé hier à 5h15 dans la deuxième division des assises criminelles lorsque les jurés ont déclaré Gagnon non coupable.

Hier matin Gagnon avait achevé son plaidoyer commencé hier. Il s'était employé à demander aux jurés de ne tenir compte que de la preuve faite devant eux sans se préoccuper des idées politiques ou de tout autre témoignage rendu en d'autres causes. Il avait insisté pour dire qu'il ne fallait pas faire ici le procès du FLQ puisque le FLQ n'était pas l'accusé en cette affaire. Puis, le juge Boucher mit plus de deux heures à expliquer aux jurés le rôle du président du tribunal, celui de la Couronne et pour donner des directives quant à la preuve directe, la preuve indirecte et la preuve par expertise. Le juge a admis qu'il n'y avait pas beaucoup de preuves directes dans la cause. De plus le juge a dû expliquer aux jurés le sens des articles 21 et 22 du code pénal en vertu desquels une personne "est partie à l'acte illégal" par incitation, conseil ou encouragement. C'était là d'ailleurs le noyau de la preuve car il est avéré et prouvé que Gagnon n'a jamais déposé la bombe qui a tué l'infortunée Thérèse Morin. Après deux heures de délibérations, du reste, les jurés ont demandé à revenir devant le tribunal pour avoir plus d'explications concernant ces articles 21 et 22 du code pénal. Une heure après ils revenaient pour acquitter l'accusé.

D'après le nouveau serment que prêtent les jurés il leur est défendu de faire part à qui que ce soit des discussions qu'ils ont eues durant le procès.

DALY & MORIN

Suite de la page 3

M. Godin place alors M. Bertrand devant l'alternative qui, selon lui est celle du gouvernement: ou "Daly et Morin" déménage et Québec protège les employés conformément à l'article 45 du bill 49, ou la compagnie ne déménage pas et alors le ministre du travail doit prendre les mesures qui s'imposent pour que "Daly et Morin" négocie de bonne foi, conformément au Code du travail.

Ce télégramme au premier ministre a été envoyé hier après une assemblée des grévistes. Le bureau de M. Bertrand a depuis accusé réception. On ignorait encore hier quelles mesures envisageait le gouvernement. On sait que M. Jean Cournoyer a déjà dit en Chambre, mardi qu'il attendait un rapport du médiateur extraordinaire Mérineau.

Rappelons que le climat s'est grandement surchauffé cette semaine avec l'apparition d'un groupe d'une quarantaine de "scabs", mais que les affrontements prévisibles entre les deux groupes d'employés n'ont pas eu lieu, les 40 étant réduits à moins de dix le lendemain pour traverser les lignes de piquetage.

C'est néanmoins par un avertissement au sujet de la violence que M. Godin a conclu son télégramme à M. Bertrand.

"Depuis le début de la grève le 18 août, la compagnie Daly et Morin a tout fait pour organiser la violence: injonctions, poursuites devant les tribunaux, harcèlement de la police, menaces de déménager, tentative de rouvrir l'usine malgré la grève légale, tentative de briser le syndicat dûment accrédité."

"La compagnie fait tout cela dans l'immunité, et elle est prête à aller plus loin encore pour garder dans la peur, la misère et la soumission les employés qui l'enrichissent", affirme M. Godin.

"En conséquence, dit-il à M. Bertrand, il est de votre devoir de faire en sorte que la compagnie Daly et Morin cesse d'organiser la violence à Lachine, pour que le conflit puisse se régler conformément aux lois qui régissent les relations de travail dans le Québec".

Rappelons que le syndicat prétend que la compagnie refuse de négocier en raison de son obstination au sujet des sous-contrats, qui minent la sécurité d'emploi, alors que la compagnie soutient qu'au contraire l'impasse est attribuable à la volonté du syndicat d'établir à l'usine l'atelier fermé qui contraint l'employé exclu du syndicat à perdre son emploi.

Les employés gagnent en moyenne $1.75 l'heure, soit des salaires variant entre $1.27 et $2.32 l'heure. La compagnie est installée à Lachine depuis 73 ans. Son chiffre d'affaires est de $18. millions par année.

Quelque 275 employés, hommes et femmes, seraient touchés par les licenciements.

COMMUNIQUÉ FINAL

Suite de la page 9

nement fédéral et des provinces pour ce qui relève des disparités régionales, obligations qui ne seraient pas assujetties au contrôle judiciaire.

En raison de l'importance des questions juridiques soulevées au cours de la discussion, la Conférence convient que le Comité permanent des fonctionnaires devrait étudier plus à fond les répercussions de l'insertion de clauses bien précises dans la constitution.

6. Rapports des comités ministériels

(Article 3 à l'ordre du jour)

(a) La Conférence constitutionnelle est saisie du rapport intérimaire du comité ministériel des droits fondamentaux et elle convient que l'on devrait demander à ce comité de s'acquitter aussi rapidement que possible du programme de travail exposé dans le rapport.

(b) La Conférence constitutionnelle est saisie du rapport intérimaire du Comité ministériel sur le système judiciaire, et demande au Comité de s'acquitter du programme de travail proposé dans son rapport.

(c) La Conférence constitutionnelle est saisie du rapport intérimaire du Comité ministériel des langues officielles. On convient que les discussions bilatérales se poursuivent aussi rapidement que possible entre le gouvernement fédéral et les provinces en ce qui concerne la proposition fédérale de collaboration financière et technique en vue de la mise en oeuvre des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. On convient également que le sous-comité des langues officielles et, au besoin, le comité ministériel, se réunissent de nouveau après la conclusion des consultations bilatérales.

Programme de travail

(Article 4 à l'ordre du jour)

Les premiers ministres conviennent de se réunir à huis clos à Ottawa, le 16 février, pour discuter de questions non constitutionnelles, plus particulièrement de la conjoncture économique, de la pollution et du rapport du Comité du régime fiscal.

Libération de déportés politiques

ATHEINES (AFP) — Vingt et un déportés politiques grecs, tous de sexe masculin, ont été libérés, a-t-on annoncé officiellement hier soir à Athènes. Parmi ceux-ci figure M. Ioannis Evanghelidis, ancien directeur du journal "Dimocratiki Allaghi", organe de l'EDA (parti d'extrême gauche).

Au total, 166 déportés, dont 50 femmes, ont été libérés depuis le mois de septembre dernier.

LA LIBERTÉ DE PRESSE

Suite de la page 5

américaines. Je voudrais vous dire que nous devons, de notre côté, recourir davantage aux sources françaises mais qu'il nous est interdit par le bon sens même d'en faire un usage aussi littéral que celui qui est fait par les journaux canadiens anglophones de leurs sources américaines. Je voudrais souligner, à cet égard, la contribution précieuse que nous apporte depuis quelques années le service d'information de l'Agence France-Presse. La pénétration de ce service dans les salles de nouvelles de plusieurs journaux quotidiens de langue française a été, ces dernières années, un bienfait incontestable. Certains s'imaginent que cette agence d'information, parce qu'elle repose sur une certaine forme de participation gouvernementale, est biaisée et partiale, je veux vous dire qu'elle souffre facilement la comparaison, à ce point de vue, avec les autres grandes agences internationales, dont chacune a aussi ses petits biais inconscients.

Demain: Deux cas graves: La concentration de la propriété et les "réformes" postales de M. Kierans.

LE PROFESSEUR

Suite de la page 15

sous-alimentation tandis qu'au Canada, les dernières statistiques indiquent qu'approximativement 56 à 57 p.c. des mortalités sont dues à des maladies cardiovasculaires.

— Il ne faut pas oublier, a souligné d'autre part le professeur, que la solution des problèmes de nutrition dans le monde entier relève en définitive de décisions politiques qui permettent l'application de résultats de recherches de laboratoires, résultats obtenus dans les hôpitaux ou ailleurs. Il est regrettable que les nutritionnistes dans le monde ne discutent pas plus ouvertement et formellement des politiques qui affectent profondément les problèmes qu'ils tentent de résoudre. Il est par contre regrettable que souvent les politiciens à travers le monde ne tendent pas davantage l'oreille aux solutions proposées par les spécialistes dans ce domaine.

Les Vins...
de Grandes Familles

Afin qu'un repas devienne un festin, une tradition ancestrale s'impose. Summum de perfection. Un toast à la bonne santé des vôtres. N'exigez que les plus fins des vins: portez leurs noms à vos lèvres.

MOUTON CADET ROTHSCHILD
Bordeaux rouge recherché par toutes les générations.
R.A.Q. 389-E 26 oz. $2.45

CHÂTEAU MOUTON ROTHSCHILD
Un bordeau rouge, la raison d'être du vin d'honneur vous est révélée!
R.A.Q. 391-1 26 oz.

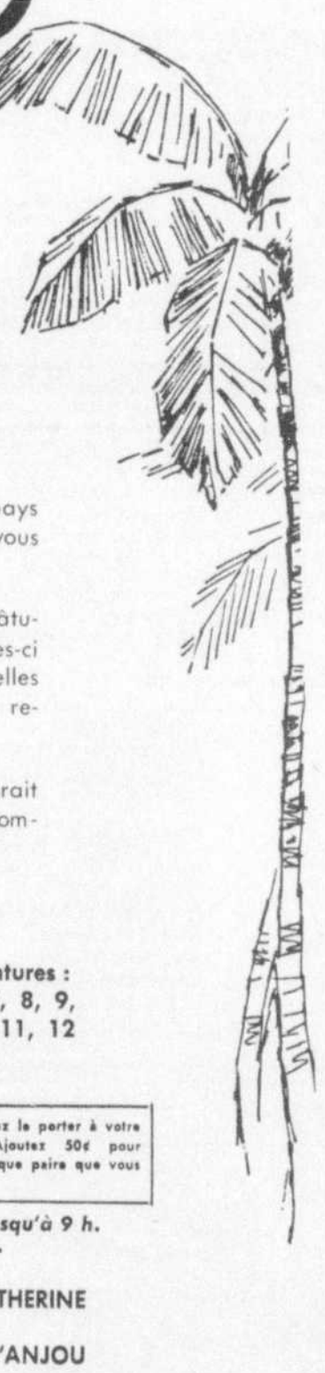
CHÂTEAU LAFITE
Le bordeaux rouge des occasions exceptionnelles. Plus raffiné, c'est le point ultime de la notion "vin".
R.A.Q. 392-B 26 oz.



les "Pantoufles Gaucho"

un présent de Noël unique et exclusif de

A. Gold & Sons





Du Brésil - tantôt gracieux, voluptueux et simple, tantôt pays montagneux, rempli d'air clair comme du cristal, A. Gold & Sons vous apportera les pantoufles du Gaucho.

À la Tablada, après une journée de labeur passée au pâturage, les Gauchos chaussent des pantoufles comme celles-ci et se détendent tout en jouissant du confort de leurs semelles de cuir "spécialement confectionnées" et de la douceur reposante de la peau de vache naturelle.

N'importe quel Gaucho, n'importe quel homme apprécierait recevoir un tel cadeau à Noël. Et c'est si simple de les commander **maintenant.**

$5 la paire

Pointures : 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12

Tant qu'il y en aura

COMMANDES TELEPHONIQUES Vous pouvez le porter à votre compte. (Ajoutez 50¢ pour frais de poste et de manutention plus 8% de taxe de vente à chaque paire que vous commanderez).

Appelez maintenant — En ville ouvert jusqu'à 9 h. Fairview et Anjou jusqu'à 10 h.

861-2451 388 O., STE-CATHERINE
353-5050 LES GALERIES D'ANJOU
695-9171 FAIRVIEW-POINTE-CLAIRE
866-7711 960 O., STE-CATHERINE

COMMANDES POSTALES
(Ajoutez 50¢ pour frais de poste et de manutention plus 8% de taxe de vente à chaque paire que vous commanderez). Appelez dès maintenant, nous sommes ouverts jusqu'à 9 P.M. — Fairview et d'Anjou jusqu'à 10 P.M.

POSTEZ A : A. Gold & Sons
388 ouest, Ste-Catherine
MONTREAL 111, P.Q.

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de $ _____ pour des pantoufles Gaucho.
Portez-le à mon compte No _____
Faites-moi parvenir une paire de pointure _____
Faites-moi parvenir une paire de pointure _____
Faites-moi parvenir une paire de pointure _____
NOM .....
ADRESSE .....
VILLE ..... ZONE .... TEL. .....

LE DEVOIR

Cahier 2 Montréal, jeudi 11 décembre 1969

Gaz lacrymogènes et défoliants sont contraires au protocole de Genève

NATIONS UNIES (AFP) – Malgré l'opposition active des Etats-Unis, la commission politique a adopté hier, par 58 voix contre 3 avec 35 abstentions, une résolution suédoise déclarant que "l'utilisation en temps de guerre de toutes substances chimiques ayant des effets toxiques directs sur l'homme, les animaux ou les plantes", est contraire au protocole de Genève de 1925 interdisant "l'emploi à la guerre de gaz asphyxiants, toxiques ou similaires et de moyens bactériologiques".

Les Etats-Unis n'ont jamais ratifié le protocole de Genève mais le président Nixon avait annoncé le 25 novembre l'amorce du processus de ratification parlementaire. Les milieux officiels américains avaient précisé cependant à cette occasion que le gaz lacrymogène et les défoliants n'étaient pas, à leur avis, couverts par ce protocole. On sait que l'armée américaine utilise de telles armes au Vietnam.

L'URSS a voté en faveur de la résolution suédoise. La France s'est abstenue parce que, a expliqué M. Alain de Jammet, tout en étant en faveur des idées exprimées dans la résolution et en estimant que le texte du protocole de Genève est très clair et a une portée très générale, la délégation française estime que l'Assemblée générale de l'ONU n'est pas compétente pour interpréter ce protocole. M. de Jammet a souligné le souci de la France, puissance dépositaire du protocole de 1925, de préserver l'intégrité du protocole et son désir que l'interdiction d'usage soit étendue à l'interdiction du stockage d'armes chimiques et biologiques.

Lord Chalfont, le ministre britannique chargé des questions de désarmement, avait lui aussi plaidé l'incompétence de l'ONU à interpréter un instrument juridique et avait fait valoir en outre qu'une interprétation donnée 45 ans après l'adoption d'un traité ferait hésiter les gouvernements à ratifier tout document juridique dans l'avenir. La délégation américaine avait essayé de faire retirer le texte suédois, en invoquant des arguments juridiques et en laissant entendre que son adoption compliquerait et entraverait certainement la ratification américaine en cours du protocole de Genève, mais la Suède est demeurée sur ses positions. Elle avait pour coauteurs de sa résolution douze pays non engagés de la conférence de Genève sur le désarmement.



M. et Mme Joseph Kopechne, après que le tribunal eut refusé d'autoriser l'exhumation du corps de leur fille, Mary-Jo, morte dans l'accident de voiture survenu le 18 juillet au sénateur Edward Kennedy. Le président du tribunal de Wilkes Barre, Penn., a jugé que les faits présentés par le procureur Edmund Dinis étaient insuffisants pour démontrer que la jeune fille pourrait être morte autrement que noyée comme il avait été établi par la police lors de l'accident et qu'une autopsie ne se justifiait donc pas.

La Grèce devant le Conseil de l'Europe

Le débat s'ouvrira sur une dure bataille de procédure

PARIS (AFP) – Mise en accusation au Conseil de l'Europe, la Grèce va jouer, le 12 et 13 décembre à Paris, une partie difficile. Son atout est que le jeu n'est pas moins difficile pour les dix-sept autres membres du comité des ministres des Affaires étrangères qui se réunira ces jours-là. L'enjeu est le droit du régime installé à Athènes depuis avril 1967 à continuer à siéger au Conseil. Ce régime est accusé d'en avoir violé le statut fondé sur le respect du régime parlementaire et des libertés démocratiques.

L'accusation se base sur une recommandation de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, votée le 30 janvier, invitant le Conseil à prendre des mesures appropriées à la lumière des articles du statut prévoyant la suspension ou l'invitation à un retrait volontaire d'un régime qui "enfreint gravement" ce statut. Elle s'appuie également sur une requête scandinave à la Commission des droits de l'homme (même accusation, plus dénonciation de la torture). Le rapport sévère de cette commission pèsera lourd dans le débat.

La défense grecque affirme que le nouveau régime a suspendu le régime parlementaire et les libertés fondamentales car il s'est établi pour contrer un "danger grave menaçant la vie de la nation", cas prévu expressément par le statut. D'autre part, dit Athènes, le régime progresse vers un retour à la normale par l'application successive des articles de la constitution de 1968 réservés jusqu'ici. En ce qui concerne le rapport de la Commission des droits de l'homme, Athènes a informé le secrétaire général du Conseil qu'il le considérait comme nul juridiquement.

Question de procédure

La clef de la décision du comité des ministres sera cependant fournie par la procédure qu'il adoptera pour voter. Le statut est en effet muet sur la procédure pour suspendre ou priver un pays de son droit de représentation. La question essentielle de la majorité à laquelle une décision pourra être prise ne pourra donc être tranchée par les ministres eux-mêmes que par assimilation à la procédure explicitement prévue pour d'autres décisions, ce qui leur laisse une large marge de manoeuvre.

Ces décisions sont de trois ordres. Les "questions importantes" doivent être tranchées à l'unanimité des voix exprimées et à la majorité des voix des représentants. L'admission de nouveaux membres est décidée à la majorité des deux tiers des représentants. "Toutes les autres questions" sont votées à la majorité des deux tiers des voix exprimées. La Grèce demande l'assimilation à la première procédure (même si elle s'abstient, le veto de Chypre lui est acquis), ou à la deuxième (majorité de 12 voix). Elle refuse la troisième (la majorité serait alors de 10 voix). On peut donc s'attendre que le débat s'ouvrira sur une très dure bataille de procédure.

L'incertitude sur ce point rend d'autant plus aléatoires les pronostics sur le partage des camps. Il est certain que les trois pays scandinaves et les Pays-Bas sont pour l'expulsion de la Grèce, et que la Grèce elle-même et Chypre sont contre. La Grande-Bretagne, dont l'opinion publique a été fortement impressionnée par la publication par sa presse d'extraits du rapport de la commission sur les tortures, est pratiquement "pour", de même, avec des nuances, que la Belgique, le Luxembourg et l'Islande. La France a décidé hier matin en conseil des ministres de laisser à son représentant "une latitude pour apprécier jusqu'au dernier moment tous les éléments du débat. "C'est également l'attitude de la Turquie, de l'Autriche, de l'Irlande et, probablement, de l'Allemagne et de l'Italie.

L'équilibre international

Les conséquences d'un vote "contre" seraient réduites sur le plan du Conseil de l'Europe. La Grèce n'est déjà plus représentée au parlement européen depuis mai 1967. Au comité, elle ne pourrait sans doute plus participer au programme de travail intergouvernemental pour l'élaboration de différentes conventions. Mais l'effet moral – outre que cette exclusion créerait un précédent pour ce que certains dénoncent comme une "immixtion dans les affaires intérieures" – pourrait avoir des conséquences plus précises sur l'équilibre international. "Il est certain que cette question sera soulevée à l'assemblée de l'OTAN, particulièrement si la Grèce est exclue du Conseil de l'UEO". Union de l'Europe Occidentale, a déclaré M. Mitchell Sharp, ministre canadien des affaires étrangères. Les Etats-Unis ont d'ailleurs déjà procédé à des "échanges de vues", notamment avec les Britanniques, sur ce point en laissant paraître leur inquiétude pour les effets qu'une expulsion de la Grèce, bastion de l'OTAN en Méditerranée, aurait sur l'Alliance.

Cependant, hier à Washington, le porte-parole du département d'Etat a fait savoir que les Etats-Unis, n'appartenant pas au Conseil de l'Europe, ne prennent pas position dans l'affaire de l'expulsion éventuelle de la Grèce. "Il s'agit-là d'une question à propos de laquelle une décision incombe aux membres du Conseil", a dit le porte-parole.

Le président Zinsou est évincé

Le coup d'État illustre l'instabilité Dahomey

COTONOU (AFP) – L'éviction du pouvoir, hier matin du Dr Emile Derlin Zinsou, président de la république du Dahomey, constitue le sixième changement de régime et le neuvième changement de chef d'Etat qu'aura connu le Dahomey depuis son indépendance, en 1960, et l'équipe qui en sortira sera la douzième combinaison gouvernementale dahoméenne.

Ceci montre une fois de plus la difficulté qu'ont toujours ressenti les gouvernements dahoméens à maintenir un fragile équilibre entre les différentes composantes de ce pays: régions au particularisme très marqué, anciens partis politiques représentants ces régions et interdits depuis 1965, syndicats, etc... Cette situation a fait que l'armée, par quatre fois (1963, 1965, 1967 et décembre 1969) est devenue l'arbitre de la situation. De 1965 à 1967, le Dahomey a été dirigé par un militaire, le général Christophe Soglo, qui fut lui-même renversé le 17 décembre 1967 par un groupe de jeunes cadres. Ceux-ci placèrent comme chef de l'Etat le lieutenant-colonel Alphonse Alley, chef d'état-major de l'armée, et comme chef de gouvernement le commandant Maurice Kouandete, directeur de cabinet du chef d'état-major.

Ce second régime militaire décida de rendre le pouvoir aux civils et désigna comme président de la république le Dr Zinsou, qui entra en fonction le 1er août 1968. Celui-ci exerça le pouvoir pendant seize mois et demi marqués par des difficultés financières. En effet en raison de son instabilité, d'un mauvais fonctionnement de son système fiscal et du retour au pays de nombreux fonctionnaires dahoméens qui travaillaient précédemment dans d'autres Etats et qui en avaient été expulsés, le Dahomey a toujours eu du mal a équilibrer son budget. Ce n'est pas hasard si trois changements de régime, en 1965, 1967 et 1969, se sont produits en décembre, période où commence la "soudure budgétaire" annuelle.

Cette difficulté est sans cesse plus grande du fait que ce pays peut de moins en moins compter sur les subventions françaises pour équilibrer son budget. Le Dr Zinsou dut prendre des mesures parfois impopulaires, comme celle de baisser progressivement le taux des allocations familiales des fonctionnaires. Cette mesure déclencha en mai 1969 une grève de la fonction publique dahoméenne qui ne prit fin que par un ordre de reprise du travail donné par deux militaires, le colonel Maurice Kouandete, chef d'état-major de l'armée et le colonel Sinzogan, commandant de la gendarmerie, qui furent nommés respectivement préfets militaires de Cotonou et de Porto-Novo. L'armée elle-même fut déchirée par l'annonce de trois attentats manqués contre le colonel Kouandete en juillet et octobre 1969.

Le premier de ces attentats donna lieu à un procès devant une cour de sûreté de l'Etat composée de trois magistrats civils qui avait été instituée par le Dr Zinsou et prononça la condamnation du lieutenant colonel Alley, ex-chef de l'Etat, à dix ans de détention criminelle pour complot. Les difficultés durcirent le régime du Dr Zinsou, homme d'Etat à l'origine très libéral. Celui-ci annonça récemment que les auteurs de complot pourraient être fusillés et, le neuf décembre, c'est-à-dire à la veille d'être renversé, il institua un "tribunal de la nation", nommé par le gouvernement, pour remplacer la "cour de sûreté de l'Etat". Finalement l'armée dahoméenne a jugé que le régime qu'elle avait institué et le président qu'elle avait désigné en 1968 n'avaient pas donné les résultats qu'elle en escomptait et elle a repris ce pouvoir. Il lui reste à décider d'une forme de régime qui puisse gouverner le Dahomey.

Un coup d'État est déjoué en Libye

TRIPOLI (AFP) – Un communiqué officier du Conseil de la révolution libyenne a annoncé hier qu'une tentative de coup d'Etat lancée par certains ministres de l'actuel gouvernement a été mise en échec.

Le communiqué du Conseil de la révolution, précise que les "traîtres" qui avaient fomenté le complot devaient tenter leur coup d'Etat le 7 décembre. Mais les mesures prises ont empêché la réalisation de ce projet, ajoute le communiqué, qui qualifie certains des participants du complot de "personnes qui avaient la confiance du nouveau régime révolutionnaire".

Entretiens Le Caire-Moscou

L'URSS affirme son appui à la cause palestinienne

(D'après AFP) – "L'Union soviétique continuera à soutenir la juste cause des peuples arabes, victimes de l'agression, et poursuivra la lutte, tant aux Nations unies, qu'en dehors de celles-ci, pour un règlement politique au Moyen-Orient", a notamment déclaré M. Alexis Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, dans un discours qu'il a prononcé hier au déjeuner offert au Kremlin en l'honneur de la délégation de la R.A.U. séjournant actuellement en U.R.S.S. annonce l'agence Tass.

"Aussi longtemps que se poursuivra l'agression, a-t-il ajouté, nous combinerons cette lutte avec des mesures en vue de renforcer le potentiel de défense de la R.A.U. et des Etats arabes".

M. Kossyguine a ajouté que l'URSS se prononçait "résolument et fermement pour l'application de tous les points de la décision adoptée par le Conseil de sécurité en novembre 1967.

Selon une rumeur qui circule dans les milieux diplomatiques de Moscou, un certain nombre de Palestiniens feraient partie de la délégation égyptienne.

Un passage de l'allocution prononcée par M. Kossyguine permet aux observateurs de penser que la rumeur n'est pas dénuée de fondement: "Devant la poursuite de l'agression israélienne, a déclaré M. Kossyguine, le peuple soviétique considère que la lutte menée par les organisations palestiniennes pour liquider les séquelles de l'agression est une lutte de libération nationale, juste et anti-impérialiste".

C'est la première fois, observe-t-on, que l'un des dirigeants soviétiques prend aussi nettement position en faveur du mouvement palestinien.

L'ONU dénonce le déni des droits des réfugiés arabes

NATIONS UNIES (AFP) – Par 48 voix contre 22 et 47 abstentions, l'Assemblée générale, après avoir spécifié que la règle de la majorité des deux tiers ne s'appliquait pas, a adopté hier une résolution qui reconnaît que le "problème des réfugiés arabes de Palestine découle du fait que les droits inaliénables de ces réfugiés en vertu de la charte des Nations unies et de la déclaration universelle des droits de l'homme leur sont refusés".

Cette résolution déclare également que la profonde inquiétude suscitée par le déni de ces droits aux réfugiés arabes de Palestine "est aggravée par des actes de répression collective, de détention arbitraire, des couvre-feu, des destructions de maisons et de biens, des déportations etc."

Dans son dispositif, cette résolution réaffirme "les droits inaliénables du peuple de Palestine" et attire l'attention du Conseil de sécurité "sur la situation grave résultant des politiques et pratiques israéliennes dans les territoires occupés et du refus d'Israël d'appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale".

Enfin, aux termes de cette résolution, le Conseil de sécurité est prié de prendre des "mesures effectives", conformément à la charte, pour la mise en oeuvre de ces résolutions.

L'Assemblée avait d'abord spécifié que la règle de la majorité des deux tiers ne s'appliquait pas, décision qui avait donné lieu à un débat serré. Le Canada et les Etats-Unis ont été parmi les Etats à voter contre la décision relative à la procédure de vote et contre la résolution elle-même. La France et le Royaume-Uni se sont abstenus.

A l'issue du vote, le représentant d'Israël a déclaré que la résolution découlait directement de la "belligérance" menée contre un Etat souverain, membre des Nations unies, avait été parrainée par des Etats qui ne reconnaissent pas le droit d'Israël à l'existence et n'avait nullement pour objet d'alléger les épreuves des réfugiés. Cette résolution, a dit encore le représentant d'Israël, "n'a aucune valeur juridique et morale".

8 3/4 % par année sur vos placements

Je suis intéressé(e) à retirer jusqu'à 8¾% d'intérêt sur mes placements. Veuillez m'envoyer des renseignements supplémentaires. D-1

Nom_____

Adresse_____

Ville_____

Société d'épargnes et d'hypothèques internationale

FILIALE DE METROPOLITAN TRUST COMPANY.

FONDÉE 1913

4861, av. Van Horne, Montréal,
Centre commercial de Ville Mont-Royal,
2324, chemin Lucerne, Ville Mont-Royal.
Tél. 731-6883

MEMBRE — SOCIÉTÉ D'ASSURANCE DÉPÔTS DU CANADA

Heures d'affaires
Mar. & mer.: 10h-5h
Jeu. & ven.: 10h-8h
Sam.: 10h-3h

Molson vous offre un joyeux choix



Cette brochure de 32 pages, intitulée "On s'amuse dans l'temps des Fêtes", vous est offerte gratis chez l'épicier où vous achetez votre bière. Elle est remplie de recettes et de conseils pour vos réceptions

Brassées au Québec par Molson

arts et spectacles

Le bruit de la ville

MUSIQUE: Dimanche le 14 décembre à 20h.30 en la salle de la Bibliothèque Nationale, le Conservatoire de musique de Montréal présentera un récital de la pianiste Francine Desroches; elle interprétera des oeuvres de Beethoven, Clermont Pépin, Prokofieff et Chopin. Au cours de la soirée, on pourra aussi entendre Renée Godin, Ginette Dagenais, Louise Pilon et Louise Dumais lire des poèmes du 19e et 20e siècle, ainsi que des poèmes chinois.

L'Orchestre de chambre McGill présentera un concert au Musée des Beaux-Arts le même soir. Le programme réunira le "Stabat Mater" de Vivaldi, pour mezzo-soprano et cordes, avec comme soliste Gabrielle Lavigne, qui vient de se mériter une médaille au concours international de chant de Genève, un air de Bach, le Concerto grosso No. 3 Op. 6 de Corelli, la Sonate en do majeur de Rossini et le Concerto en ré majeur de Durante.

CINEMA: A l'affiche des jeudis du court métrage, aujourd'hui à 20h. à l'auditorium du Jardin Botanique, trois films de l'ONF seront présentés: "Tuktu et le palais de glace", "Sabre et Foil", et "Episode". L'entrée est libre.

PERSONNALITE: L'auteur de "Psycho" et de "The Birds", Alfred Hitchcock, était dernièrement à Toronto pour lancer son dernier film intitulé "Topaz". L'oeuvre est basée sur un roman de Léon Uris que les Editions de l'homme publiaient il y a quelques mois déjà.

CONCOURS: Du 5 avril au 24 mai 1970 auront lieu, dans 14 villes de la Province, les concours organisés par les Festivals de musique du Québec. Ces concours sont ouverts aux instruments à vent, aux instruments à cordes, aux pianistes, aux concurrents de chant solo, guitare et flûte, aux chorales, fanfares, orchestres et petits ensembles – ainsi qu'aux pianistes qui désirent participer aux concours Beethoven et Schumann.

SUBVENTIONS: Le ministère des Affaires culturelles vient d'accorder $11,000 en subventions à cinq sociétés historiques du Québec. La société historique de Vaudreuil-Soulanges a reçu $5,000, celle de Québec $1,500, celle du comté de Missisquoi $1,000 et celle de St-Jérôme $500. Enfin, il a été attribué $3,000 à la société d'archéologie préhistorique du Québec.

Horaire des cinémas

CENTAUR THEATRE – rue St. François-Xavier, Vieux Montréal. "Joe Egg" de Peter Nichols. En anglais. Jusqu'au 14 décembre. Le lundi exrepté, 20.30 p.m. Samedi, deux représentations à 10.00 et 22.00 p.m. Téléphone 288-6215.

COMEDIE-CANADIENNE – "The Ecstasy of Rita Joe" – 20.30.

LA NOUVELLE COMPAGNIE THEATRALE: Du 1er déc. au 8 déc.: Lundi, mat. à 15h45; mardi à 19h30; mercredi mat. à 15h45; jeudi, vendredi, à 19h30; samedi à 20h30; dimanche, relâche.

LE PATRIOTE: Les Jérolas – 21h. et 23h.

LE PATRIOTE A CLEMENCE – Made in Joël. – 20h.

RIDEAU VERT – "Fleur de cactus" – du mardi au samedi à 20h.30 – dimanche à 19h.30.

THEATRE DE QUAT'SOUS – "A coeur ouvert" de R. Gurik – 20h.30.

T.M.N. – (Au Centre du Théâtre d'aujourd'hui): "Diguidi, Diguidi, Ha! Ha!" – 20h 30; relâche lundi, dimanche à 19h.30.

PLACE DES ARTS

THEATRE WILFRID-PELLETIER – relâche.

THEATRE MAISONNEUVE – Les Ballets métropolitains du Canada – 20h.30.

THEATRE PORT-ROYAL – relâche.

Horaire des théâtres

EN LANGUE FRANCAISE

ARLEQUIN – "Thérèse et Isabelle" et "L'Ile du bout du monde"
BERRI – "Les Années Fantastiques" et "Made in Paris"
BIJOU – "Le Diable aime les bijoux" et "Sept contre la mort"
BONAVENTURE – "Oliver, 2.00 – 8.30 Sam. dim. 2.00 – 5.00 – 8.30
CANADIEN – "Le miracle de l'amour No. 7" – 12.15 – 3.30 – 6.35 – 10.00. "Alerte à la drogue" – 1.45 – 5.00 – 8.15
CHAMPLAIN – "La femme en ciment" et "La Vallée des poupées"
CINEMA DE PARIS – "Le mariage" 1.30 – 3.30 – 5.30 – 7.30 – 9.30.
CREMAZIE – "Funny Girl" (français) 8.00 Sam. 2.00 – 8.00 Dim. 2.00 – 5.00 – 8.00.
DAUPHIN – Salle renoir: "Les souliers de St-Pierre", 2.15 – 5.15 – 8.15 sur semaine 8.00.
Salle McLaren – "Erotissimo" – 7.30 – 9.30 sam. dim. 1.30 – 3.30 – 5.30 – 7.30 – 9.30.
ELECTRA – "Les Hommes de Las Vegas" et "La Vallée de Gwangi"
ELYSEE – Salle Alain Resnais – "Le Gai savoir", 7.30 – 9.30 Sam. Dim. 1.30 – 3.30 – 5.30 – 7.30 – 9.30 (10.00 sam.).
FLEUR DE LYS – "Hibernatus" 12.00 – 3.30 – 6.50 – 10.35 "L'Ecume des jours" 1.20 – 4.50 – 8.25
FRANCAIS – Voir Château
GRANADA – Voir Château
JEAN-TALON – "Hibernatus" 6.45 – 10.25 – dim. 12.00 – 3.25 – 6.45 – 10.25 – "Les jeunes loups" 8.20 – dim. 1.20 – 4.50 – 8.20.
MAISONNEUVE – Voir Jean-Talon
MERCIER – Voir Electra
MIDI-MINUIT – "Les Amours de Lady Hamilton" et "Femme et Tentation"
PAPINEAU – "Le lauréat" et Casanova 70"
PARISIEN – "L'arbre de Noël" – 10.00 – 12.10 – 2.20 – 4.30 – 6.45 – 9.05.
PIGALLE – Voir Midi-minuit.
PLASA – Voir Canadien
RIVOLI – "Destination Zebra Station polaire" – 8.30 – Mer. sam. dim. 2.30 – 8.30.
SALLE HERMES – "Le mariage" 8.00 – 10.00 – dim. 2.00 – 4.00 – 6.00 – 8.00 – 10.00.
SAINT-DENIS – "Le Diable aime les bijoux" et "Sept contre la mort".
VENDOME – "Z".
VERDI – "Calcutta" 7.30 -9.30.

EN LANGUE ANGLAISE

ALOUETTE – "Paint Your Wagon" 8.30
AVENUE – "The Rain People" – 1.25 – 3.15 – 5.15 – 7.15 – 9.00.
ART – "Candy" 1.00 – 3.00 – 5.00 – 7.00 – 9.00.
ATWATER 1 – "The Undefeated" 12.30 – 2.40 – 5.00 – 7.20 – 9.40.
ATWATER 2 – "Butch Cassidy and the Sundance Kid" 12.55 – 3.10 – 5.15 – 7.20 – 9.30.
CAPITOL – "The Good Guys and the Bad Guys" 10.15 – 1.00 – 3.10 – 5.15 – 7.25 – 9.05.
CINEMA 2 COTE DES NEIGES – "Oliver" 8.30 Mer. sam. dim. 2.00 – 8.30.
CINEMA 1 COTE DES NEIGES – "Zorba the Greek" et "The Touchables".
CINEMA WESTMOUNT SQUARE – "Goodbye Mr. Chips" 8.30.
CINERAMA IMPERIAL – "Mediterranean Holiday" – 8.30 Mer. Sam. 2.00 – 8.30 – Dim. 2.00 – 7.30.
GUY – "Married Couple" 11.45 – 1.30 – 3.15 – 6.15 – 8.30 – 10.15 –
KENT – "Who's That Knocking at My Door" 1.30 – 3.05 – 5.10 – 7.20 – 9.00.
LOEWS – "Change of Mind" 10.00 – 12.10 2.25 – 4.35 – 6.45 – 9.05.
MONKLAND – "A Man for All Seasons" et "The Taming of the Shrew" 10.00 – 12.20 2.30 – 4.40 – 6.50 – 9.05.
PALACE – "Alfred the Great" 10.00 – 12.20 2.30 – 4.40 – 6.50 – 9.05.
PLACE DU CANADA – "The Battle of Britain" 4.30 – 7.00 – 9.15.
PLACE VILLE-MARIE – Grande Salle: "The Mad Woman of Chaillot" 1.10 – 3.40 6.10 – 8.30.
Petite salle: "The Graduate" 12.30 – 2.30 4.30 – 6.30 – 8.30.
PUSSYCAT – "Lorna" 1.20 – 4.20 – 7.15 – 10.15 "Motor Psycho" 2.50 – 5.50 – 8.45.
SEVILLE – "Alice's Restaurant" 1.05 – 3.05 – 5.05 – 7.05 – 9.10.
VAN HORNE – "Kiss Me Kiss Me Kiss Me" 1.45 – 3.40 – 5.35 – 7.35 – 9.00.
SNOWDON – "DeSade" 1.10 – 3.10 – 5.10 – 7.10 – 9.00.
WESTMOUNT – "Midnight Cowboy" 12.30 – 2.40 – 4.50 – 9.20.
YORK – "Take the Money and Run", 1.35 – 3.35 – 5.35 – 7.35 – 9.35.

ET AUTRES LANGUES

Danois s.-t. français
ELYSEE – "Doctor Glass" 7.30 – 9.30 – Sam. Dim. 1.30 – 3.30 – 5.30 – 7.30 – 9.30 – Sam. 10.00.
Suédois, s.-t. anglais
CINEMA V – "I am Curious Yellow" 7.30 – 10.00 – Sam. 5.00 – 7.30 – 10.00.
Suédois, s.-t. français
FESTIVAL – "Je suis curieuse" 7.30 – 10.00 dim. 12.00 – 5.00 – 7.30 – 10.00.

CINEMATHEQUE

BIBLIOTHEQUE NATIONALE – 1700 St-Denis: 8.00 Soirée Soviétique.

Horaires

Le sigle c marque une émission en couleur

CBFT 2

10.00 Les Oraliens c
10.20 La Planète verte
10.30 En mouvement
10.45 Monsieur Surprise présente c
11.00 La souris verte
11.15 Cinéma:
"Le père Lampion" (Français) (Italien 54)
1.00 Cinéma:
"A pied, à cheval et en spoutnik" (Français 1958)
2.30 Ni oui ni non c
3.00 Femme d'aujourd'hui
4.00 Bobino c
4.30 Le Major Plum Pouding c
5.00 Bidule de Tamacadam
6.00 Thibaud ou les croisades c
6.30 Téléjournal
6.45 24 heures
7.00 Format 30
7.30 Les grands films:
"Boeing Boeing" (U.S.A. 1965)
9.30 Le sel de la semaine: Robert Conquert, écrivain.
10.30 Dossiers: La Pollution (2e)
11.00 Le pont
11.30 Nouvelles du sport
11.40 Cinéma:
"Jack l'éventreur" (Grande-Bretagne 1958)
1.15 Téléjournal

CFTM 10

7.15 Mire et musique
7.30 Les P'tits bonshommes
7.45 C'est parti c
8.45 36-24-36 c
9.00 Madame est servie c
10.00 Bonheur du jour c
10.30 L'Ecole de Beauté c
10.45 La Pause café c
11.00 Réponse à tout c
12.00 Les P'tits bonshommes
12.10 Première édition
12.15 Ciné-jeudi:
"Un grand patron" (Français)
2.00 "Maigret voit rouge" (Français)
3.30 Madame s'amuse c
4.00 La cabane à Midas c
4.30 Fusée XL-5
5.00 Le 5 à 6 c
6.00 Studio 10 c
7.00 Le 10 vous informe c
7.30 Cinéma Kraft:
"Le roi des vagabonds" (U.S.A.)
9.00 Elle et lui c
9.30 Ça prend un voleur c
10.30 Le 10 vous informe c
11.00 En pantoufles:
"Blanc comme neige" (Français)

CBMT 6

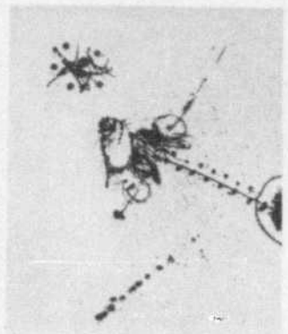
8.00 Test Pattern and Music
8.30 Stand-by-Six
9.00 Time for Music
9.30 Quebec School Telecast c
9.45 Quebec School Telecast c
10.00 Quebec School Telecast c
10.15 Quebec School Telecast c
10.30 Friendly Giant
11.25 Double Exposure: "Toys"
11.55 CBC TV News
12.00 Dick Van Dyke
12.30 Search for Tomorrow
1.00 Luncheon Date
1.30 Eyes on New York c
2.00 Strange Paradise c
2.30 Coronation Street c
3.00 Take Thirty
3.30 Edge of Night c
4.00 The Galloping Gourmet c
4.30 The Banana Splits c
5.00 Arthur and the Square Knights of the Round Table c
5.30 The Beverly Hillbillies c
6.00 Reach for the Top c
6.31 Hourglass
7.30 Doris Day c
8.00 Bill Cosby Show c
8.30 Time for Livin c
9.00 Bonanza c
10.01 Thursday Night
11.00 CBC tional News c
11.19 Viewpoint
11.25 Night Report
11.40 "The Magnificent Seven"
1.00 Final Report

La Guilde graphique à la Boutique Soleil

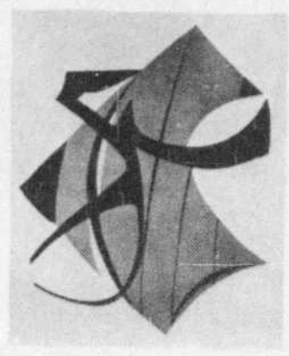
Les gravures: un art multiple à la portée de tous

par Jean Basile

Le grand public connaît peu l'art de la gravure. On l'assimile à une sorte de sous-peinture moins chère sans doute mais moins intéressante puisque par définition la gravure est multiple. On fond, chacun voudrait posséder La joconde. On espère chaque année que la nouvelle tendance des "multiples" aidera la gravure à sortir d'un isolement un peu inique. A Montréal, la Guilde graphique travaille depuis de nombreux années déjà à promouvoir cet art non-mineur, très particulier et astreignant. Comme chaque année cette association présente son exposition annuelle à la Boutique Soleil.



Pierre Tétrault: Salut Latrémouille



Marcelle Ferron: Ouf

Qu'est-ce que la Guilde?

Est-ce une coopérative? est-ce un atelier? est-ce un idéal? est-ce une commercialisation? La Guilde graphique de Montréal est un peu tout cela. Elle possède, en effet, un atelier où l'on invite tous les artistes que cela intéresse à travailler. Elle possède un service de diffusion par lequel elle met en oeuvre (c'est-à-dire en vente) le résultat des travaux. Point de vente à Montréal et points de vente au Canada. Il existe même un service de prêt au musée des Beaux-arts de Montréal. Enfin, une promotion directe est faite auprès des industries, corporations, etc... qui utilisent maintenant la gravure comme présence de l'art.

On voit que le bilan n'est pas si noir. Au contraire, il y a une amélioration constante. Peut-être faut-il regretter que les Québécois semblent moins s'intéresser à cet art que les Torontois, selon des analyses faites.

Qui est qui?

Mais qui sont les artistes de la Guilde? L'actuelle exposition de la Boutique Soleil présente onze graveurs: Ayot, Daglish, Ferron, Fortier, Hébert, Nadeau, Saunier, Bruneau, Lacroix, Richard et Tétrault. Si l'on jette un rapide coup d'oeil sur les séries des ans passés, on note la présence de nombreux créateurs. Faut-il citer Molinari et Gaucher, Giguère et Hurtubise, D'Allégret et McLaren... On remarqua, en tous cas, que le champ est vaste puisque se cotoient peintres de toutes tendances, graveurs purs, graphistes et cinéaste. Ajoutons, au passage le nom de Pellan. Le tableau, sans être complet et significatif.

Au fond, la Guilde souhaite que tout un chacun, mais de grande qualité, participe à son action. Le bilan futur sera d'une grande richesse par le nombre et la diversité de ceux qui graveront pour l'organisation.

Et l'oeil?

Soyons donc précis et, puisque nous en sommes à la série III, visible actuellement, disons sans plus tarder que l'on voit à la Boutique Soleil des oeuvres non négligeables.

N'allons pas chercher un style unique, une école, moins encore une chapelle. Tout cela est dépassé et du passé. A la Guilde, chacun va son chemin dans une discipline commune qui n'exclut d'ailleurs pas recherche comme celle de Richard Lacroix qui y présente une série de 7 planches moulées (en polystyrène) intitulée fort joliment "Métamorphose de la pitoune". Ce qui est d'un rare insolent pour le bois que voici plastique. Mais la réussite est incontestable.

Un jeune TRES doué, Pierre Tétrault nous propose un voyage éclaboussé et poétique avec 8 sérigraphies et un poème.

Marcel Ferron y continue ses trouvailles que l'on a remarquées déjà dans les verrières de la station de métro Champ-de-Mars. Et comment ne pas citer deux magnifiques engrenages de Pierre Hébert.

Cette troisième série n'est pas limitative puisque l'exposition présente aussi quelques anciens.

En bref, il y en a pour tous les goûts: les sensibles, les amusés, les bizarres, les concrets et les abstraits.

Et la bourse?

Le nerf de la guerre et aussi le nerf de la culture: c'est l'argent.

Alors, sans fausse honte, citons quelques chiffres pour montrer que l'art et l'art authentique peut-être, financièrement, modeste. Les unités sont marquées généralement entre $55. et $60. Quelques gravures plus anciennes sont données contre $50, tandis que d'autres plus récentes montent jusqu'à $75.

Les albums sont évidemment plus précieux puisqu'ils comprennent plusieurs pièces. C'est Lacroix et sa pitoune en plastique qui est le plus cher puisque la série vaut $400, mais pour $75, vous pourrez vous offrir 10 gravures de Ronald Richard et ça s'appelle "La vie, l'amour et la mort"; c'est peu pour un tel programme!

Alors, je crois qu'il faut aller voir cette exposition. Sans s'attendre à un faste sublime, on y renouvellera un peu sa vision des choses. Art vieux comme l'art (ou presque) la gravure sous toutes ses formes est aussi un art de jeunes d'où souvent sa grâce, son charme, sa légèreté.

Par la même occasion, on jeter un coup d'oeil dans une autre salle de la Boutique Soleil pour y voir les oeuvres récentes de celui qui est et reste le plus délicieux, le plus habile, les plus juste des graphistes de Montréal, Cornellier. Dessin et non plus gravure, on se laissera peut-être tenter par l'Unique. Si oui, ce sera au prix de $75, un dessin non encadré et $100, encadré.

Une troupe de théâtre naît à Toronto

TORONTO (PC) – Pour la première saison du St. Lawrence Centre de Toronto, le programme comprendra cinq pièces, dont quatre sont des oeuvres canadiennes.

C'est ce qu'annonçait récemment M. Léon Major, directeur de ce Centre des arts d'interprétation.

"Man Inc.", pièce écrite et réalisée par Jacques Languirand, de Montréal, avec un dispositif scénique de Norman Symonds, de Toronto, inaugurera la saison le 26 février.

Il s'agit d'une production utilisant divers procédés et offrant ce que la direction du théâtre appelle un bref historique de l'éternel triangle, un homme, son épouse et l'autre femme, depuis la Genèse jusqu'à l'an 2001.

Le spectacle suivant sera "Striker Schneiderman", de Jack Gray, de Toronto, présenté dans une mise en scène de Léon Major. C'est une comédie au sujet d'un tailleur de Winnipeg, en face d'un dilemme, voulant à la fois garder sa clientèle et ses amis socialistes durant la grève générale de 1919.

M. Major assumera également la mise en scène d'une nouvelle version anglaise de "Faust", de Goethe, adaptation de Barker Fairley, de Toronto. On présentera aussi en anglais, sous le titre "Knacker For All", une oeuvre de Boris Vian, écrivain mort en France en 1959, à l'âge de 39 ans.

Un spectacle pour enfants, intitulé "Popcorn Man", de Bodi Rob et Pat Patterson, de Toronto, prendra l'affiche au cours de la saison.

La lune est froide

NEW YORK (AFP) – Sept objets ont apparemment frappé la lune depuis le 20 novembre dans un rayon de 60 milles du sismographe qu'ont laissé dans l'Océan des Tempêtes les astronautes d'Apollo 12, déclare M. Gary Latham, de l'observatoire Lamont.

Sept chocs ont été ressentis et enregistrés par l'instrument et transmis au laboratoire qui tente de les interpréter.

M. Latham a précisé que les chocs étaient "externes". Aucun choc d'origine "interne" n'a été enregistré, ce qui semble indiquer, dit-il, que la lune est froide depuis environ 4 milliards et 600 millions d'années.

東京料理
Pouvez-vous garder un secret ?
Quelque part dans la ville, une entrée discrète vous conduit dans un monde nouveau — Un monde de lueurs adoucies, de mots intimes chuchotés amoureusement . . . Ici le mystère de l'Orient s'enlace avec les parfums exotiques de l'aventure et les grâces d'un tendre accueil . . . Benihana . . . steak house japonais authentique. Aussi peu que $4.50 par personne.
BENI HANA
STEAK HOUSE JAPONAIS
En haut chez
BILL WONG'S
7965 Décarie
Réservations: 731-8202

Salle Renoir – Anthony Quinn – SOULIERS de ST-PIERRE – EN COULEURS – 3è SEM. – UN GRANDIOSE SPECTACLE DE 3 HRES – LES MOINS DE 12 ANS – 75¢ – CE SOIR À 8.00 À PRIX RÉGULIERS
Salle McLaren – EN COULEURS – Annie GIRARDOT – aussi "MONTMARTRE" – Erotissimo – CE SOIR À 7.30 - 9.30 8e SEMAINE
LE DAUPHIN 721-6060

MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC
EXPO/VENTE
Du 5 au 21 Décembre
Palais du Commerce
Angle Berri et de Maisonneuve
De 13 à 22 heures – Entrée libre

BIENTOT!

Astérix et Cléopatre

8e SEMAINE
FESTIVAL DE CANNES 1969
PRIX DU JURY
PRIX DE L'INTERPRETATION MASCULINE – J.L. TRINTIGNANT
TOUS Z
YVES MONTAND – IRENE PAPAS – J.L. TRINTIGNANT – film de COSTA GAVRAS

EASTMANCOLOR
station Victoria 12.45.3.00.5.15.7.30.9.45
VENDOME
PLACE VICTORIA TEL. 878-1451

LE RENDEZ-VOUS DES CINÉPHILES
CE SOIR 7.30 et 9.30
hommage à CHRIS MARKER
CUBA SI!
et LES STATUES MEURENT AUSSI
les 2 films à 7.30 et aussi 9.30
DEMAIN (VENDREDI) SEUL.
TARE DES HOMMES
le dernier LOUIS MALLE
CALCUTTA
2 spectacles 7.30 et 9.30
dès SAMEDI
CLAUDE LELOUCH
ses 2 grands films au même programme
'UN HOMME ET UNE FEMME' et 'VIVRE POUR VIVRE'
CINÉMA DE RÉPERTOIRE
verdi
5380 St-Laurent (277-4145)

DERNIER JOUR: LE GAI SAVOIR - DEMAIN -
elysée – 95 MILTON / 842-6053 – SALLE RESNAIS

"SUPRÊMEMENT MAÎTRISÉ, SUR LA FIDÉLITÉ, LA PASSION, LA SEXUALITÉ ET LA FOI" – Réalités
JEAN-LOUIS TRINTIGNANT – FRANÇOISE FABIAN
PRIX MAX OPHULS 1969
MA NUIT CHEZ MAUD 7e
14 ANS
un film de ERIC ROHMER
SALLE EISENSTEIN
Doctor Glas 3e
18 ANS Adultes
DE Mai Zetterling
SOUS-TITRES FRANÇAIS

LES BALLETS METROPOLITAINS DU CANADA
direction artistique ERIC HYRST
11, 12, 13, 14 décembre

Jeudi le 11 décembre – Soirée
Études Symphoniques – Schumann
L'Homme – DeKinder et Vivier
Valses et Variations – Glazounov
Vendredi le 12 décembre – Soirée
Symphonie no 40 – Mozart
Labyrinthe – Tchaikowsky
Valses Nobles et Sentimentales (La Valse) Ravel
Samedi le 13 décembre – Soirée
Études Symphoniques – Schumann
L'Homme – DeKinder et Vivier
Valses Nobles et Sentimentales (La Valse) Ravel
Dimanche le 14 décembre – Matinée
Symphonie no 40 – Mozart
Labyrinthe – Tchaikowsky
Valses et Variations – Glazounov
Billets en vente à la Place des Arts
Soirée $2.00 - $3.00 - $4.00
Matinée $1.50 - $2.50 - $3.00
THÉATRE MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS, Montréal 129, (Québec) Tél: 842-2112

GA CINÉMAS GRIMCO AMUSEMENT
TA FEMME, CETTE INCONNUE – 18 ANS Adultes – EN COULEURS

3ème partie
COMPLÉMENT DE PROGRAMME – Alerte à la DROGUE
CANADIEN 523-5180 – 1204 EST STE-CATHERINE
PLAZA 274-6159 – 6505 ST-HUBERT

22e Semaine

18 ANS Adultes
Je Suis Curieuse (jaune)
EN SUÉDOIS SOUS-TITRES FRANÇAIS – un film de VILGOT SJOMAN
sem. 7.30-10 dim. 12-2.30-5-7.30-10
FESTIVAL 1206 E. STE CATHERINE 525-8600

HIBERNATUS – 14 ans

EN COULEURS – LOUIS DE FUNÈS – 2ème GRAND FILM
JEAN-TALON 725-7000 – MAISONNEUVE 525-2174 – FLEUR DE LYS 288-3303


7e Semaine – 14 ans
LE MARIAGE
avec CLAUDE BERRI – EN COULEURS
SALLE HERMÈS: En semaine: 8.00 - 10.00 – Dimanche: 2.00, 4.00, 6.00, 8.00, 10.00
CINÉMA DE PARIS: 1.30 - 3.30 - 5.30 7.30 - 9.30
CINÉMA de PARIS 960 OUEST STE CATHERINE – SALLE HERMES 5550 OUEST Sherbrooke 489-5959

BOURSE DE TORONTO

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
Industrielles					
Abel Black	1575	$5⅞	5½	5⅝	–⅛
Abitibi	16r10	$12	11⅞	11⅞	
Abitbi u½p	z10	$51	51	51	
Acklands	722	$11	10¼	10¼	–⅜
Acres Ltd	1530	$19¼	19	19¼	+¼
A.G.F.M	1570	$9⅝	9½	9½	
Agra Vegt	100	$8	8	8	
Agratec I	3100	$9	8¾	8¾	–¼
Aimco Ind	600	$12	11½	11½	
Alta Gas T	920	$38	37	37	–1½
Algo Cent	350	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Algoma St	2745	$14	13¾	13⅞	–⅛
Algon	400	375	375	e75	–5
Alcan	5800	$27¾	27⅝	27½	
Alcan pr	575	$32½	31¾	31¾	–¾
Allarco Dv	350	$7	6¾	6¾	–¼
Alumin pr	100	$16½	16½	16½	–½
Almin 2p	z10	$34½	34½	34½	
Anglo-cn	600	$6¾	6½	6½	–¼
Ang CT 290	50	$36	36	36	
Aqutin	10140	$20½	20	20	–½
Argus B pr	160	$36⅜	35	36	+1
Argus C pr	480	$11½	11½	11½	–C½
Asbestos	355	$25¾	25½	25½	– X
Atco Ind	xu0	$14½	14½	14½	–½
Ati Sugar	1450	$6⅞	6⅞	6¾	–⅛
Ati Sug w	300	210	210	210	–5
Auto El	1h30	$8¼	7¾	7¾	– (
Auto Hard	400	$8¾	8	8	–½
BACM Ind	200	$21½	21	21½	+½
BahC D	12000	56	55	56	
Bk Mtl	10407	$16⅞	16½	16⅝	+⅛
Bank N S	3286	$22¾	22¾	22⅝	–⅛
Bk NS r	29264	46	43	45	
Bartaco	z25	$10⅜	x0⅜	10⅜	
Bay Mills	100	$5½	5½	5½	–½
Beavr Eng	1000	$7	6¼	¼	–¼
Beaver L	1025	$16½	16½	16½	
Becker B p	600	$11	11	11	
Bkidng w	500	300	300	300	
Bell Canad	8422	$42½	42¼	42½	+¼
Biltmore p	z10	$9½	9½	9¼	
Block B	11670	$7¼	6¾	7¼	
Bombrder	467	$19½	19⅜	19⅜	–⅛
Bow Valy	810	$x7½	17½	17½	–½
Bow m pr	40	$37½	37½	37½	
Bramalea	3895	480	470	470	
Brascan	1030	$14¾	14½	x4¾	–¼
Brdg Tank	10p	240	240	240	–20
Brdg Tnk p	z10	$22	22	22	
BN Forest	250	$34¾	34¾	34¾	–¼
BC Frest p	510	$43	43	43	
BC Pack B	320	$16	15¾	16	
BC Sugar	300	$18	18	18	
BC Sugar p	z15	$15½	15½	15½	5
BC Phone	z20	$68½	68½	68½	
BCPh 6 pr	z5	$75½	75½	75½	
BCPh 4½ p	z15	$60	60	60	
Brinco	1650	$5¼	5	5	
Bruck B	210	$11½	11½	1x½	
Budd AutO	220	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Burns Fds	325	a24½	24½	24½	–⅛
Cad Dev	2225	$7	6¾	6¾	–¼
CAE Ind	840	$6¼	6⅛	6⅞	+ (
Calgary P	295	$22½	22⅝	22⅝	–⅛
Calvrt Dle	2700	90	90	90	
Campeau	995	$5½	5½	5½	–⅛
CD Sugar	25	$36½	36½	36½	
Can CVEM	⅜⅛&	1⅛?	¼&½	29½	–
Can Cem p	180	$19	19	19	+½
Can Malt	155	$21½	21b6	21½	–½
C Nor West	1500	250	250	250	–5
C Packrs	960	$19½	19¼	19½	–½
Can Perm	1400	$11⅞	11⅞	11⅞	–½
CSL	40	$29	29	29	–1
Cdn Brew	3350	$8½	8⅜	8⅜	–⅛
C Brew Ap	105	$29⅞	29⅞	29⅞	+¼
C Brew Bp	70	$37½	37½	37½	–½
CB Alum A	500	$19½	19¼	19½	–½
Cdn Can A	1100	$6½	6⅜	6½	+⅛
C Chem w	2800	81	75	81	–1
Cdn Equty	1500	$8	7⅞	7⅞	–⅛
C Curtis	600	95	92	95	+3
C Found	100	$5½	5½	5½	+½
C Goldie	600	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
C Hydro	2565	$15⅝	15½	15½	–½
C Imp Bank	3827	$22⅝	21⅞	22	–⅛
C Ind Gas	3891	$9⅞	9⅝	9⅞	
CIL	1125	a14⅜	14½	14⅝	+⅜Q
C Interurb	400	365	355	355	–10
C Intrurb p	y00	$8	7⅞	7⅞	+⅛
C Marconi	1225	480	475	480	
CP Inve pr	1640	$30⅞	30⅝	30⅞	+⅛
CP Invs w	6450	725	700	715	–5
CPR	6438	$67	65⅞	67	–¼
CPR $3 pr	2650	$9	9	9	–¼
Cdn Tire	220	$71½	71	71⅛	–1⅞
Cdn Tire A	535	$67	66½	66½	
C Uilties	111	$36⅞	36½	36½	–⅜
C Util w	200	800	780	780	–20
C Vickers	z40	$8½	8	8½	
CWN 5½ p	z50	$15	15	15	
C Westing	200	$11½	11½	11⅞	+⅛
Canron	555	$17½	17½	17½	+¼
Capit Div	3900	300	295	300	–5
Cara	700	$8	u¼	7¾	–¼
Carrier JD	525	$13⅞	13	13½	–½
Carrier w	100	900	900	900	–75
Cassidy L	z50	415	415	415	
Casidy A p	230	$8½	8¼	8½	
CDRH Ltd	500	$8¼	8¼	8¼	–¼
Chat-Gai	100	$1w¼	12¼	12⅛	
Chemcell	700	$9⅞	9⅞	9⅞	
Chem 175 p	z6	$24	24	24	
Chrysler	z80	$35½	35¼	35½	
Clairton	600	150	145	145	–5
Codville A	700	440	435	435	–5
Columbia	910	$8	7¾	7¾	–¼
Columbi p	210	$18⅛	18⅛	18⅛	–⅛
Cominco	2735	$30¾	30⅝	30⅝	–⅛
C Holiday I	625	$13⅝	13½	13⅝	
C Savings	266	$11¼	11¼	11¼	–¼
Compro	800	120	215	220	
Computel	650	$10½	10½	10½	–½
Comtech	675	410	390	400	–20
Con Bath	1705	$22½	22¼	22¼	–¼
Con Bath p	100	$19½	19½	19½	–½
Con Bath w	2427	240	235	240	+5
C Bath 68 w	300	975	975	975	
Con Bldg	59p0	135	120	135	+10
Con Bldg p	400	360	350	350	–50
Con Textile	z75	$13½	13¼	13¼	
Con Distrb	1300	$17¾	17⅝	17¾	–¼
Cons Ga	4614	$15¼	14¾	14⅞	–⅛
Control F	1700	470	455	455	–10
Corby vt	z5	$26½	26¼	26¼	
Coronatn	1600	170	155	155	–5
Corontn p	8p0	185	185	185	–5
Corp Food	200	$10½	10¼	10¼	–1
Cosms	300	$5	5	5	
Costain R	400	$5	5	5	–¼
Couvret P	z40	$6⅞	6⅞	6⅞	
Crain R L	2075	$21½	21	21	–1
Crestbrk	1475	$10	9½	9½	–⅛
Crow Nest	200	4$47	47	47	–1
Crush Intl	625	$14⅜	14¼	14¼	–½
Cummings	250	$11	11	11	+¼
Cygnus A	1320	$6½X	¼	6⅜	+⅛
Cygnus B	785	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Debhid B p	z10	$77	77	77	
Disti Seag	1290	$53½	53⅛	53¼	+⅛
Dome Pete	28o	$77½	77½	77½	+2
D Bridge	200	$14	145	14	
D Citrus	1 0	$6½	6½	6½	
Dofasco	1850	$22½	22¼	22¼	–⅛
Dom Lime	100	365	365	365	–15
D Scottish	6p0	$17	17	17	
Dom Store	661	$13½	13⅜	13½	–1
Domtar	5779	$14⅞	14¼V	⅛ ⅛	–
D Textile	300	312½	12½	12½	–½
Douglas L	800	200	200	200	–15
DRG Ltd	550	$12½	12¼	12¼	–½
Dupont	1300	$26	25½	25½	–⅜
Dustbane	z25	$18⅞	18⅞	18⅞	
Dylex Div	415	$11⅞	11	x1	
Dylex D \	575	$8½	8⅜	8½	
Econ nv	375	$15	15	15	–½
Eddy Mtc	275	$22	22	22	–½
E-L Fin	3450	$1p	9⅝	9⅝	–⅛
E-L Fin w	1050	415	390	390	–40
Electro ltd	820	$37½	36½	37½	–½
Emco	200	$15	15	15	+½
Erie D	500	$13	12¾	13s	–⅛
Erie D A	800	$13½	13	13⅜	–⅛
Exquisite	200	$5½	5½	5½	
Falcon	4803	$164½	162	162½	–1½
Fam Play	2550	$12⅜	11⅞	12⅜	–⅛
Fa Play w	323	210	210	210	
Fed Farm	100	3p0	300	300	–10
Fed Grain	8240	$5⅜	5	5⅜	–⅛
Fleet Mfg	1600	150	150	150	–10
Fleetw'd	300	$18½	18	1	–1
Ford Cnda	110	$61	59½	59½	–1½
F Seasons	z1p	$11¼	11¼	11¼	
Fraser	50	$28	28	28	–1
Freiman	505	$5¾	5½	5½	–½
Fruehauf	100	$19	19	19	+½
Gaz Metr	z40	$6½	6½	6½	
Gaz M 63w	300	240	240	240	
Gen Baker	225	475	475	475	
Gen Distrb	905	$15	15	15	
GMC	z1	$72	72	72	s
G Stl Ware	100	$14¾	14¾	14¾	–1¼
Genstar L	100	$12¾	12¾	12¾	+¼
Gesco Dis	425	$9⅛	9	9	–½
Gdn Marg	830	$10b6	10½	10⅝	–⅜
Glendale	z30	$7⅞	7⅞	7⅞	
Goodyer	15	$152	152	152	+2
G Mckay A	300	$6	6	6	
Greb Ind	250	$7½	7½	7½	
GL Paper	300	$23	23	23	–1
GL Power	360	$18½	18½	18½	–½
GN Capital	1910	$7⅞	7	7⅞	+½
Gt A Lite	192	$134	132	133	+½
Gt WSadd	200	$5⅞	5⅞	5¼	+⅛
Greyhnd	4414	$13	12⅝	13	+⅜
Guar Trst	1000	$10½	10	10½	+⅜
Gulf Can	6211	$16⅞	16⅛	16¼	–⅜
Hardee	6100	105	100	100	
Hard Carp	500	318¼	18¼	18¼	–1
Hard Nrp A	925	$17⅞	17¼	17⅜	+⅜
Harlequin	100	$7Ys	7⅞	7⅞	
Harris J S	400	365	365	365	–1
Harveys F	3845	$5⅞	5⅞	5⅞	
Hawker S	2400	285	275	280	–5
Hawker pr	60	$58	58	58	
Hays Dna	125	$11	11	11	+⅛
Hind Dauc	100	$51	51	51	
Ho OA	11398	$28½	26¾	28½	+1¼
Home B	444	$2	26¾	27	+½
'lome Pit	921	300	295	300	+5
H Bramor	100	$5¼	5¼	5¼	
H Stein Elc	500	$7¾	7¾	7⅞	
H Bay Co	300	$19⅞	19⅞	19⅞	–⅛
HB Oil Gas	2075	$43	42½	42½	–½
HB Oil G pr	175	$57½Q	⅜⅜	⅜⅜	
Hunter D	500	$12	11⅞	11⅞	
Huron Eri	3025	$17⅛	c16⅞	16⅞	–½
Husky Oil	1338	$12¾	12½	12½	–⅛
Imp Gen	4100	350	310	350	
Imp Gen w	500	110	110	110	+5
Imp O	10311	$16⅞	16½	16½	
IXMP Tob	757	$12	11⅞	11⅞	–⅛
Inc Dis w	100	200	200	200	
Indusmin	402	$16	16	16	
Ind Accept	394p	$14⅞	14⅞	14⅞	
In Acc	4300	500	470	470	–50
Ingersol	300	$7⅞	7½	7½	
Inglis	1850	$14⅛	14	14	
Inland Gas	1028	$10½	10⅜	10½	+¼
Inspiratin	8200	49	49	49	
IBM	124	$380¼	378	378	–6
Int Nickel	8800	c$45¼	44⅞	45	–¼
Int Util	2465	$27¼	26⅞	26⅞	–½
Int Div	3100	150	140	140	–0
Intpr Pipe	4119	$22½	22⅛	22¼	–¼
Int Pipe w	5450	$11	10⅞	11	+½
Intpr Steel	1978	460	440	440	–10
Inv Grp A	1375	$10⅞	10⅞	10⅞	+⅛
Inv Grp 5 p	2575	$25⅜	25½	25⅜	+⅛
In Ovrseas	425	$34½	34	34½	–¼
Irwin Toy	425	$15½	15½	15½	
ITL Ind	325	$13½	13½	13½	
James Ind	1200	$5⅜	5½	5½	–⅛
Jefferson	4145	$10⅞	10¼	10½	–½
Jeffersn w	z55	450	430	430	
Jockey C	1750	$5	5	5	
Jockey 2 p	120	$7	7	7	+⅛
Kaiser Re	2070	$16¼	16½	16¾	+⅛
Kaps Tran	)725	$10½	10½	10½	–⅜
Kelly D A	100	$7¼	7½	7½	
Kelsey H	150	$12	12	12	
Kenting	291	$17	16½	16½	–¼X
Koffler	925	$12¼	12⅛	12¼	–⅛
Labatt	1571	$29⅞	28¾	28¾	–⅛
Labatt pr	2050	$29½	28¾	29	–⅛
Lfarge	500	$10½	10¼	10¼	–⅛
Lafarge pr	150	$10½	10¼	10¼	–⅛
Laidlaw M	90p	$8⅜	8⅜	8⅜	+⅛
LOnt Cem	1050	285	280	280	–5
Laura Sec	231	$x3⅞	13⅞	13⅞	+⅛
Lau Fin	1030	$6⅛	5¾	5¾	⅛
Lau F 1.25	100	$14	14	14	
Lau Fn 140	z50	$15	15	15	
Leigh Inst	3055	$23¼	23	23¼	+1¼
Leons Fur	300	$5½	5½	5½	
Levy	100	$16½	16½	16½	–1
Levy A pr	175	$7¼	7¼	7¼	–⅛
blife Inves	00	$9¼	9¼	9¼	–½
Life Inv w	500	215	210	210	
Livingsto	100	$10⅛	10⅛	10⅛	–¼
Living pr	50	$40	39	39	–2
blob Co A	375	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Lob Co B	2425	$7⅛	6¾	6⅞	+⅛
Lob G A pr	z2	$20¼	20¼	20¼	
Lob G B pr	100	$2w	22	22	+⅛
Loeb M	450	$6⅞	6½	6½	+⅛
Maclean H	150	$19	19	19	–½
MB Ltd	2139	$33	32½	32⅞	–⅜
Magna El	)25	$8	8	8	–½
Magnetcs	694	205	200	200	
Maher	25	$27½	27½	27½	–½
Maher pr	200	$7½	7½	7½	–½
Major H D	z10	200	200	200	
Manoir In	575	210	205	205	–10
M Lf Gard	150	$27	27	27	–¼
M Lf Mills	z50	$16⅛	16⅛	16⅛	
Maritime	468	$15¾	15½	c15½	–⅛
Maruboro	1000	$5	485	485	–15
Markbro w	400	175	170	170	–5
Mass-Fer	3005	$16¼	16	16	–⅛
McLaghin	400	$10	9¾	10	+¼
MEPC	101	430	430	430	–5
MEPC w	200	100	100	100	
Melchers	cz50	$12⅜	12⅜	12⅜	
Met Stors p	z50	$17½	17½	17½	
Mex LP	z8	$6	6	6	
Mindustri	100	$10	10	10	
MLW Wor	125	$13¼	13¼	13¼	
Molson A	1100	$21½	21⅛	21⅛	–½
Mon Life	125	$23	23	23	
Montex	1250	85	80	80	–5
Mnt Trst	z50	$12	12	12	
Moore	3095	$35⅛	34⅞	35	–⅜
Morse A	450	$15½	15	15½	
NaChrs I	400	$5¾	5¾	5¾	
Nat Drug	z60	$8	8	8	
Nat Groc p	300	$21	19¼	19½	–1¼
Nat Hees	500	335	300	335	–15
Nat Trust	200	$21	21	21	–½
Neonex I	1150	$9	8⅞	9	+⅛
NPro D	32085	135	125	130	–5
Nfld LP	20	$7½	7½	7½	
Nia Wire	z75	$21	21	21	
Nia Wire B	z75	$16½	16½	16½	
Noranda	5452	$35¾	34½	35¾	+1½
Nor Ctl G	5461	$14½	13¾	13⅞	–⅜
Nor Ctl A p	150	$21½	21½	21½	–2½
Nor Ctl B p	3115	$27	26	26	–1½
Nor Ctl w	1625	665	610	610	–50
NS L P	1614	$7½	7¼	7⅜	–⅛
NuWest H	1450	$5½	5⅛	5⅛	–⅜
Okanagan	1000	340	335	340	
Orlando R	1100	$7⅜	6¾	6¾	–⅜
OSF Ind	594'	$7⅜	7½	7¾	+⅛
Oshawa A	6969	$26⅛	25½	25½	–½
Oshawa w	1750	525	515	515	+10
Overland	200	$8⅜	8⅜	8⅜	–½
Overlnd 2 p	50	425	400	415	–10
Pac Pete	4195	$25½	24¼	24⅜	–½
Peace Riv	400	385	380s	380	–5
Pembina	7650	$21	21	21	–⅛
Penningtns	200	$6⅞	6¾	6⅞	+⅛
Petrofina	685	$15½	15	15	–⅛
Phillips Cb	500	$6	5¾	5½	–¼
Pitts Eng	325	$23	23	23	–⅛
Pow Corp	1720	$12⅛	11¾	12	–½
Pow Crp pr	95	$33	33	33	
Pow C 5 pr	400	$13⅞	13½	13⅞	–⅛
Prem Iron	1740	$7¾	7½	7¾	+¾
Price wcom	4114	$16¼	16	16	–⅛
Quinte A	300	$16¼	16⅛	16¼	
Rank Org	9875	$16½	15⅞	15⅞	–⅛
Readers D	1100	$6	5⅞	5⅞	–⅛
Realty C	500	310	305	305	–15
Reed Osir	1460	$23¼	23s	23	–¼
Reichhold	600	$10½	10½	10¼	–¼
Revelstk	600	$.5	15	15	
Rileys D	200	370	370	370	
Ronald Fd	200	$18	18	18	–½
Rothman	110	$18⅞	18⅞	18⅞	–⅜
Rothmn w	375	460	450	450	
Rothm B p	650	$21½	21½	21½	
Royal Bnk	3646	$22⅜	22¼	22¼	–⅛
Royal Trst	4327	$27½	27	27	–½
Russl H p	z100	$19⅜	19	19	
StL Corp	200	$19⅜	19⅜	19⅜	
St Maurice	1200	120	120	120	–5
Sayvette	500	$5	495	5	
Scintrex	500	$13	12⅝	12⅝	–⅛
Scot byork	500	$21⅞	21⅞X	⅜⅜	
Scot Lasal	125	$28¼	28	28¼	–¼
Scot Paper	100	$24¾	24¼	24¼	–⅛
Scotts	4010	$9¾	9⅜	9½	–¼X
Seaway M	3p00	$8½	8½	8¾	+½
Seaway pr	2731	490	485	490	+10
Seaway w	737	160	160	160	+5
Secur Cap	1200	300	300	300	–5
Selkirl A	800	$15⅞	15¾	15¾	–⅛
Shaw LE A	115	$8½	8	8½	
Shaw Pipe	1350	$16	15¾	c15½	–¼
Shell Inv p	325	$29	28¾	28¾	
Shell Inv w	1102	$12½Q	⅛¼½	12½	
Shell Can	1875	$28¼Q	¼ –	28¼	–
Sifton Pro	z60	415	400	4x5	
Silverwd A	573	c$22⅞	22⅝	22⅝	+⅛
Silverwd B	z3	$21¾	21¾	21¾	
Simpsons	2480	$19⅝	19	19⅛	–⅜
Simpson S	53	$26¾	26¾	26¾	–½
SKD Mfg	z25	$8¾	8¾	8¾	
Skyline H	325	$9¼	9¼	9¼	–¼
Stater Stl	1520	$12½	12¼	12½	+¼
Slat Steel p	z10	$14⅞	14⅞	14⅞	
Slater 6 pr	200	$15⅞	15⅞	15⅞	+⅛
Slater A w	350	385	380	385	–15
Slate Walk	600	$5⅛	5⅛	5⅛	
Somville p	30	$37	37	37	
Southam	230	$63½	63¼	63½	
St Brodcst	225	$13⅛	13⅛	13⅛	–⅛
St Paving	200	$8½	8½	8b4	
Steel Can	5149	$21⅜	21⅜	21⅜	–⅛
Steinbg A	z30	$11⅛	10⅞	11⅛	
Stinbg pr	z5	$75	75	75	
Stuart Hse	400	$5½	5¼	5½	+¼X
Texaco	405	$24⅛	24¼	2⅜	+⅛
Texas Gu S	100	$22¾	22¾	22¾	–⅜
Thd CGinv	200	$11¼	11¼	11¼	+¼
Thom Nes	505	$21¼	21	21	–¼
Tone Craft	175	$21½	21½	21½	–½
Toromont	2700	135	125	125	–10
Tor Dm Bk	815	$22	22	22	
Towmart	500	85	80	80	–10
Traders A	1105	$10⅞	10⅞	10⅞	+⅛
Trader A p	900	$22⅞	22¾	22¾	–⅛
Trader 65 w	200	205	205	205	
Trader 69 w	300	360	360	360	
Transair	322	41t	415	415	–15
Tr Can PL	1775	$31⅛	31¼	31¼	–½
Tr Can Pl p	1325	$36	35½	35¾	+C⅛
Tr Can A pr	275	$62	61	61	–1½
Tr Can P w	930	900	900	900	
Trans Mt	2485	$15⅞	15¾	15⅞	–⅛
Trizec Crp	8450	135	125	125	–5
Tru-Wall	400	280	280	280	–20
Union Acc	600	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Un Ac 1p	65	$40½	40½	40½	
UnAcc 2p	1400	$6⅞5	6¾	6⅞	+⅛
U Gass	13751	$14⅞	14⅞	14¾	+¼
Union Oil	584	$42¼	42	42	–½
U Corp B	2160	$16½	16	16	–¼
Un Fn Mgt	z50	$12	11⅞	11⅞	
U Sections	150	$13	13	13	–⅛
Van Ness	600	210	205	205	–10
Vascan	50	$9	9	9	–¼
Versatd	300	$20½	20	20	–½
Venpower	1200	75	73	75	+5
Versatile	z30	$6½	6⅜	6⅜	
Versatil A	1000	$5⅞	5⅞	5⅞	
Vic G Tr 5	277	$17	17	17	+¼
Vic Wood	z100	$6½	6	6½	
V Wood A p	200	$5	5	5	–¼
Villcentre	2p0	$8¼	8⅛	8⅛	
Wainoco O	100	410	410	410	–15
Walk GW	4025	$46Y	46⅛	46¾	+¾
Weldwod	825	$18½	18	18½	+½
Wstburne	100	$10½	10½	10½	–½
Wburn wt	z25	650	650	650	
Westc'st	1615	$25	25	25	
West Ind	400	195	195	195	–10
W Brdcast	335	$23	22¾	23	+⅛
W Cdn Seed	703	1 5	175	175	
W Pacific	1400	490	480	490	+5
Weston	1665	$22⅝	22¼	22⅝	–⅛
Wstn 4½p	z6	$65	65	65	
White Pas	450	$24⅛	24	24	–¼
White P A p	z50	$20¾	20¾	20¾	
White P w	150	750	750	750	–40
Woodwd A	450	$19½	19½	19½	
YR Prop	1000	$7½	7⅛	7½	
Zellers	490	$13	12⅝	12⅝	–¼
Zellers pr	50	$34	34	34	+1½
Zenith	100	190	190	190	
Mines					
Accra	2000	12½	12½	12½	
Acme Gas	1000	16	16	16	
Advocate	200	245	245	245	–1
Aetna In	500	130	130	130	–10
Agnico	2350	9t	88	88	–12
Allied Mng	1344	100	100	100	
Am Larder	2500	68	66	68	
Ang UD	11900	70	70	70	–1
Area	1x400	300	290	290	–15
Argosy	z100	70	70	70	
Armore	9170	18	17	17	–1
Asoc Porc	1000	33	33	33	
Atl C Cop	10pp	55	55	55	
Aunor	300	250	240	240	
Avoca M	300	125	120	120	–5
Bankeno	5048	565	525	565	+10
Bankfield	3000	9	9	9	+½
Barex	z100	47	47	47	
B-Dqu	z20	12	12	12	
Belcher	120	53	53	53	
Bethlm	5547	$18¾	18⅜	18½	
Big Nama	1061	25	24½	25	+1
Black Bay	3000	10	10	10	
Bl Hawk	2000	57	t5	55	–4
Bounty Ex	500	15	15	15	–½
Balor Can	1200	325	310	3x0	–15
Brunswk	5583	915	905	915	+10
Bunker H	1000	10	10	10	
Cadillac M	2400	13	13	13	
Cam Mine	3400	32½	32	32½	–1
Camflo	2348	320	310	320	
Camindx	2200	25	25	25	+1
Cam Chib	537	$12¾	12½	12¾	–½
Camp RL	170	$17	17	17	–1
C Tung	1200	143	130	130	–13
C Jamiesn	5720	194	185	190	
Cdn Keely	5000	4½s4	4		–½
C Lencourt	1500	17½	17	17	–1
C Mal	38600	40½	35	37½	–2½
Cdn Nisto	1000	26	26	26	
Captain	3000	10½	10½	10½	–½
Cassiar	605	$18⅞	1?¼	18¼	
Cent Pat	1700	255	252	w55	
Chemaloy	7300	230	215	230	
Chesvl	10000	25	24	25	
Chib Kay	5000	16	15½	15½	–2
Chib M	1500	75s	72	75	
Chimo	2000	145	141	145	+3
Chrom	500	125	125	125	–10
Coch Will	1700	u5	75	75	–1
Coin Lake	9000	21	20	20	ji 1
Comb Met	1000	15	15	15	
Con Fardy	504	310	310	310	
C Marben	100	425	425	425	
C Morisn	8050	445	390	425	–25
Con Negus	5000	17	16½	16½	–½
C Rambler	5800	91	90	90	
C Red Pop	4317	13	12½	12½	–1
Co west	2700	$13¼	12¾	12¾	–¼
Coprcorp	1000	43	43	43	–1
Cop Fields	5900	168	ly1	168	–2
Cop Man	1100	14	14	14	
Coulee	35p0	33	33	33	–2
Courvan	15p0	18	18	18	
Craigmt	1800	$14	13¾	14	+¼
Cstland	1326	20½	20½	20½	
Crowbank	1500	20	20	20	+½
D'Aragon	4000	w7½	27	27	–1
D'Eldona	1300	83	83	83	
Denison	755	$44½	44	44	–½
Dicknsn	2650	235	231	235	
Discovry	1660	140	130	130	–15
Dome	1870	$50½	50	50	–1
D Explor	4000	1u6	165	175	+7
Donalda	6500	32	31	32	
Dunraie	1000	35	35	35	
Dynasty	2840	$15⅞	15¾	15⅞	–⅛
East Mal	100c	185	185	185	
East Sull	2530	650	630	630	–20
Endako	2640	$15¾	15½	15¾	+¼
F Mar	750	186	180	180	b8 7
F Nat Uran	1400	80	80	80	1 5
F Orenada	500	20	20	20	
Fort Reinc	5300	76	70	70	–3
Frobex	2257	141	135	135	–6
Gnt Masct	9400	305	295	300	
Giant k	550	825	800	800	–25
Goldray	857	185	175	175	–10
Goldrim	1000l	37	37	37	–2
Gortdrm	5555	455	435	440	–10
Grandroy	4750	.38½	38	38	–2
Granduc	1075	935	930	935	
Granisle	200	$13¾	13½	13½	–⅜
Green Pnt	7000	26	24	25	–1
Gulch	1000	16½	16	16½	
Gulf L	2000	9	9	9	–½
Gunnar	1000	165	160	165	+5
High-Bl	150	470	450	455	–30
Hollinger	590	$29¼	29	29	–½
Huds Bay	370	$81½	81½	81¼	
HXYDRA Ex	e500	25½	25	25	–½
IHall e	750	400	390	395	–10
Int Mogul	2542	$17⅜	c17	17	–½
Iron Bay T	400	315	315	315	–10
Irish Cop	800	16½	16½	16½	
Iso	7500	200	191	197	+2
Jelex	3000	30	29	29½	–1½
Jonsmith	3000	13	13	13	
Jorex Ltd	1400	140	14p	140	–2
Joutel	8100	145	141	142	
Jowsey	11710	56	55	55	–2
Kam Kotia	3200	370	360	360	
Kenn Hold	4498	36	35	35	–1
Kerr Add	5285	$12½	12	12¼	–¼
K Anucon	1305	58	58	58	+1
Kirk Min	1681	11	11	11	–½
Kirk Twns	2000	38	37	38	+1
Lab Min	225	$25¾	25¾	25¾	–1
Lacanex	300	110	110	110	
Lacanex w	500	41	41	41	–10
L Dufault	9696	$16¼	15¾	16¼	+¼
Lakehead	1000	28	28	28	+1
L Shore	175	320	320	320	–10
La Luz	200	$10⅛	10⅛	10⅛	
Langis	1500	10	10	10	–½
Leitch	5100	c255	240	255	+7
Liberian	120	$10¾	10¾	10¾	–¼
LL Lac	z30	205	205	205	
Louvicrt	4000	22½	20	20	–1
Lytton M	4492	370	360	365	+t
Macassa	200	149	141	141	–9
Madeline	1782	600	580	58	–10
Madsen	1300	134	130	134	+4
Malartic	700	97	97	97	
Man Bar	2010	100	100	100	
Martin	5000	25½	25	25	–1
Match	5000	15½	15	15	–½
Mattgmi	4510	$26¼	25⅞	26¼	+⅜
Maybrun	6000	16½	16½	16½	–½
Mc Adam	6700	84	81	82	
Mc Intyre	665	$x51	149	149	–3
McWat	1500	63	60	60	–4
Mentor	5000	73	73	73	
Merrill	300	325	325	325	–20
Midrim	3300	46	45	46	+½
Min-Ore	8000	13	12	12	–1
Mt Wright	6000	31	30	30	–1
Multi-Mi	8300	102	99	102	+2
New Cal	y600	34	34	34	
Newconx	1125	660	655	655	–5
N Goldvue	1000	6½	6½	6½	
N Imperial	4150	325	296	300	+4
N Kelore	7000	6½	6½	l6½	+1
Nlund	10600	20½	20	20½	
N Mylame	4500	11	10	11	
Newnor	9000	8	8	8	
N Que Raglc	w150	$19½	19¼	19½	
N Sen	11500	22	20	22	+2
Nick Rim	6100	13	12½	13	–½
Noble M	3000	268	257	257	+w
Nor Acme	1000	x5½	15½	15½	
Norbeau	6020	26	26	26	
Norgid	11900	7	7	7	
Norlex	15000	50	47	50	+2

Suite à la page 17

OFFREZ POUR LES FÊTES PLUS DE

300 CADEAUX en 1 SEUL!



UN ABONNEMENT AU "DEVOIR"

UN CADEAU QUI SE RENOUVELLERA TOUS LES JOURS!

Un instrument de travail pour les étudiants.

Un besoin pour tous les membres de la famille.

Postez sans tarder le ou les coupons ci-dessous à: Case Postale 6033, Montréal 101, Qué.

NOUS FERONS PARVENIR EN VOTRE NOM UNE CARTE DE SOUHAITS AU BÉNÉFICIAIRE.

TARIFS D'ABONNEMENT

	12 MOIS	6 MOIS
CANADA:	$28.00	$15.00
ÉTRANGER:	$40.00	$22.00

N.B.: Les frais aériens pour l'étranger ne sont pas compris dans le tarif d'abonnement.

Pour obtenir plus de renseignements, prière de vous adresser au:

SERVICE DU TIRAGE
844-3361

Case Postale 6033, Montréal 101, Qué.

Recevez la somme de $........ qui servira à abonner la ou les personnes suivantes:

(S.V.P. écrire en lettres moulées)

NOM ....

ADRESSE ....

....

DONATEUR ....

ADRESSE ....

Case Postale 6033, Montréal 101, Qué.

Recevez la somme de $........ qui servira à abonner la ou les personnes suivantes:

(S.V.P. écrire en lettres moulées)

NOM ....

ADRESSE ....

....

DONATEUR ....

ADRESSE ....

Carrières et Professions

La Commission Scolaire Régionale Le Royer

demande

UN PROFESSEUR DE PHYSIQUE (P.S.S.C. sec. IV)

Exigences:

- Un diplôme universitaire en physique et une préparation pédagogique adéquate ou bien avoir réussi un cours préparatoire O.P.S.S.C. dans une institution reconnue.
- Être en possession d'un brevet ou d'un permis d'enseignement.

S'adresser par téléphone au:

Département du Personnel
645-7401 poste 51 ou 56.

COMMISSION SCOLAIRE DE LA CITÉ DE LACHINE

École secondaire Piché

Professeurs demandés

Professeurs d'anglais:

Langue seconde (Secondaire V)

Qualifications: Brevet d'enseignement
Licence en langues (si possible)

Salaire: Selon l'entente provinciale

Professeurs en électronique:

Qualifications: Technicien diplômé en électronique ou minimum de 12e année de scolarité.
Expérience industrielle.

Salaire: Selon l'entente provinciale.

S'adresser à: Monsieur le principal
École secondaire Piché
110, 15 avenue
Lachine 600
Téléphone: 637-4686.

OFFRE D'EMPLOI
Commission Scolaire Régionale Maisonneuve

Le poste:
Responsable d'un groupe de 8 enfants caractériels de 6 à 10 ans.

Fonctions:
Contribuer par des aptitudes adéquates à la réhabilitation sociale de ces enfants en même temps qu'assurer leur production prédagogique.

Milieu:
École publique de 12 classes spéciales à Ville de Laval, (10 groupes de déficients légers, 2 groupes de déficients moyens, 1 groupe de caractériels).
Collaboration continuelle avec des psychiatres, psychologues, travailleurs sociaux, infirmières, etc. et autres éducateurs de l'école.

Qualifications:
Licence en psychopédagogie ou l'équivalent.

Salaire et conditions de travail:
Selon la convention des enseignants.

Prière de s'adresser par téléphone à:

M. Normand Giroux,
Directeur de l'Orthopédagogie
Tél.: 688-3781 local 55

POSSIBILITÉS D'AVENIR

DESJARDINS, COUTURE INC.

fondée en 1939

Membre de l'Association des courtiers en valeurs du Canada

offre une position administrative
à tout candidat
pouvant remplir les conditions suivantes:

Connaissance de la vente de valeurs mobilières de l'administration générale des affaires.

De préférence, âgé de 35 à 45 ans, avec clientèle bien établie.

Pour entrevue avec le Président,
écrire à

Suite 702, 200 ouest, rue St-Jacques,
Montréal (126), Qué.
Le tout traité confidentiellement.

L'Association Canadienne des Centres de Loisirs

(Division du Québec)

recherche un

A - Directeur général:

Le candidat devra posséder une expérience dans le monde du loisir et de préférence avoir une préparation académique qui lui permette **d'ANIMER** les nouvelles structures de cet organisme provincial et **d'élaborer** des projets tels que: régionalisation, stages, congrès, etc. Le candidat devra également être bilingue et administrateur.

B - Secrétaire "senior":

Le titulaire devra rencontrer les exigences suivantes:
- 12 années d'études ou l'équivalent
- Au moins 2 ans d'expérience
- Rapidité en sténo et dactylo
- Très bonne connaissance du français et de l'anglais écrits et parlés
- Qualités personnelles appropriées.

- Salaire: Dans les deux cas selon la scolarité et l'expérience.
- Faire parvenir curriculum vitae avec photo au plus tard le 17 décembre 1969 à:

Association Canadienne des Centres de Loisirs,
(Division du Québec),
10,542 boulevard de l'Acadie,
Montréal 355.

AGENT D'INFORMATION

pour une organisation de coopération internationale à Ottawa. Le candidat doit connaître l'anglais. Ses fonctions principales seront d'écrire et d'éditer des articles pour périodiques, entreprendre certaines enquêtes et agir comme liaison auprès d'organisations de langue française. Poste disponible immédiatement.

Écrire à:

Case 1230, Le Devoir, Montréal, P.Q.

LA CONFÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES ENTREPRISES DE LOISIRS

RECHERCHE

- Animateur social
- Économiste
- Sociologue
- Directeur des relations publiques

SALAIRE: A déterminer selon la scolarité et l'expérience.

Faire parvenir curriculum vitae avec photo à:

CQEL
10,452 boulevard de l'Acadie,
Montréal 355.

La Commission Scolaire Régionale des Laurentides

a besoin IMMÉDIATEMENT

A) d'un PROFESSEUR pour ENSEIGNER À:

L'ÉCOLE SECONDAIRE CURÉ MERCURE (SAINT-JOVITE)

NIVEAU: Enfance inadaptée (13 à 17 ans)

MATIÈRES: Mathématiques, formation humaine et sciences naturelles.

B) DE SUPPLÉANTS OCCASIONNELS

Pour les ÉCOLES SECONDAIRES situées à:
Mont-Rolland, Ste-Agathe-des-Monts, St-Jovite.

COMMUNIQUER AVEC:

M. Jean-Louis Mathieu,
Directeur du pers. et de l'org. scol.,
Commission Scolaire Régionale des Laurentides,
C.P. 60,
33 rue St-Vincent,
Ste-Agathe-des-Monts, P.Q.

AIR CANADA

DEMANDE DES

COMMISSAIRES DE BORD

en vue de l'accroissement futur de sa flotte aérienne

Profession passionnante pour jeunes gens connaissant le français et l'anglais, désireux de voyager et de connaître l'aventure. Excellente tenue indispensable. L'expérience du public constitue un appoint certain. Formation à Montréal aux frais de la compagnie et après examen subi avec succès, traitement mensuel jusqu'à $485.25 plus indemnités généreuses et augmentations régulières jusqu'à concurrence d'environ $931.50 par mois après 6 ans de service.

CONDITIONS FONDAMENTALES:
- Age: de 21 à 30 ans inclusivemnt
- Taille: de 67 à 71 pouces
- Poids: proportionnel à la taille sans dépasser 170 lb.
- Vision: 20/50 ou mieux pour chacun des yeux. Le port des lunettes est éliminatoire. Toutefois une vue d'au moins 20/100 ou mieux pour chacun des yeux est admise si elle est corrigée par des verres de contact.
- Instruction secondaire
- S'exprimer couramment en français et en anglais.

Pour un rendez-vous, veuillez vous présenter samedi le 13 décembre à nos bureaux, Place Ville Marie, 37e étage, entre 9h. a.m. et 3h.30 p.m.

Au plaisir de vous rencontrer.

CANADAIR

LIMITÉE

a des postes pour

ANALYSTES DES SYSTÈMES

Pour diriger les programmes d'amélioration des systèmes du traitement électronique des données pour le développement dans le domaine manufacturier. L'expérience est essentielle et peut-être dans une des sphères suivantes: contrôle d'inventaire, contrôle des matériaux, réquisition des pièces, planification, inventaire des pièces de construction mécanique, facturation des matériaux.

Canadair offre aux employés de nombreux bénéfices marginaux incluant assurance-vie, assurance maladie-hospitalisation, caisse de retraite, vacances annuelles et échelle du salaire régulier.

VENEZ EN DISCUTER!

ou appeler le Bureau d'emploi à **744-1421**

CANADAIR LIMITÉE
1605 Boulevard Laurentien,
St-Laurent.

condition féminine

Selon André Hébert

Il existe un ski économique, c'est celui qui se pratique sous bois

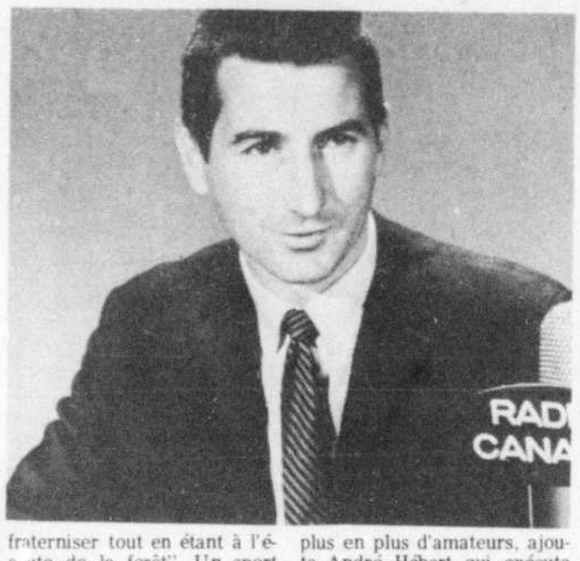
par Solange CHALVIN

Le ski, un sport de luxe accessible à une classe privilégiée, avons-nous écrit dans Le Devoir du 29 novembre. Les témoignages que nous avons reçus nous incitent à croire que cela est juste. Toutefois, il est possible, nous a dit un lecteur de faire du ski "beau, bon et pas cher". Cela nous a tellement étonné que nous avons décidé de soumettre ce lecteur au supplice de la question.

Celui qui pratique ce ski qu'on appelait autrefois cross-country mais qui fait aujourd'hui des adeptes sous le nom de ski de fond, ou ski de randonnée ou ski nordique, s'appelle André Hébert. Il est annonceur à Radio-Canada et moniteur breveté d'escalade et instructeur de ski nordique. En hiver, avec les membres de son club – le club de montagne canadien – il parcourt la campagne, les bois et les montagnes sur ses skis qui ont moins de trois pouces de largeur et qui sont retenus à une bottine souple par de simples câbles passés autour du talon.

"Un équipement des plus simples qui ne se démode jamais et qui dure plus de dix ans", dit-il.

Les avantages du ski nordique sont multiples. "C'est un sport merveilleux qui permet véritablement à l'homme de



fraterniser tout en étant à l'écoute de la forêt". Un sport dans le vent qui compte de plus en plus d'amateurs, ajoute André Hébert qui exécute dans son bureau, tout en parlant, les mouvements du skieur de fond qui tiennent beaucoup plus de l'exercice physique total que de la vitesse et du freinage qui sont à la base de la technique du ski de descente que nous pratiquons. Un sport dans le vent, insiste-t-il, mais qui se pratique dans des sentiers étroits à l'abri du vent glacial qui fouette le skieur de descente. "Je me demande comment font ces mordus de la vitesse qui grelottent au bas d'une pente pendant vingt et trente minutes attendant un remonte-pente qui en l'espace de quelques secondes les précipitera de nouveau en bas sans avoir eu la joie de découvrir la nature.

"Ouvrir sa propre piste, en plein bois, pendant qu'un lièvre est à l'affût, cela vaut bien l'ivresse de la vitesse. . . au lieu de tomber sur une couche de neige durcie et risquer de se casser la jambe ou le bras, le skieur de fond quand il fait un faux mouvement, s'étend sur un lit moëlleux de neige profonde".

Il n'y a rien à faire, André Hébert aura le dernier mot. Le ski nordique est beau et bon pour la santé. Est-il vraiment économique?



L'équipement de base est meilleur marché que l'équipement plus spécialisé du ski de descente. En plus, il n'y a pas de mode qui tienne pour se promener dans les bois; le seul critère valable: des vêtements chauds et souples qui feront échec au froid. On peut s'équiper parfaitement pour moins de $80 nous dit M. Hébert à condition de fréquenter les bonnes boutiques.

Pas de remonte-pente à payer puisque l'amateur de ski nordique ne les utilise jamais. Pas de chalet, non plus, puisqu'en général, après une journée de marche sous bois, en pleine nature, on préfère rentrer chez-soi. Pas de restaurant ou de bar, ajoute-t-il, un lunch comprenant un thermos bien isolé de thé chaud, des fruits secs, du pain de blé et du chocolat, suffit pour restaurer l'amateur de montagne.

Un sport de groupe

On reproche quelquefois au ski d'être un sport solitaire. On voudrait en faire un sport familial mais son prix le rend difficile d'accès au budget des familles. Cet inconvénient, nous dit André Hébert, disparaît quand on s'adonne au ski nordique. En effet, s'aventurer seul sur des pistes peu ou mal identifiées est un danger. Aussi, M. Hébert conseille-t-il aux amateurs de s'inscrire à un club qui moyennant un abonnement annuel qui varie de $3 à $10 selon le club, permet à ses membres, chaque week-end de partir à l'aventure. On change d'itinéraire chaque semaine, parcourant les Laurentides, les Cantons de l'Est et la Nouvelle-Angleterre.

On peut obtenir des renseignements sur les différents clubs en s'adressant aux endroits suivants: Association canadienne de ski amateur, Zone laurentienne, B.P. 861, Montréal 101 (tél: 849-1366); club Viking qui a un chalet à Morin Heights, Alpine of Canada qui a un refuge à Val David et en Nouvelle-Angleterre et enfin le Club de montagne canadien qui est véritablement spécialisé dans l'escalade et le ski nordique. Ce dernier club publie un journal qui donne toutes les informations sur les randonnées et excursions. On peut obtenir des renseignements sur le Club de montagne canadien en s'adressant à M. François Vachon, 51 avenue Roosevelt, app 10, Montréal 305 ou à M. André Hébert, directement. Toutes les excursions se font en compagnie d'un chef de groupe.

Pour les personnes intéressées, une première excursion est prévue pour samedi le 13 décembre. Rassemblement à 10hrs du matin au Chalet du Lac aux Castors de Montréal. Les nouveaux membres seront initiés à la technique du ski nordique, apprendront à suivre un tracé, à farter leurs skis et prendront contact avec les initiés.

En terminant cette entrevue, je fais remarquer à André Hébert, qu'il pleut à Montréal et que cela tournera peut-être à la glace. "Ça ne fait rien, c'est merveilleux. Une bonne croûte glacée recouverte de deux pouces de neige, une merveille en perspective pour samedi".

Exposition d'arbres de Noël

Une exposition d'arbres de Noël a lieu présentement jusqu'au 5 janvier prochain à la maison des arts La Sauvegarde. La maison est ouverte au public tous les jours de 12h à 18h. On peut obtenir des renseignements en s'adressant à 861-2658.

Pour les 12 à 17 ans

Initiation au ski nordique et excursions

Un groupement appelé Ski-Nors invite tous les jeunes entre 12 et 17 ans intéressés à s'initier à la pratique du ski nordique (ou ski de fond) à s'inscrire à ce club qui organise durant dix semaines consécutives, à partir du 10 janvier prochain, des excursions de ski dans cinq ou six endroits différents. Le prix, très raisonnable, est de $50. pour les dix semaines. Aucun matériel n'est requis. Celui-ci sera choisi selon la taille et l'élève le gardera d'une semaine à l'autre pendant toute la durée de l'abonnement. Des cours seront donnés à chacune des promenades. Le transport se fera par autobus de Montréal jusque sur les pentes.

On peut inscrire les jeunes ou obtenir des renseignements supplémentaires en s'adressant à Ski-Nors, Zone Laurentienne, B. P. 861, Montréal 101 (tél.: 935-4746).

"Je ne me repens de rien", déclare la duchesse rouge

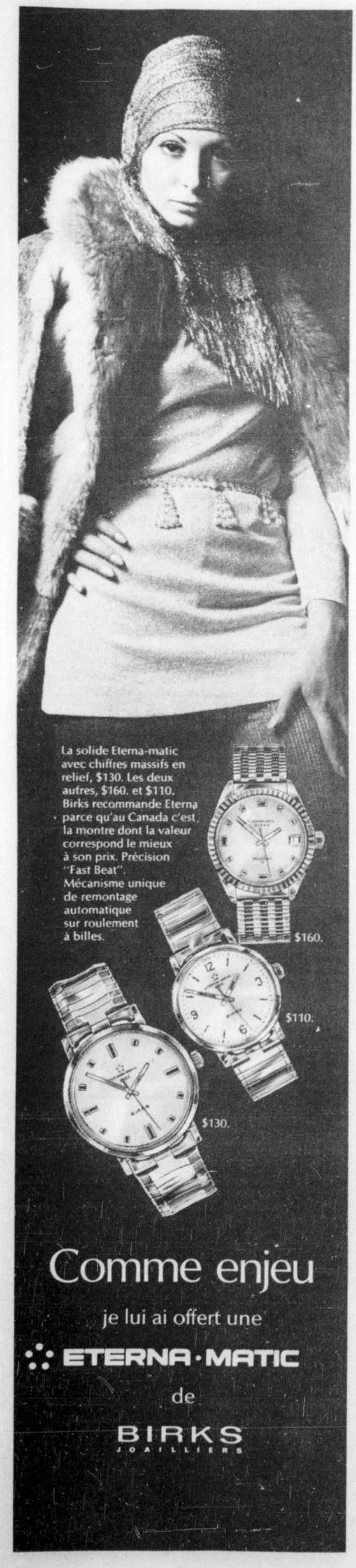
MADRID (AFP) – "Je ne me repens de rien. Après mes huit mois de prison, je retourne au peuple. Je tenterai de travailler pour lui, sans appartenir à aucun parti ni groupe", a déclaré mercredi la duchesse de Medina Sidonia, surnommée "la duchesse rouge", à sa sortie de la prison pour femmes.

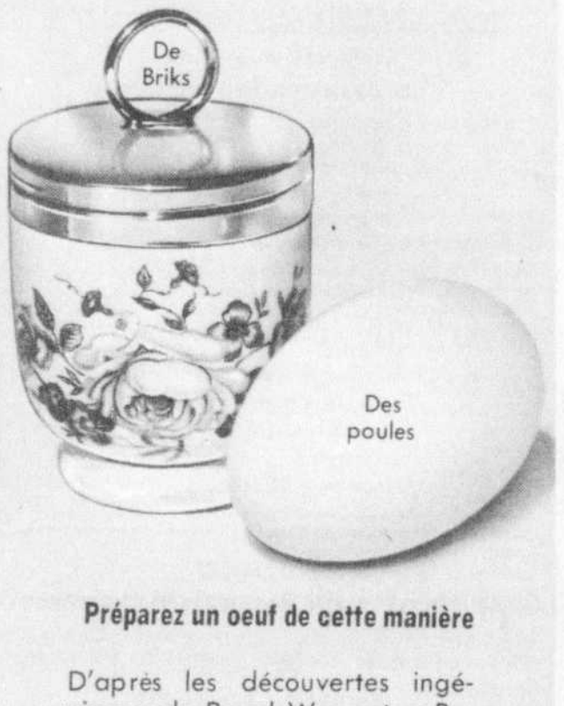
La duchesse de Medina Sidonia avait été incarcérée le 27 mars dernier après avoir été condamnée pour "manifestation illégale". Elle avait organisé en janvier 1967 une "marche sur Madrid" des habitants de Palomarres qui estimaient n'avoir pas été suffisamment indemnisés des dommages subis en 1966 lors de la perte, à proximité du village, de quatre bombes "H" américaines.

Fête de Noël pour les déficients mentaux

Comme tous les ans à cette époque, le personnel de l'école Peter Hall se prépare à mettre sur pied une fête de Noël qui promet d'être un événement marquant de la vie des 270 enfants déficients mentaux qui la fréquentent. Cette journée remplie de magie et de surprises devra leur apporter beaucoup de joie et de bonheur. Cette fête sera divisée en deux parties: elle débutera à 10h.15 du matin, sera interrompue pour le déjeuner et recommencera à 1h.15 de l'après-midi, lundi le 22 décembre.

Un cadeau sera remis à chaque enfant et des friandises leur seront servies par les dames bénévoles de l'association de Montréal pour les déficients mentaux.





Préparez un oeuf de cette manière

D'après les découvertes ingénieuses de Royal Worcester. Regardez ce qu'ils ont fait pour l'oeuf et pour vous. Création simple et attrayante ce petit récipient fera revivre la bonne vieille coutume de l'oeuf poché.

Vous pouvez ajouter du fromage, jambon haché, champignons - lisez les indications. C'est vraiment facile. **$2.75**

BIRKS
JOAILLIERS

BIRKS
Neuf magasins
BIRKS
à votre service
Dorval
Fairview
Rockland
Place Versailles
Place Longueuil
Place Bonaventure
Place Ville-Marie
Galeries d'Anjou
et
Carré Phillips



Rond...rond...rond!

Tout le monde devrait avoir un plateau rond pour éviter de tourner en rond au moment de servir à table ou au salon. Vous trouverez celui-ci chez Birks. Il est en plaqué argent de bonne qualité avec un motif intéressant en bordure. 3 dimensions: 10", $10.00 - 12", $13.50 - 13½", $16.50.

BIRKS
JOAILLIERS

BIRKS
Servez-vous de notre pratique service d'achats par téléphone en composant
392-7579
ou
392-7553
BIRKS
JOAILLIERS

Tout beau et tout chevreau

C'est le sac qu'il vous faut. En cuir très souple et très léger, noir, brun et autres couleurs à la mode. Garniture en métal doré. Courroie ajustable pour l'épaule. $35.



condition féminine





Vraies ou fausses, ces fourrures?

La vogue du manteau de fourrure pour les hommes prend de l'ampleur et les hommes d'affaires, de même que les hommes de profession, emboîtent le pas aux jeunes avant-gardistes.

Alors que les femmes délaissent les vraies fourrures parce qu'elles ne conviennent pas à leur budget, les hommes adoptent les fourrures à long poil comme le chat sauvage et le loup qui ont, il faut bien le dire, une allure masculine et le double avantage d'être confortables et élégantes. Les plus conservateurs fixent leur choix sur l'astrakan, la loutre ou le phoque.

Sur notre photo de gauche, deux célèbres joueurs de football, Dick Thornton et Mike Eben, ont revêtu de fort jolis manteaux de fourrure qu'ils ont eux-mêmes présentés lors d'un défilé de modes de fourrures qui avait lieu ces jours derniers à Toronto.

Pour les femmes qui choisissent les fausses fourrures par économie ou par goût, sur notre photo de droite, le style "chesterfield" ainsi baptisé à cause de la ceinture large, du col à revers et du double-boutonnage, est réalisé par Joshar de Montréal dans une peluche de fibre acrylique "orlon" dans les tons de gris perle ou de beige. Le grand avantage d'une fausse fourrure: elle est chaude et ne coûte qu'environ $80.

Le professeur Lupien réclame une politique nationale en matière de nutrition

par Renée ROWAN

Nous mangeons trop, nous mangeons mal. Ce n'est un secret pour personne. Changer les habitudes alimentaires d'un individu ou d'un peuple est sans aucun doute difficile et cela paraît presque irréalisable à court terme. Mais si nous voulons que les générations futures soient protégées contre ce fléau du siècle, il est grand temps, a déclaré, hier, le professeur Paul J. Lupien, une autorité canadienne en matière d'alimentation, que nous prenions nos responsabilités en mettant sur pied un programme intensif d'éducation populaire sur la nutrition dans chacune des provinces canadiennes.

"Ce programme, a-t-il dit, aurait pour but d'informer le grand public sur la nature des aliments naturels ou synthétiques, de le mettre en garde contre les tenants de marottes alimentaires, de le renseigner sur les effets nocifs de la malnutrition, et enfin d'aider ceux qui ont un budget alimentaire restreint."

M. Lupien, qui est professeur au département de biochimie de la faculté de médecine de l'université Laval, est également membre du Conseil Kellogg de l'alimentation. C'est à ce dernier titre qu'il donnait, hier midi, une conférence de presse au café Martin, à Montréal. Rappelons que le Conseil Kellogg de l'alimentation, créé en 1961, est formé de personnalités reconnues pour leur contribution exceptionnelle à la science de l'alimentation. Cet organisme a pour but de répondre aux besoins croissants de renseignements sur l'alimentation, besoins exprimés à travers le monde entier.

"Il est urgent, a affirmé M. Lupien, d'établir une politique nationale en matière de nutrition. Cette politique n'est réalisable que si nous trouvons des méthodes plus efficaces d'éducation populaire basée sur les principes fondamentaux de la nutrition et de l'alimentation."

Pour réaliser cet objectif, il est nécessaire, a-t-il dit, que l'enseignement de la nutrition fasse partie du curriculum dans les écoles primaires et secondaires; que les sciences de la nutrition soient beaucoup plus poussées au niveau universitaire, en particulier dans les écoles de médecine et d'art dentaire, et dans les écoles paramédicales. Il faudrait par ailleurs que des cours d'éducation populaire soient institués pour les adultes.

Pour mettre en échec les tenants des marottes alimentaires qui depuis longtemps se servent de la télévision, de la radio et des journaux pour "mal informer" le public, M. Lupien suggère que les nutritionnistes utilisent davantage ces mêmes moyens audio-visuels pour mieux renseigner et éduquer le public.

Ce membre du Conseil Kellogg de l'alimentation suggère que les différentes organisations bénévoles de notre société incluent le problème de la nutrition dans leurs préoccupations. "Ces organismes, a-t-il dit, ont beaucoup d'influence sur le milieu et peuvent effectuer des changements sociaux véritables sur le plan alimentaire.

Le professeur Lupien assistait en septembre dernier à la rencontre internationale du Conseil Kellogg de l'alimentation qui avait lieu à Prague en Tchécoslovaquie, réunion qui coïncidait avec le VIIIe congrès international de l'alimentation.

La réunion du Conseil est pour les spécialistes des onze pays qui y étaient représentés une excellente occasion d'échanger des points de vue et des renseignements sur nos pays respectifs où les problèmes en alimentation sont souvent totalement différents.

La fréquence des maladies de la nutrition a atteint un sommet encore sans précédent dans l'histoire humaine. Dans les pays en voie de développement, ces maladies sont associées à des insuffisances nutritionnelles tandis que dans les pays où le standard de vie est élevé, elles sont associées en grande majorité à des problèmes d'ordre plutôt qualitatif que quantitatif.

Le professeur Lupien a signalé, à titre d'exemple, qu'en Colombie, 68 p.c. des mortalités sont imputables à la

Suite à la page 10

Offrez pour les Fêtes plus de 300 cadeaux en 1 seul!



Voir page 13

Cadeau de Noël pour le malade mental oublié, chez Morgan

La campagne du cadeau de Noël qui se poursuit tous les ans à pareille date vient rappeler à la population du Québec qu'il reste encore beaucoup à faire pour la conservation de cette richesse naturelle qu'est la santé mentale individuelle et collective.

Pour les 20,000 malades qui sont hospitalisés dans un hôpital, l'Association canadienne pour la santé mentale demande que l'intérêt de la population se traduise par l'envoi d'un cadeau. Ce simple geste d'intérêt et de compréhension fera en sorte que les patients recevront leur part de joie à Noël.

Certains magasins comme Morgan ont organisé un kiosque spécial où tous les clients peuvent déposer un cadeau de Noël en faveur du malade mental oublié. On compte recueillir 20,000 cadeaux destinés aux malades mentaux des hôpitaux et des cliniques psychiatriques du Québec. Pour les personnes qui ne pourraient se rendre au magasin, voici l'adresse où envoyer ces cadeaux: Association canadienne pour la santé mentale, 264 square Saint-Louis, Montréal.



Dans l'ordre habituel sur notre photo, M. Danny Gallivan, co-président provincial de l'Association canadienne pour la santé mentale, le lieutenant-colonel S. C. Holland, ancien président, Mme Yvette Brind'Amour, co-présidente provinciale et M. B. Chevalier, directeur de la promotion des ventes du magasin Morgan.

Concours

Un concours très simple préparé avec la participation d'une soixantaine de libraires du Québec est ouvert aux jeunes lecteurs. Il suffit que les acheteurs de livres se présentent dans une des librairies participantes et pour tout achat de $2. et plus, ils recevront un coupon leur permettant de concourir. Le prix offert consiste en un voyage pour deux personnes à La Guadeloupe, pour une semaine.

Le tirage au sort aura lieu mercredi le 28 janvier 1970 au bureau du département étranger de la maison Hachette à Montréal

LA COUTURE CHEZ-SOI



Patron no: 9453

Nouveau modèle pour 1970 . . . Faites-le de jersey de laine ou de tricot et il vous enchantera.

Le patron imprimé no 9453 est offert pour les tailles 8-18.

Ce patron est en vente au prix de $1.00 au service des patrons, Le Devoir, 434 est, rue Notre-Dame, Montréal. Les commandes doivent être faites par écrit, très lisiblement avec tailles et numéros exacts, en ayant soin d'inclure un bon de poste.

Le patron commandé vous parviendra dans une quinzaine de jours environ.

LISEZ
ET FAITES LIRE
LE DEVOIR

SKI...SKI...SKI...SKI...SKI...SKI

CLUB DE SKI PISTES JOYEUSES

Membre de l'Association des clubs de ski de Montréal

Filles et garçons de 7 à 16 ans.

Débutants, intermédiaires, avancés

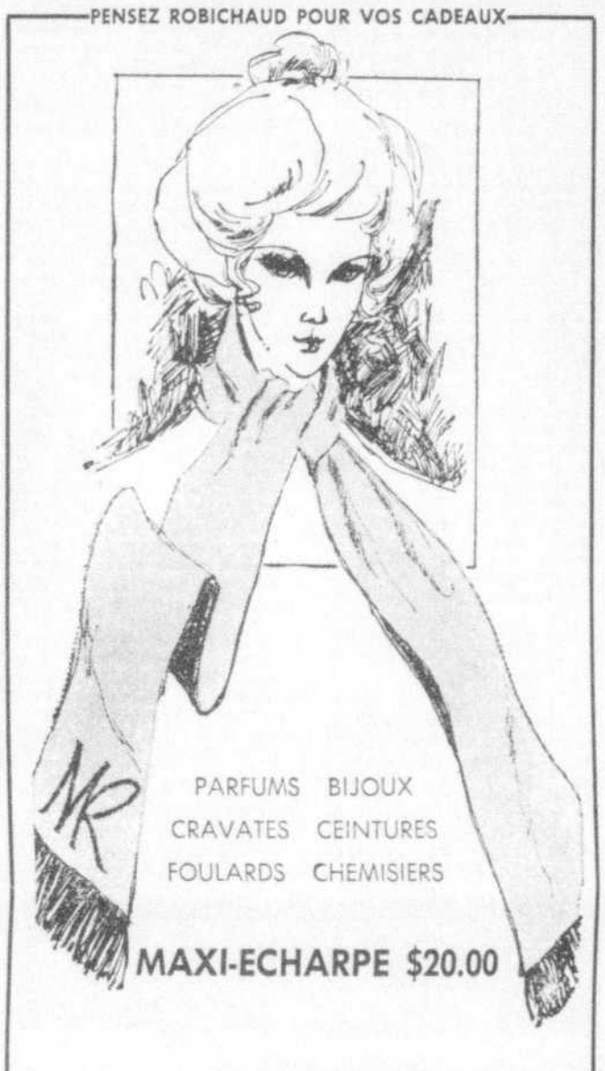
L'adhésion au club donne droit aux avantages suivants:

- **Transport aller-retour au Mont Gabriel** (départ de divers points de la ville)
- **Leçons de ski dispensées par moniteurs professionnels**
- **Billet de remonte-pentes pour la journée.**
- **Entrainement et surveillance continuels.**
- **Compétition et trophées en fin de saison.**

Renseignements: Mme J. Flamand 739-0552

Documentation gratuite sur demande

PENSEZ ROBICHAUD POUR VOS CADEAUX



Michel Robichaud

2195 CRESCENT • MONTREAL

passez

à la boutique

a
La boutique
"Pour l'instant inc."
Design & Accessories Centre
à 1628 Sherbrooke ouest
Montréal 932-1171
ouvert du lundi au vendredi 10a.m.-9p.m.

pour l'instant

807 est, rue Laurier
(métro: Station Laurier)
272-4065 - 272-4086 - 272-5440

Roger Lebert, prop.
Diplômé du Club Gastronomique
Prosper Montagné de Paris

Anjou QUÉBEC

La Boucherie Charcuterie Française de Montréal
depuis 16 ans au service des gourmets

vous offre chaque semaine un SPÉCIAL qui vous incitera à venir nous voir ou à vous faire livrer - N'hésitez pas!

VIANDE DE 1er CHOIX

Cette semaine goûtez à notre savoureux

Rôti de veau "quasi et sous-noix s/os" . . $1.79 la livre (rég. $2.09)

Rôti de veau "épaule s/os" . . . . . $1.29 la livre (Rég. $1.59)

Livraison gratuite - dans toute la ville - Longueuil et St-Lambert le jeudi matin - Fermé tous les lundis.



Une bague de fiançailles sans diamant? Pourquoi pas?

Même si le diamant demeure le symbole traditionnel le plus répandu des fiançailles, l'anneau très large est devenu populaire et les pierres de couleur font leur apparition.

C'est vous qui avez le dernier mot dans le choix de votre bague de fiançailles. Par exemple, nous pouvons transformer l'une de nos bagues, selon votre goût, en y ajoutant, si vous le désirez, une ou deux pierres que vous possédez déjà. Chez Birks, tout est possible.

Birks possède le plus vaste choix de montures de bagues au Canada...de la plus moderne à la traditionnelle. Quels que soient la qualité et le prix de votre bague, vous ne paierez pas plus cher qu'ailleurs, et souvent moins.

Facilités de paiement, si désiré.

les Diamants Birks ont l'éclat de l'amour.

UNE MISE SUR PIED D'UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE NOTRE PROVINCE

potins financiers

L'irrégularité de la veille sur la Bourse de N-Y avait fait place hier à une tendance plutôt erratique, de sorte qu'en fin de séance, l'indice des industriels de DJ clôturait hier 0.20 point plus haut à 783.90, après avoir perdu 5 points à midi. L'encadrement du crédit se fait de plus en plus sentir en France et la Bourse de Paris en est affectée. La Bourse de Toronto, qui avait enregistré la veille son premier essor depuis 6 semaines, clôturait hier plutôt indécise et la Bourse de Montréal recommença à faiblir légèrement, hier. La fermeté du début hier sur la Bourse de Londres donnait lieu à des hésitations.

•

Il y eut une vive hausse hier sur la Bourse de Paris. Bien des stocks, étant survendus, rien de surprenant qu'ils rencontrent du soutien. On l'a vu par la fluctation de 5 points hier par l'indice de DJ.

•

Un syndicat international, avant à sa tête White Weld and Co Ltd, etc et comprenant les firmes canadiennes J. L. Levesque et L. G. Beaubien Ltée, et Greenshields Inc, of Canada, vient de compléter l'offre de $10,000,000 d'obligations du N-B, sur le marché européen. Ces valeurs écherront le 15 décembre 1979 et elles rapportent du 9.06%, étant offertes à 89, pour des 8¾%.

•

Northern and Central Gas glissa hier à un nouveau bas pour l'année à 13⅞, vu un gain de 46 cts l'action durant les premiers 9 mois de cette année vs 59 cts, en 1968.

•

L'invocation de son droit de veto par le président Nixon contre toute réduction des impôts présentement aux E-U influa hier défavorablement sur le sentiment spéculatif.

•

On transige au comptoir depuis mardi sur les actions de Canuc Mines Ltd, un prospect d'uranium du district du lac Elliott, en Ontario. Les actions de la compagnie seront inscrites prochainement sur la Bourse Canadienne, la demande ayant été approuvée. La compagnie possède 255 claims, avoisinant Denison et Rio Algom. Une émission primaire a rapporté à l'entreprise $297,500. L'ingénieur conseil de la compagnie M. L. J. Cunningham recommande la poursuite des travaux.

•

Les transactions sur les actions de Residential Resort Development Limited, dont l'inscription des actions de cette compagnie devait avoir lieu sur la Bourse Canadienne le 10 décembre 1969, ont été retardées jusqu'à avis contraire, en attendant la clarification d'une technicalité, concernant les arrangements d'écrou.

•

A l'ouverture de la Bourse Canadienne hier, soit le 10 décembre 1969, les actions ordinaires de la Canadian Arena Company ont été rayées de la liste, vu leur inscription sur celle de la Bourse de Montréal.

•

110,225 actions de la classe A de Steinberg's Limited viennent d'être inscrites sur la liste des valeurs de la Bourse de Montréal. Cette inscription additionnelle couvre les actions de la classe "A", réservées pour émission lors de l'exercice d'options, consenties ou à être consenties, conformément au nouveau plan d'option sur ses actions, adopté en 1969.

•

2,500,000 actions additionnelles de Glen Lake Silver Mines Limited, d'une valeur au pair de $1.00 chacune, viennent d'être inscrites sur la liste des valeurs de la Bourse Canadienne. Cette inscription additionnelle couvre l'augmentation du capital autorisé de l'entreprise de 5,000,000 à 7,500,000 actions d'une valeur au pair de $1.00 chacune, tel que confirmé par lettres patentes supplémentaires, datées du 12 novembre 1969.

•

La BCN réunira ses actionnaires en assemblée ce matin à 11.00 n.

•

Les actions des entreprises suivantes se vendront aujourd'hui ex-dividende tant par action ordinaire ou privilégiée; Brooke Bond Canada Limited, 4.16% privilégiée - 26 cents l'action, Canadian Industries Limited 7½% privilégiée - 1⅞% l'action, Canron Limited privilégiée 1965 Ser. - $1.06¼ l'action, Columbia Cellulose Company Ltd. $1.20 privilégiée - 30 cents l'action, Dominion Dairies Limited 5% privilégiée - 43 cents l'action, Gaz Metropolitain, Inc. 5.40% privilégiée 1965 Ser. $1.35 l'action, 5½% privilégiée 1966 Ser. - $1.375 l'action, Harding Carpets Limited, ordinaire - 12 cents l'action, classe "A" - 12 cents l'action, Southam Press Limited, ordinaire - 30 cents l'action, Extra - 15 cents l'action, United Westburne Industries Limited, 6¼% 1er privilégiée "A" - 78⅛ cents, Velcro Industries Limited, ordinaire - 03 cents l'action, Warnock Hersey International Limited, ordinaire - 08 cents l'action, Westfair Foods Limited - $1.40 privilégiée - 35 cents l'action, classe "A" - 50 cents l'action.

•

La C.S. de Richelieu, celle de La Salle, celle de Lévis, celle de St-Joseph, et celle de Loretteville emprunteront sous peu.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Me J-Jacques Beauchemin, C.R. élu administrateur de la Johns-Manville Corporation

Me J.-Jacques BEAUCHEMIN, c.r., de Montréal, a été élu un des administrateurs de Johns-Manville Corporation, a-t-on annoncé hier au siège social de la compagnie à New York.

Me BEAUCHEMIN est président du Groupe Minier Sullivan Ltée et de plusieurs autres sociétés minières du Québec. Il est également un des administrateurs de la Banque Canadienne Nationale, de l'Economie Mutuelle d'Assurance, de Belmont Park Co. Ltd., de F. Pilon Inc. et de l'Hôpital Notre-Dame de Montréal.

Avocat et licencié en Sciences Sociales, section politique et diplomatie de l'Université de Montréal, Me Beauchemin est membre du Barreau de Montréal depuis 1947. Il est membre de l'étude légale Beauchemin, Valiquette et Gervais.

Nos félicitations à Me Beauchemin, dont les talents viennent d'être reconnus par une des plus importantes compagnies des E-U, ayant une grosse filiale au Canada à Asbestos.

Nommé vice-président et directeur général de Ouimet-Gobeille Inc.

M. Armand Ouimet, président de Ouimet-Gobeille Inc., annonce la nomination de M. Théo Lefebvre au poste de vice-président et directeur général. Diplômé du Cours de Vente de l'Université Laval de Québec, il a de plus, suivi plusieurs cours de perfectionnement organisés par l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales de Montréal, en Marketing et Administration de l'Entreprise. Avant de se joindre à Ouimet-Gobeille, M. Lefebvre était à l'emploi de Mongeau & Robert et pendant 20 ans occupait des postes de direction dans le Crédit et la Vente. Ouimet-Gobeille est un distributeur d'huile à chauffage SUNOCO dans les régions de Montréal et des Laurentides.

En marche de nomination à la Brinco et à Churchill Falls (Labrador) Corporation

L'élection de M. William M. Mulholland aux postes de président et administrateur délégué de British Newfoundland Corporation Limited et de Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited a été annoncée hier par ces deux compagnies. M. Mulholland entrera en fonctions le 1er janvier 1970.

M. Mulholland est présentement associé de la firme new-yorkaise Morgan Stanley & Co., conseillers financiers de Brinco et CFLCo; il est également membre du Conseil de ces deux compagnies depuis le printemps dernier. Il abandonnera son association avec Morgan Stanley avant d'occuper ses nouvelles fonctions.

Sir Val Duncan, qui est président et directeur général de The Rio Tinto-Zinc Corporation, de Londres, continuera d'occuper le poste de président du Conseil de CFLCo; alors que M. Henry Borden demeurera président du Conseil de Brinco.

Par ailleurs, on a aussi annoncé, à Londres, l'élection de M. Mulholland au Conseil de The Rio Tinto-Zinc Corporation, l'actionnaire majoritaire de Brinco.

Sir Val Duncan et M. Henry Borden ont déclaré dans un communiqué conjoint: "De même que tous nos collègues de Brinco et de Churchill Falls, nous sommes extrêmement heureux que M. Mulholland soit appelé à travailler avec nous d'une façon encore plus étroite, car il possède une connaissance approfondie des affaires de nos compagnies et il a oeuvré en parfait accord avec M. McParland et M. Lambert. De plus, il connaît depuis longtemps Québec et Terre-Neuve, dont la prospérité économique est liée à nos travaux".

Capital Dynamics Ltd inscrit ses actions ce matin sur la Bourse Canadienne.

913,053 actions ordinaires, d'une valeur au pair de 50 cts chacune, de Capital Dynamics Ltd, seront inscrites sur la liste des valeurs de la Bourse Canadienne jeudi, le 11 décembre 1969. Leur symbole au télescripteur sera "C A P" et elles seront dans le compartiment des industrielles. Le siège social de l'entreprise se trouve situé à 116 rue Lisgar, Ottawa 4, Ontario. Quant à son bureau principal, il est situé à 1440 ouest rue Ste-Catherine, suite 820, Montréal 107 P.Q. La Compagnie a été incorporée en vertu des lois du Canada, par lettres patentes datées du 20 février 1969, avec un capital actions autorisé de $3,000,000, comprenant 6,000,000 d'actions, d'une valeur au pair de 50 cts chacune.

Capital Dynamics Ltd est une compagnie de placement "closed end", établie en vue d'obtenir un rendement élevé sur les fonds investis par ses actionnaires. La direction identifie et investit l'avoir des actionnaires dans des titres de corporations dont le gérant croit qu'elles connaîtront une phase rapide de croissance et de développement. Un minimum de 50% de l'actif du portefeuille de l'entreprise doit être investi dans des titres négociables, comportant un potentiel de plus-value considérable et le solde peut être placé dans des entreprises comportant certains risques. La compagnie a conclu un contrat de 10 ans, le 22 mars 1969, avec Capital Dynamics Management Limited.

Marcel CLEMENT

Par le président du Conseil Général de l'Industrie

Le Conseil Général de l'Industrie du Québec met sur pied en ce moment une stratégie de développement économique axée sur les moyens à prendre pour assurer la prospérité du Québec.

M. P. A. Ouimet, c.r. Président et Directeur Général du Conseil – un groupe de 58 sommités du monde des affaires agissant comme conseillers extraordinaires du gouvernement en matière industrielle – a déclaré ces jours-ci au Canadian Club de Montréal que l'élément essentiel de cette stratégie était la participation de la communauté québécoise toute entière à sa mise en oeuvre.

Il a fait entendre qu'un effort intensif de diffusion serait fait pour que les idées maîtresses de ce projet soient bien comprises de tous les Québécois. Le Conseil, a souligné M. Ouimet, s'attaque en priorité au "problème actuel le plus urgent pour le Québec – celui de l'expansion économique". Le Conseil a, continue-t-il, par son influence contribué à l'implantation au Québec de deux industries de moyenne grandeur, il suit de près l'installation projetée de trois autres (deux importantes et une moyenne) et a pris contact avec nombre d'industriels étrangers. Plusieurs firmes déjà en place ont fait appel aux bons offices du Conseil pour amorcer leur expansion.

M. Ouimet a révélé qu'une équipe d'économistes faisant partie des cadres des affaires dirigées par les membres du Conseil s'employaient, sans frais pour la Province, à l'élaboration de cette stratégie de développement économique qui englobe la période de 1970 à 1976. On peut s'attendre à ce qu'elle soit complètement mise au point pour la fin de janvier.

Il se dégage déjà du travail accompli quelques faits économiques d'importance; ils sont le besoin pour la province d'encourager un influx massif de capital quelle qu'en soit la provenance, la nécessité de créer en six ans un demi million de nouveaux emplois, de ramener le taux de chômage à 4% avant 1976 et d'accroître la productivité à un taux annuel composé d'à peu près 2½%.

"Des milliards de dollars en nouvelles usines et en nouvelles machines" seront nécessaires pour la création de ces 500,000 nouveaux emplois.

Pour collaborer à cet effort constant d'injection dans l'économie québécoise de stimulants d'avant-garde, le Conseil Général de l'Industrie "entreprend une étude comparative des mesures législatives prises dans ce domaine par les régions au développement le plus rapide en Amérique du Nord".

Dans le passage de son discours où il s'adressait en français à ses compatriotes de cette expression, M. Ouimet a demandé la participation du Québec tout entier à la manoeuvre de départ essentielle au succès de la stratégie en préparation, manoeuvre qu'il a ainsi définie: "il nous faut individuellement, dans nos familles, en société réapprendre la discipline personnelle, retrouver le respect de l'ordre et revenir au calme".

Il a averti son auditoire des dangers que le Québec courait "s'il se coupait de l'Amérique du Nord. Le Québec est en Amérique du Nord pour y réussir et non pour y végéter".

L'économie québécoise pour M. Ouimet est "fondamentalement saine". Son pire ennemi c'est "le climat d'incertitude qui règne au Québec actuellement et l'impression qu'on se fait de lui à l'extérieur.

Durant sa courte existence – il a été fondé en février 1969 – le Conseil Général de l'Industrie a déjà contribué de manière appréciable à faire changer cette attitude et à améliorer le climat des affaires.

Le Crédit Foncier Franco-Canadien acquiert Yorkshire Corp.

Le Crédit Foncier Franco-Canadien s'est porté acquéreur d'un intérêt majoritaire dans la Yorkshire Financial Corporation Ltd. de Vancouver. C'est le président de Yorkshire et le directeur du Crédit Foncier Franco-Canadien en Colombie-Britannique qui ont annoncé conjointement la nouvelle. Celle-ci mentionne que la part des actions acquises par le Crédit Foncier est supérieure à 50 pour cent du total des actions en circulation, le reste étant détenu par la direction de Yorkshire. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé.

Yorkshire appartenait auparavant à Warnock Hersey International qui avait annoncé le mois dernier qu'elle avait accepté une offre d'achat pour sa participation de 61.4 pour cent dans Yorkshire mais la compagnie s'était refusée à dévoiler le nom de l'acheteur possible.

Dividende accru de Fraser Co.

Fraser Companies Ltd. a déclaré un dividende trimestriel de 25 cents par action payable le 29 décembre 1969 aux actionnaires inscrits le 17 de ce mois. La date d'ex-dividende est cependant le 15 décembre 1969. Ce dividende représente une hausse de dix cents sur le taux habituellement payé par la compagnie à ses actionnaires.

Cours de l'or

LONDRES (Reuter) – Le prix de l'once d'or fin cotait $35.00 US hier sur le marché européen de l'or, soit le même prix que mardi.

PARIS (Reuter) – Le napoléon, ancienne pièce d'or française de 20 francs, cotait 65.8 hier sur le marché libre de l'or français, au regard de 67.60 mardi.

L'aigle, pièce d'or américaine de $20, valait 170.00 au regard de 205.00 la veille.

À noter...

Kippen & Company vient de publier une étude sur Cunningham Drug Stores.

•

Nos réserves d'or étaient de $2,613,300,000 à la fin du mois dernier, selon un rapport du département des finances d'Ottawa.

•

Bongard, Leslie & Co, de Toronto, – elle possède une importante succursale dans notre ville à la Place Ville-Marie – rapporte qu'il a été payé cette année en dividendes par nos entreprises canadiennes $1,551,739,736.00 soit un sommet pour la 11ième année consécutive, et soit 5.7 p.c. de plus qu'en 1968.

•

Les actions ordinaires, sans valeur au pair de Canadian Arena seront inscrites sur la Bourse de Montréal à son ouverture aujourd'hui. Leur symbole au télescripteur sera "C D N" et elles seront classées parmi les industrielles. Le siège social de l'entreprise se trouve à 2313, ouest rue Ste-Catherine, Montréal.

•

La Canadian Arena a été incorporée en vertu de lettres patentes, selon la loi des compagnies du Québec. L'entreprise possède et exploite le Forum de Montréal qui sert de lieu de sports et d'amusements. Elle détient la franchise et l'exploitation du Club de hockey Les Canadiens de Montréal, de la Ligue Nationale du Gouret. Elle détient aussi d'autres franchises pour d'autres ligues de hockey.

Bourse de N-Y

Hésitations, suivies de résistance, hier, à Wall Street

Les cours ont continué à s'effriter, mercredi, au New York Stock Exchange. Quelques achats parmi les Blue Chips, qui avaient été parmi les valeurs les plus touchées par la baisse, ont permis une reprise de l'indice des industrielles, Dow Jones, qui a effacé en une demi-heure un repli initial de près de 5 points pour clôturer pratiquement inchangé. Sur l'ensemble du marché toutefois, les baisses restent plus nombreuses que les hausses. Les affaires ont été assez actives.

La tendance a été soutenue aux ordinateurs I.B.M. n'a toutefois pas suivi le mouvement et a évolué aux alentours de sa position de la veille. Les radio-télévisions, sous l'impulsion de Zenith Radio et surtout de Motorola, se sont redressés. Les matériaux de construction et les cuprifères, notamment Copper Range, se sont en revanche alourdis. Les pharmaceutiques se sont repliées par endroit et les tabacs se sont effrités. Ailleurs les fluctuations ont été plus irrégulières, avec des avances de General Electric et Sperry Rand aux électroniques, de Du Pont De Nemours aux produits chimiques et des replis de General Motors aux automobiles, de T.W.A. aux compagnies aériennes et d'Atlantic Richfield aux pétrolières.

NOMINATION A L'ASSOCIATION DES SCOUTS DU CANADA



Jean Pelletier

Le Conseil d'administration de l'Association des scouts du Canada a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Jean PELLETIER au poste de Président de l'Association. Courtier en valeurs mobilières chez J. L. Lévesque & L. G. Beaubien Limitée, Monsieur Pelletier assumait, dans le scoutisme, la présidence du Conseil exécutif national avant sa nomination à la présidence de l'Association des scouts du Canada.

LE BUREAU D'EXPERTISES DES ASSUREURS LTEE



ROGER CORBIN

M. G. M. Pelton, Président, annonce la nomination de M. Roger Corbin au poste de Directeur général adjoint. M. Corbin est au service de la maison depuis 1951 et occupait depuis quelques années le poste de Directeur de la Division du Québec.

Le Bureau d'Expertises des Assureurs Ltée est la plus grande entreprise dans le domaine des expertises au Canada. Un réseau de quatre-vingt-cinq succursales dessert toutes les régions du pays.

NOMINATION A LA COMPAGNIE DENNISON



JAMES P. INNES

M. William T. Crawford, vice-président et gérant général de la Compagnie Dennison Manufacturing of Canada annonçait aujourd'hui la nomination de M. James P. Innes au poste de gérant de la fabrication à Drummondville.

M. Innes débuta sa carrière d'homme d'affaires en 1946 après avoir servi dans l'armée canadienne. Il entra au service de Dennison comme représentant des ventes, et il est par la suite devenu directeur de la marchandise à Drummondville, et en 1964-65 gérant des ventes à Toronto. Il quitta la compagnie pour une courte durée et entreprit la réorganisation d'une compagnie d'imprimerie, L'O.A.S. Limited à Montréal, de là, il fut directeur de la mise en marché et des ventes à Jonergin inc. de Montréal et gérant des ventes à Avery Company, pour retourner chez Dennison comme gérant des ventes de la division des produits industriels. Avant sa présente nomination il fut gérant du marketing à Montréal.

Nomination chez Standard Brands



M. Jean-Guy (Larry) Lord

M. J-F. O'Neil, directeur des ventes de la division des produits d'épicerie de Standard Brands Limitée, annonce la nomination de M. Jean-Guy (Larry) Lord au poste de directeur des ventes de la région de l'Est.

Depuis plus de vingt années qu'il travaille dans l'industrie des produits d'épicerie, M. Lord possède une vaste expérience dans le marketing et l'administration des ventes.

Dans ses nouvelles fonctions, M. Lord sera responsable du développement des ventes de tous les produits d'épicerie de Standard Brands dans la province de Québec et la Vallée de l'Outaouais.

Indices à Toronto

	Ind.	Gold	BM	WO
Hier	181.86	146.45	111.64	184.02
La Veille	182.36	150.27	112.74	183.80
Sem der	185.10	115.94	114.29	189.26
Mois der	192.18	157.49	118.91	207.37
Année der	188.16	232.48	112.80	243.22
1969 Haut	198.77	276.96	122.54	310.73
1969 Bas	164.25	150.29	97.85	183.80
1968 Haut	191.07	260.79	115.96	252.94
1968 Bas	144.46	179.29	95.09	165.71

Indices à Montréal

	65IN	13UT	7BA	85CO	8PA
Hier	183.74	138.26	186.81	175.76	120.87
La Veille	184.52	139.23	186.82	176.56	121.47
Sem der	185.79	141.85	192.39	178.51	121.51
Mois der	192.74	150.65	202.96	186.21	130.22
1969 Haut	207.15	159.30	206.12	197.97	136.47
1969 Bas	167.75	138.63	156.73	162.14	103.98

MARCHE DES OEUFS ET DES VOLAILLES

	A EX G	A GROS	A MOY.	A PETITS	A P-W	B	C
MONTREAL AUX PRODUCTEURS:	58-59	56 57	53-55	39-40	8-12	19-24	15-18
TROIS-RIVIERES	60-61.5	57.5-59.5	55.5-57.5	40.5-41	18	27-30	17-20
QUEBEC AUX DETAILLANTS:	57-58	55-56	52-53	37-39	12-16	25-30	20-22
MONTREAL AUX CONSOMMATEURS:	70.5 77-78	68.3 75-76	65.9 72-74	51.6 55-58			
MONTREAL							

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

OEUFS: Le marché des oeufs a accusé une faiblesse. Les prix ont fléchi au moins d'un cent pour les catégories A Extra Gros, A Gros et A Moyen.

VOLAILLES: Les prix de la volaille furent les mêmes en général. Les offres de poulets de gril ont continué à être généreuses. Cependant, la demande fut bonne à cause des spéciaux. Le marché du dindon est demeuré ferme tandis que la demande pour la poule fut faible.

Rapport hebdomadaire des prix des volailles

Cents la livre

Vivantes No 1 au producteur

Poulets à griller et à frire – 5		17
Poulets	5 livres et moins de 6	19
	6 livres et moins de 7	21
	7 livres et plus	23
Poules	moins de 5 livres	9
	5 livres et moins de 6	10
	6 livres et moins de 7	14
	7 livres et plus	18
Jeunes dindons	moins de 12 livres	25
	12 livres et moins de 20	25
	20 livres et plus	25
Adulte dindons	moins de 20 livres	–
	20 livres et plus	–

Eviscérées, en vrac

Gros au détail

Poulets à griller et à frire (sous glace) – 4		29-30
Poulets	4 livres et moins de 5	34-36
	5 livres et moins de 6	41-44
	6 livres et plus	44-45
Poules	moins de 4 livres	32
	4 livres et moins de 5	38-40
	5 livres et moins de 6	38-40
	6 livres et plus	38-40
Jeunes dindons	moins de 10 livres	41-42
	10 livres et moins de 16	43-45
	16 livres et plus	41
Adulte dindons	moins de 16 livres	–
	16 livres et plus	–
Canards		60-62

Pour volailles éviscérées en vrac: soustraire 2-4 cents.

Bourse de Toronto

Nouvelle dégringolade du marché minier

TORONTO (PC) – La Bourse de Toronto a encaissé une légère baisse mercredi dans des échanges légers. C'est la septième fois en huit séances qu'elle perd du terrain.

L'indice des industrielles a cédé .50 à 181.66, alors que 13 des 17 compartiments aux industrielles étaient en baisse. Les Banques, les produits chimiques, les manufacturiers et les minières industrielles étaient en avance fractionnaire, cependant que les alimentaires et les pipelines étaient en baisse.

Aux alimentaires, Canada Malting 3-4, Canada Packers, 1-2 à 19 1-4 et Federal Grain 1-8 à 5 3-8.

Aux pipelines, Alberta Gas Trunk A a perdu 1 1-2 à 37 et Trans-Canada 1-2 à 31 1-4.

OSF Industries a majoré de 1-4 à 7 3-4 et Roman 1-8 à 10 7-8, tandis que Canadian Malartic glissait de 2 1-2 à 37 1-2.

Northern and Central a perdu 5-8 à 13 7-8 et Consumer's Gas 1-4 à 14 7-8, alors que Union Gas majorait de 1-4 à 14 3-4.

Bourse de Montréal

Tous les départements étaient peu soutenus, hier

(PC) – Les prix étaient en recul dans tous les secteurs, mercredi à la Bourse de Montréal, au cours d'une séance peu active. Les pertes l'ont emporté sur les gains par 147 à 58.

L'indice général a perdu .76 à 175.76.

Parmi les banques, Nouvelle-Ecosse a reculé de 1-8 à 22 5-8, Royale de 1-8 à 22 1-8, Commerce de 1-8 à 22 et Canadienne Nationale de 1-8 à 11 7-8. Montréal a gagné 1-4 à 16 7-8 et Toronto-Dominion 1-8 à 22 1-4.

Dans le secteur industriel, Falconbridge a régressé de 2 1-4 à 62 1-2, Velcro de 1 1-2 à 35 1-2, Asbestos de 1 1-8 à 25 1-8, Canada Cement de 1 à 29, Royal Trust de 3-4 à 12 et Simpsons de 5-8 à 19. Southam a avancé de 1-2 à 63 1-2.

Dans les services publics, Canadien Pacifique a reculé de 1 à 67, Maritime Telephone de 3-4 à 26 3-4 et Canadian International Power de 1-2 à 25.

Parmi les papiers, Great Lakes a perdu 1-2 à 23 1-2.

Dans les mines et pétroles, Noranda a avancé de 1 1-4 à 35 7-8.

A la Bourse canadienne, Belgium a perdu 2 à 20 et Paco a gagné 1-2 à 7 3-4.

A l'indice, les services publics ont perdu .97 à 138.26, les industrielles .78 à 183.74, les papiers .60 à 120.87 et les banques .01 à 186.81.

Voir autres nouvelles de finance en page 13

CASTILLON
LE PLUS FRANÇAIS DES COGNACS
Représentants:
Importations Durand, 324-5581

B
BÉLANGER INC.
MEMBRE DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES COURTIERS EN VALEURS MOBILIÈRES
800, PLACE VICTORIA – MONTRÉAL – TÉL. 861-1461

En fin de semaine, Hertz a des voitures à ne savoir qu'en faire.

Notre spécial de fin de semaine à $19.95 vous suggérera peut-être quelques façons de remédier à la situation?

Pour $19.95 (plus millage), Hertz vous offre une nouvelle Ford ou autre voiture de qualité - du vendredi midi au lundi à 9 a.m.
Il vous sera alors possible d'envoyer votre femme visiter sa famille pendant que vous restez à la maison. Ou d'aller faire du ski pendant que votre femme reste à la maison. Ou de...pendant que... Vous n'avez que l'embarras du choix. Composez 866-8621



(C) 1969 - HERTZ SYSTEM, INC. La route est meilleure avec Hertz



PLACE BONAVENTURE



M. L. Goldfarb



M. B. McKellar

A la suite d'une récente réunion de son Conseil d'administration, Place Bonaventure Inc. annonce l'élection de MM. Léo Goldfarb et Bruce McKellar respectivement aux postes de président et vice-président administratif. M. Goldfarb a été auparavant vice-président administratif et directeur de Steinberg's Limited. Il est aussi directeur de The Morgan Trust Co. et de Combined Mortgage Corp. Il a été un directeur-fondateur du International Council of Shopping Centres Ltd. M. Goldfarb est aussi vice-président de Trizec Corporation Ltd. qui s'est vu confier récemment la gestion de la Place Bonaventure. M. McKellar a, pour sa part, mené une solide carrière dans l'immeuble et, récemment, il occupait le poste de directeur général de British Pacific Properties Ltd. et de Park Royal Shopping Centre Ltd. à Vancouver.

BOURSE CANADIENNE

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
Industrielles					
Am Met Ent	500	100	100	100	-5
Belgium	300	$20	19¾	20	-2
Blue Bon	16000	295	275	280	-15
Cantol Divr	2400	$9⅞	9	9⅞	-⅛
Comm Hold	2300	380	350	370	-20
Crawford All	300	350	350	350	-25
Davis Dist V	300	240	230	230	-15
Dettec Pana	400	300	300	300	
Domco Ltd	s102	$8	8	8	
Furlong wts	100	300	300	300	-100
Grissol	200	$6½	6½	6½	
Inspiratn	2600	49	45	49	-1
Lemtex	600	90	90	90	-5
Navco Food	100	110	110	110	
O Can Inv wt	200	26	26	26	+8
Paco Corp	1300	$7½	7	7½	+½
St La DivCo	400	270	260	270	+5
Select Fin	100	$7½	7½	7½	-½
Spartan	300	200	195	200	
Superpack	140	$15½	15½	15½	-½
V Mar New	1750	380	370	370	-10
Van dr Hou	1850	445	430	440	
Visa Bella	1800	230	215	215	-20
Mines et huiles					
Abi Asb Ag	1000	610	600	605	-5
Abi Copr	26900	125	112	114	-11
Africana	3000	20½	20½	20½	-3½
Ama BBM	10000	18	16	18	-1
Ameran	30000	5	4½	5	+½
Anthonian	2000	9	9	9	
Arno	5000	8	7	7½	
Bakcr Talc	1650	83	83	83	-3
Barvallee	500	12	12	12	-4
Bateman	19000	16½	16½	16½	-¼
Bluewater	4500	35	30	35	+5
Brunswk	100	910	910	910	+20
Burnt Hill	17100	5r	51	53	
Cadillac E	17400	635	625	625	-25
Camflo	880	320	310	315	
Can Mags	3500	50	47	50	+5
Canadore	7000	47	45½	46	-1
Cannon	1585	3e	32	32	-1
Capri Mine	30500	79	74	78	
Carbec	10500	32	30	30	
Castle OGas	500	265	240	250	
Chmalloy	300	220	220	220	-10
Chib Copr	s1000	22½	22½	22½	+1
Chipman	19500	10½	10	10½	+½
C Dolsan	500	27	27	27	
C Manitoba	33000	42	39½	41	-2
C Monpas	1000	18	18	18	
C New Pacif	600	130	130	130	
C Nor Expl	3100	165	155	165	+10
C Pershrt	3500	22	21½	22	+½
C Prop MH	5000	20	19½	19½	-½
Cons Virg	13200	210	210	212	+4
Corgemine	1600	58	56	56	-2

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
Crusade	2100	160	143	143	-27
Daering	3500	6½	6	6½	
Devils Elb	14500	23	21	21½	-½
Dom Explor	1300	170	168	168	+3
Dom Lease	1000	22	22	22	-3
Dumont	34300	24	22	22	-1
Duvan Cop	4000	8	7½	8	+½
Eagle M	19500	340	325	330	10
Early B M	500	145	140	140	-5
Fano Min	7500	24	22½	23	
Fidelity	7500	27	26	27	+1
Flint Rock	2p00	44	44	44	
Fox Lake	20 0	5	4½	4½	-1½
Ghislau	3000	4½	4	4	-½
Glen Lake	5050	74	71	76	-4
Gr Wm Smlt	500	23	23	23	+½
Gui P Uran	51000	125	106	114	+8
Imp Mnrls	1500	21	20	20	-2
Israel	600	17	17	17	+2
James Bay	27500	50	44	50	
Kiena	1500	86	85	85	-1
Laduboro	1000	115	115	115	
Louanna	6500	14½	13½	13½	-1
Lynx C Exp	3250	78	78	78	
Massval	1500	11	11	x1	-1
Matach Cndn	500	47	47	47	
Midepsa	500	76	76	76	-7
Miro	1500	16	15½	15½	+½
Mistango	6000	20	18	18	-2½
Monteagle	15000	90	85	88	+3
Mt Pleast	24600	65	60	61	-2
Muscocho	500	12	12	12	-2
New Form	9600	10	10	c10	
New Mt Co	500	56	56	56	-3
Nor A Rare	9500	34	32	34	
North W C	500	8	8	8	
Peso Silver	3400	113	110	110	-2
Phoenix Ca	1800	850	825	840	-20
Pitt Gold	7000	6	6	6	-½
Prime Pot	4000	7½	7	7	-1
Que Explr	500	16	16	16	
Que Coblt	700	105	105	105	
Que Uranm	4500	64	63	64	+1
Queenston	1000	21	31	31	+1
Rainb Mine	1000	24	24	24	
Royl Agassz	968	60	60	60	+4
St La Colm	1000	220	210	210	-10
St Luc e Ex	2000	11	11	11	+1
Sapawe	4000	7	7	7	
Slv Sum	11000	13	12½	12½	-½
Sou Duf	2000	10	10	10	-½
Stand Gold	4000	22	21½	22	+1
Subeo	1200	151	151	151	
Surluga	6500	28	24	28	+8
Tazin	3000	7	7	7	+½
Transterre	x650	20	19	19	11
Western T	1000	12	12	12	
West Hill E	e500	58	58	58	-2
Wisconsin	5750	36	c34	36	+1

BOURSE DE NEW YORK

Cours fournis par la PRESSE ASSOCIÉE

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
ACF 2.40	553	46⅜	46	46⅛	-⅛
Addres 1.40	75	65½	64¼	64½	-½
Admirl	86	15	14⅛	14⅝	+⅛
Alcan 1.20	66	25⅜	25¼	25⅜	+⅛
EllegC .20a	x86	12¼	12⅛	12⅜	-⅜
AllisChalm	68	24	23⅝	23⅝	-⅛
AHess 15g	861	30⅛X	⅛&½	29⅞	-
AAirlin 80	178	30½	30	530⅝	+⅜
AmBrand 2	96	37	36½	36½	
AmCan 2.20	258	43¼	42	42½	-1¼
ACyan 1.25	239	26	25	26	+⅜
AHome 1.40	270	65	64⅞	64¼	-⅜
AmMot	378	9⅞	9	9⅛	-⅛
ASmelt 1.90	1274	28½	28	28¼	+¼
AmStd 1	424	33	32⅜	32½	-⅜
AT T 2.60	cs940	50g2	49½	50⅛	+⅛
Ampex	97	43⅝	42⅝	43⅛	+⅛
Anacond 1.90	223	28b3	28	28⅛	
Armco 1.60	114	26⅞X	⅛⅝⅛	26⅞	
ArmC 80	233	34	33⅞	345	-⅛
AtlRich 2	932	86	81¾	82⅛	-2⅛
Avco 1.20	86	23⅝	23⅛	23½	+⅜
Avnet .40	176	12	11⅞	11⅞	
Avon 1.80	74	17p⅞	168½	170¾	+2¼
Babck 1.36	186	24½	23	24½	+⅜
Bathl	47	19⅞	19½	19½	-¼
BeechAir .75b	48	17⅛	16⅞	17⅛	+⅛
Bell H .60	305	54	52⅞	54	-¼
BenF 1.60	147	49⅞	49	49	-⅛
BethSt 1.80	267	27½	26⅞	27¼	+⅜
Boing 1.20	218	29½	29⅛	29⅜	+½
Bordn .70	203	24½	23⅝	23⅝	-1
BorgWa 1.25	48	24½	23⅝	24½	+⅜
BosEd 2.08	3i	31	30⅝	30⅛	-½
BristM 1.20	x15	70⅞s	170⅞	70⅞	+⅜
Brnswk 10g	261	18	17	18	+⅝
BucyEr 1.20	52	19	18⅝	18⅝	-⅛
Burlin 1.40	15	34¼	34⅛	34¼	+½
Burrghs .60	425	160½	152⅞	160¼	+5b6
CmpRL 45a	62	16½	15⅞	16½	+½
CampSp 1.10	790	34½	34½	34½	+¼
CPR 3.w0	14	65⅛V	⅛½	⅛⅞	
CXASE Jl	9	12⅛	12⅛	12⅛	
CatTr 1.20	355	40⅝	39½	40⅝	+⅝
Celanese 2	78	58½	58½	58½	⅛
Cencoln .30	57	42⅝	41⅝	42	
ChesOh 4	64	51⅝	50¼	50⅝	+⅛
ChrisCft .05d	51	11	10½	10¼	+⅛
Chryslr 2	613	34¼	33⅝	34⅝	+⅜
CyiesSv 2	90	40½	40⅛	40⅛	-½
ClarkE 1.40	30	32¼	32⅛	32½	-½
ClarkO .40	32	26¼	25½	25¼	-⅛
CocaCol 1.32	56	83¼	82	82¼	+⅛
CBS 1.40b	203	47½	47⅛	47⅛	+⅜
Com Sat	307	58¼	55⅛	56¼	-⅛
ConEds 1.80	282	25⅛	25	25⅛	
ContCan 2.20	192	74⅞	72½	72½	-X⅛
ContData	372	118½	114½	117½	+2½
CopwlSt 1.20	16	18⅞	18½	18½	-½
CPC ntl 1.70	152	32¼	31½	32	+⅛
Crane 1.60b	65	40½	40⅛	40⅝	-⅜
Cr Zell 1.60	333	35⅜	34½	35⅜	+½
Curtiss Wr 1	60	17½	17⅝s	17⅝	-⅛
DartInd .30b	61	50¼	49½	50⅛	-⅜
Deere 2	442	40⅛	38½	39	-1
DennMf .60	70	w1⅝	20⅝	21¼	+⅞
DetStl .30p	70	11½	10⅞X	⅛⅞⅛	-1
Dexter .24	22	33⅜	33½K	⅛⅝⅛	-
DowC 2.60	100	68⅞	68½	68½	+⅛
duPon 5.25g	143	1p6½	103¼	105⅞	+3½
EastK 1a	276	75⅝	74	75⅛	-⅜
EatnYa 1.40	116	41	40	40½	+½
EG G .10	118	22¼	21½	22⅛	-½
ElPasNG 1	148	17⅛	17½	17½	
Eltra 1.20	10	27⅛	26⅞	27⅛	+⅛
ESB 1.20	5	w4½	24	24½	+⅜
Essexl 1.20	22	35⅛	35⅛	35½	+½
EthylCp .84	34s	24½	23⅞	24⅛	
Evershp	75	27½	27	27¼	-½
ExCel 1.25	113	23½	22½	22¼	+½
Fairch .50	236	86½	82⅝	86¼	+2½
Firest 1.60	1232	49¼	48½	48½	-1½
FMC Cp .85	450	22½	22⅛	22½	-⅜
Ford 2.40	611	40½	40	40⅛	+½
Frseh 1.70	62	39⅞	38⅝	39⅝	+½
GenDyn 1	112	25	24½	24½	
GenEle 2.60	316	80	u7⅞	79⅞	+1⅛
GFds 2m60	123	80½	79¼	79⅝	+½
Genl .541	93	29⅛	28⅛	29½	+1
GMC 4.30g	1117	67⅞	65½	66¼	-1b6
GPCem .80	23	19½	19⅛	19½	+½
GTelEl 1.52	509	30⅛	29⅝	30	
GTire 1b	149	17¼	17½	17½	-⅛
GaPac .80b	145	50	49¼	49⅞	+⅛
Goodrh 1.72	127	30⅞	30½	30¼	+⅞
Gdyr .85	549	29	27½	28¼	+⅛
Gould 1.4p	40	39½	38⅛	38⅛	-1⅛
Granby 1.20a	5	30½	30⅛	30½	+½
Gt A&P 1.30	222	27¼	26½	26½	-1
Gt No Ry 3	58	40½	39⅝	39⅝	-⅛
GreenGt .96	7	27¼	27	27	-⅝
GulfO 1.50	1711	27⅞s	27⅞	27⅝	-⅞
Heinz	37	34⅛	34⅛	34⅝	-⅛
Hewlett .20	35	101	100R	100½	-1½
HighVolt	57	22	20½	21⅛	+⅞
Hmstk .40	212	17⅛	17⅛	17⅛	+½
Honywl 1. 0	74	14y½	144½	146	+1

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
HFC 1.10	21	43½	42⅝	43⅛	+⅛
HudsnB 3.40a	9	79	77¼	77½	-1⅝
IllCent 1.14	27	28⅞	28⅛	28⅛	-⅜
IngRand 2	48	37½	35½	37½	+1
IntikSt 1.80	18	26⅛	25⅞	26	+½
IBM 4	382	356	352½	355½	-½
IntFF .40b	22	62½	61⅞	62½	+½
IntHar 1.80	170	25	24½	24⅛	-⅜
IntMng .40g	66	14½	14⅛	x4⅛	-⅛d
IPap 1.50	349	38	37½	37⅞	
IntT&T 1.05	761	56	55	56	+½
JnMan 1.20	59	31	30⅜	30⅜	-1⅛
KaysRo .60	19	31	30½	31	+½
Kellogg 1.60	42	r4⅛	43⅛	43⅝	-⅜
Kennec 2.40	176	43⅜	42⅝	42⅝	-⅜
Kraftco 1.70	146	39⅝	38½	38⅞	-½
Kresge .40	278	56⅛	55½	56	
Kroehl .80a	11	22¼	22⅛	2½	-⅛
Leasco	674	24⅛	23	23⅛	-⅛
LibbAcN	82	8⅛	8	8	-⅛
Litton 1.89t	1947	39	35⅛	38	⅞
Lock A 1.20	425	18½	17½	18	-⅛
Loews .13	185	35½	34⅝	35¼	+½
MadS Gar	82	6	5⅛	5⅛C	-⅛
Mgnvx 1.20	681	35	34⅝	35	
Malry 1.80	8	43¼	42⅝	43¼	-⅛
Marathn 1.60	10	33½	31⅝	32¼	+⅛
Marcor 1	165	46½	45⅛	46¼	-½
MarMid 1.60	38	36⅝	36½	36⅞	+⅝
MarshF 1.10	78	24⅛	23⅝	24⅛	
MartM 1.10	286	18¼	18	18⅛	-⅛
Mass F 1	81	15⅛	15½	15⅝	h
McDonCp	122	41b3	40⅝	41⅝	+1⅛
McDnD .40	238	26	24½	25⅛	+⅛
McGrH .60a	532	28⅛	27⅝	27½	-⅛
McIntyre 2	z110	140½	139	140¼	-2
McKee 1.50	9	21⅞	21⅛	21⅛	-⅛
Mrck 2a	129	108¼	107	108	-⅛
MGM .60p	45	28½	27	28¼	+1
MidldR 1.40	44	23⅛	21⅛	21⅛	-1½
MMM 1.60	207	1x1½	109½	110⅛	-½
Mobil 2.20a	35	44	43⅛	43½	-⅛
Mohasc 1.10	13	28⅜	27⅞	27⅞	-C½
Msant 1.80	351	37½	36½	37	-
Motorola 1	115	134	130½	134	+3⅛
N Cash 1.20	178	150½	145	150	+4
NDist .90	52	1 ⅛	16½	16⅝	-⅛
NGyps 1.05	111	23½	22⅞	23	-½
NLead 1.27h	213	25½	24⅛	25½	+⅛
NorPac 2.60	28	38½	38	38	+⅛
Northrop 1	43	37¼	36⅝	37¼	+⅝
NortS 1.22f	66	46½	45⅛	46½	+1⅛
OutbMar 1	61	24	23⅛	24	+½
PacPet .25g	275	23½	22⅝	22⅛	-⅛
PanA .20p	464	12¼	12	112⅛X	
ParkeDa x	118	34⅞	34½	34⅝	+⅛
PenCen	325	29¼	28⅝	29¼	+⅛
PepsiCo 1	120	53	52⅛	52⅞	
Perkin El	40	43⅛	43⅝	43¼	-⅛
Pfizer 1.60a	3	103	100½	c102½	-½
PhelD 2.10	87	47¼	47	47⅝	-⅛
bphilMr 1	126	35	34½	34½	-W
PitneyB .68	40	40⅝	39⅞	40	-⅛
Polroid .32	782	129½	125¼	127¼	-1½
ProcG 2.60	61	104½	103½	104½	-½
Pllmn 2.80	17	41½	r0½	41	
Ralst P .60	115	27	26½	26⅝	-⅛
RCA 1	275	36	35	35⅛	+½
RepSt 2.50	78	34⅝	34¼	34⅝	+⅛
ReyT 2.40	156	45⅝	44½	544½	-⅛
RichM .90 3	15	57⅛	57½	57½	-⅝
RoyD 2d	666	39⅛s	38½	39⅛	
Rubrmd 1.04	88	45½	45½	45½	-½
Schenl 1.40	6	22⅝	21½	22	-½
bscherg .80	57	57½	56	57	+1
Scientif	119	13¼	12½	12⅞	+½
SCM .60b	160	22½	22	22¼	+⅛
Scott Pap 1	126	33⅛	33⅛	33⅝	+⅛
SearsR 1.20a	222	66	65	65⅞	+½
ShellO 2.40	199	44¼	42½	43⅛	-⅛
Singer 2.40	76	81⅝	80	81⅝	+1⅝
SouPac 1.80	213	32½	31⅛	32⅛	+⅛
Spartani	54	22½	21⅝	22⅛	+½
bspryR .47g	350	43⅛	41⅝	43½	+1X
StdBr 1.50	146	49	48½	48⅛	
StOCal 2.80b	595	48⅛Q	⅛½⅛	48¼	-
StdInd 2.30	369	45⅛	44	44½	-½
StdNJ 3.75g	580	63	61⅝	62⅝	+½
StudeW 1	76	39	38⅛	38¼	-½
SunOil 1b	53	43⅝	42½	42¼	-⅛
Swift .60	111	27½	27⅛	27⅛	
Teledn	332	36¼	34½	35¼	+⅛
Tenco 1.32	211	22b4	22	22½	+⅛
Txco 1.60	1067	28⅝	27⅛	27⅛	-⅛
TexGS .60	595	20⅛	20s	20⅝	-⅝
TexInst .80	255	123¼	120½	122½	+2½
Textr .90	324	28½	27¼	⅛⅛⅛	-
Thiok .40	80	10⅞	10⅝	10½	-⅛
Time 1.90a	70	45⅛	43¼	44½	-⅛r
Timkn 1.80	82	28⅝	27⅛	27⅝	-⅛
TrnsUn 1.16	95	30⅛	30	30	-⅛
Trnsitrn	92	7⅛	6½	7	+⅛
TwntC .50p	294	16¼	15⅛	16½	-¼
Un Carb 2	550	37½	36⅝	36⅝	-⅛
UAirc 1.80	112	42½	41⅞	42½	+⅛
UnitCp .70g	59	10½	10	10⅛	-⅛
UFruit 1.40	9	42	41	41¼	-½
USFrt 1.40	72	30¼	29	29	-1
USGyps 3a	44	65	63⅛	63½	-2⅛
USStl 2.40	549	34¼	33⅛	34⅛C	+½
Varian As	294	28b1	26¼	27⅛	+⅛
WalkH 1.20a	22	48½	4 ½	48½	-⅛
WarnL 1.10	116	70⅝X	⅛-⅛	70⅛	-
Weathrd .50g	32	16	15⅝X	⅛⅛⅛	
Woolzth 1.20	190	37½	36½	36⅝	-⅛
Xerox .60	429	107¼	105½	107	+1½

INDICES DE DOW JONES

	Ouv	Haut	Bas	Ferm.	Var.
30 Inds.	782.80	791.51	773.76	783.99	+0.20
20 Rails	173.37	175.02	171.49	173.90	-0.06
15 Utils.	106.08	107.04	105.00	106.31	inch.
65 Stcks	257.01	259.66	254.15	257.55	+0.02

Titres hors-cote

Les cours ci-dessous sur les transactions des titres hors-cote sont ceux qui ont été fournis à la Chambre de compensation et ils représentent les volumes et les prix de la vente en gros ou au détail des titres hors-cote dans le Québec.

Acadia Uranium	2200	.08	.02
A G F Special	500	3.91	3.50
Amigo Mns	500	.20	.20
Angelus Pete	1000	.30	.30
Atlantic Nick	4000	.60	.58
Bald Mountain	500	.04	.04
Bamboo Mns	200	2.65	2.65
Ben Joe Mines	3000	.55	.52
Black Cricket	500	.40	.40
Brosnan Cdn	2000	.24	.24
Cal Pow 41/2PR	40	53.00	53.00
C P I	100	15.50	15.50
Candy Mns	6000	.32	.23
Cap Dynamics	300	4.00	3.75
Caprive	9500	.28	.24
Caravan Trail	450	1.95	1.70
Chance Mining	2000	.165	.165
Chromex Mines	800	.60	.60
Clearwater	2000	.15	.15
Columbia Place	9000	.14	.13
Cons Computers	100	12.25	12.25
Cons Montclerg	2000	.07	.07
Contl Res Dev	100	16.00	16.00
Copper C Of Am	1100	.50	.50
Doral Mng	800	1.65	1.25
Drummond Die	1200	3.00	2.75
Facs	1000	3.375	3.375
F I C Classe A	1700	8.75	8.25
G B Auto	200	8.25	8.00
Great Lk Nick	2775	6.75	6.25
Gt Lk Silver	1000	.15	.15
Greyhound	2115	5.25	5.25
Hafner Fabrics	25	1.50	1.50
H M Taxsavers	800	1.15	1.10
Ind Mount Met	1000	1.70	1.70
Intl Systcoms	200	2.375	2.125
I O S	635	12.25	12.00
Ivaco	37.50	4.75	4.375
Jacobus	1000	.06	.06
Kambern Divers	200	2.625	2.625
Les Prévoyants	2300	7.75	7.25
Lon Lfe 2.00 P	800	85.00	84.00
Lyndhurst	100	.04	.04
Lynx Yell Knif	1000	.02	.02
Magnasonic	50	7.00	7.00
Mandarin Mines	2000	.19	.18
Marigot Inv	200	1.80	1.75
Murky Fault Mn	1000	1.50	1.50
Naganta Mns	3000	.52	.52
Nat Malartic	100	1.65	1.65
New Assoc Dev	11000	.155	.15
Nfld L P 51/2P	100	6.50	6.50
Nfld L P 5104P	50	6.00	6.00
New Hosco Mns	1000	1.20	1.20
New Miller	23883	.125	.10
Nickel Offsets	1200	.25	.25
Norpax	1000	.05	.05
Peoples Dept	300	17.25	17.00
Prodec Inc	1600	5.875	5.50
Radio Hill	2000	.20	.20
Radco	400	4.25	4.00
Renzy Mns	200	1.20	1.20
Res Resorts	8400	5.00	4.50
Revenue Prop	19370	.90	.75
Repley Intl	100	4.25	4.25
Sandwell Ltd	2000	12.00	12.00
San Judas	1000	1.50	1.50
Shaw Mining	500	.04	.04
Sheldon Lard	5000	0.8	.08
Space Pack	200	3.00	3.00
Systems Dim	50	12.00	12.00
Tagami	13000	.33	.30
Thunder Bay	200	3.125	3.125
Troilus	1000	.19	.19
Universal Mnl	5000	.65	.65
Westfield Min	1900	1.50	1.50
W Star Copper	4000	.20	.20
Wts Wright Har	50	.01	.01
Zodiac A	600	2.00	2.00
Zodiac Ltd	100	1.875	1.875

Les créanciers de Prudential ont retiré 5% de leur dû

PC — Les créanciers de Prudential Finance Corporation Limited qui s'est effondrée, il y a trois ans, ont reçu un remboursement initial de leurs réclamations au montant d'environ cinq cents par dollar réclamé.

Le paiement a été fait par la firme Clarkson Limited, syndic de la faillite de Prudential. Cette compagnie de finance avait fait faillite en novembre 1966, et quelque 8,500 détenteurs de billets à court terme et à intérêt élevé ont réclamé quelque $20,000,000.

Clarkson affirme que les réclamations seront probablement rencontrées à 15 pour cent, mais elle ne s'attend pas à ce que de nouveaux versement ne soient effectués avant la fin de l'année prochaine.

Le syndic a pu assembler la somme nécessaire en vendant quelques-uns des avoirs de la Prudential et en poursuivant l'opération du réseau des filiales et compagnies associées de la société en faillitte.

Les versements effectués cette semaine par la compagnie Clarkson consistaient en 5.15 pour cent des investissements faits par les détenteurs des obligations de la première série et 9.04 pour cent aux détenteurs d'obligations de la deuxième série.

Nomination chez Volkswagen Canada

TORONTO — La nomination de Jack von Karstedt comme directeur chargé des affaires régionales de la Volkswagen Canada Ltd. a été rendue publique par M. Karl L. Barths, président.

M. von Karstedt, qui était jusqu'à présent directeur national du service ventes, joignit l'organisation Volkswagen en 1956. Après avoir occupé plusieurs postes dans le service après-vente, pendant quatre années, il fut nommé gérant de district du service vente, en 1960. Ensuite il occupa le poste d'adjoint au directeur régional dans la région du Pacifique et de directeur régional de la région du Québec jusqu'à sa nomination comme directeur national du service ventes en 1967.

Dans sa nouvelle position comme directeur chargé des affaires régionales, qu'il exercera à partir du 1er janvier 1970, M. von Karstedt dépendra directement du président de Volkswagen Canada Ltd.

Price Co. et ses filiales

Hausse de 15% des ventes

Price Co. Ltd. et ses filiales rapportent des revenus nets de $7,892,000 (ou 80 cents par action) pour les neuf premiers mois de l'exercice 1969 comparativement à $4,865,000 (ou 50 cents par action) pour la même période de 1968. Les ventes totales de la compagnie sont passées de $110,409,000 à $125,619,000 ce qui représente une hausse de 14 pour cent. Selon la direction, la demande de papier-journal et celle des métaux primaires devraient continuer d'être fermes au cours des prochains mois, et comme ce sont là les deux principales sources de revenus de la compagnie, celle-ci envisage avec confiance les prochains mois.

United Corp. Ltd.

United Corporations Ltd. rapporte que la valeur nette de l'actif par action de classe "B" au 30 novembre 1969 était de $20.71. Au 31 octobre 1969, ce chiffre était de $20.28 tandis que ce montant avait été de $21.95 au 30 novembre 1968 et de $18.69 au 30 novembre 1969. La valeur nette de l'actif par action a été calculée sur les résultats non vérifiés de la compagnie pour le mois de novembre dernier.



Serge Savard

"A.C.A. Agence de Recouvrement Canada Limitée, (Allied Collection Agencies Canada Limited) une entreprise d'envergure nationale, avec bureaux d'un océan à l'autre, a le plaisir d'annoncer la nomination du joueur de hockey bien connu Monsieur Serge Savard au poste d'Adjoint — Relations Extérieures. Monsieur Savard aura ses bureaux à Montréal."

Fonds mutuels

Cours fournis par: Francis Dupont & Cie.

Fonds	Off.	Dem.
Adanac	2.46	2.69
x Affiliated Fund Inc Com	7.16	7.74
A. G. F. Special Fund	3.56	-
All Canadian Com	7.86	8.59
All Canadian Div	9.30	10.17
All Canadian Rev Growth	5.67	5.90
All Venture (Canadian)	4.26	4.65
x Business Shs (American)	3.40	3.29
American Growth	6.21	6.82
Andreae Equity	3.96	4.23
Associated Investors	5.29	5.34
Beaubran Corp	42.05	45.66
x Boston Fund Ltd	8.05	8.80
x Bullock Fund Ltd	14.29	15.65
Canada Growth Fund	6.68	7.34
Canadian Security Growth	4.95	5.42
Canadian Channing Venture	6.70	7.34
Canadian Gas & Energy Fund Pfd	13.18	14.44
Canadian Investment Fund	4.38	4.81
Canadian Trusteed Inc Fund	4.62	5.05
Canafund Co Ltd	62.03	65.13
Canagex	10.21	10.64
Champion Mutual Fund of Cda	7.55	8.25
C I Leverage	3.87	4.24
Collective Mutual Fund	7.41	8.14
Commonwealth Intl	13.45	14.74
Corporate Investors	5.90	6.45
Corporate Investors Stock Fund	6.03	6.59
x Dividend Shs	3.54	3.88
Dreyfus Fund Inc	12.80	14.03
Dynamic Fund	22.66	22.89
Exec Fund of Canada	7.51	7.88
Exec Fund (Intl)	5.66	5.94
Federated Financial	5.14	5.65
Federated Growth	5.85	6.43
x Fidelity Trend	24.59	26.87
Fonds Collectif "A"	6.58	7.19
Fonds Collectif "B"	4.81	4.96
Fonds Collectif "C"	9.28	10.14
Fonds Desjardins "A"	4.58	-
Fonds Desjardins "B"	4.34	-
G I S Compound	9.71	10.62
G I S Income	3.90	4.27
Growth Equity Fund	7.27	7.99
Growth Oil & Gas	19.79	-
Industrial Growth	5.56	6.09
Investors Growth	11.19	12.23
Investors International Mutual	7.98	8.72
Investors Mutual of Canada	5.34	5.84
I O S Regent	9.21	10.07
I O S Venture	4.71	5.15
Keystone Canada	7.00	7.69
x Keystone Canada K-2	5.23	5.72
x Keystone Custodian S-1	17.78	19.40
x Keystone Custodian S-4	5.13	5.60
x Keystone Polaris	4.12	5.51
Le fonds P. E. P.	3.07	3.34
Lexington Research	15.16	16.57
x Mass Investment Trust	15.14	16.55
x Mass Investment Growth Stocks	12.27	13.41
Planned Resources Fund Ltd	5.90	6.48
Mutual Accumulating Fund	5.41	5.92
Mutual B. I. F.	4.61	4.82
Mutual Bond	8.46	8.84
Mutual Growth	5.93	6.48
Mutual Income Fund	5.51	6.03
Natural Resources	7.84	8.57
Performance Plus	7.63	8.34
x First Participating	18.53	20.25
Prêt et revenu mutuel	7.15	7.80
Prêt et revenu américain	10.91	11.29
Principal Growth Fund	5.70	6.26
Provident Mutual Fund	4.48	4.90
Putnam Growth Fund	10.01	10.94
Radisson R. I.	3.02	-
Royfund Ltd	5.56	5.73
Spec	9.00	9.83
Taurus Fund	5.58	6.13
United Accumulative	5.07	5.57
United American	2.80	3.08
United Horizon	3.61	3.96
United Venture	4.83	5.31
Univ. Savings Equity	6.98	7.63
Wellington Fund	11.23	12.27

x En monnaie américaine.

Cours des changes

Pays	Monnaie	Cours
Afrique du Sud	Rand	1.51
Allemagne	Deutsche Mark	.2923
Angleterre	Livre	2.5773
Argentine	Peso	.0031
Australie	Dollar	1.2027
Autriche	Schilling	.0416
Belgique	Franc	.0217
Brésil	Cruzeiro Novo	.2575
Chili	Escudo	.1102
Danemark	Couronne	.1435
Espagne	Peseta	.0156
France	Franc	.1931
Hollande	Florin	.2975
Italie	Lire	.001716
Japon	Yen	.003010
Mexique	Peso	.0861
Etats-Unis	Dollar	1.07 17/32
Norvège	Couronne	.1505
Nouvelle Zélande	Dollar	1.2075
Pérou	Sol	.0248
Suède	Couronne	.2082
Suisse	Franc	.2499
Tchécoslovaquie	Couronne	.1506
Venezuela	Bolivar	.2398

Cours du dollar

MONTREAL (PC) — Le dollar américain est resté inchangé hier, et cotait toujours à $1.07 1-2 en devises canadiennes.

La livre sterling a gagné 1-8 et cotait à $2.67 11-32.

NEW YORK — Le dollar canadien est resté inchangé, hier, et cotait à 93 1-32 en devises américaines, comparativement à 93 1-8 la semaine précédente.

La livre sterling a gagné 1-8 et cotait à $2.39 45-64 à la clôture.

PRICE WATERHOUSE ET ASSOCIES



J. Claude Allard

La Société Price Waterhouse et Associés, conseillers en administration, est heureuse d'annoncer l'ouverture d'un bureau à Québec, au numéro 2525 boul. Sir Wilfrid Laurier, sous la direction de J. Claude Allard, c.a., associé résident.

Bourse de Toronto

Suite de la page 13

Northcal	3000	12	12	12	-1
N Coldstm	7100	184	180	182	-3
Northgat	3220	$13¾	13½	13¾	+⅛
N Rank	4000	43	43	43	-1
N Rock	1000	42	42	42	-6
Obaska	6000	13½	13	13½	
Opemska	1700	$12¼	12½	12¼	
Orchan	1900	390	385	390	
Osisko	3000	45	45	45	
Pamour	1000	215	211	215	-5
Paramaq	1000	7½	7½	7½	
Patino	1512	$47¼	46½	46¾	+½
Pce Expl	9700	90	86	88	
Pick Crow	z5	31	31	31	
Pine Point	351	$37	36⅞	36⅞	+⅛
Placer	950	$43	43	43	-½
Prado Exp	5130	400	375	375	-15
Preston	1326	$11⅝	11R	11⅝	+⅜
Pure bsilv	6600	320	290	299	-11
bpyramid	1000	47	47	47	-3
Que Man	1000	25	25	25	
Q Mattgmi	2400	89	86	86	4
Rayrock	4800	170	168	168	-2
Reeves	500	385	360	375	
Rio Algom	2090	$20	19½	c19½	-⅜
Rio Alg c w	775	580	565	575	
Roman	2525	$10½	10½	10⅛	+⅛
Ryanor	9500	18	18	18	-½
St Fabien	4200	24½	22½	24½	+2½
Satellite	1500	21	21	21	
Sherr	13268	$18½	17⅛	18¼	-⅛
Sigma	z5	450	450	450	
Silvrflds	900	270	270	270	
Sil Miller	2800	10	10	10	
Samq	18000s	29	28	28½	-1
Sisco	4325	300	295	300	
Steep R	3790	415	405	405	-5
Sud Cont	700	32	32	32	-1
Sullivan	1392	745	725	725	-5
ateck Cor A	220	820	780	805	-5
Teck Cor B	500	715	715	715	-15
Texmt	23500l	75	69	75	+5
Tex-Sol	1500	40	40	40	+2
Thom L	1000	31	31	31	
Tombill	4200	131	130	130	-2
Toronit	2800	64	64	64	+1
Torolont	551	7	7	7	
Towag	12000	31	30	30	-2
Tribag	2950	126	124	126	+1
Trin Chib	6750	31	29	29	-1
U Mining	2005	30½	30½	30½	
U sbestos	700	470	450	460	-40
Un Keno	1000	680	680	680	+5
Upp Can	1450	220	217	217	-8
Urban Q	1000	14	14	14	+½
Vespar	2100	41	40	40	-3
West Mine	3000	345	340	345	-5
Wilco	4400	35½	35½	35½	-½
Windfall	2000	16	16	16	
Wr Harg	5125	190	185	185	-5
Yk Bear	4300	660	625	640	-25
Young HG	6800	7	7	7	-½
Yukon C	1100	170	70	170	-5
Zenmac	z315	11	11	11	
Huiles et pétroles					
Alt EG	13445	600	550	585	-X⅛⅛
Alminex	4125	555	540	550	-5
AXM Leduc	7000	15½	15	1t	
A Quasar P	300	200	190	190	-c5
Asamera	600	$20⅛	19⅛	20	
Banff	2208	$10⅛	10½	10½	
Bralsa	100	305	305	305	
Calvert	3000	24½	24	24	-½
CS Pete	3850	520	500	515	+5
CS Pete w	200	335	335	335	
C Dehi	100	435	435	435	-50
C Ex Gas	1150	495	460	495	+25
C Gridoil	700	$10½	10⅛	10½	
C Homestd	400	c$15	15	15	-½
C Ll Pete	1200	102	98	98	
Cdn Sup O	5800	$27⅞	27⅛	27½	c
Cdn Tricnt	10p	$10⅛	10⅛	10⅛	-⅛
Cent Del	2160	$12⅛	11⅞	12⅛	+⅛
Charter Ol	6700	9w5	900	900	-20
Chieftan D	9707	$12	11½	12	+½
Clark Can	1300	280	270	270	-10
C East Cr	100	310	310	310	-5
Dynam	18400	152	145	152	+1
Ensign Oil	550	335	330	330	-5
French Pt	16t0	700	695	695	
Gr Plains	250	$25	24⅛	24⅛	-⅛
Gt COilsds	100	485	485	485	
Int Helium	1100	48	45	48	
Midcon	8692	58	58	58	
Mill C	15000	190	182	190	-5
Nat Pete	1100	370	360	360	-10
N Cont	13600	114	110	111	-6
N Dav	27500	19	18½	19	+1
Northld	4700	56	53	55	
Numac	3030	695	655	695	+10
Okalta	1115	28	28	28	-1
Permo	19970	93	91	93	-1
Peruv	3000	40	40	40	
Pinnacle P	4000	121	110	110	-11
Place G	5500	171	165	166	-6
Ponder	5850	90	81	90	+2
Ranger	1550	935	915	915	-10
Reserve O	410	950	950	950	-$75
Scurry Rn	215	$21½	21½	21½	
Spooner	9705	270	253	265	
Triad Oil	4025	c410	395	395	-15
U Canso	200	460	460	460	
U Canso w	250	300	300	300	
Un Reel P	5500	30	28	28	-3
Ulster Pet	7095	197	175	185	-18
Vandoo	4100	17	16	17	+1
Voyager P	6750	510	490	490	-10
Aespac	4000	32	31	32	
Wcoast P	z50	850	850	850	
W Decalta	7670	750	715	720	-25
W Decl w	2200	380	350	375	-20
World bwde	100	350	350	350	-10

HERBERT A. WATTS (QUEBEC) LIMITED



RENE C. RIVEST

Le conseil d'administration de Herbert A. Watts (Quebec) Limited a le plaisir d'annoncer la nomination de M. René C. Rivest au poste de Directeur — Opérations. La nomination de M. Rivest au Conseil d'administration reflète l'augmentation de ses responsabilités au sein de l'organisation Watts.

Basf à Laval
Une firme américaine construira l'usine

La BASF Canada Ltd. a révélé que c'est la société Hudson Engineering Corporation, de Houston, au Texas, qui a été choisie pour construire son usine d'oxo-alcool de Laval, au Québec.

M. O. W. Beltzner, vice-président de la BASF Canada Ltd, membre en pleine propriété du groupe BASF, a déclaré que cette usine constitue la principale partie du complexe chimique de 35 millions de dollars, actuellement en construction à Laval. L'usine, qui est la premiere du genre à être érigée au Canada, fera usage du nouveau procédé de la BASF pour produire de l'éthyl-2-hexanol et du n-butanol, deux produits essentiels à la fabrication des acrylates, des esters employés comme parasiticides et, plus particulièrement, des plastifiants. Lorsque cette installation commencera à fonctionner en 1971, elle produira annuellement 100 millions de livres d'éthyl-2-hexanol et de n-butanol. C'est la société Union Carbide Canada Ltd. qui, depuis ses installations de Montréal-Est, approvisionnera l'usine en propylène.

Indices des obligations à N. Y.

	20 Rails	10 Ind.	10 Util.	10 Frgn.	10 L-Y
Hier	57.7	82.1	76.1	89.7	73.4
La veille	57.7	82.1	75.6	90.3	73.1
Sem. der.	58.3	82.4	75.9	90.3	73.8
Mois der	59.2	82.8	76.9	89.5	74.9
An dernier	64.6	87.5	78.7	88.8	79.1
1969 haut	64.3	87.0	79.3	92.9	79.6
1969 bas	57.7	80.2	75.6	89.1	73.1
1968 haut	66.3	91.0	81.4	90.2	82.3
1968 bas	63.8	85.8	78.3	88.0	78.4

NOMINATIONS A CP HOTELS



F. J. Irving



A. J. Domenico

Le vice-président exécutif de CP. Hôtels, M. C. G. Burton, annonce les nominations suivantes: F. J. Irving, vice-président, expansion; A. J. Domenico, vice-président et directeur commercial.

BOURSE DE MONTRÉAL

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
Abitibi	452y	$12	11¾	12	D ⅛
Alcan	1560	$27¼	27⅛	27⅜	
Algoma Stl	1040	$14	13⅞	14	
Ang C P P	100	$6¾	6¾	6½	-¼
Aquitaine	5700	$20½	20	20	-⅜
Argus C pr	100	$11½	11½	11½	-½
Argus 2.60 pr	100	$35	35	35	-1½
Asbestos	1534	$25½	25⅛	25⅛	-1⅛
At Sug	200	$6⅛	6⅛	6⅛	-⅛
Bank Mont	8328	$16⅞	16⅛	16⅞	+⅛
Bank NS	9500	$22¼	22½	22⅝	-⅛
Bk NS rts	38896	46	46	45	1
B Can NA	1740	$11⅞	11⅞	11⅞	-⅛
B Prov Can	650	$9⅞	9½	9⅞	+⅛
Bell Canad	5195	$42½	42¼	42⅜	
Bomb Ltd	175	$19½	19½	19½	
Brascan	715	$15	14⅞	14⅞	-⅛
Br C Phone	10	$68½	68½	68½	-½
Brinco	305	$5⅛	5⅛	5⅛	+⅛
Bruck B	100	$11½	11½	1x½	
CAE Ind	405	$7	6¾	7	+¼
Can Cemnt	6531	$30½	29	29	-1
Can Pack	300	$19½	19½	19½	
Can Arena	564	$14¼	14	14	-¼
Can Brew	3665	$9	8⅞	8⅞	-⅛
Can Br A A	450	$20	20	20	-1⅛
Can Im BC	2375	$22¼	21⅞	22	-⅛
Can Intl Pow	450	$25	25	25	-½
Can Marconi	175	475	475	475	-5
Can Pa I pr	1375	$30½	30½	30½	
Can Pa I wt	2155	720	705	715	-5
Can Pac R	3320	$67	65½	67	-1
C P R 300 pr	300	$9	9	9	b8 2
Can Tire A	2000	$66b4	66½	66½	-⅛
Canron	500	$17½	17¼	17¼	
Cent Del Rio	150	$11⅞	11⅞	11⅞	-⅛
Charter Ind	3250	$7½	7½	7½	
Chemcell	2145	$9⅞	9⅞	9⅞	-⅛
Col Cell pr	100	$18	18	18	-1½
Compro	100	225	225	225	-180
Cominco	2410	$31	30⅞	31	
Con Bath	1107	$22¼	22	22¼	-⅛
Corby B	30	$26	}6	26	+¼
Coronation	100	160	x60	160	
Couvrette	100	$7¼	7¼	7¼	
Crain R L	525	$21⅞	21⅝	21¾	-⅛
Crush	265	$14½	14½	14½	
Cum Prop	200	$11	11	11	
Dist Seag	530	353½	53½	53½	-⅛
Dom Bridge	420	$14⅛	14⅛	14⅛	+ X
Dofasco	858	$22⅞	22½	22½	-½
Dom Stores	1700	$13½	13½	13½	-⅛
Dom Text	830	$12½	12½	12½	-½
Domtar	4300	$14¼	14⅛	14½	-⅛
Donohue	50	$10½	10⅞	10½	+½
Du Pont	245	$26	25½	26	
Dupuis A	825	$6½	6⅛	6¼	-½
Falcon	425	$163⅛	162½	162½	-2½
Fam Hlyrs	1100	$12	12	12	-⅛
Fin Coll	2500	$10	9½	10	+½
French Petrl	125	695	695	695	-5
Gaz Metro N	210	$6½	6½	6¼	+½
Glengair	2345	435	425	430	
Glengr wts	600	260	250	260	-30
Great Lk Pa	2300	$23½	23½	23½	-½
Greyhound	540	$5⅞	5¼	5⅞	+⅛
Gulf Oil C	976	$16½	16⅞	16⅞	-⅛
Home A	2550	$28½	27	28!	+1
Hud Bay MS	93	$81½	81½	81½	-1w2
Hunt D Ltd	200	$11⅛	11⅛	11⅛	
Husky Oil	720	$12⅜	12½	12⅜	
Imp Oil	3210	$16¼	16½	16⅞	

	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	Ch.
Imp Tob	400	$12	11¾	11¾	-⅛
Ind Accept	5900	$14¾	14⅝	14⅝	-⅛
Ind Acc wts	200	510	470	470	-85
Int Nickel	6554	$45½	44⅝	45	-½
Int Util	1950	$27	26¼	26¾	-½
Int Pipe L	2620	$22½	22b1	22⅜	-⅛
Int Pl wts	100	$10⅝	10⅝	10⅝	+⅛
Inv Grp A	1700	$11	10⅞	11	+⅛
Inv Gr Pr	25	$25⅞	25⅞X	⅛⅛⅛	-⅛
Jamaic PS	16000	58	57	58	+2
James Un In	300	$5½	5½	5½	-½
Kaiser	200	$16½	16½	16½	-½
BKoffler Store	200	$12¼	12¼	12¼	-½
Labatt	25	$29½	29½	29½	
Labatt Pr	915	329	28¼	28¼	-⅛
Loblaw A	400	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Loblaw B	2000	$7	6⅞	7	+⅛
Loeb M	100	$6⅞	6⅞	6⅞	+⅛
Macmiln	550	$32⅞	32⅞	32⅞	-⅛
Marche Un	200	$7	7	7	
Maritime Tel	355	$16	15¾	15¾	-⅛
Mass Ferg	3495	$16½	16	16⅛	
Melchers	1375	$13⅛	13	13	-⅛
Molson A	550	$21½	21½	21½	-½
Monenco	160	$8½	8½	8½	-⅜
Mont Trust	130	$12½	12½	12½	
BMoore Corp	2350	$35⅞	34⅞	3⅞	-⅛
N B Tel	211	$12	12	12	
Nfld Light	225	$7½	7½	7½	
Noranda	2089	$35⅞	34½	35⅞	+1½
Nor Cent G	3000	$14½	c13⅞	14	-½
NS LP	250	$7⅞	7⅞	7⅞	-⅛
Oshawa A	100	$25½	25½	25½	-⅛
Pow Corp	1500	$12½	11⅞	11⅞	-⅜
Price	2912	$16(	16	16½	+⅛
Radio Eng	100	$31	31	31	
Readers Dig	400	$6	6	6	+½
Redman A	502	$15½	15½	15½	-½
Rio Algom	565	$20	19¼	19¼	-½
Rolland A	100	$5½	5½	5½	
Ronalds	100	$18	18	18	
Roth Pr B	900	$21½	21½	21b4	
Royl Benk	5540	$22⅛	22	2w⅛	-⅛
Royl Trust	2710	$27½	27	27	-⅛
Scott Las	210	$28⅞	28½	28⅞	+⅛
Scotts Rest	500	$9⅞	9½	9½	-½
Simps	1600	319½	19	19	-⅛
Simpsons S	100	$27	27	27	
Soc Gen DF	1215	$9½	9	9½	+½
Southam	275	$63½	63½	63½	+½
Stand Str Stl	200	300	300	300	+5p
Steel Cin	2548	$21⅞	21⅞	21⅞	
Steinbg A	205	$11	11	11	
Superior El	5650	$6	5½	6	+⅛
Texaco Can	200	$24⅞	24b3	24⅞	
Tor Dom	1350	$22½	22	22¼	+C⅛
Traders G A	100	$10¼	10¼	10⅞	-½
Trans C 275	200	$61½	61½	61½	-2½
Trans Mt P	1020	$16	15⅞	15⅞	-⅛
Triad	200	400	400	400	-5
Trizec	7455	130	130	130	-5
Tr G CanPr	372	$28	28	28	+1½
Union Oil	150	$42	42	42	
Velcro Ind	995	$37	35½	35½	-1½
Walk GW	625	$46½	46⅞	46¼	
Warn Hersy	100	$9⅞	9⅞	9⅞	
Webb Knap	1600	20	20	20	-2
Westb Ind	100	$10½	10½	10½	-½
Z Pac Prod	1200	480	480	480	-20
Weston	2225	$22½	22½	c22¼	-½
Woodw Store	100	$19w4	19½	19½	-½
Zeilers	330	$12⅞	12⅞	12⅞	+⅛

Quand vous louez une automobile, n'y allez pas au hasard.

Exigez une Chevrolet, la prochaine fois que vous vous adresserez à une agence de location de voiture. Ainsi, vous serez sûr d'obtenir quelque chose de spécial. La douceur exceptionnelle d'une suspension mise au point par ordinateur, un intérieur aussi spacieux que luxueux, une voiture d'une ligne prestigieuse . . . tout cela souligne ce qui vous manque quand vous louez une voiture d'une autre marque. De plus, Chevrolet vous permet de choisir parmi de nombreux modèles . . . et vous donne de nombreux motifs de vous réjouir de votre choix.

Quand vous parlerez à votre agent de location d'automobile, employez le mot juste: Chevrolet. Et tenez-vous en à celui-là!

GM SYMBOLE D'EXCELLENCE

CHEVROLET

Allez de l'avant... louez une Chevrolet.



l'information sportive

La saison se termine le 21 décembre à B-B, mais reprend dès le 7 janvier

C'est une soirée de relâche ce soir à Blue Bonnets et quand l'activité reprendra demain, il ne restera plus que neuf programmes avant la fin de la saison 1969, qui prendra fin le 21 décembre.

Par ailleurs, la saison 1970 prendra son élan mercredi, le 7 janvier, pour une période de 273 jours de courses. Tous les programmes sauf 63 seront consacrés aux courses sous harnais, tandis que le reste formera la réunion de courses sur le plat du 8 août au 19 octobre.

A compter du 7 janvier, il y aura courses seulement trois fois la semaine, les mercredi, vendredi et dimanche, et cela jusqu'au 1er février.

Du 2 février au 6 mars, le lundi sera ajouté et du 7 mars au 13 avril, il y aura aussi courses le samedi.

Le calendrier régulier de six programmes par semaine reprendra le 14 avril, alors que sera ajouté le mardi.

Parmi les événements majeurs de 1970, il y aura la semaine du Grand Circuit à Blue Bonnets du 14 au 21 juin, durant laquelle les meilleurs trotteurs et ambleurs de deux et trois ans feront la joie des amateurs. Incidemment, l'année prochaine marquera le 99e anniversaire du Grand Circuit en Amérique du Nord.

Entre-temps, la soirée de vendredi sera marquée d'un amble "conditions" d'un enjeu de $2,500, qui fera s'affronter six chevaux.

Armbro Granite devrait alors être le cheval à vaincre. Les deux aspirants principaux seront King Tar et Lachance Mir, tandis que les autres seront Betty N'Brewer, Shepherds Delight et Byrd Time.

Une autre course pour ambleurs, verra huit chevaux tenter de s'approprier la grosse part de la bourse de $2,200.

Trois jeunes chevaux devront être surveillés dans cette course. Il s'agit de Star Brook, Hickory Stout et Lively Stepper. Lively Stepper par exemple, a gangé 11 de ses 24 courses; Hickory Stout, huit sur 23, et Star Brook, sept sur 12.

Pléiade d'étoiles au dîner des célébrités

Le troisième banquet annuel des Célébrités Sportives, qui aura lieu demain en l'hôtel Le Reine Elizabeth, présentera dix étoiles du monde des sports.

Toutefois, la salle de bal, qui recevra 1,000 convives comptera plusieurs autres personnalités du monde sportif.

Plusieurs porte-couleurs du Canadien de Montréal, tout comme des membres des Expos et des Alouettes seront présents.

Le comité de sélection a laissé entendre que cinq athlètes canadiens biens connus seraient présentés d'une façon spéciale à la foule.

Il s'agira de Robert Bédard, médaille d'or au tennis aux récents Jeux du Canada à Halifax; George Eaton, le premier canadien à joindre une équipe de courses internationale Grand Prix; Dave Fleizer, joueur de football des Redmen de McGill, choisi le joueur de collège de l'année au Canada pour la saison 1969, et Madeleine Roberge et Chun Hon Chan, les athlètes féminin et masculin de la Palestre Nationale en 1969.

On sait que tous les bénéfices du banquet seront versés au Tiny Tim Fund du Montreal Children's Hospital.

LES ÉTOILES 1969 DE LA LAF — OFFENSIVE



Voici l'équipe offensive toute-étoile de la ligue américaine de football pour l'année 1969, telle que choisie par les experts de la presse associée. (Téléphoto PA)

Françoise Macchi enlève les honneurs de l'épreuve du critérium de la 1ère neige

VAL D'ISERE (AFP) – La saison 1969/70 de ski alpin s'est ouverte hier matin à Val d'Isère par le slalom géant féminin du "criterium de la première neige", première compétition comptant pour la "Coupe du Monde", qui, comme l'an dernier, a été remporté par la jeune française Françoise Macchi, qui a nettement battu de 74/100 èmes de seconde la petite Américaine Barbara Cochran et de 98/100 èmes de seconde sa coéquipière Michèle Jacot.

Cette première épreuve, disputée par un temps ensoleillé superbe, a permis à la France de prendre la tête de la "Coupe du Monde de ski alpin" avec 40 pts devant les Etats-Unis 26 pts, l'Autriche 15 pts, le Canada 8 pts et l'Allemagne de l'Ouest 6 pts.

Cette course a également permis la confirmation de la grande valeur de Barbara Cochran et de Michèle Jacot, toutes deux âgées de 18 ans, et surtout de l'Autrichienne Anne-Marie Proell et de la Canadienne Betsy Clifford, 4ème et 5ème, qui n'ont que 16 ans. Betsy avait pris la 5ème place de la descente de Grindelwald avant de se blesser à St. Gervais. Il y a deux ans, Nancy Greenenous avait dit le plus grand bien de sa jeune compatriote qui parfois était parvenue à la battre à l'entraînement, ce qui constituait déjà une singulière référence. Betsy Clifford peut dès cette saison s'imposer parmi les cinq ou six meilleures skieuses mondiales.

Voici le classement du slalom géant féminin du critérium de la première neige, disputé à Val d'Isère.

1) – Françoise Macchi (Fra) 1'49"81
2) – Barbara Cochran (EU) 1'50"55
3) – Michele Jacot (Fra) 1'50"79
4) – Anne-Marie Proeil (Autr) 1'50"94
5) – Elizabeth Clifford (Canada) 1'50"95
6) – Rosi Mittermaier (All-O) 1'50"99
7) – Marilyn Cochran (EU) 1'51"24
8) – Gertrud Gabl (Autr) 1'51"2432
9) – Karen Budge (EU) 1'51"83
10) – Bernie Rauter (Autr) 1'52"04

Annie Famose a abandonné.

Voici le classement des Américaines et Canadiennes dans le slalom géant féminin de Val d'Isère:

25) – Ann Black (EU0 1'54"11
30) – Rosie Fortan (EU) 1'55"82
31) – Suzan Corrock (EU) 1'55"93
33) – Patty Boydstun (EU) 1'56"60
38) – Diane Culver (Canada) 1'57"16
39) – Debbie Flanders (EU) 1'57"44
40) – Karen Middleton (EU) 1'57"48
44) – Cheryl Bechdolt (EU) 1'57"57
48) – Karen Korfanta (EU) 1'58"55
50) – Laurie Kreiner (Canada) 1'58"83
64) – Judy Crawford (Canada) 2'00"74

L'Américaine Judy Nagel a abandonné.

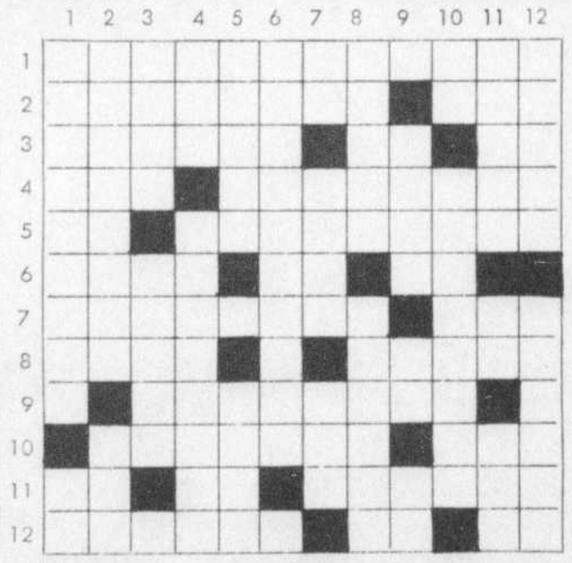
Stages de formation à La Calèche & Edphy

Dans le but de préparer des instructeurs de ski en fonction de l'enseignement aux enfants, les bases de plein air La Calèche et EDPHY organisent un stage de 36 heures qui débutera en fin de semaine à l'auberge La Calèche.

Sous la direction de l'éducateur-responsable du ski, Justin Bournival, les cours auront lieu les 12, 13 et 14 décembre pour se poursuivre les 19, 20 et 21 décembre.

Le stage permettra à des skieurs moyens et avancés de se sensibiliser non seulement à l'aspect technique du ski mais surtout aux notions fondamentales sur le plan pédagogique. Le programme comporte des leçons sur la croissance de l'enfant, l'évolution psychologique, la méthodologie, la didactique et des cours pratiques avec un groupe d'enfants.

les MOTS CROISÉS du Devoir



Horizontalement

1– Qui appartiennent à l'épilepsie.
2– De grandeur démesurée. – Sainte.
3– Appendice charnu qui pend à l'entrée du gosier. – Obtenu. – Deux.
4– Adresse. – De l'Europe.
5– Quatre. – Qui est conforme à l'usage habituel.
6– Une fleur. – Métal précieux. – Etain.
7– Pierre fine (plur). – Pièce de la charrue.
8– Te rendras. – Pénètre.
9– Se dit d'une fleur qui ne possède que des étamines.
10– Fait de nouveau. – Atome électrisé.
11– Hélium. – Tour. – Affront public.
12– Recevoir favorablement. – Dans. – Erbium.

Verticalement

1– Rendre plus clair. – Interjection.
2– Munir. – Au Sahara, désert de pierrailles.
3– Très petite île. – Arrêt ou ralentissement d'un liquide organique qui circule.
4– Portion d'un tout partagé entre plusieurs. – Acier spécial au titane et au cobalt.
5– Suivre une action en justice. – Foyer de la cheminée.
6– Nom supposé sous lequel certains auteurs publient leurs ouvrages.
7– A toi. – Verbe gai. – Se rendra.
8– Troisième partie de l'intestin grêle. – Moutarde noire.
9– Arbre de Malaisie. – Venu au monde. – Douze mois.
10– Usages. – Physicien allemand surtout connu pour sa création de la théorie de la relativité.
11– Canal qui amène l'eau de mer dans les marais salants. – Métal précieux. – Personne sotte.
12– Filet de pêche triangulaire. – Entourer.

Solution d'hier



Avis publics

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
NO 781477
PAUL HART, résidant en les Cité et District de Montréal
Demandeur
-vs-
KLAUS WAGNER autrefois, domicilié en les Cité et District de Montréal maintenant d'adresse inconnue et al.
Défendeurs
PAR ORDRE DE LA COUR:
Le défendeur KLAUS WAGNER est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.
Une copie du Bref d'assignation et de la déclaration a été laissée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.
MONTREAL, ce 9 décembre 1969
MARIUS D'AMOURS P.C.S.M.
Mes PERREAULT & DUVAL
50 Place Crémazie ouest, no 606
Montréal P. Q.

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
NO 782670
SUCCESSION DE FEU ABRAHAM LITEL, de son vivant Exécutif des Cité et District de Montréal.
Demandeur
-vs-
ANTHONY G. GOUNARIS, de Londres, Angleterre, autrefois des Cité et District de Montréal
-et-
CHRONIS (RONNY) COMMINOS, 3 avenue Perdtemps, Nyon, Canton de Vaud, Suisse.
-et-
GUILDO MOSSERI, 34 boulevard Maillot Neuilly sur Seine, France.
Défendeurs
PAR ORDRE DE LA COUR
Les défendeurs ANTHONY G. GOUNARIS, CHRONIS (RONNY) COMMINOS GUIDO MOSSERI, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.
Une copie du Bref d'assignation et de la déclaration a été laissée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.
MONTREAL, ce 9 décembre 1969
MARIUS D'AMOURS P.C.S.M.
Me ARTHUR H. STECKLER,
445 ouest Jean-Talon, no 405
Montréal, P.Q.

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
(Division des Divorces)
Greffe des divorces
Division de Montréal
No 6442
DAME MONICA TICEHURST, résidant en les Cité et District de Montréal.
Requérante
-vs-
HUGH RODGER EAGLESHAM, autrefois des Cité et District de Montréal, maintenant d'adresse inconnue.
Intimé
PAR ORDRE DE LA COUR:
L'Intimé HUGH RODGER EAGLESHAM est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 60 jours de la dernière publication.
Une copie de la REQUETE EN DIVORCE a été laissée à la Division des Divorces de Montréal à son intention.
Prenez de plus avis, qu'à défaut par vous de signifier et de déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la Requérante procédera à obtenir contre vous par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'elle sollicite contre vous.
Montréal, ce 8 décembre 1969
JACQUES PERRON
Registraire
Me RAYMOND A. CARTWRIGHT,
795 Place du Canada,
Montréal 101, Qué.

AVIS
AVIS EST DONNE QUE MARGARET NOREEN DENMARK, COMMIS VENDEUSE ET DEMEURANT A 25 KILLARNEY GARDENS DANS LA CITE DE POINTE CLAIRE, DISTRICT DE MONTREAL DEMANDERA AU SECRETAIRE PROVINCIAL DE LA PROVINCE DE QUEBEC DE CHANGER SON NOM A MARK NOLAN DENMARK.
Montréal, le 3 déc. 1969
Norman S. Kessner, avocat
555 Dorchester ouest, Montréal
Procureur du Pétitionnaire

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
No 778466
BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé ayant son siège social et principale place d'affaires dans les Cité et District de Montréal.
Demanderesse
-vs-
JACQUES CAVELLARO, autrefois de Ville Brossard district de Montréal maintenant d'adresse inconnue
Défendeur
PAR ORDRE DE LA COUR
Le défendeur JACQUES CAVELLARO, est par les présentes requis de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.
Une copie du Bref d'Assignation et de la déclaration a été laissée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.
MONTREAL, ce 9 décembre 1969
MARIUS D'AMOURS, P.C.S.M.
Mes GAUTHIER & DORAIS,
221 ouest St-Jacques,
Montréal, P.Q.

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
NO; 782604
JEAN-GUY LANTHIER, résidant à Ville Laflèche, district de Montréal, et DAME THERESE DESGROSEILLERS, épouse commune en biens de Jean-Guy Lanthier, de mêmes lieux
Demandeurs
-vs-
TOWERS MARTS & PROPERTIES LTD, corporation légalement constituée ayant son siège social et principale place d'affaires dans la Ville de Toronto, Province d'Ontario & Als.,
Défenderesses
PAR ORDRE DE LA COUR:
La défenderesse, TOWERS MARTS & PROPERTIES LTD, est par les présentes requise de comparaître dans un délai de 30 (trente) jours à compter de la dernière publication.
Une copie du Bref d'assignation et de la déclaration a été laissée au Greffe de la Cour Supérieure de Montréal à son intention.
MONTREAL, ce 8 décembre 1969
MARIUS D'AMOURS, P.C.S.M.
Mes BRISSETTE ST-JACQUES & DUREAULT
3 ouest rue St-Charles,
Longueuil, P.Q.

CITE DE WESTMOUNT
Règlement 737
Avis public est par les présentes donné qu'une assemblée publique des électeurs-propriétaires d'immeubles situés dans la Cité de Westmount, était dûment convoquée par avis public et tenue à l'hôtel de ville de Westmount, à huit heures dans la soirée de jeudi, 4 décembre 1969, relativement au règlement intitulé "REGLEMENT EN VUE D'AMENDER LE REGLEMENT 655 REGLEMENTANT LES ZONES RESIDENTIELLES, COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES".
Ledit règlement 737 était par la suite donné en seconde lecture et était adopté par ledit Conseil lors d'une réunion générale tenue à la Salle du Conseil, lundi 8 décembre 1969.
Les détails se rapportant à ce dit règlement sont contenus au complet dans le règlement 737 lequel est à la portée, pour vérification, de toutes les personnes intéressées, au bureau du Greffier, hôtel de ville, Westmount.
Donné à Westmount ce huitième jour de décembre 1969
P. M. McENTYRE
Maire
R. B. SEAMAN
Greffier

AVIS est par les présentes donné que le contrat en date du 25 novembre 1969 par lequel Ja-Nel Enterprises Ltd (Chic Enterprises) a transporté et cédé toutes ses dettes de livre, présentes et futures, à la Banque de Montréal, à titre de garantie, a été enregistré au bureau de la Division d'Enregistrement de Montréal le 8 décembre, 1969, sous le no 2179816. Banque de Montréal le 8 décembre 1969.

"Vous êtes par ces présentes informé que "GERALD GROSHINSKY" demeurant à 5726 McAlear Avenue, Ville de Côte St-Luc, District de Montréal, fera application au Lieutenant Gouverneur en Conseil qu'un Ordre soit adopté changeant son nom légalement à "GERALD GROSS".
Gordon Zelman

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le public est avisé que Canadian Pacific Railway Company s'adressera au Parlement du Canada au cours de la présente session, de la prochaine ou de la suivante, pour qu'une loi soit adoptée, l'autorisant à acquérir de la Cornwall Street Railway Light & Power Company, Ltd. son entreprise de triage dont l'activité s'exerce en la ville et aux abords de Cornwall, province d'Ontario.
MONTREAL, ce 17e jour de novembre 1969
CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Secrétaire
T.F. Turner

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR PROVINCIALE
NO 229336
SOLOMON ARY, marchand, de la Cité de Laval, District de Montréal, faisant affaire dans le district de Montréal, sous le nom et raison sociale "Ary Paint & Wallpaper Red'g",
demandeur
-contre-
GHISLAIN FORTIN, autrefois domicilié et résidant dans la cité de Laval, district de Montréal, et maintenant de lieux inconnus,
défendeur
IL EST ENJOINT à GHISLAIN FORTIN à l'intention duquel une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe de cette Cour, de comparaître dans un délai de trente (30) jours.
Montréal, le 5 décembre 1969
Claude Dufour
Greffier-adjoint
Me Jack B. Bobrove,
Suite 212
1117 rue Ste-Catherine Ouest,
Montréal, P. Québec.
Avocat du demandeur

Canada
Province de Québec
District de Montréal
COUR SUPERIEURE
Division des divorces
Greffe des divorces
Division de Montréal
no 6612
ELIZABETH DAY, ménagère, des Cité et District de Montréal, résidant au 3940 avenue Benny
Requérante
-vs-
OVILA MAURICE SAUVE, autrefois des Cité et District de Montréal, et présentement de lieux inconnus
Intimé
Par ordre de la Cour, L'intimé est par les présentes requis de comparaître dans un délai de soixante jours suivant la dernière publication et qu'à défaut par vous de signifier ou déposer votre comparution ou contestation dans les délais susdits, la requérante procédera à obtenir contre vous, par défaut, un jugement de divorce accompagné de toute ordonnance accueillant les mesures accessoires qu'elle solliciter contre vous. Une copie de la requête en divorce a été laissée au greffe des divorces à l'intention de l'intimé.
MONTREAL, 31 octobre 1969
JACQUES PERRON
Régistraire
MM. CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA, REIS & BRONSTEIN,
suite 3635
1 Place Ville Marie
Montréal, Québec
Procureurs de la requérante

COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, CARDINAL, ROY & CIE
Comptables agréés
ALAIN BELZILE, C.A.
PIERRE CARDINAL, C.A.
CLAUDE ROY, C.A.
RONALD PERRON, C.A.
2345 est, Bélanger
Montréal 729-5226

LUCIEN DAHMÉ, C.A.
Comptables agréés
276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 845-4194

PROVOST & PROVOST
Comptables agréés
ROGER PROVOST, C.A.
ROLAND PROVOST, C.A.
928 est, boul. St-Joseph
526-1661

VIAU & ROBIN
Comptables agréés
LUCIEN D. VIAU, C.A.
H. LIONEL ROBIN, C.A.
JACQUES R. CHADILON, C.A.
ARMAND H. VIAU, C.A.
J. SERGE GERVAIS, C.A.
CLAUDE QUINTAL, C.A.
WAGUIH BOULOS, C.A.
4926 ave. Verdun, Verdun
769-3871

Duval, Buteau & Cie
COMPTABLES AGRÉÉS
159 ouest, rue Craig, Montréal 1 861-9987

Mallette, Normandin & Cie
René de Cotret & Cie
Comptables agréés
Jean Ostiguy, C.A. — Yvon Normandin, C.A. — Paul-André Lachance, C.A.
Louis-P. Morin, C.A. — Michel Motard, C.A. — Gaston Robitaille, C.A.
Pierre J. Seguin, C.A. — Paul-E. Mallette, C.A. — Jacques René de Cotret, C.A.
André St-Arnaud, C.A. — Gilles R. Normandin, C.A. — Robert R. Menard, C.A.
Bernard Proulx, C.A. — Paul René de Cotret, C.A. — André Roussel, C.A.
Pierre D. Bouchard, C.A. — Bertrand Dumais, C.A. — Gerald L. Prefontaine, C.A.
Jacques Lamarche, C.A. — Gilles Choquette, C.A. — Vincent A. Potenzoue, C.A.
Leopold Beauchemin, C.A. — Jean-J. Lecavalier, C.A. — André Masse, C.A.
Guy Lefebvre, C.A. — André Fournier, C.A. — Conrad Brossard, C.A.
Jean La Couture, C.A. — Robert Belliveau, C.A. — Rene Chenier, C.A.
1440 o., Ste-Catherine, Montréal - 866-2891
Ottawa - Hawkesbury - Québec - Drummondville - Nicolet
Trois-Rivières - St-Jérôme - Gatineau - Chicoutimi

THORNE, GUNN & CIE
Incorporant
AIMÉ GALARNEAU & CIE
Comptables agréés
R.J.P. Dawson, C.A. — J.F. Lewis, C.A. — C.A. Poissant, C.A.
D.P. Aitkens, C.A. — J.D. Hogg, C.A. — A. Galarneau, C.A.
D.M. Long, C.A. — G.R. McPhee, C.A. — J.M. Broome, C.A.
H.J. Garbacz, C.A. — W.G. Hogg, C.A. — E.G. Ward, C.A.
P. Gouvreau, C.A. — I.A. Wright, C.A. — K.S. Vance, C.A.
L.L. Groves, C.A. — D.W. Smith, C.A. — B.T. Dent, C.A.
R.A. Ross, C.A. — M.B. Turcotte, C.A. — R.M. White, C.A.
P. Cloutier, C.A. — B.M. Courville, C.A. — L.P. Charest, C.A.
R.B. Savoie, C.A. — R. Boudreau, C.A.
800 Place Victoria, Suite 2604 - Tél. 878-3011
Bureaux à travers le Canada et correspondants dans le monde entier

Samson, Bélair, Côté, Lacroix et Associes
Comptables Agréés
Maurice Samson, C.A. — Lucien P. Bélair, C.A. — Leon Côté, C.A.
Jean Lacroix, C.A. — Lionel Roussin, C.A. — Hensley Bourgouin, C.A.
DeBard Huot, C.A. — Raymond Fortier, C.A. — Albert Garneau, C.A.
Clement Primeau, C.A. — Benoit Sylvain, C.A. — Pierre Lesage, C.A.
Vianney Forget, C.A. — Dennis Bell, C.A. — Pierre Chouinard, C.A.
Pierre Borry, C.A. — Raymond Cavillard, C.A. — Gilles Trahan, C.A.
Adrien Côté, C.A. — Marcel Ducharme, C.A. — Marcel Mercier, C.A.
Gilles Levesque, C.A. — Jean-Paul Boyer, C.A. — Pierre David, C.A.
Real Auger, C.A. — Emile Mallette, C.A. — Robert Gariepy, C.A.
Jean-Paul Barbeau, C.A. — Emilien Gauthier, C.A. — Marthe Gauthier, C.A.
Jacques Miller, C.A. — Bertrand Laroche, C.A. — Roland Truchon, C.A.
Jean Favreau, C.A. — Pierre Pharand, C.A. — Clement Duchesne, C.A.
Paul-A. Michaud, C.A. — Roland Levesque, C.A. — Yves Beaulieu, C.A.
Robert Blanchette, C.A. — Andre Lesage, C.A. — Pierre Vermette, C.A.
Gilles Beauvais, C.A. — Gerard Mongeau, C.A. — Gérard Trudeau, C.A.
Conrad Menard, C.A. — Rejean Myre, C.A. — Richard Jean, C.A.
Pierre Legault, C.A. — Clement Lussier, C.A. — Jacques Proulx, C.A.
Louis Gravel, C.A. — Raymond Roberge, C.A. — Yves Lamothe, C.A.
Gilles Moison, C.A. — Pierre Mignault, C.A. — Jacques Lotraverse, C.A.
Gaston Ostiguy, C.A. — Robert St-Onge, C.A. — Robert Jette, C.A.
Paul Gonthier, C.A. — Paul-E. Bonnier, C.A. — D.-A. Menard, C.A.
Grégoire Bellavance, C.A. Syndic
MONTRÉAL - QUÉBEC - RIMOUSKI
Suite 3100, Place Victoria, Montréal 115, 861-5741

UNE RÉPONSE À CHAQUE APPEL JOUR ET NUIT COMMERCIAL OU RÉSIDENTIEL
TAS
SERVICE D'APPELS TÉLÉPHONIQUES
866-6921
SHERBROOKE 569-6366
QUÉBEC 522-2024
OTTAWA 236-7151

l'information sportive

Hockey

HIER

Canadiens 6, Boston 3
New York 5, Boston 2
Minnesota 8, Chicago 5
Pittsburgh à Los Angeles (s)
St-Louis à Oakland (s)

CE SOIR

Toronto vs Philadelphie
New York à Boston
Minnesota à Détroit

VENDREDI 12

Pittsburgh à Oakland

SAMEDI 13

Chicago à Canadiens
Détroit à Toronto
New York à Minnesota
Boston à Philadelphie
St-Louis à Los Angeles

DIMANCHE 14

Canadiens vs Détroit
Toronto à New York
Pittsburgh à Boston
Philadelphie à Chicago

CLASSEMENT

DIVISION EST

	PJ	G	P	N	BP	BC	PTS
New York	26	16	4	6	91	61	38
Canadiens	26	13	5	8	93	63	34
Boston	26	12	6	8	91	74	32
Détroit	25	11	9	5	69	65	27
Chicago	25	11	10	4	70	60	26
Toronto	25	9	12	4	72	79	22

DIVISION OUEST

St-Louis	25	12	9	4	78	60	28
Minnesota	24	9	9	6	75	73	24
Pittsburgh	24	8	11	5	58	70	21
Philadelphie	23	4	9	10	54	69	18
Oakland	25	6	16	3	51	91	15
Los Angeles	22	5	16	1	49	96	11

LES COMPTEURS

	B	A	Pts		B	A	Pts
Orr, Boston	8	32	40	Hodge, Boston	8	9	17
Goyette, St-Louis	13	23	36	Béliveau, Can.	7	10	17
Ratelle, N.Y.	12	20	32	Cournoyer, Can.	7	10	17
Esposito, Boston	12	18	30	Backstrom, Can.	7	10	17
McDonald, St-Louis	13	16	29	Gendron, Phil.	7	10	17
Tkazuk, N.Y.	12	17	29	Oliver, Toronto	6	11	17
Berenson, St-Louis	12	15	27	Cashman, Boston	6	11	17
Stanfield, Boston	12	14	26	Prentice, Pitts.	11	6	17
Hadfield, N.Y.	12	14	26	Ellis, Toronto	11	6	17
Balon, N.Y.	10	15	25	Connelly, Dét.	7	10	17
St-Marseille, S.-L.	11	14	25	Lacroix, Phil.	5	11	16
McKenzie, Boston	12	12	24	Keenan, St-Louis	5	11	16
Mahovlich, Détroit	12	12	24	Hampson, Oakland	8	8	16
Lemaire, Canadien	14	10	24	Stemkowski, Dét.	8	7	15
Richard, Canadien	6	18	24	Rochefort, L.A.	3	12	15
Bucyk, Boston	12	12	24	Angotti, Chicago	8	7	15
Keon, Toronto	12	11	23	Cullen, Minn.	6	9	15
Fairbairn, N.Y.	7	15	22	Dornhoefer, Phil.	5	10	15
Gilbert, N.Y.	6	16	22	Laughton, Oakland	8	7	15
Howe, Détroit	11	10	21	Joyal, L.A.	8	7	15
Parisé, Minn.	6	15	21	Krake, L.A.	4	11	15
Mikita, Chicago	12	9	21	Nesterenko, Chic.	7	8	15
Hicke, Oakland	6	14	20	Laperrière, Can.	4	10	14
Walton, Toronto	6	14	20	Pronovost, Pitts.	4	10	14
Redmond, Can.	12	7	19	Schinkel, Pitts.	4	10	14
Grant, Minn.	12	7	19	Sutherland, Phil.	6	8	14
Ullman, Toronto	5	13	18	Unger, Détroit	9	5	14
Williams, Minn.	2	16	18	Libett, Détroit	9	4	13
D. Hull, Chicago	4	14	18	Park, N.Y.	5	8	13
Delvecchio, Dét.	0	18	18	Martin, Chicago	5	8	13
Goldsworthy, Minn.	11	6	17	B. Plager, St-Louis	1	12	13
Rousseau, Can.	8	9	17	Smith, Boston	5	8	13

GARDIENS DE BUTS

	MJ	BC	BL	Moy.		MJ	BC	BL	Moy.
Esposito	1.187	38	4	1.92	A. Smith	740	34	0	2.76
De Jordy	253	13	0	3.08	Binkley	520	26	1	3.00
Chicago	1.440	32	4	2.17	Dalev	180	9	0	3.00
					Pittsburgh	1.440	70	1	2.92
Giacomin	1.408	55	3	2.34					
Sawchuk	92	4	0	2.61	Rivard	120	5	0	2.50
New York	1.500	59	3	2.36	Maniago	1.020	50	1	2.94
					Broderick	240	13	0	3.25
Worsley	360	14	0	2.33	Minnesota	1.380	68	1	2.96
Vachon	1.140	46	2	2.42					
Montréal	1.500	60	2	2.40	Parent	1.180	51	1	2.54
					Favell	200	16	0	4.80
Plante	929	23	3	2.13	Philadelphie	1.380	69	1	3.00
Wakely	511	22	1	2.58					
G. Edwards	60	4	0	4.00	Gamble	700	28	2	2.40
St-Louis	1.500	60	4	2.40	M. Edwards	740	44	0	3.57
					Toronto	1.440	73	2	3.04
Crozier	600	21	0	2.10					
R. Edwards	900	45	0	3.00	G. Smith	840	49	1	3.50
Détroit	1.500	66	0	2.64	Hodge	600	37	0	3.70
					Worthy	60	5	0	5.00
Cheevers	720	26	2	2.17	Oakland	1.500	91	1	3.64
Johnston	780	43	0	3.31					
Boston	1.500	69	2	2.76	Desjardins	1.320	85	2	3.86
					Los Angeles	1.320	86	2	3.91

Ratelle marque deux buts et les Rangers triomphent 5 à 2

NEW YORK (PA) – Le centre Jean Ratelle a marqué deux buts et les invincibles Rangers de New York ont triomphé des Bruins de Boston 5-2 mercredi dans un match de la Ligue nationale de hockey.

Les Rangers, qui n'ont pas subi la défaite au cours de leurs 14 dernières parties, ont augmenté leur avance en tête de la division Est à six points devant les Bruins.

Walt Thaczuk, Ron Stewart et Rod Gilbert ont complété le score pour New York, tandis que Bobby Orr et Johnny Bucyk ont répliqué pour Boston.

Orr, qui domine le classement des compteurs, a marqué alors que les siens jouaient à court d'un homme. Il a volé le disque et s'est échappé en compagnie de Phil Esposito, pour enfiler son huitième but de la saison.

Ratelle a brisé une égalité de 1-1 au milieu de la période médiane alors que les Rangers ont compté avec l'avantage numérique. C'était la première fois en 25 tentatives qu'ils réussissaient à compter sur un jeu de puissance.

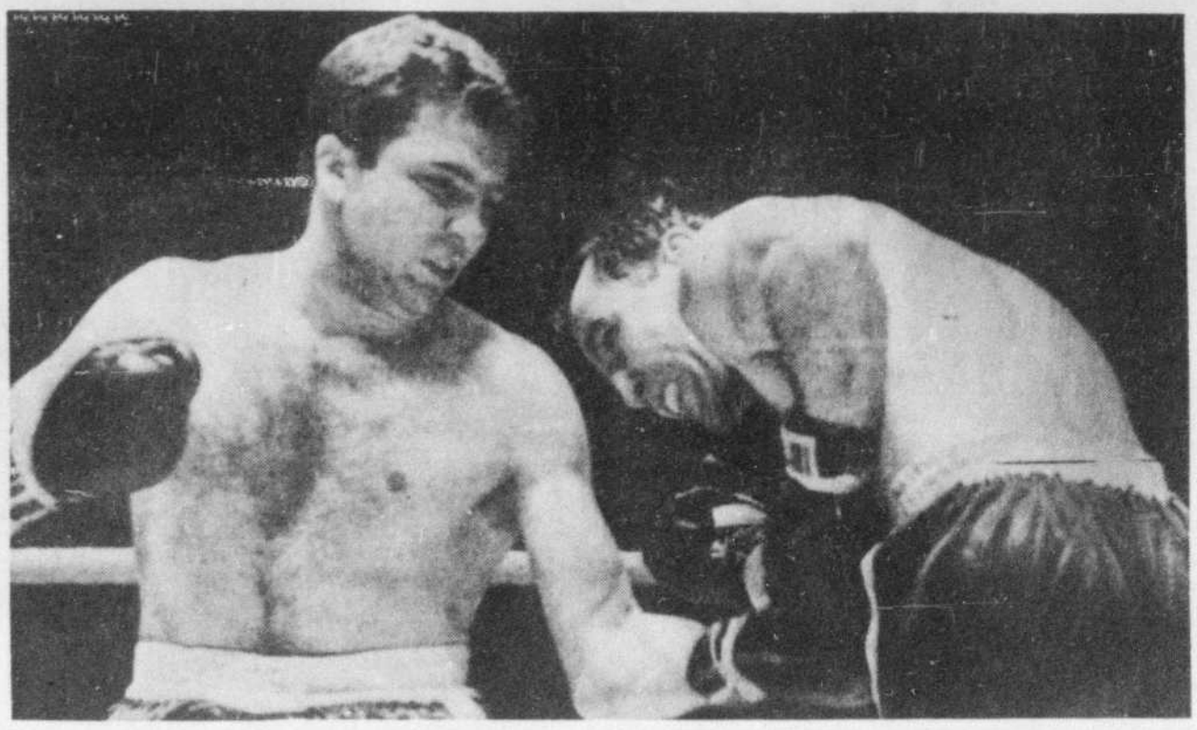
PREMIERE PERIODE
1. Boston, Bucyk 12
Orr 14:47
2. New York, Tkaczuk 12
Balon 19:09
Punitions - Awrey B 8:12, Gilbert NY 12:39, Lemieux NY 13:24.

DEUXIEME PERIODE
3. New York, Ratelle 11
Park, Hadfield. 10:59
4. Boston, Orr 8
Esposito 14:57
5. New York, Stewart 2
. . . . . 18:36
Punitions - Carleton B 9:00, Cashman B 13:26, Hamilton NY 17:19.

TROISIEME PERIODE
6. New York, Gilbert 7
Ratelle, Nevin 5:53
7. New York, Ratelle 12
Hadfield, Gilbert 9:08
Punitions - Cheevers B purgée par Bailey 8:56, Park NY 17:06, D. Smith B 19:26.
Lancers:

Boston	10	8	8	- 26
New York	12	11	8	- 31

Gardiens - Cheevers, Boston; Giacomin, New York.
Assistance - 17,250.



Donato Paduano, la nouvelle idole de la boxe à Montréal, a remporté mardi soir le championnat Canadien des poids mi-moyens, battant Joey Durelle par décision partagée des juges, en 12 rondes. Paduano, à gauche, applique ici une de ses spécialités à son adversaire, un dur crochet de la gauche au corps, qui a fait grimacer l'ex-champion. (Téléphoto PC)





Les Maple Leafs de Toronto ont échangé l'ailier gauche Wayne Carleton contre Jim Harrison, des Bruins de Boston. C'est ce qu'a annoncé hier, à Montréal, le directeur général des Leafs, M. Jim Gregory.

Savard enfile deux buts et le Canadien dispose du Toronto; le 250e but de Claude Provost

Les Canadiens de Montréal ont gâché les débuts de Johnny Bower dans la LNH cette saison en comptant quatre buts dans la 3e période hier soir et en triomphant des Maple Leafs de Toronto 6-3.

La poussée des locaux dans le 3e engagement a permis à Claude Provost de compter le 250e but de sa carrière et ce, dans un filet désert à six secondes de la fin du match.

En plus du but de Provost, les Canadiens en ont obtenu deux de Serge Savard, dont un pendant un jeu de puissance et un autre chacun par Robert Rousseau et Yvan Cournoyer.

SOMMAIRE

PREMIERE PERIODE
1 – Toronto, McKenny (6)
(Walton, Ullman) 17.52
Pun.: Clancy T., Provost M 0:38, Redmond M, 17:45, Nelson T 17:56.

DEUXIEME PERIODE
2 – Montréal, Savard (5)
(sans aide) 0:43
3 – Toronto, Walton (7)
(Armstrong) 2:11
4 – Toronto, Ellis (12)
(Clancy, Dorey) 4:02
5 – Montréal, Rousseau (9)
(Lemaire, J.C. Tremblay). .11:44
Pun.: Dorey T 0:10, Horton T, 4:35, 10:31, Richard M 12:26.

TROISIEME PERIODE
6 – Montréal, Cournoyer (6)
(Rousseau) 5:25
7 – Montréal, Lemaire (14)
(Redmond, Harris) 7:16
8 – Montréal, Savard (6)
(Richard, Redmond) 11:30
9 – Montréal, Provost (6)
(sans aide) 19:54
Pun.: Dorey T 12:33, Savard M 14:43
Lancers:

Toronto	10	9	5-25
Montréal	14	10	15-39

Gardiens: Bower, Toronto, Vachon Montréal.
Assistance: 16,540

Jacques Lemaire a complété le total des vainqueurs.

Jim McKenny avait donné une avance de 1-0 aux Leafs avec un but pendant un jeu de puissance au cours du premier engagement, puis Mike Kalton et Ron Ellis avaient ensuite donné une avance de 3-1 aux visiteurs.

Bower a brillé, même s'il n'avait pas participé à un match régulier depuis l'an dernier, en effectuant 33 arrêts tandis que Rogatier Vachon repoussait 22 des 25 lancers des Leafs.

La victoire a permis aux Canadiens de demeurer à quatre points des Rangers de New York qui dominent le classement de la division Est dans la LNH par quatre points en vertu de leur triomphe de 5-2 aux dépens du Boston hier soir.

Les deux clubs ont dû évoluer avec des alignements décinés en raison des blessés et des suspensions dans leur personnel.

En plus de John Ferguson et Jacques Laperrière suspendus, Jean Béliveau était blessé chez les Canadiens tandis que les Leafs, privés de plusieurs réguliers, ont fait appel au nouveau venu Jim Harrison, obtenu du Boston dans la journée, en plus des recrues Chris Evans et Gordie Nelson, rappelés des ligues mineures.

De plus, Toronto était privé des services de Dave Keon et Paul Henderson.

HOCKEY
LIGUE AMÉRICAINE
DEMAIN à 8 hres p.m.
ROCHESTER
-vs-
LES VOYAGEURS
Billets MAINTENANT en vente au
FORUM

Colette Duhamel établit 2 records

La jeune Colette Duhamel, âgée de 12 ans, a abaissé deux autres records canadiens lors des compétitions de nage qui ont eu lieu au Centre Maisonneuve, samedi, le 6 décembre 1969.

La jeune membre de l'équipe Montréal Olympique a établi de nouveaux records chez les filles de 11 et 12 ans: 50 mètres, dos, en 33.7 sec. et 100 mètres, dos, en 1 min 13.8 secondes. Elle a aussi établi un nouveau record provincial chez les filles de 11 et 12 ans en nageant 100 mètres papillon en 1 minute 18.8 secondes.

Cinq autres records ont été établis au cours de cette compétition qui groupait les meilleurs nageurs de la province:

L'équipe Montréal Olympique a établi un nouveau record provincial chez les garçons de 13 et 14 ans, relais libre, en 1 min. 56.2 secondes;

8 ans et moins: garçon, brasse, André Herchel, Mtl Olymp., 50 mètres, record prov. en 52.2 sec.

8 ans et moins: fille, brasse, 50 mètres, Robin Wells, 9-10 ans fille, 50 m. style libre, Maureen Keating PCAC, record prov. 42.4 sec. 11-12 ans, garçons, 200 m. mélangé, Steve LeReverend, PCAC, record prov. en 2 min. 37.7 secondes.

Minnesota 8 Chicago 5

SOMMAIRE

PREMIERE PERIODE:
1 – Minnesota, Collins (9)
(Gibbs). 4:29
2 – Chicago, Angotti (9)
(H. Hull, Nesterenko). . . .5:15
3 – Chicago, Martin (6)
(D. Hull). 6:49
4 – Minnesota, Grant (13)
Gibbs. 7:43
Pun. – Reid M 4:11, Manne M 13:03, Nesterenko C 15:40.

DEUXIEME PERIODE
5 – Minnesota, O'Shea (5)
(Grant, Parise). 5:54
6 – Chicago, Nesterenko (8)
(Jarrett, Angotti. 8:07
7 – Chicago, Nesterenko (9)
. . . . . .8:24
8 – Minnesota, Parise (7)
(Goldsworthy, Boivin)
9 – Minnesota, Larose (9)
(Grant, Gibbs). 13:33
10 – Chicago, Martin (7)
(Mikita, Jarrett). 15:43
Pun. – Pinder C 5:40, Goldsworthy M 10:14, Wagnuson C 12:47, Larose M 14:39, Magnuson C 16:36.

TROISIEME PERIODE
11 – Minnesota, Goldsworthy (12)
(Grant, Cullen). 4:02
12 – Minnesota, Goldsworthy (13)
(Parise, Williams). 4:13
13 – Minnesota, Larose (10)
(O'Shea). 5:19
Pun. – Magnuson C 2:58, Gibbs M 9:07, Goldsworthy M 18:44.

Facile pour l'Australie

LONDRES – En première ronde de la zone de l'est des rencontres de la Coupe Davis, l'Australie sera opposée à la Corée du Sud par suite du tirage au sort qui a été fait hier à Londres.





CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

Brevets d'invention
MARQUES de COMMERCE
Marion, Robic & Robic
ci-devant
Marion & Marion
2100, rue DRUMMOND
Montréal, 25 288-2152

MEUBLES DE BUREAUX
VENEZ CHOISIR VOTRE AMEUBLEMENT SUR LES LIEUX
STATIONNEMENT
Canada Dactylographe Inc
7035 AVE. DU PARC
270-1141

Entrepreneur-électricien
Jean K. Malouf Inc.
Entretien - Réparations
RA. 1-9630
6305, 25 ave. Rosemont

Encouragez nos annonceurs

PETITES ANNONCES DU "DEVOIR"
844-3361
Le prix de nos petites annonces est de $1.50 par jour avec un maximum de 25 mots. (.05 du mot additionnel). L'heure de tombée est midi pour l'édition du lendemain.

APPARTEMENTS A LOUER

LACHINE: 4½ toutes taxes payées, câble TV. Piscine, occupation immédiate ou plus tard. Tél.: 634-0723 ou 484-2085 15-12-69

VIEUX MONTREAL, 1½ rénové, chauffé, mur de brique, poutres naturelles, $125. Appelez entre 9-5 p.m. Mlle Gauthier 849-4294 12-12-69

CÔTE DES NEIGES: près Université de Montréal, 6½ pièces, 3837 Lacombe, occupation 1er février, $170. Tél.: 735-2974 13-12-69

ANTIQUITES A VENDRE

VENTE PRIVEE: style anglais, 4 chaises Happelwhite, table Pembrooke, secrétaire Chippendale avec facade de vitre, causeuse Chipoendale "Camel Back", causeuse Louis XV, carafes en cristal assorties avec service à thé en argenterie et plateau, peintures Bilimeyea, gravures première édition époque Canadiana. Dessins originaux et autres choses de valeur. Flemming, 1374 ouest rue Sherbrooke, app. 18. 845-1255 15-12-69

Ancien secrétaire de style, 3 tiroirs, dessus bibliothèque vitrée. Tél.: 645-0708 13-12-69

ANTIQUITES CANADIENNES A VENDRE

Attention: chance unique de vous procurer des meubles canadiens dont l'authenticité est certifiée. Datés de 1700 à 1820. Prix raisonnable. Collectionneur consciencieux. Maison privée. Tél. 671-0558. 16-12-69

A VENDRE

Tapis dessins orientaux, couleurs magnifiques, pour salon, salle à manger, tapis chinois tout laine faits main à liquider. Peintures à l'huile vue de Paris. Aubaine. Tél.: 332-3310 15-12-69

Magnifique cadeau, en bon état, dollar américain argent 1922, $15.00, dollar canadien 1935, $15.00. Tél.: 336-0012 12-12-69

Magnétophone stéréo 4 pistes et magnétophone auto. stéréo 8 pistes. Tél.: 325-6113 ou 353-2910 12-12-69

Encyclopédie Larousse, 10 volumes et supplément, s'adresser Mlle Goffart 3-278 Wilbrod, Ottawa. Tél.: 235-0626 12-12-69

BUREAUX A LOUER

Bureau pour professionnel, Delorimier près Beaubien, entrée privée, 3 pièces fermées, 500 p.c., stationnement, occupation immédiate, $130. mois, meublé si désiré avec supplément. Tél.: 729-6663 15-12-69

COUTURE

CHARBONNEAU TAILLEUR, altérations, couture de tout genre dans drap, cuir, ou suède. Confection pantalons, habits, votre tissu ou le nôtre. Tél.: 525-8368 12-12-69

CHALET A VENDRE

Autoroute région St-Adèle, "petite Suisse" plage sablonneuse sur grand lac naturel, chalet suisse authentique, 3 chambres à coucher, abri pour automobile, "sundeck", foyer en pierre naturelle, piscine, tennis près pentes de ski $13,450, terrain compris $98.50 par mois. Tél.: (9-4 p.m.) 731-3501 (après 5 p.m.) 482-8901 J.N.O.

REPRISE DE FINANCE
Chalet hiver-été, lac naturel, 50 milles de Montréal, termes faciles, versements à continuer. $40. mois.
Tél.: M. Ferdinand
Jour 381-2361
342-2590
12-12-69

DIVERS

ASSURANCES GENERALES: Vie - Feu - Automobile - Vol - Responsabilités publiques. Jean-Jules Poirier, courtier, 9454 Basile-Routhier, Mtl. Tél.: 387-2849 3-1-70

TOP MART INC., 15 est rue Ste-Catherine. Tél.: 845-0401, métro St-Laurent. Vente de liquidation de manufacturiers. Importations européennes: jaquettes sport $10, habits complets Worsted $10-$20-$30, jaquettes sport $15, impermeables $10-$15, patelots d'automne $15-$18, Pull-over $5-$6.50, pantalons $3-$6.50 etc. J.N.O.

DUPLEX A LOUER

Grand 6½ neuf, salle de jeux et garage, 10 minutes centre-ville. Tél.: 678-8537. 15-12-69

FEMME DEMANDEE

SECRETAIRE BILINGUE pour travailler auprès d'un agent d'information dans une organisation de coopération internationale. Doit avoir une très bonne connaissance du français et de l'anglais. Poste disponible immédiatement. Ecrire Case 89 Le Devoir. 16-12-69

DACTYLO EXÉCUTIVE BILINGUE
demandée
pour Association politique fédérale-provinciale
Salaire minimum hebdomadaire de $110.
Poste disponible immédiatement.
Téléphoner: 861-0450
13-12-69

HOMMES DEMANDES

GERANT DE SECTEUR: Texas Oil Company. Pour contacter des clients dans votre secteur. Travailleur acharné et ambitieux peut gagner $14,000 par année. Nous vous enseignerons. Aucun problème d'âge. Doit être bilingue. Ecrire par courier aérien à: M. S. K. Dickerson, Prés. Southwestern Petroleum Corp. Ft. Worth, Texas 76101, U.S.A. 13-12-69

Si $1,000 par MOIS vous intéressent, vous nous intéressez. Carrière ouverte pour homme de plus de 30 ans, dans les environs de Montréal. Pas d'expérience nécessaire. Primes d'argent régulières. Ecrivez par avion au: Président, Dept. DC, B. P. 70, Station R, Toronto 17, Ontario. 13-12-69

LOGEMENT A LOUER

LAVAL DES RAPIDES: chauffés, décembre gratuit, métro, secteur paisible, 5½ neuf, $135, grand 3½ $85. Tél.: 663-8007 17-12-69

PERSONNEL

Ne restez pas seul (e). Célibataires, veufs (ves), séparés (es). Pour informations 384-6536. 13-12-69

TAILLEUR

Vous avez maigri ou engraissé? Faites réajuster vos vêtements, habits ou paletots, transformés en devant simple dernier style.

DROLET ET TAILLEUR
– SPECIALISTE –
Habits et costumes sur mesure
351 est, rue GUIZOT
Tél.: 388-2532

TERRAIN A VENDRE

PETITE TERRE 30 arpents
Prix $1,700, 6 milles de Drummondville, près rivière St-François, contrat notarié avec le propriétaire.
Tél: jour 381-2361
soir 342-2590
12-12-69

LISEZ
ET FAITES LIRE
LE DEVOIR

Morgan votre magasin d'un Joyeux Noël
COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON



RÉDUCTION DE 1/3! RICHES FOURRURES

À Noël offrez-lui une fourrure...le cadeau tendresse par excellence. Une riche fourrure de haute qualité Morgan...de l'éblouissante collection de manteaux réalisés avec minutie par l'un des fourreurs canadiens de haute renommée...et sélectionnés par nos acheteurs compétents. Cette collection unique de modèles haute mode vous est offerte à prix réduits.

Des aubaines sensationnelles que seule une très vaste collection (plus de 100 manteaux) puisse offrir. À Noël, rien ne pourra la combler davantage, offrez un somptueux manteau de fourrure portant la griffe de Morgan. Visons somptueux, phoques d'Alaska, lynx et autres fourrures. Tous les manteaux sont réduits de ⅓. **Pas de commandes postales ni téléphoniques.** Salon des fourrures, rayon 438, au deuxième, centre-ville seulement.

Vison foncé Majestic*, 3 seulement.
Se vendent couramment $1900 ch. **$1270**
Vison foncé Majestic*, 2 seulement.
Se vendent couramment $3200 ch. **$2130**
Vison sauvage, 1 seulement.
Se vend couramment $2150 . . . . . **$1430**
Mouton Swakara, 3 seulement.
Se vendent couramment $1350 . . . . . **$ 895**
Mouton Swakara, 6 seulement.
Se vendent couramment $1195 . . . . . **$ 750**
Pékan naturel canadien, 1 seulement.
Se vend couramment $2695. . . . . **$1795**

Pékan naturel canadien, 1 seulement.
Se vend couramment $1995. . . . . **$1330**
Jaguar, 1 seulement,
Se vend couramment $3250. . . . . **$2050**
Ocelot, 3 seulement.
Se vendent couramment $2250 . . . . . **$1475**
Ocelot, 2 seulement.
Se vendent couramment $2995 . . . . . **$1950**
Ocelot, 1 seulement.
Se vend couramment $4950. . . . . **$3300**

Phoque d'Alaska teint Matara*,
2 seulement. Se vendent couramment $1795. . . . . **$1195**
Phoque du Cap, 4 seulement.
Se vendent couramment $895. . . . . **$ 595**
Broadtail de Russie, 1 seulement.
Se vend couramment $2250. . . . . **$1450**
Loutre rasée, 3 seulement.
Se vendent couramment $1195 . . . . . **$ 795**
Chat lynx, 2 seulement.
Se vendent couramment $895. . . . . **$ 595**

Facilités de paiement.
*Marque déposée

Les cinq magasins Morgan seront ouverts tous les soirs jusqu'à Noël (sauf CENTRE-VILLE et SNOWDON le samedi)

• Centre-ville et Snowdon: 9 h 30 a.m. à 9 h 30 p.m.... le samedi jusqu'à 6 h.

Dorval, Rockland et Boulevard: de 9 h 30 à 10 h p.m.... le samedi compris